

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION
BOURSE

QUARANTE-CINQUIÈME ANNÉE - N° 13433 - 4,50 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

JEUDI 7 AVRIL 1988

Les angoisses des démocrates américains

Qui a dit que George Bush était irrémédiablement « pincé » ? Sur de l'investiture de son parti, le vice-président s'amuse énormément ces jours-ci : face aux cohortes républicaines qui attendent, disciplinées, la bataille présidentielle de novembre, la machine démocrate paraît s'être totalement emballée. Il est vrai qu'en dépit du beau « doublé » de Michael Dukakis dans le Colorado et au Wisconsin, la sélection des « primaires » est aux deux tiers entamée, et les délégués aux trois quarts répartis, sans qu'aucun champion se soit clairement détaché.

Pis, le succès inattendu du pasteur Jackson, cet ancien outsider devenu favori, plonge les démocrates dans des angoisses freudiennes. L'émergence « historique » de cette candidature « noire » qui fustige les idéaux égalitaires du parti est aussi une véritable bombe à retardement. Et la convention d'Atlanta, en juillet, loin d'être la fête espérée d'un parti enfin régénéré, risque de se perdre en triviales discussions de marchands de tapis.

A vrai dire, elles ont déjà commencé. Que faire, en effet ? La solution la plus « raisonnable », celle à laquelle se cramponnent sans enthousiasme les caciques du parti, c'est la candidature Dukakis. Que le gouverneur du Massachusetts, à tout prendre le moins petit des « nains » démocrates encore en piste, se maintienne, et il suffira de lui trouver un coéquipier convenable pour l'automne. Pourquoi pas le « sudiste » Gore, sénateur du Tennessee, s'il arrive à survivre ? A cela près que l'addition de deux nains n'ayant jamais fait un grand homme, on voit mal, si les démocrates n'y croient qu'à moitié eux-mêmes, comment les électeurs se laisseraient convaincre.

Reste évidemment la solution « extrême » : un Cuomo gouverneur de l'Etat de New-York, un Bradley sénateur du New-Jersey, ou quelque autre « gros calibre » parachuté directement à Atlanta. Mais au prix de quels déchirements... Autant regarder la réalité en face : toute solution passe par « Jesse ». Quels que soient les intérêts supérieurs du parti, il faudra compter avec lui. Et les démocrates de s'interroger sur ce succès impensable, dans un pays où 20 % des électeurs disent tout haut ce qu'un bien plus grand nombre pensent tout bas : les Etats-Unis ne sont pas mûrs, tant s'en faut, pour un président « noir ».

Pourtant, plus encore que le boulever de sa peau, ce serait plutôt celle de ses idées qui chiffonne le clan démocrate : ce credo libéral, pur et dur, mêlé de vues très personnelles en politique étrangère. Cette « déviation gauchiste », qui rappelle la déroute historique du parti en 1972 derrière McGovern, le parti croyait l'avoir écartée. Il s'est « recentré » au prix de quelques sacrifices sur l'autel du réalisme économique.

Le succès de la « guerre économique » de Jackson auprès des minorités, mais aussi d'une part inattendue de l'électorat blanc, donne à réfléchir : le parti se serait-il complètement trompé ? A Jackson d'en faire la preuve, en montrant que sous la rhétorique du précheur il a peut-être l'effort d'un président. Ce ne sera pas facile, car le révérend, dans sa vie, n'a pas toujours été très regardant et il va devoir se livrer à ce jeu électoral de la vérité qui a déjà eu raison de plus d'un prétendant.

(Lire page 6 l'article de HENRI PIERRE.)

Le débat sur la déstalinisation Réformateurs et conservateurs s'affrontent ouvertement en URSS

Nouveau rebondissement dans la lutte que se livrent désormais ouvertement réformateurs et conservateurs en Union soviétique : un article de la « Pravda » a relancé, le mardi 5 avril, le débat entre partisans et détracteurs de la déstalinisation, en prenant la défense de la ligne imposée depuis plus d'un an par M. Mikhaïl Gorbatchev sur la dénonciation de la terreur stalinienne. L'organe du PCUS riposte ainsi à un article paru, il y a deux semaines, dans le quotidien « Sovietskaïa Rossiia ».

MOSCOU
de notre correspondant

Entre conservateurs et réformateurs soviétiques, c'est maintenant la guerre, officiellement déclarée, sans aucune périphérie.

Après trois semaines d'intenses débats au sommet, la Pravda vient en effet d'accuser, le mardi 5 avril, un autre des grands quotidiens de Moscou, Sovietskaïa Rossiia, d'avoir publié, le 13 mars dernier, un véritable « manifeste des forces hostiles à la reconstruction », une « plate-forme idéologique » visant, selon l'organe du comité central, à « tenter de réviser petit à petit les décisions du parti ».

Développée sur une pleine page et avec toute l'autorité officielle des articles non signés, cette accusation marque une double nouveauté et n'a plus rien à voir avec les simples polémiques codées qui opposent, depuis plus d'un an et demi, rédactions, groupes d'intellectuels ou personnalités diverses.

Cette fois-ci d'abord, on ne prend plus de gants pour dire que la politique de M. Gorbatchev se heurte à des formes d'opposition organisée puisque l'élaboration et la publication d'un « manifeste » commun des conservateurs ne relève évidemment plus de l'addition de résistances individuelles.

BERNARD GUETTA.

(Lire la suite page 8.)

Le détournement d'un avion vers l'Iran Koweït refuse de céder aux revendications des pirates

Le Boeing 747 des Kuwait Airways, détourné, mardi, vers Mechhed, demeure toujours, le mercredi 6 avril en fin de matinée, immobilisé sur l'aéroport iranien. Les pirates de l'air, qui ont libéré les femmes se trouvant à bord de l'appareil, ont fait connaître leur revendication, aussitôt rejetée par le gouvernement koweïtien : la libération des dix-sept extrémistes chiites détenus depuis près de quatre ans dans les prisons koweïtiennes pour avoir participé à divers attentats.

Dans un communiqué publié par l'agence de presse iranienne IRNA, les pirates de l'air ont menacé de porter atteinte à la vie des trois membres de la famille royale koweïtienne présents à bord de l'appareil si leur demande n'était pas satisfaite. Le gouvernement koweïtien, comme d'habitude, a refusé de se plier à ce « chantage », et a demandé aux autorités iraniennes de ne pas laisser décoller l'appareil, de crainte qu'il ne se rende à Beyrouth.

Le Koweït a toutefois envoyé une délégation en Iran. Alors qu'expirait l'ultimatum fixé par les pirates, un médecin a été autorisé à monter à bord de l'appareil, mercredi en début d'après-midi.

La libération des dix-sept terroristes chiites condamnés et emprisonnés au Koweït a déjà été réclamée par le Jihad islamique, la nébuleuse chiite qui affirme détenir notamment les trois otages français encore au Liban.

L'un des prisonniers serait, en effet, apparenté à un terroriste chiite libanais soupçonné de plusieurs prises d'otages. Or ce dernier, particulièrement extrémiste, serait retenu par les Iraniens dans la ville de Mechhed.

A Paris, on ne confirme ni ne dément que l'affaire du détournement soit liée à celle des otages français.

(Lire nos Informations page 3.)

Commerce extérieur

Premier déficit du solde industriel depuis 1969.

PAGE 29

Téhéran

sous les missiles

La guerre des villes a repris.

PAGE 3

Accord Airbus Bombardier

La firme canadienne s'associerait au constructeur européen.

PAGE 27

ASSEDIC de Paris

La Cour des comptes dénonce son « laxisme » et son « incompétence ».

PAGE 27

Une journée sans tabac

Une initiative de l'Organisation mondiale de la santé.

PAGE 16

Le sommaire complet se trouve en page 32

BOURSE DE PARIS

Matières de 100

Transmission

L'ENQUÊTE : Indiens, Pakistanais, Philippins...

Immigrés au Japon

Phénomène nouveau au Japon : les travailleurs immigrés du Bangladesh, de l'Inde, du Pakistan, des Philippines, etc., sont de plus en plus nombreux à venir chercher du travail dans l'archipel.

TOKYO
de notre correspondant

Ce matin-là, il neigeait, et à la sortie de la gare de Toda, dans la banlieue nord de Tokyo, on n'avait guère l'impression d'être au Japon. Toutes les périphéries des grandes métropoles se ressemblent : anonymes, surgies trop vite, sortes de « mille part » de la modernisation. Remarquait surtout le sentiment de dépaysement dans les foules de salariés se rendant à leur travail qui déversaient régulièrement les trains, tranchaient des visages basanés.

Récemment encore, l'archipel ignorait un problème commun à la plupart des pays riches : les travailleurs immigrés. Ce n'est plus le cas aujourd'hui. « Golden Japan », comme disent les Bengalis, Indiens, Pakistanais ou Philippins qui viennent y vendre leur force de travail, à l'effet d'un aimant sur les habitants des pays pauvres voisins de l'archipel.

Emmitouffés, toujours solitaires, ils sortent de la gare d'un pas pressé, le regard fuyant. Le froid n'est pas la cause de leur hâte. Ils ne tiennent pas à s'attarder car ils sont en situation irrégulière. Entrés au Japon avec des visas de touristes ou d'étudiants pour la plupart expirés, ils risquent d'être expulsés et de voir s'évanouir les espoirs échafaudés dans une banlieue d'Islamabad ou un village de Mindanao.

Au début des années 80, l'essentiel des travailleurs immigrés clandestins au Japon était constitué par des femmes, surtout des Philippines ou des Thaïlandaises venues travailler dans le show business, en fait les bars et souvent les réseaux de prostitution. On les appelle les Japayuki-san : « celles qui vont au Japon », mot forgé à partir d'une autre expression, Karayuki-san, (celles qui vont en Chine), c'est-à-dire les Japonaises envoyées avant guerre à travers l'Asie dans les bordels du Grand Japon et qu'évoque Shohhei Imamura dans son récent film, Zegen (le marchand de femmes).

PHILIPPE PONS.

(Lire la suite page 10.)

Les candidats et l'élection présidentielle

L'apothéose et la fin de la politique

M. Mitterrand, qui a mis la dernière main à son « projet » (lire page 14 l'article de Jean-Yves Lhormeau), devait s'exprimer le mercredi 6 avril, à 18 h 15, sur RTL. M. Barre, invité mardi de « L'heure de vérité », sur Antenne 2, a affirmé, de son côté, son intention, s'il est élu, de gouverner au centre. Il ne s'inquiète pas outre mesure, affirme-t-il, des sondages qui le donnent distancé par M. Chirac au premier tour. Le premier ministre-candidat participera jeudi à « L'heure de vérité ».

par Jean-Marie Colombani

« Nous ne sommes qu'à la mi-temps », dit M. Raymond Barre avant de rappeler qu'en dix-neuf jours l'imprévisible peut surgir. « Ce n'est pas de la politique, c'est de la prestidigitation ».



confie M. Jacques Chirac, ému sans doute par cette photo du président-candidat parue dans The Economist et ainsi légendée : « Abracadabra » !

M. Barre est optimiste par devoir, M. Chirac inquiet par incompréhension. Mais l'un et

l'autre ont en commun sinon une certitude du moins une interrogation, qui commande désormais leurs faits et gestes : et si l'élection présidentielle était déjà jouée ?

Réserve faite précisément de l'imprévisible (un nouveau krach boursier, par exemple, qui remettrait en selle M. Barre), le scrutin semble à portée de la main de M. François Mitterrand. Le président bénéficie en effet d'une conjonction exceptionnellement favorable.

1. M. Raymond Barre paraît hors course.

La chute du candidat de l'UDF, telle qu'elle est mesurée dans les enquêtes d'intentions de vote, semble placer hors course l'homme qui, à n'en pas douter, aurait été le rival le plus dangereux du président-candidat, parce qu'il était susceptible de rassembler au-delà de sa propre famille au second tour. Le problème est qu'il n'a pas su conquérir la suprématie dans son propre camp libérant ainsi, pour le plus grand profit de M. Mitterrand, une partie de l'électorat centriste. M. Valéry Giscard d'Estaing, qui parle d'expérience, définit deux conditions pour la victoire : que l'un des deux candidats de la droite décroche l'autre, afin qu'une dynamique se crée autour de lui.

(Lire la suite page 14.)

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

■ « Longue vie à la Signora », d'Ermanno Olmi.
■ « Burning Secret », d'Andrew Birkin, avec Faye Dunaway.
■ « El Publico », de Federico Garcia Lorca, à l'Odéon.
■ Un portrait d'Hélène Vincent.

Pages 17 à 19

RICHARD BOHRINGER
à "Apostrophes" le 8 avril

C'est beau une ville la nuit

156 pages - 55 F

DENOËL

A L'ÉTRANGER : Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,50 dir. ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 18 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 \$; Côte d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 10 kr. ; Espagne, 165 pes. ; G.-B., 60 p. ; Grèce, 160 dr. ; Irlande, 80 p. ; Italie, 1.700 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 fr. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 130 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 12,50 cr. ; Suisse, 1,60 f. ; USA, 1,50 \$; USA (West Coast), 1,75 \$.

هكذا من الامل

Débats

MÉDECINE

Procréatique, angoisse et réalités

par le professeur CLAUDE SUREAU (*)

La confusion est totale. Des spécialistes, biologistes ou cliniciens, s'affrontent, mais derrière les arguments techniques ou éthiques transparaît le souci de l'intérêt personnel. Des sociologues affirment audacieusement qu'une stérilité n'est pas guérie par la survenue d'une grossesse, ce qui sans être totalement faux n'est tout de même pas complètement exact. Les catholiques sont sommés d'accepter l'absence de descendance avec reconnaissance et humilité, comme d'admettre une fécondité exubérante, lorsque le cycle est irrégulier et la courbe thermique incertaine.

La vie humaine doit être, selon les uns, respectée en toutes circonstances et celles qui puissent être les conséquences, depuis son extrême début, la fécondation, mais on ne se prononce pas sur la légitimité de l'intervention pour grossesse extra-utérine sur œuf vivant ; pour d'autres, la mère a droit de vie et de mort sur son enfant *in utero*, que ne protège aucun règlement jusqu'à douze semaines, mais on découvre brutalement que, fécondé *in vitro*, il mérite le respect de la société et l'attention des juristes.

Désordre des pensées et des actes

Les mêmes instances affirment immoral l'usage de tissus d'embryons avortés mais ne se prononcent pas sur le principe même de l'avortement, établissant ainsi implicitement une étrange hiérarchie privilégiant les droits des organes par rapport à ceux des individus.

Dans ce désordre des pensées et des actes, la médecine continue jour après jour à rechercher la meilleure solution médicale et

humaine à proposer à chaque cas particulier.

On comprend mal dès lors ces déclarations émanant de scientifiques ayant eux-mêmes contribué au développement de ces techniques et suggérant aux autres d'arrêter leurs recherches — le fameux « moratoire » — comme celles d'autorités religieuses enjoignant aux médecins d'aller effectuer ailleurs leurs prestations, jugées « illicites ».

Certes, la « dérive » est possible. Elle existe même déjà : c'est l'IVG à l'évidence pour convenance, bien éloignée de la détresse autrefois alléguée, c'est l'interruption thérapeutique de grossesse réclamée sur la foi d'une information échographique incertaine ou en raison d'un risque statistiquement très faible mais jugé insupportable. (A ce sujet, comment ne pas être reconnaissant à l'hôpital Notre-Dame-de-Bon-Secours d'avoir permis au docteur Daffos de mettre au point la technique de prélèvement du sang fœtal aujourd'hui universellement utilisée et qui évite 95 % d'avortements inutiles après contamination maternelle par la toxoplasmose. Exemple admirable d'humanité et de tolérance !). C'est l'acharnement procréatique au-delà du raisonnable, c'est l'éventualité d'expérimentations choquantes, c'est l'implication de considérations financières, tous éléments mis en cause à plusieurs reprises par le professeur Jacques Testart.

Comment d'ailleurs ne pas être frappé, voire intrigué, par cette surprenante convergence entre les autorités ecclésiastiques de plus en plus rigoureuses et ce biologiste estimé, dont les cris d'alarme, venus d'horizons idéologiques différents, témoignent d'une même préoccupation ?

Faut-il alors accepter ce moratoire pour la recherche, cette pas-

sivité médicale face à la souffrance, ce nihilisme thérapeutique, et cela parce qu'il s'agit de procréation ?

Quelles sont les conséquences d'un moratoire ? On l'a bien vu aux États-Unis, il y a quelques années, il n'a d'autre effet que de retarder le progrès là où il est mis en œuvre, à charge ensuite pour les chercheurs concernés de tenter de combler leur retard auprès de ceux qui ne s'y sont pas soumis.

Qui sommes-nous ?

Comment admettre, d'autre part, le refus de soins en présence d'un désir de grossesse non satisfait ? Certes, l'enfant n'est ni un droit ni un objet, mais qui sommes-nous pour juger du bien ou du mal-fondé d'un désir d'enfant ? Certes, bien des « stérilités » peuvent traduire un trouble plus profond que la survenue d'une grossesse ne fera pas disparaître. Raison valable de prudence, mais non de refus systématique.

Il y a quelques années, lorsque les thérapeutiques contre la stérilité comportaient des succès relativement rares, personne ne condamnerait nos efforts et les traitements médicaux et chirurgicaux étaient admis sans réserve. Curieusement, l'opposition se révèle depuis que l'efficacité s'accroît, comme si ceux qui n'ont pas été personnellement confrontés à ces problèmes douloureux se satisfaisaient de leur situation privilégiée et voulaient en conserver la jouissance exclusive, engageant les maudits de la procréation dans la soumission à leur sort malheureux.

Comment admettre deux arguments volontiers invoqués, le

mépris de la dignité humaine, et la dissociation entre procréation et acte sexuel ? Où est le mépris de l'homme, lorsque l'on met à son service le développement technique, où est l'aliénation lorsque le médecin et le couple luttent ensemble pour une œuvre de vie, que penser de cette prétendue dissociation liée à la thérapeutique alors qu'elle caractérise au contraire l'activité sexuelle lorsque la femme est ménopausée, enceinte ou stérile, et qu'à l'inverse c'est la FIV qui rétablit l'association naturelle entre un acte sexuel, certes technicisé et inhabituel, et son but ultime, la procréation ?

Ici, comme pour la contraception, n'y a-t-il pas confusion dramatique entre l'esprit et la lettre, entre les moyens et les motivations ? N'y a-t-il pas fourvoiement de la doctrine dans une discussion technique où elle s'embourbe ?

Un exemple précis peut en être donné : peu avant la publication de l'instruction du cardinal Ratzinger, une discussion avait eu lieu dans une instance officielle à propos de la congélation embryonnaire. Lors de cette discussion, il avait été reproché aux spécialistes de s'intéresser excessivement aux procédés spectaculaires tels que cette congélation condamnable pour des raisons de principe, et non à ceux plus « naturels » tels que le GIFT (*gamete intrafallopian transfer*) où spermatozoïdes et ovocytes sont disposés et se fécondent normalement dans la trompe. Quelques semaines plus tard, l'instruction Ratzinger condamne la procréation médicale assistée en raison de la dissociation citée plus haut. Qui ne

(*) Chef de service à la maternité Baudelocque (Paris).

voit que cet argument peut et doit être invoqué autant à l'encontre du GIFT que de la FIV « classique ». Est-il concevable d'en arriver à ce niveau de discussion qui rappelle fâcheusement celle qui tente, à propos de la contraception, d'établir une distinction entre le thermomètre, instrument naturel s'il en fut, et l'administration « artificielle » d'hormones contraceptives ?

Cette confusion est regrettable. Elle l'est d'autant plus qu'une réflexion approfondie est nécessaire entre tous ceux qu'anime le volonte à la fois de respecter la vie et la dignité humaine et d'aider l'individu, car les problèmes sont nombreux et il ne sert à rien de tenter de les éluder par l'anathème ou la force : où nous arrêtons-nous, sur la voie du dépistage des anomalies et de la sanction qui n'a de thérapeutique que le nom, l'interruption de grossesse ? Par la correction *in utero* de ces anomalies, au prix parfois d'un risque maternel, ou par la fécondation *in vitro*, associée à une manipulation somatique ?

La frontière floue

Sera-t-il un jour envisageable de modifier le patrimoine génétique pour arrêter, à la source, la transmission de certaines tare ? Sera-t-il admissible d'utiliser des tissus fœtaux pour traiter certaines affections de l'enfant ou de l'adulte ?

La frontière entre contraception et avortement n'est-elle pas en train de devenir floue, du fait de la mise au point de ce RU 486 du professeur E.E. Baulieu ? Certes, aujourd'hui son seul usage envisagé est abortif. Mais demain, cette substance ou une autre,

prise au 25^e jour du cycle, provoquera l'apparition des règles, qu'il y ait ou non fécondation. Ce que fait d'ailleurs le stérilet. S'agit-il d'un avortement ? Ou de la simulation de ce que réalise spontanément la nature, pour le tiers des fécondations naturelles ?

En fait, toute la difficulté vient de l'évolution accélérée des techniques et de la science et donc de la médecine au cours des trente dernières années.

Cette évolution génère l'angoisse et provoque une réaction étrange faite de fascination et de répulsion. On accuse le corps médical de jouer avec la nature alors qu'il cherche à améliorer la condition humaine, mais on s'étonne qu'il ne soit pas plus efficace. On se réfugie dans un respect formel de règles établies alors que la connaissance était alors en leur supposant une transcendance qu'elles n'ont pas. Il est vain de nier que beaucoup d'entre elles sont conjoncturelles.

Notre rôle à tous, aux bénéficiaires éventuels de ces techniques, justement préoccupés de leur situation personnelle, au corps médical, soucieux de l'intérêt individuel des patients, mais aussi conscient des conséquences économiques et éthiques pour la collectivité des progrès réalisés, aux hommes de science désireux de discerner la finalité humaine et sociale de leurs recherches, comme aux représentants du magistère, philosophique ou religieux, responsables de l'établissement d'une doctrine éventuellement évolutive et dont l'application sur le terrain requiert l'appréhension des situations individuelles, est de rechercher, en acceptant de reconnaître avec simplicité les échecs et les erreurs, la voie raisonnable et donc incertaine vers plus d'humanité.

Au courrier du Monde

CIBLE

Pourquoi Zola Budd ?

Il reste comme un goût de cendres doublé d'un malaise face à l'attitude... des mouvements anti-apartheid à propos de l'athlète britannique d'origine sud-africaine Zola Budd (*le Monde* du 19 mars 1988). La charge émotionnelle a joué. Le Mondial de cross d'Auckland tombait au lendemain de la menace de pendaison des six de Sharpeville !

Mais pourquoi prendre Zola Budd comme unique cible, alors que sur les circuits automobiles du championnat ont concouru des coureurs sud-africains, qu'en 1986, dans le Tournoi de Roland-Garros, le tennisman sud-africain Visser pouvait jouer sans soulever de

vagues. La néo-Suisse Corélie Burki ou le néo-Américain Sydney Marec, tous deux athlètes de renom, n'ont pas passé leur tendre enfance dans les verts pâturages helvétiques ou dans les rues du Bronx ! [...]

Pourquoi prendre comme cible un bien fragile figure symbolique, et cela par période ? Zola Budd courrait le 3 000 mètres au moment de Los Angeles sans aucune protestation. A l'époque, c'était plus Mary Decker qui en avait après Zola Budd que les divers mouvements anti-apartheid. [...]

Le sport est une cible médiatique facile, alors que, si Botha perpétue son régime, c'est bien parce qu'il a l'appui des pays occidentaux qui, parfois, dans un sursaut humaniste, le taquent bien timidement [...].

MARTIAL BEAUVILLE (Sarcelles).

SACRIFICE

Les victimes du dieu Profit

Dans *Le Monde* du vendredi 25 mars, une brève d'une quinzaine de lignes en page 4 nous informe qu'en Inde « une fille de sept ans a été sacrifiée à une déesse hindoue ». Cela peut nous sembler survivance de temps révolus se passant dans un pays lointain.

Et pourtant ! Sans parler des enfants immolés sur les champs de bataille, restons chez nous. Nous savons aujourd'hui, sans contestation possible, que l'alcool et le tabac tuent chaque année des dizaines de milliers de personnes dans notre pays. Pour envoyer cette hécatombe, des sommités du monde médical interviennent périodiquement pour que l'on interdise toute publicité susceptible d'inciter les jeunes, nos enfants, à consommer alcool et tabac.

Sourds à ces appels, nous continuons à tolérer sur nos murs et nos écrans des messages vantant les bienfaits des boissons alcoolisées, particulièrement les bières, ainsi que des cigarettes camouflées en allumettes ou en briquets, ce qui ne trompe personne. Les jeunes sont les cibles privilégiées de ces messages.

Avec des accents dignes des prophètes d'Israël stigmatisant les sacrifices d'enfants aux Baals de la fécondité, le professeur Got a démissionné de ses fonctions au Haut Comité d'étude et d'informations sur l'alcoolisme pour protester contre les stermissements de nos dirigeants face aux pressions de ceux qui tirent profit de ce commerce, sous le prétexte qu'ils sont aussi créateurs d'emplois, donc de prospérité.

En Inde, une fille de sept ans vient d'être sacrifiée à la déesse Adimata Shakti. En France, combien de nos enfants seront-ils immolés cette année au dieu Profit ?

PIERRE CHOUFAUT (Courbevoie).

TF 1

Le journal... du RPR ?

Cette lettre sera-t-elle sans effet ? Mais tout de même... Je m'étonne de n'avoir encore rien lu, dans une presse soucieuse en principe d'information « libre », de constant et de frontal concernant l'incroyable « tribune RPR » qui est devenu le journal du soir de TF1.

Je ne suis pas barriste à tout crin. Pourtant, malgré les articles plus

qu'intéressants que je lis parfois, il me semble qu'il ne faut pas voir ailleurs que dans cette tribune quotidienne d'immense diffusion, persécution et remarquable, l'avance prise par Jacques Chirac... qui aurait dû être encore plus grande !

J'espère que le fait que M. Mitterrand trouve son compte dans cet état de choses ne suffit pas à expliquer ces silences (à quelques allusions près) de vos colonnes. Une sorte d'alliance — inconsciente — objective ? C'est d'y avoir songé qui me fait vous écrire.

JEAN-PAUL PILOTAT (Châtigny-Malfroy).

PRIVILÈGE

Un étrange emprunt

Monsieur le ministre d'Etat, je suis profondément choqué. Le mardi 1^{er} mars paraît, dans *le Monde*, une importante publicité qui annonce « un nouvel emprunt de l'Ecurieil ». « Souscrivez dès maintenant », conseille-t-elle.

Dès le lendemain, je me présente à l'agence Ecurieil la plus proche de mon domicile. J'y suis accueilli par une charmante jeune femme qui me déclare : « Hélas, monsieur, je ne puis rien pour vous, l'emprunt ayant été entièrement souscrit avant la publicité ».

— Dans sa totalité, 1 200 000 000 F, ce qui est considérable ?

— Oui, monsieur.

Plusieurs questions me sont aussitôt venues à l'esprit, auxquelles M. Edouard Balladur aura, je pense, la courtoisie de répondre :

1) Pourquoi faire de la publicité pour un emprunt qui n'est pas besoin, ayant été clos avant d'être ouvert ?

2) Quels sont les privilèges qui ont pu souscrire dans la plus grande discrétion, avant même le lancement d'un emprunt qui paraissait particulièrement avantageux ? Il n'est pas courant de nos jours, en effet, de proposer, pour une durée de 11 ans et 289 jours, un intérêt de 10 %.

Tout s'est apparemment passé comme si l'on avait proposé à tous les Français une bonne affaire que l'on réservait seulement à quelques-uns. En tant que Français, je suis profondément choqué. Journaliste à la retraite, et donc journaliste, car on le reste toute la vie, j'ai employé, monsieur le ministre d'Etat, la voie de la presse pour porter ces faits à votre connaissance. Ma vieille expérience m'a appris que c'est la plus directe. Je me permets de la préconiser aussi pour la réponse que j'ose espérer de vous.

FRANÇOIS MALRIC (Paris).

LE MONDE diplomatique

Avril 1988

COMMUNICATION

L'ÉDITION A L'ENCAN

De plus en plus soumise à la logique de rentabilité des grands groupes multinationaux, l'édition est en train de s'éloigner de ses finalités culturelles. Le Monde diplomatique explique comment le produit-livre, standardisé et adaptable sur tous les médias, prend graduellement le pas sur la création originale. Les systèmes de distribution, caractérisés par la vitesse de croissance et de rotation des stocks, aggravent encore cette tendance et condamnent chaque année au pilon des tonnes d'ouvrages. Pendant ce temps, des millions de lecteurs du tiers-monde restent privés d'écrits...

AFGHANISTAN L'AVENIR HYPOTHÉQUE

La perspective d'un retrait des troupes soviétiques dévoile les divisions de la résistance, mobilisée contre un occupant ne pouvant abandonner ouvertement ses clients communistes. Aux forces fondamentalistes, principales bénéficiaires des soutiens américains et pakistanais, s'opposent les populations d'ethnies, en particulier pachounes, attachées aux loyautés traditionnelles.

En vente chez votre marchand de journaux

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Tél : (1) 42-47-97-27

Télex MONOPAR 650 672 F

Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Reproduction interdite de tous les articles sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57437

ISSN : 0395-2037

Édité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine

directeur de la publication

Anciens directeurs :

Hubert Bourde-Méry (1944-1969)

Jacques Favre (1969-1982)

André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :

cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social :

620.000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les rédacteurs du Monde »,

Société anonyme

des lecteurs du Monde,

Le Monde-Entreprises.

MM. André Fontaine, gérant,

et Hubert Bourde-Méry, fondateur.

Administrateur général :

Bernard Wouis.

Rédacteur en chef :

Daniel Veret.

Correspondant en chef :

Claude Sales.

ABONNEMENTS

BP 507 09

75442 PARIS CEDEX 09

Tél : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par mandat)

1. - BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

399 F 627 F 1 089 F 1 380 F

2. - SUISSE, TUNISIE

504 F 972 F 1 404 F 1 880 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : non abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde TÉLÉMATIQUE

Composez 36-15 - Tapez LEMONDE

Le Monde PUBLICITE

5, rue de Montigny, 75007 Paris

Tél : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

Télex MONOPUB 286 136 F

ABONNEMENTS PAR MINITEL

36-15 - Tapez LEMONDE

code d'accès ABO

365 jours par an. 24 heures sur 24

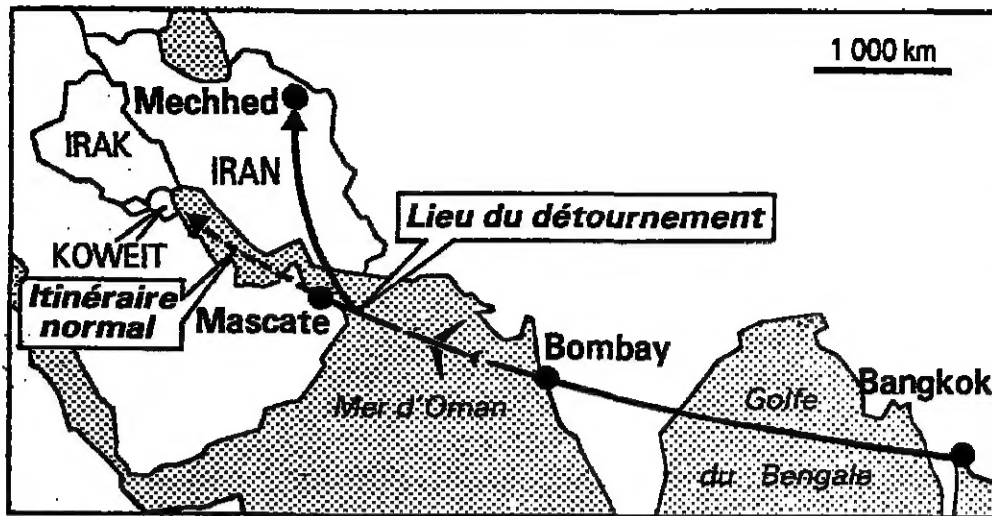
Le détournement d'un avion koweïtien vers l'Iran

Les pirates ont libéré 24 femmes et exigent l'élargissement de 17 terroristes chiïtes détenus au Koweït

Les pirates de l'air qui ont détourné, mardi 5 avril, vers Mechhed un Boeing des Koweït Airlines ont averti, le mercredi 6 avril, que les trois membres de la famille royale koweïtienne présents à bord seraient en « danger immédiat » si leurs exigences ne sont pas satisfaites dans un délai de douze heures. Ils n'ont cependant pas précisé l'heure d'expiration de ce délai.

Les pirates, au nombre de cinq ou six, armés de pistolets et de grenades et parlant arabe, ont réclamé la libération de dix-sept extrémistes chiïtes, pour la plupart des Irakiens, emprisonnés au Koweït pour participation à divers attentats (voir encadré). Le gouvernement koweïtien, réuni en session extraordinaire, a refusé de se plier à ce « chantage » et a décidé d'envoyer une délégation en Iran pour « faciliter la mission » des autorités iraniennes en vue d'aider à libérer les otages détenus par les pirates de l'air. L'envoi de la délégation, dont la composition et le niveau n'ont pas été précisés, a coïncidé avec la publication par l'agence irannienne IRNA d'un communiqué des pirates affirmant que des membres de la famille de l'émir Al Jaber El Sabah, qui ne lui sont pas directement apparentés, se trouvent parmi les passagers qui ont embarqué à bord du Boeing-747 des Koweït Airlines à Bangkok. La famille El Sabah, qui gouverne l'émirat du Koweït depuis plus de deux siècles, compte environ mille deux cents membres.

Dans la nuit de mardi à mer-



credi, les pirates de l'air ont libéré vingt-quatre passagères de l'avion, à l'issue de pourparlers avec le vice-premier ministre iranien, M. Ali Reza Moayyeri. Ils avaient auparavant libéré un passager jordanien, M. Rafiq Moustafa Issa, qui se trouvait mal. Le groupe des vingt-quatre femmes libérées est composé de dix Britanniques, trois Thaïlandaises, trois Égyptiennes, une Philippinoise, une Palestinienne, une Singapourienne, une Irlandaise, une Allemande, une Autrichienne, une Syrienne et une Pakistanaise. Aucune Koweïtienne n'y figure.

Les femmes relâchées ont été transportées dans un hôtel de Meccah. La plupart d'entre elles ont affirmé que les pirates les

avaient « traitées gentiment », selon IRNA.

Les États-Unis ont appelé mardi l'Iran à prendre ses responsabilités pour résoudre le problème du détournement et « déferer ses auteurs devant la justice ». Selon un porte-parole du département d'État, il n'y a pas d'Américains à bord de l'appareil. Le président du Parlement iranien, l'hodjatolislam Hachemi Rafsandjani, a répondu indirectement aux États-Unis en qualifiant le détournement de « complot destiné probablement à camoufler le crime du régime iranien qui a bombardé Halabja à l'arme chimique ». M. Rafsandjani a indiqué que l'Iran avait transmis au gouvernement koweïtien son « désaccord » quant à l'atterrissage de l'appareil à l'aéroport de Meccah et avait suggéré d'autoriser son départ. Mais, a-t-il ajouté, « les autorités koweïtiennes ont demandé que les pirates de l'air restent en Iran jusqu'au règlement de l'affaire ». « Malgré la demande koweïtienne, a-t-il dit, nous avons demandé à nos responsables de régler cette question au plus tôt ou de persuader les pirates de quitter notre territoire ». De sources informées à Koweït, on estime que les dirigeants koweïtiens ont demandé à l'Iran d'empêcher le départ du Boeing de crainte que les pirates de l'air ne se dirigent vers Beyrouth. Ce serait pour éviter une telle éventualité que le Koweït aurait refusé d'autoriser l'Iran à faire le plein de carburant de l'avion comme l'exigent les pirates de l'air. Selon ces sources, la situation deviendrait incontrôlable si l'avion atterrissait à Beyrouth.

En rendant par contre l'Iran entièrement responsable de l'issue de ce détournement, comme l'a indiqué un porte-parole officiel koweïtien, les dirigeants du Koweït disposent à la fois d'un interlocuteur en contact avec les ravisseurs et d'un moyen de pression à l'égard de Téhéran, estimant les milieux bien informés koweïtiens. Ces milieux ont jugé d'autre part « suspect » le comportement de l'Iran dans ce détournement et relevé que l'avion détourné a franchi 1 200 kilomètres au-dessus du territoire iranien, de l'extrémité sud-est du pays jusqu'à l'aéroport de Meccah au nord-est, sans que l'alerte ait été donnée. C'est le même scénario du détournement sur Téhéran de l'Airbus koweïtien en décembre 1984 qui s'est répété, mais cette fois l'aéroport choisi, à 900 kilomètres au nord-est de Téhéran, empêche les autorités koweïtiennes de pouvoir suivre la situation. — (AFP, Reuters, AP.)

Un lien avec l'affaire des otages français ?

Aucun élément nouveau n'est intervenu, mardi 5 et mercredi 6 avril, dans l'affaire des otages français détenus au Liban, sinon le détournement de l'appareil koweïtien vers la ville iranienne de Meccah. Rien n'indique à coup sûr que les deux affaires soient liées, mais on peut le craindre.

A plusieurs reprises, en effet, les préteurs d'otages ont lié la libération de leurs prisonniers à celle des dix-sept intégristes chiïtes condamnés pour terrorisme par un tribunal koweïtien. L'un de ces condamnés serait, en effet, le cousin et le beau-frère d'un intégriste libanais soupçonné d'avoir supervisé personnellement plusieurs prises d'otages, notamment celle de Terry White, le « médiateur » britannique, qui a été finalement enlevé au cours de tractations qu'il menait à Beyrouth-Ouest. Il s'agit d'Imad Mugnieh, auquel les Iraniens reprochent d'avoir voulu discuter directement avec certaines autorités françaises. Après avoir été retenu contre son gré à Téhéran, Mugnieh serait actuellement en résidence surveillée, à Meccah justement, la ville où les auteurs du détournement de mardi ont choisi de se rendre.

Si les deux affaires étaient liées, le détournement constituerait une fort mauvaise nouvelle pour les autorités françaises. Les dirigeants du Koweït ont toujours refusé de céder au terrorisme, acceptant seulement de ne pas exécuter trois de leurs prisonniers condamnés à mort.

Personne, mercredi matin, à Paris, ne voulait commenter ces derniers développements, et c'est M. Passeur qui a déclaré mardi soir, au micro de France-Inter : « Si vous souhaitez que les otages soient libérés, je ne saurais mieux vous conseiller que de parler d'autre chose. Nous en parlerons lorsqu'ils seront relâchés. Tout le monde sait qu'en ce qui concerne les otages, la seule chose qu'on puisse dire, c'est qu'il ne se passe pas un seul jour sans que les efforts nécessaires soient faits pour les récupérer ». On n'en confirme pas moins, de source officielle, que M. Jean-Charles Marchiani s'est bien rendu, au début de la semaine, à Damas, d'où il serait allé à Baalbek, dans la plaine libanaise, pour rencontrer des ravisseurs.

On précise également qu'une normalisation avec l'Iran ne pourra intervenir que lorsque les trois otages encore détenus auront été libérés, et on reconnaît qu'aucune garantie ne peut être obtenue sur la libération simultanée des diplomates Michel Carton et Marcel Fontaine et du journaliste Jean-Paul Kauffmann.

J. A.

Le conflit irano-irakien

Nouvelle escalade dans la guerre des villes

La guerre des villes a repris avec violence, le mardi 5 avril, avec l'annonce du tir de six missiles sol-sol irakiens sur Téhéran, Qom et Isfahan, de douze missiles iraniens sur le port irakien d'Oum-el-Qasr au sud-est de l'Irak, et de deux engins sur Bagdad. Mercredi matin, l'Irak a annoncé le tir simultané de quatre missiles sol-sol sur Téhéran. Ces tirs portaient à cent neuf le nombre d'engins irakiens lancés contre la capitale iranienne depuis le déclenchement de la guerre des villes, le 28 février dernier. Pour leur part, les Iraniens n'ont tiré que trente-deux missiles sur Bagdad. La recrudescence de la guerre des villes augure mal des nouveaux efforts que le secrétaire général de l'ONU va entreprendre au cours des prochains jours auprès des belligérants pour tenter de relancer un règlement politique du conflit. Pour contrer les accusations iraniennes, l'Irak, a reproché à l'Iran, lundi, d'avoir fait usage d'armes chimiques et a demandé à l'ONU d'envoyer une mission d'enquête pour examiner les quatre-vingt-huit militaires irakiens qui auraient été gazés (le Monde du 6 avril). Le porte-parole de l'ONU a déclaré, mardi, que M. Perez de Cuellar examinait cette requête, et on pense qu'il accèdera probablement à cette demande, tout comme il l'avait fait pour celle présentée par Téhéran, il y a une quinzaine de jours. Les responsables de l'ONU attendent maintenant les conclusions de cette première enquête. — (AFP.)

Téhéran sous les missiles

TÉHÉRAN
de notre envoyé spécial

Téhéran aura tout de même connu dix jours de paix. Une trêve vécue dans l'angoisse, mais un répit dont les habitants commencent à espérer qu'il pourrait se prolonger. La ville sortait lentement de sa léthargie, le mardi 5 avril, et des encombrements se formaient déjà aux principaux carrefours de cette immense cité de huit à dix millions d'habitants.

Soudain, deux explosions. Elles sont immédiatement suivies d'un long roulement qui se propage dans la ville, se répercutant de rue en rue. Puis deux panaches de poussière s'élèvent du sol. Deux missiles irakiens viennent de s'écraser sur Téhéran, les 104^e et 105^e depuis le 28 février dernier, les deux premiers depuis dix jours. Quelques minutes après les deux explosions, les sirènes hurlent. L'alerte est donnée trop tard.

Selon un schéma devenu habituel, le quartier touché est vite libéré. Des cordons de policiers barrent les rues, les mesures de sécurité sont très strictes. Une heure et demie après la chute des « moushaks » (missiles), l'une des zones résidentielles bombardées est toujours bouclée. Au-delà des cordons, la poussière en suspension retombe doucement sur les arbres, les maisons, les ambulances et les voitures de pompiers. Les visages des gens rassemblés devant les policiers sont impassibles. Peu de conversations, un calme, une indifférence apparente quelquefois troublée par le passage d'une ambulance. Aucun cri, aucune manifestation. Casque blanc, dosard frappé du croissant rouge, les sauveteurs s'activent sans la moindre précipitation. Le propriétaire d'une échoppe nettoie consciencieusement le trottoir où vient de s'écraser sa victime. Dans les rues alentour, des rideaux de fer se baissent. La circulation se fait progressivement plus fluide.

L'horreur et la désolation

Dans les grands hôtels, à la carcasse de fer et de béton, ceux qui avaient osé croire à une prolongation de la trêve se pressent de nouveau à la réception, retrouvent leur chambre, abandonnée quelques jours plus tôt. Mais tout ceci sans étonnement, comme s'il s'agissait de gestes devenus rituels. Seule la lassitude perce dans les regards, de celle qui annihile tout mouvement de révolte.

L'Irak avait annoncé lundi qu'il allait reprendre la guerre des villes. Dans le même temps, Isfahan était touchée. Dans la nuit de lundi à mardi, c'était au tour de Qom. Vendredi puis dimanche, la ville irakienne de Kirkouk avait été la cible de missiles iraniens, destinés, selon Téhéran, à une raffinerie. Et la liste des cités victimes de cette guerre

des villes — avec ou sans trêve — est loin d'être close, car dimanche également, Isfahan et Tabriz, deux des principales villes d'Iran ont été bombardées. Là aussi, c'étaient des raffineries qui auraient été visées. Mais, une fois de plus, ce sont des civils qui ont payé de leur vie. Dimanche, ils ont été fauchés à Tabriz par des bombes tombées en plein quartier populaire, où l'on vit les uns sur les autres. Le lendemain, en pleurs ou éclatant en imprécations contre l'Irak, les États-Unis et l'Union soviétique, tout à la fois, les habitants de ce quartier aux basses maisons de brique friable continuaient à dégager les débris de leurs logements réduits en poussière. Dans cette seule zone, vingt-deux personnes ont été tuées et deux cent cinquante blessées, selon un bilan officiel.

Indifférents aux mouvements de foule provoqués par l'arrivée de journalistes étrangers, escortés de tout jeunes miliciens, des hommes ont continué à chercher, déterrer et rassembler le peu de leurs affaires qu'ils pouvaient récupérer dans ces amas de débris. Drapés dans leur tchador noir, quelques vieilles femmes se sont assises, comme abasourdis sur des tas de débris. Dans ce décor de désolation, c'est tout à coup l'horreur, des hommes éclatent en sanglots, la foule frise l'hystérie : en hurlant, un vieux brandit bien haut l'avant-bras d'un petit enfant devant les objectifs de deux caméras de télévisions européennes.

A l'autre bout de cette ville d'un peu plus d'un million d'habitants, dans une chambre de l'hôpital Imam Khomeini, trois enfants d'une douzaine d'années paraissent perdus dans leur lit. La tête enveloppée de bandages, deux d'entre eux sourient sous les projecteurs. Le troisième, le visage tuméfié, les paupières gonflées, est immobile sous les couvertures. Il a à peine la force de lever la main et d'esquisser un « V » de ses doigts égarés pour tenter d'effrayer ses camarades, qui doivent littéralement des yeux les deux objectifs braqués sur eux.

Et maintenant que Téhéran a de nouveau été frappée ? Dimanche, le vice-ministre iranien des affaires étrangères, M. Mohamed Larjani, avait laissé entendre que l'Irak pourrait ne plus riposter par des tirs de missiles sur Bagdad. Le régime irakien, a-t-il dit, souffrirait plus de défaites sur le front que de la destruction de quartiers de sa capitale. Il a également affirmé à cette occasion que l'Iran avait utilisé ce genre d'armes « avec une certaine retenue » jusque-là, et préférait « punir » l'Irak sur le front.

Pour nombre de Téhéranais, en tout cas, les deux « moushaks » de mardi signifient le retour aux longues journées d'angoisse, aux nuits sans sommeil dans des abris de fortune.

YVES HELLER.

Les prisonniers de l'Emirat appartiennent au Djihad islamique

Les dix-sept prisonniers, pour la plupart de nationalité irakienne, dont la libération est réclamée par les pirates de l'air sont des membres de l'organisation intégriste pro-iranienne du Djihad islamique et sont détenus au Koweït depuis quatre ans. Ils ont été condamnés pour les attentats qui avaient fait au total six morts et quatre-vingt-six blessés à Koweït, le 12 décembre 1983. Un camion bourré d'explosifs avait alors forcé la grille de l'ambassade des États-Unis et des voitures piégées avaient explosé au même moment devant l'ambassade de France, au pied de la tour de contrôle de l'aéroport de Koweït et à proximité des centres stratégiques koweïtiens.

Deux mois plus tard, treize Irakiens, trois Libanais, trois Koweïtiens et deux résidents à Koweït de nationalité indéterminée ont comparu devant la Cour de sécurité de l'État. Quatre autres Irakiens ont été jugés par contumace. Dix-sept des inculpés détenus ont été condamnés : trois (deux Irakiens et un Libanais) à la peine capitale, sept à la prison à vie et sept autres à différentes peines de prison.

Les attentats ont été attribués tout d'abord au mouvement d'opposition irakien intégriste Al-Daoua, puis ont été revendiqués par l'Organisation du Djihad islamique. La libération des dix-sept détenus avait été réclamée en vain par les quatre pirates de l'air qui avaient détourné sur Téhéran un Airbus koweïtien en 1984 et tué deux de ses passagers américains.

Le Koweït a refusé à cette date les exigences des pirates de

l'air, comme il a rejeté par la suite toutes les menaces du Djihad islamique. Le 15 mai 1985, cette organisation a lancé un « dernier avertissement » au Koweït pour échanger les dix-sept prisonniers contre les otages américains et français qu'elle détenait au Liban. Dix jours après, l'émir du Koweït, cheikh Jaber Al Ahmed Al Sabah, échappait de justesse à un attentat, une voiture piégée ayant foncé sur son cortège, tuant deux membres de sa garde personnelle. Le Djihad islamique a démenti être responsable de cette tentative d'attentat.

L'organisation a poursuivi néanmoins ses menaces contre le Koweït et, le 6 octobre 1986, elle distribuait un communiqué à Beyrouth, accompagné d'une cassette vidéo montrant les trois otages français — les diplomates Marcel Carton et Marcel Fontaine et le journaliste Jean-Paul Kauffmann — pour demander une action de la France afin d'obtenir du Koweït la libération des dix-sept prisonniers. Les dirigeants koweïtiens ont fait alors savoir qu'ils refusaient totalement de lier l'affaire des otages détenus au Liban à celle des prisonniers et qu'ils rejetaient n'importe quel marchandage. Les dirigeants koweïtiens ont réaffirmé à plusieurs reprises par la suite qu'ils « ne céderont pas au chantage ».

Le Djihad islamique ne s'est plus manifesté au sujet des dix-sept prisonniers depuis le 22 août dernier. A cette date, il avait menacé d'appliquer la « loi du talion » et de faire subir des représailles aux trois otages français si ces détenus étaient maltraités au Koweït. — (AFP.)

PASCAL LAINÉ
La légende d'une famille

Les petites égarées

Roman

RAMSAY DENOËL



هكذا من الامل

صكنا من الاصل

4 Le Monde • Jeudi 7 avril 1988 •

(Publicité)

CHEFS D'ENTREPRISE • CRÉATEURS • DÉCIDEURS

ENTREPRENDRE C'EST LE PROGRÈS!

*Prenez avec nous vos responsabilités,
dans une nouvelle majorité
pour une FRANCE UNIE
VERS L'EUROPE.*

OSEZ L'AVENIR
AVEC
François MITTERRAND

« OSEZ L'AVENIR »
Claude CATESSON, Président

CHEFS D'ENTREPRISE • CRÉATEURS • DÉCIDEURS
faites-vous connaître à l'association **« OSEZ L'AVENIR »**,
secrétariat général: 32, rue Montholon - 75009 PARIS
qui vous mettra en rapport avec votre correspondant régional.

Pour soutenir notre initiative: compte n° 271968002 - Crédit du Nord - 6, boulevard Haussmann - 75008 Paris

Afrique

SÉNÉGAL

Le président Abdou Diouf a remanié son gouvernement

Deux jours après sa prestation de serment pour un nouveau mandat de cinq ans à la tête du Sénégal, le président Abdou Diouf a procédé, le mardi 5 avril, à un important remaniement de son gouvernement caractérisé par le départ de treize ministres et l'arrivée de onze nouveaux venus.

Les principaux portefeuilles ne changent cependant pas de titulaire, Ibrahim Fall reste à la tête de la diplomatie, Médoune Fall aux forces armées, Seydou Madani Sy à la justice et André Souko à l'intérieur. Les départs les plus remar-

qués sont ceux de Mamoudou Touré (économie et finances), Cheikh Hamidou Kane (plan et coopération) et Iba Der Thiam (éducation nationale). Ce dernier département a été scindé en deux portefeuilles, l'éducation nationale et l'enseignement supérieur, confiés à deux nouveaux venus : Ibrahim Niang, qui dirigeait jusqu'ici la Régie des chemins de fer, et Sahir Thiam, professeur de mathématiques à l'université de Dakar.

Pour sa part, M. Jean Collin demeure ministre d'Etat et secrétaire général de la présidence.

Jean Collin, le « toubab » de la négritude

Un homme chef conserve des fonctions essentielles dans le nouveau gouvernement, M. Jean Collin, cible de certains opposants pendant la campagne pour l'élection présidentielle et les législatives du 28 février. Au moment des troubles qui suivirent ce scrutin, la représentation en France du Parti démocratique sénégalais, la formation de M. Wade, n'hésitait pas à qualifier le ministre de « toubab » à l'émancipation grise d'Abdou Diouf, le véritable décideur aux plans administratifs et politiques, aurait quitté précipitamment Dakar pour Paris, soit pour « plaider le dossier » du chef de l'Etat sénégalais en France, soit parce qu'il avait « claqué la porte ».

Aucune de ces hypothèses n'était fondée, mais elles donnent la mesure de la fixation que font certains adversaires du régime sur le « toubab » — le Blanc — devenu tout-puissant après avoir adopté la nationalité sénégalaise. Pendant la campagne, le président Diouf avait laissé entendre ses intentions en rendant publiquement hommage aux services exceptionnels qu'avait rendus au pays cet homme de soixante-trois ans, marié en premières noces avec une parente de Sanghor.

M. Jean Collin n'est pas une « éminence grise » de souche européenne passagèrement en faveur auprès de quelque président versatile et méfiant à l'égard de ses compatriotes, comme il en existe quelques-uns en Afrique. C'est un vrai Sénégalais, qui fait partie de l'histoire nationale. Son roman d'amour avec l'Afrique commence en 1946, quand licencié en droit, il débarque au Car-

roun comme secrétaire du haut commissaire français. C'est le point de départ d'une sage carrière administrative, qui le conduira en 1949 au cabinet Latorneau, ministre de la France d'outre-mer. Le cursus s'arrête quand le parfait fonctionnaire, comprenant les aspirations nationalistes de ses administrés, se transforme en militant. Remarque par M. Mamadou Dia, vice-président du gouvernement territorial sous le régime de la « loi-cadre », il se prononcera pour le « non » au référendum de de Gaulle sur la Communauté, en 1958, contre l'avis des dirigeants surs-mêmes.

Le modèle français

Rappelé aux affaires après l'indépendance, il change de nationalité, et il s'impose comme collaborateur de M. Mamadou Dia, président du conseil, puis de M. Senghor, chef de l'Etat. L'ancien gouverneur du Cap-Vert fait ses preuves comme ministre de l'intérieur et secrétaire général de la présidence de la République. M. Abdou Diouf, qui fut un temps son subordonné, n'est pas à l'origine de son ascension politique. Mais, dans un système où il n'y a plus de premier ministre, il en fit le seul ministre d'Etat du gouvernement, ce qui revenait à lui confier la fonction sans le titre, en plus des responsabilités à la présidence.

Pendant les tournées du chef de l'Etat, hors de la capitale, pour la campagne électorale, M. Collin expédiait seul les affaires courantes dans son bureau de la pré-

sidence. Ses manières un peu distantes, son refus du tutoiement et des embrassades, ont incontestablement donné son style propre à la haute administration sénégalaise, celle qui rappelle le plus, par sa rigueur, le modèle français.

Le Sénégalais moyen est convaincu que « tout passe » par l'homme de confiance de M. Diouf. Une « association des amis de Jean Collin » s'est même créée, parmi les Sénégalais, pour « défendre » contre ses adversaires un homme qui n'en a guère besoin. Avec sa réserve habituelle, il n'entend pas en faire un usage excessif.

Bourreau de travail, ennemi des mondaines, le « toubab » sénégalais ne fait pas de complexe d'agressivité à l'égard des Français, mais ceux-ci ne doivent pas compter sur lui pour des faveurs. Ses ennemis reprochent à M. Collin ses « coups tordus » en politique, par exemple le débouchage de certains opposants, ses procédés à l'égard des Français, mais ceux-ci ne doivent pas compter sur lui pour des faveurs. Ses ennemis reprochent à M. Collin ses « coups tordus » en politique, par exemple le débouchage de certains opposants, ses procédés à l'égard des Français, mais ceux-ci ne doivent pas compter sur lui pour des faveurs.

De même, il ne viendrait à l'idée de personne, dans l'opposition responsable, de lui faire grief de la couleur de sa peau, tant la notion sénégalaise de négritude est compatible avec l'ouverture à l'étranger. Mais, si M. Collin a bénéficié si longtemps de la confiance absolue de deux chefs de l'Etat, c'est aussi parce que, pendant le temps qui lui reste à vivre, il reste fidèlement concevable qu'un « toubab » devienne le président du Sénégal.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.

TCHAD : 20 000 soldats libyens à la frontière

Un avertissement de M. Girard à Tripoli

Le ministre de la défense, M. André Girard, a évalué, le mardi 5 avril, les troupes libyennes massées à la frontière tchadienne à 20 000 soldats et quelque 400 blindés. M. Girard, qui s'exprimait au cours d'un déjeuner organisé par le club de la presse du Cercle France-Pays arabes, a ainsi confirmé les chiffres avancés depuis quelques jours par des représentants du gouvernement tchadien, notamment son ambassadeur à Paris, M. Allam-mi Ahmad.

Le ministre de la défense a indiqué que le dispositif militaire français au Tchad n'avait « pas changé » mais que, si la menace libyenne sur le Tchad devait se préciser pendant la campagne pour l'élection présidentielle, « la France réagirait comme elle l'a fait jusqu'ici ». « Je ferais des propositions au premier ministre qui les transmettrait au président de la République, et je ne crois pas que cela poserait de problème », a-t-il dit.

Le 16 février 1986, en pleine campagne pour les élections législatives, la France avait mis un coup d'arrêt à une offensive en bombardant la piste de la base de Ouadi-Doum, construite par les Libyens dans le nord du territoire tchadien, et en déployant un dispositif militaire « dissuasif et défensif » en différents points du Tchad. Baptiste Epervier, ce dispositif est à dominante aérienne et antiaérienne, et compte actuellement quelque 2 000 hommes après avoir vu ses effectifs monter jusqu'à 3 000 environ, au début de l'année 1987.

Amneste aux côtés du colonel Kadafi. — Amnesty International a lancé, le mardi 5 avril, un « appel pressant » aux assemblées du peuple libyen, pour qu'elles « soutiennent pleinement » les propositions du colonel Mouammar Kadafi pour abolir la peine de mort et changer la législation sur les droits de l'homme en Libye. M. Kadafi a appelé des représentants de l'organisation humanitaire à se rendre en Libye. — (AFP.)

TUNISIE

M. Ben Ali réconcilie les principaux dirigeants syndicaux

TUNIS
de notre correspondant

La situation syndicale tunisienne est en voie de normalisation après une crise qui dure depuis près de trois ans et divise la classe ouvrière.

A la suite de multiples tractations qui se sont déroulées ces derniers mois, sous la houlette — mais aussi la pression — du pouvoir, un pas qui paraît être déterminant vient d'être franchi : M. Ben Ali a réuni, mardi 5 avril, à Carthage, les deux « frères ennemis », MM. Habib Achour et Abdelaziz Bouraoui — qui se disputaient le contrôle de l'Union générale des travailleurs tunisiens (UGTT) — pour les réconcilier. Si l'on en juge par les images diffusées par la télévision, sourires et embrassades chaleureuses, le chef de l'Etat a parfaitement atteint son but. Mieux encore : MM. Achour et Bouraoui se sont engagés à renoncer « à toutes leurs responsabilités syndicales pour permettre à tous les syndicalistes de réunifier leurs rangs » et de préparer la tenue d'un congrès extraordinaire.

Pour autant que l'on sache, c'est une « commission nationale de réconciliation » qui sera chargée de préparer ces assises. Elle comprendrait, à parts égales, des représentants des deux tendances et un groupe d'anciens dirigeants syndicaux neutres ayant abandonné depuis longtemps toute responsabilité.

L'antagonisme entre les deux hommes est fort ancien, et il s'était encore accentué lorsque le précédent pouvoir n'avait eu de cesse, pendant l'hiver 1985 et le printemps 1986, de démanteler la direction légalement élue de l'UGTT pour lui substituer un nouveau bureau exécutif qui lui serait tout acquis. M. Achour fut alors arrêté, jugé et condamné sous des prétextes peu convaincants (1). Puis la centrale ouvrière se dota, un an plus tard, lors d'un congrès tenu dans des conditions plus que discutables, d'une nouvelle direction disposée à rentrer dans le rang avec, à sa tête, M. Bouraoui, qui devenait, du même

coup, membre du bureau politique de l'ex-Parti socialiste destourien. Mais, en fait, rien n'était réglé pour autant, une majorité de travailleurs demeurant fidèles à M. Achour et à ses adjoints et boudant les nouvelles structures.

La réunification de la centrale syndicale qui se dessine est présentée par l'agence Tunis-Afrique Presse comme « un événement historique » se situant en droite ligne dans la voie de « la concorde nationale, conçue comme la pierre angulaire de la démarche de la Tunisie de l'ère nouvelle ». A l'heure où le pays est confronté à nombre de difficultés économiques et sociales, elle devrait aussi apaiser les tensions et les inquiétudes de milieux ouvriers qui se sauront mieux représentés et sans doute mieux défendus à l'avenir.

MICHEL DEURÉ.

(1) Dès sa prise de pouvoir, en novembre, M. Ben Ali avait levé l'assise à résidence qui frappait M. Habib Achour, depuis sa sortie de prison en mai 1987.



CAPEL habitille en long comme en large
CAPEL prêt-à-porter hommes grands hommes forts
• 74, boulevard de Sébastopol Paris 7^e
• 26, boulevard Malesherbes Paris 8^e
• Centre Com. Maine-Montparnasse Paris 15^e
• 13, rue de la République, 69001 Lyon
• 27, rue du Dôme, 67000 Strasbourg

SCRL, une solution nette pour récupérer vos impayés.

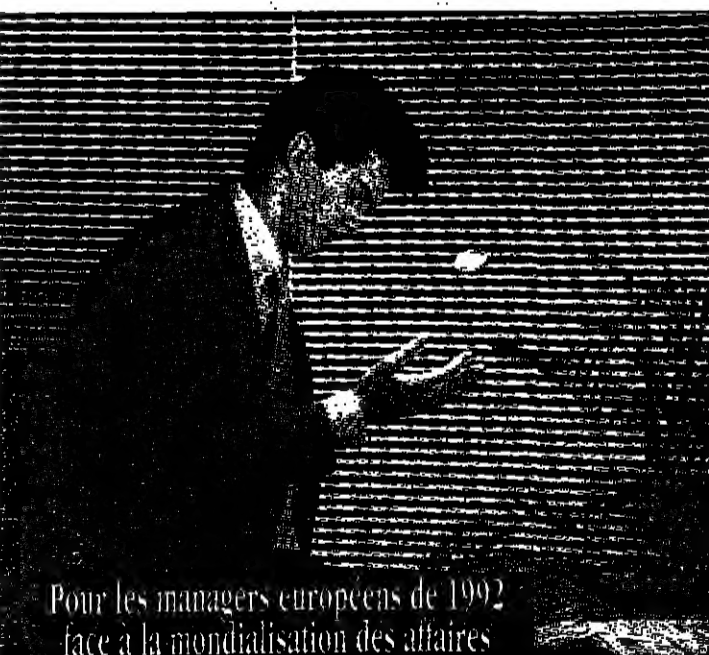


SCRL Les impayés grèvent la rentabilité de votre entreprise. Pour les recouvrer, SCRL a des solutions efficaces et rapides. En 1987, SCRL a récupéré 425 millions de francs de factures impayées. 290 000 dossiers lui ont été confiés cette année. SCRL met en œuvre l'action la plus appropriée à chaque cas, au moyen de ses 19 centres de recouvrement informatisés proches de vos débiteurs, et de ses 970 correspondants judiciaires dans toute la France.

SCRL 5, quai Jaffa BP 9003 69255 LYON CEDEX 09 Tél. 72-20.10.00

Tél. ex. SCRL F 330 903 Télécopieur 72-20.20.74

SCRL N°1 contre les impayés



4 ANS DE FORMATION EUROPEENNE ET INTERNATIONALE
PARIS - GENEVE - LONDRES - MADRID - STUTTGART - NEW YORK - PEKIN - TAIPEI - SYDNEY
2^e CYCLE PEMI - Projet Européen de Management International
Licence Européenne des Affaires
3^e CYCLE MBA Européen

CONCOURS D'ENTREE EUROPEEN
ADMISSION 1^{er} CYCLE :
1^{re} Année : Bac + 1 ou classe prépa ou diplôme étranger équivalent.
2^e Année : 1 année d'école de commerce française ou européenne, 1 année DUT.
ADMISSION 2^e CYCLE : 3^e Année : Titulaires du BTS, DEUG, DUT ou diplôme étranger équivalent.
Prests étudiants à 100 % sous 819
BREVET DE PROFESSIONNEL SUPPLEMENTAIRE

DEMANDE DE DOCUMENTATION GRATUITE A REMPLIR ET A RETOURNER

NOM	PRENOM
ADRESSE	
TELEPHONE	
NIVEAU D'ETUDES	DATE

71, rue du Faubourg-Saint-Honoré - 75008 PARIS - Tél. : (1) 42.66.66.82



CAPEL prêt-à-porter hommes grands hommes forts
• 74, boulevard de Sébastopol Paris 7^e
• 26, boulevard Malesherbes Paris 8^e
• Centre Com. Maine-Montparnasse Paris 15^e
• 13, rue de la République, 69001 Lyon
• 27, rue du Dôme, 67000 Strasbourg

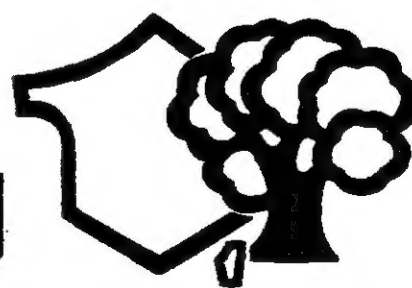
هكذا من الاجل

du Wisconsin
che sur M. Jackson

NOUS SAVONS CE QUE NOUS VOULONS



CONFIANCE A BARRE



Simone Vell Présidente du Groupe Libéral au Parlement européen • Christine Alex Championne de Javelote • Gilberte Beaux Chef d'entreprise • Marie-Thérèse Bolasseau Députée • Christine Boutin
Députée • Caroline Bujard Cadre • Hélène Carrère d'Encausse Ecrivaine • Marie-Pierre Chauvel Cadre • Anne-Marie Comparini Cadre • Béatrice Desblias Agricultrice • Laurence Douvin
Présidente de "Femmes libérées" • Nicole Fontaine Députée européenne • Sakina Hamid Commerçante • Béatrice Majnoni d'Intignano Professeure • Simone Martin Députée européenne
Yvette Nicolas Cadre • Monique Pelletier Ancien ministre, Présidente de "Dialogue" • Marielle de Sarnaz Chef d'entreprise

Demandez LES PROPOSITIONS DES FEMMES AVEC RAYMOND BARRE à votre Comité de soutien ou au Comité BARRE 88 - 195 Boulevard Saint-Germain 75007 Paris - Tél : 45.49.45.49

Photo Jean-Luc DOLMAIRE

هكذا من الامم

Asie

La négociation de Genève sur l'Afghanistan

Regain d'optimisme chez les Pakistanais et les Américains

Pakistanais et Américains affichent de nouveau l'optimisme quant à la possibilité d'aboutir à un accord à Genève sur l'Afghanistan. Le délégué pakistanais, M. Zain Noorani, s'est dit, mardi 5 avril, « plein d'espoir », et l'observateur américain, M. Robert Peck, a affirmé être en mesure de « réussir sous peu ».

Ces déclarations font suite à une entrevue, le jour même à Moscou, entre M. Youli Vorontsov, premier vice-ministre soviétique des affaires étrangères, et l'ambassadeur pakistanais dans la capitale soviétique. Selon des sources pakistanaises à Genève, M. Vorontsov aurait tenu à son interlocuteur le discours suivant : réglez votre problème de frontière avec les Afghans et laissez-nous trouver avec les Américains une solution au problème de la « symétrie » (arrêt ou poursuite, de manière concomitante, de l'aide américaine à la résistance et de l'aide soviétique au régime de Kaboul).

Sur le premier point, celui du tracé de la frontière pakistano-afghane, qui a été soulevé par la délégation de Kaboul, le Pakistan souhaite que l'accord fasse référence aux « frontières internationales reconnues » entre les deux pays, ce qui validerait la ligne Durand, contestée par Kaboul. Les Afghans s'y opposent et demandent que le texte mentionne seulement des « frontières existantes », à charge pour les deux capitales de reprendre le dossier ultérieurement.

L'observateur soviétique à Genève, M. Nikolai Kozirev, a eu beau, mardi, qualifier d'« inacceptable » la position pakistanaise, on voit mal comment ce problème pourrait faire capoter une négociation engagée il y a six ans, surtout au moment où, comme l'écrit encore mardi la *Pravda*, la décision de retirer les troupes soviétiques d'Afghanistan ne saurait être remise en cause.

Sur le deuxième point — les aides militaires américaine et soviétique à chaque camp —, on semble s'orienter vers une formule de « symétrie positive », qui laisserait aux deux Grands la possibilité de continuer d'aider militairement leurs alliés locaux, tout en tenant compte du niveau d'aide du vis-à-vis. Faute d'un monétaire sur les livraisons d'armes, cette formule, bien que satisfaisante, il est vrai, aurait au

moins pour avantage d'avaliser, par un accord international, le retrait militaire soviétique.

Selon le *New York Times*, qui cite des services de renseignement américain, les Soviétiques auraient déjà amorcé un redéploiement de leurs troupes, retirant plusieurs unités isolées de leurs positions exposées. Ce mouvement coïncide avec une intensification des attaques de la résistance, selon des diplomates occidentaux en poste à Islamabad, où M. Frank Carlucci, secrétaire américain à la défense, est arrivé mercredi après une visite officielle de trois jours à New-Delhi.

En Inde, M. Carlucci, après s'être entretenu avec M. Rajiv Gandhi, s'est félicité de l'amitié « grandissante » entre son pays et la première puissance régionale. Il a toutefois ajouté, nous signale notre correspondant à New-Delhi, Laurent Zocchini, que ce développement « est parfaitement compatible avec la poursuite de notre amitié pour d'autres pays de la région », une allusion à l'alliance entre Washington et Islamabad. M. Carlucci a d'ailleurs confirmé la livraison au Pakistan de onze F-16 supplémentaires ainsi que de près de cinq cents missiles *Fidewinter* et *Sparrow*. L'ensemble faisant partie de l'aide militaire d'un montant de 260 millions de dollars pour l'année en cours.

Entre-temps, le régime de Kaboul organise, comme annoncé, des élections législatives, le scrutin ouvert mardi devant permettre le renouvellement de quelque quatre cents sièges des deux chambres du Parlement. La résistance a qualifié l'opération de « tentative désespérée d'acheter une forme de légitimité » et rejeté l'offre qui lui avait été faite d'y participer.

Ce scrutin se déroule alors que M. Chevardnadze, ministre soviétique des affaires étrangères, se trouve apparemment à Kaboul où il est arrivé dimanche dernier. Soviétiques et Afghans discutent des « actions » à entreprendre en cas d'échec à Genève. Il n'est pas exclu qu'ils envisagent, dans cette hypothèse, un repli sur le nord afghan, zone la mieux contrôlée par les forces soviéto-afghanes.

J.-C. P.

A TRAVERS LE MONDE

Angola

Nouvelle offensive sud-africaine ?

Les troupes sud-africaines ont déclenché une puissante offensive pour tenter à nouveau de s'emparer de la ville-garnison stratégique de Cuito-Cuanavale (sud-est de l'Angola), à 300 km de la frontière avec le Namibie, position la plus avancée des forces armées angolaises (FAPLA), selon des informations de presse sud-africaines. Les troupes de Pretoria (aidées par les guerilleros de l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola - UNITA) tentent depuis décembre dernier — essentiellement grâce à leur puissante artillerie — de prendre cette ville aux FAPLA, soutenues par des militaires cubains, sans succès jusqu'à maintenant.

Le quartier général de l'armée sud-africaine à Pretoria a confirmé des informations de presse publiées, le lundi 4 avril, selon lesquelles un de ses chars a été détruit par les FAPLA, il y a dix jours, dans le Sud-Est angolais. Aucune perte n'est à déplorer au sein de la SADF (Force de défense sud-africaine), a ajouté le porte-parole qui s'est refusé à commenter la situation actuelle en Angola. — (AFP.)

Liban sud

Accrochages meurtriers entre Amal et le Hezbollah

De violents affrontements ont opposé, le mardi 5 avril, durant quarante-huit heures, les deux formations politico-militaires rivales au sein de la communauté chiite du Liban, Amal et le Hezbollah. Ils ont atteint leur paroxysme à Nabatieh, une des trois principales localités chiites du Liban sud, ainsi que dans un village voisin, Zautar, et ne se sont arrêtés, la nuit, qu'après avoir fait six à dix morts et plus de vingt blessés.

La cause immédiate des combats est un incident à un barrage d'Amal, samedi, où des éléments du Hezbollah ont été désarmés après avoir refusé de s'arrêter. Le Hezbollah a pris d'assaut la position quelques

heures plus tard. Mais la cause réelle est la compétition pour la suprématie au sein de la communauté chiite au sein de laquelle Amal, après avoir constamment été du côté du Hezbollah au cours des deux dernières années, a repris de l'influence depuis deux mois environ. L'affaire de l'enlèvement de l'officier américain, le colonel Higgins, attaché à une organisation des Nations unies au Liban sud, le 17 février dernier, condamné par Amal et légitimé par le Hezbollah, a exacerbé cette rivalité.

Des accusations virulentes ont été lancées de part et d'autre dans des communiqués publics. — (Corresp.)

Chine

Le dalaï-lama n'exclut pas un dialogue avec Pékin

Le dalaï-lama, chef spirituel tibétain en exil, s'est déclaré, mardi 5 avril dans la soirée, prêt à rencontrer les responsables chinois afin de négocier un « compromis » pour le Tibet, « si les circonstances deviennent plus favorables et plus positives », dans un entretien accordé à la chaîne IV, télévision indépendante britannique.

Le chef religieux tibétain, qui effectue actuellement une visite privée de douze jours en Grande-Bretagne, qu'il a qualifiée de « non politique », a également réaffirmé son attachement à une résistance non violente au Tibet. « Les Chinois, a-t-il déclaré, n'ont aucune difficulté à réprimer la résistance violente des Tibétains, la patience et la détermination peuvent, en revanche, apporter des changements. »

Lors d'une conférence de presse tenue mardi après-midi à Londres, le dalaï-lama a également estimé que le gouvernement britannique, qui « cherche un rapprochement » avec la République populaire, « semble parfois adopter une attitude trop prudente face à l'épineuse question tibétaine ». Le chef religieux s'est refusé à de plus amples commentaires sur l'attitude britannique. A son arrivée à Londres, il avait accepté, à la demande du gouvernement de Thatcher, de s'abstenir de toute déclaration politique pendant son séjour. — (AFP.)

Europe

Réformateurs et conservateurs s'affrontent ouvertement en URSS

(Suite de la première page.)

Or deuxième fait nouveau, pour tout Soviétique lisant l'article de la *Pravda*, il est parfaitement clair que cette opposition organisée — concertée à tout le moins — ne peut être le fait de seuls échelons subalternes puisqu'elle a pu s'exprimer dans un quotidien de l'importance de *Sovetskaya Rossiya*, qui est non seulement l'organe des dirigeants de la République de Russie mais relève aussi directement du comité central.

Dès sa publication, également sur une pleine page, cet article de *Sovetskaya Rossiya* avait donc soulevé un considérable émoi parmi les intellectuels réformateurs de Moscou, à peu près unanimes à voir derrière cette publication l'ombre de M. Ligatchev, le numéro deux du parti, qui est devenu au fil des mois l'espoir des conservateurs. La rumeur veut que l'affaire serait ensuite montée jusqu'à la direction et que M. Ligatchev aurait été critiqué pour avoir voulu inciter d'autres journaux à reprendre l'article de *Sovetskaya Rossiya*.

Dès la semaine dernière, le bruit courait dans les salles de rédaction que la décision avait été prise de faire publier par la *Pravda* une réponse à ce manifeste pour démontrer que ce n'était pas de ce côté-là que le vent tournait.

Dénouement de la dénonciation

C'est chose faite, et à trois mois de la conférence au cours de laquelle le parti sera appelé à se prononcer en faveur d'une démocratisation de son propre fonctionnement, à trois mois donc d'une étape fondamentale du processus de réformes impulsé par M. Gorbatchev, le moins qu'on puisse dire est que les positions se trouvent totalement tranchées. Et comme les conservateurs eux-mêmes n'ont pas se déclarer pour le retour au *status quo* brejnevien et qu'ils ne commencent pas non plus la maladresse de s'attaquer directement aux

orientations réformatrices déjà adoptées par le parti, tout le débat est en train de se centrer sur la question du réexamen de l'histoire.

Signé par une M^{me} Nina Andreeva, un professeur de l'université de Leningrad, qui existe bel et bien mais n'avait servi que de prête-nom, l'article de *Sovetskaya Rossiya* accordait en effet une place prépondérante à la dénonciation... de la dénonciation du stalinisme comme instrument de remise en question de « l'industrialisation, la collectivisation et la révolution culturelle qui ont donné à notre pays le rang de grande puissance mondiale ».

« Tout cela est mis en doute, et l'on en est allé jusqu'à se mettre à exiger un réexamen des stalinistes », s'indignait M^{me} Andreeva en citant des appréciations flatteuses de Churchill ou de de Gaulle sur Staline (« une personnalité éminente ») et en expliquant que le rejet total de cette « période de transition » constituait au bout du compte une insulte aux efforts et aux sacrifices des combattants de la révolution et de la guerre.

D'ailleurs, concluait sur ce point l'article, un jugement historique doit se fonder sur les résultats concrets d'une action et non sur les « défauts personnels » d'un dirigeant.

Ce à quoi la *Pravda* rétorque que ce raisonnement tend en fait à revenir sur la dénonciation du stalinisme par le Parti ; à séparer « le socialisme de la moralité » ; à opposer aux sévères appréciations de Lénine sur Staline des panégyriques de dirigeants « bourgeois » et à oublier que Staline n'ignorait rien de la terreur, mais la « dirigeait » et que sa culpabilité est « grande et impardonnable ».

En le défendant, on défend en fait, ajoute la *Pravda*, le maintien des méthodes qu'il a engendrées pour le « règlement » des questions à débattre, le maintien des structures sociales et éducatives qu'il a créées, des normes qu'il a imposées et « l'on défend essentiellement ainsi le droit à l'arbitraire ».

Or ce droit n'est pas seulement incompatible avec les idéaux et les objectifs du socialisme, explique la *Pravda*, mais a aussi fait déjà amplement preuve de sa nocivité car « il est grand temps de comprendre que les méthodes de gestion administrative n'ont pas amené les résultats voulus (et) ne sont qu'une illusion sans justification historique ».

Près de quarante ans après la déstalinisation, l'URSS commence en fait seulement à régler ses comptes avec un passé dont elle n'a toujours pas su se débarrasser et à la gloire duquel sont directement intéressés des millions de fonctionnaires, bureaucrates et profiteurs auxquels la *Pravda* s'en prend ici directement. Car à Mme Andreeva qui avait vu dans les « attaques contre la dictature du prolétariat » l'expression des intérêts sociaux « des descendants en bonne santé des classes renversées par la révolution d'Octobre », l'organe du comité central renvoie sèchement la balle, ABC marxiste à l'appui.

Intérêts égoïstes

« L'idée et l'intérêt sont mutuellement liés. écrit la *Pravda*, et la résistance conservatrice à la « perestroïka » est faite à la fois d'habitudes venues du passé [...] et des intérêts égoïstes de ceux qui ont fini par trouver normal de vivre aux frais d'autrui et ne désirent pas changer ce mode de vie. »

On ne saurait pour autant parler, précise aussitôt l'organe du comité central, de lutte de classes, mais tout ce qui est décrit là en relève directement et suffit à donner une idée de la difficulté et de la profondeur d'une bataille qui n'en est qu'à ses premiers épisodes. Lorsque la *Pravda* prend bien soin, par exemple, d'expliquer longuement que la dénonciation de Staline n'enlève rien à la grandeur de ceux qui ont lutté, sous lui, pour le socialisme et la patrie, car elle souligne plus encore leur force d'âme, on perçoit parfaitement que l'entourage de M. Gorbatchev, là, n'est pas à l'aise.

Que dire et que faire (jamais posée, la question est dans toutes les têtes) de tous ceux, toujours bien vivants, qui ont participé directement aux crimes stalinistes ou les ont cautionnés ? Comment éviter que le rejet du stalinisme ne se glisse au rejet des fondements mêmes du régime, de « l'Etat de la dictature du prolétariat », disait M^{me} Andreeva, sans la contribution historique duquel il n'y aurait aujourd'hui rien à restructurer ? Et comment aussi, dès lors que la « glasnost » est la règle et qu'on l'encourage pour encourager les autres à s'ouvrir, éviter qu'elle ne soit retournée contre elle-même par ses adversaires, qui contrôlent toujours la masse de l'appareil de propagande ?

Le plus frappant, dans cette Union soviétique où rien n'était dit, il y a si peu, au hasard, de la planification de tout, bonne ou mauvaise, était la règle, est qu'il n'y a tout simplement pas de réponses à ces questions. Imperturbable, M. Gorbatchev répète, jour après jour, à tous ses visiteurs que c'est une « révolution » qui déboule, quelle est insupportable et indispensable, qu'elle connaît et connaît des difficultés, mais vaincra parce que l'histoire l'exige.

En attendant, le secrétaire général met cependant au service de cette inflexibilité un art de politicien consommé, car les points que marque sa politique étrangère, la manière dont il a su apaiser les grondements du volcan arménien et dont il vient de faire condamner ses adversaires par la *Pravda* — c'est-à-dire par la direction — ne sont certainement pas le fait d'un amateur.

M. Gorbatchev a et aura fort à faire pour maintenir son cap. Il a déjà eu à accepter plus d'une fois, et devra accepter encore, de freiner le mouvement, car son opposition est assez forte — et organisée — pour qu'il ait dû en reconnaître officiellement l'existence et l'efficacité. Il a pourtant sur ses adversaires l'énorme avantage de savoir où il veut aller, alors qu'eux ne veulent qu'une chose : s'aller mais part — ce qui n'est pas un programme après vingt ans d'immobilisme.

BERNARD GUETTA.

La crise dans le Caucase

Le travail reprend partiellement à Stepanakert

La grève était toujours suivie, le mardi 5 avril, par une partie des entreprises de Stepanakert, le chef-lieu du Haut-Karabakh, cette région arménienne dont la majorité arménienne de la population souhaite le rattachement à l'Arménie.

« Mais on peut dire aujourd'hui que la situation s'est nettement améliorée », a affirmé le quotidien du gouvernement soviétique, alors que les liaisons téléphoniques des correspondants occidentaux à Moscou avec Stepanakert et Erevan, la capitale arménienne, étaient à nouveau possibles, après douze jours d'interruption. Le journal indique qu'à Stepanakert, une usine a repris le travail totalement, deux autres à moitié et la dernière au tiers de ses effectifs.

En revanche, l'agence Tass a insisté sur « la fatigue qui se lit dans les yeux des habitants », dont « des milliers » ne sont plus payés. Elle a souligné la « situation de faillite » dans laquelle se trouvent plusieurs entreprises de la ville, et a dénoncé les « démagogues » qui poussent à la poursuite de la grève.

Par ailleurs, le militant nationaliste arménien Movses Gordisyan a déclaré par téléphone à l'AFP, depuis Erevan, qu'il avait été libéré dans la nuit de dimanche à lundi sans avoir été inculpé. Il avait été arrêté le 25 mars avec trois autres militants arméniens. L'un d'eux, Parourik Alikhan, inculpé de « propagation de fausses nouvelles et de calomnies antisoviétiques », est toujours détenu dans une cellule de KGB, a-t-il dit. — (AFP.)

ESPAGNE

Quand monsieur le ministre refuse d'être monsieur tout le monde...

MADRID de notre correspondant

Le Congrès des députés espagnols se réunit dans les prochains jours, à la demande de l'opposition, pour débattre d'un important problème politique : pourquoi le vice-président du gouvernement, M. Alfonso Guerra, a-t-il refusé de faire la queue dans un embouteillage.

Cette épineuse affaire, qui a fait la « une » de la presse de Madrid, a commencé le dimanche 3 avril, un jour où des centaines de milliers d'Espagnols, de retour de vacances, portaient aux quatre coins de la péninsule ibérique des bouillons de plusieurs kilomètres. L'un d'eux s'était formé sur la route de Faro à Séville, à la frontière entre le Portugal et l'Espagne, où la queue pour se placer devant l'embouteillage. Dans le premier véhicule se trouvait M. Guerra, de retour de vacances comme

tout le monde, et dans le second ses gardes du corps. Ils furent accueillis par un concert de klaxons indignés. Puis un automobiliste descendit pour inviter, de manière pressante, le vice-président à se replacer dans la queue. Un autre émit la même suggestion, en termes encore plus vigoureux, et le mouvement devint général. Pour éviter l'émue, M. Guerra et sa troupe préférèrent rebrousser chemin vers Faro.

Mais loin de s'avouer vaincu, le vice-président ordonna alors qu'un avion Mystère de la Force aérienne espagnole décollât immédiatement de Madrid à destination de Faro, afin de l'emmena à Séville.

Connue avec un certain retard, l'affaire fut aussitôt montée en épingle. L'occasion était trop belle, il est vrai. M. Guerra n'a-t-il pas traditionnellement à cœur d'apparaître en public comme le membre du gouvernement le plus pètri de simplicité et de sensibilité sociale ? Aussi l'opposition de droite comme de gauche n'a pas manqué de sommer le vice-président de s'expliquer devant le Parlement.

Th. M.

M. Gorbatchev compare la société soviétique à un « vaisseau spatial en surcharge »

Le numéro un soviétique, M. Mikhaïl Gorbatchev, a comparé la société soviétique, en butte aux efforts de restructuration, à un « vaisseau spatial en surcharge », en recevant, mardi 5 avril au Kremlin, le président de l'Internationale socialiste, M. Willy Brandt.

« Notre société tout entière avance », a-t-il déclaré, selon l'agence Tass. « Et comme un vaisseau spatial au décollage, elle doit faire face à une forte surcharge. Les discussions et les opinions qui s'affrontent avec acuité sont inévitables, et par principe utiles, a poursuivi M. Gorbatchev. Elles sont un signe de l'activité, de la participation et de l'intérêt profond et sincère des gens pour le développement de leur pays. »

Le secrétaire général a de nouveau reconnu que sa politique avait créé une certaine « confusion dans les esprits ». « Certains paniquent. Il y a des gens qui pensent que tout est en train de s'effondrer », a-t-il observé, en réaffirmant qu'il

travaillait uniquement dans le cadre du socialisme.

Le chef du Kremlin a par ailleurs dénoncé les radios étrangères, et en particulier la Deutsche Welle (RFA), qu'a-t-il dit, même un « travail de sape » à propos « des événements autour de la région du Haut-Karabakh ».

« Certains milieux, a-t-il dit, profitent de l'ouverture de la société soviétique, spéculent sur les difficultés normales du processus de la « perestroïka ». Ils tentent d'intervenir dans nos affaires intérieures. »

Enfin, M. Gorbatchev a estimé que les divergences soviéto-américaines dans les négociations sur les armes stratégiques (START) « pouvaient faire l'objet d'un compromis ». Il existe, a-t-il jugé, « une réelle possibilité » pour l'URSS et les Etats-Unis de conclure un accord START, et il ne faut pas « dramatiser la situation qui s'est créée à Washington sur cet accord ». — (UPI, AFP.)

IRLANDE DU NORD

Le sang chaud des Kennedy

Les Kennedy ne descendent pas pour rien d'une vieille famille catholique d'Irlande du Sud. Arrêté à un des barrages de routine de l'armée britannique, alors qu'il circulait, mardi 5 avril à Belfast-Ouest, dans le véhicule d'un prêtre, le dernier rejeton du « clan » en politique, Joe Kennedy, député à la Chambre des représentants et fils du sénateur Robert F. Kennedy, assassiné en 1968, a vu rouge. Sous l'objectif des caméras de la télévision britannique, qui querrait l'autisme, M. Kennedy s'est indigné que les soldats demandent au prêtre de quitter son volant pour pouvoir fouiller son coffre. « Depuis quand dites-vous aux gens ce qu'ils doivent faire ? », a-t-il lancé à la patrouille.

Comme un des soldats lui saisissait le bras, il s'est dégage en criant : « Bas les pattes ! », ce qui lui a valu de s'entendre dire : « Vous feriez mieux de rentrer dans votre pays », « Vous, retournez donc dans le vôtre », a répliqué le jeune politicien, qui a pu poursuivre sa route sans être autrement inquiété. M. Kennedy, qui devait rencontrer à Belfast des représentants des deux communautés, catholique et protestante, est attendu vendredi à Dublin, où il sera reçu par le premier ministre d'Irlande du Sud, M. Charles Haughey. — (AFP, Reuter.)

L'EUROPE



NOUS IRONS PLUS LOIN ENSEMBLE.

Il n'y aura pas d'Europe forte si la France est faible. On ne fera pas l'Europe avec des mots mais avec des actes. Des entreprises plus compétitives pour lutter à armes égales avec leurs concurrents européens. Une économie plus dynamique. Une fiscalité plus en harmonie avec celle des autres

pays de la C.E.E.

Les institutions européennes seront progressivement renforcées. L'Europe monétaire deviendra une réalité.

L'Europe sera aussi l'Europe de la Culture, l'Europe de la Technologie et de l'Espace, l'Europe de la Sécurité. Un véritable plan de bataille pour 1992 sera défini en liaison avec toutes les forces économiques et politiques du pays.

Françaises, Français, ensemble, depuis deux ans, nous avons bâti les fondations du renouveau. Je vous appelle aujourd'hui, à relever les défis qui nous attendent. Je vous appelle à aller plus loin, ensemble.

Chirac Président

هكذا من الامل

Enquête

Bengalais, Indiens, Pakistanais, Philippins...

Les pauvres d'Asie immigrés au Japon

(Suite de la première page.)

Depuis 1986, ce sont les hommes qui sont les plus nombreux parmi les travailleurs clandestins. Officiellement, ils sont 20 000 ; en réalité, sans doute 50 000 (selon le ministère de la justice, 18 129 ont été appréhendés en 1987, soit 33,6 % de plus qu'en 1986), ce qui est peu compte tenu de la population de l'archipel (120 millions d'habitants), mais relativement important par rapport au nombre total d'étrangers vivant au Japon (867 000). Surtout, il s'agit d'un phénomène nouveau, traité abondamment dans le Livre blanc du ministère du travail publié le 1^{er} mars, et dont on voit mal comment il pourrait être enrayer à moins d'une politique d'immigration drastique qui ne rebaisserait pas l'image du Japon dans la région. En outre, beaucoup de petites et moyennes entreprises, en butte à la hausse du yen, trouvent un avantage certain à embaucher des immigrés.

On croise ces derniers dans tous les quartiers à forte concentration de PME, comme Arakawa à Tokyo, ou dans les périphéries nouvellement industrialisées comme Toda, mais aussi à Nagoya ou à Osaka. Ed, un Philippin qui gagne 7 000 yens par jour (1) (soit 300 francs) sur un chantier de construction où il travaille depuis quatre mois (son visa de touriste a expiré depuis trois mois) nous dit : « Ce n'est pas difficile de trouver du travail ici, on nous attend. »

Dans le quartier d'Arakawa, le patron d'une petite PME de fonderie reconnaît volontiers les avantages présentés par les immigrés : « On les paye un peu moins cher (600 yens de l'heure au lieu de 800 pour un Japonais) et ils sont ardents à la tâche. Ils sont venus pour ça. Avec les Japonais, surtout les jeunes, ce n'est plus le cas. Ils font des travaux temporaires pour aller au ski ou s'acheter une moto et puis ils s'en vont. En plus, ils n'aiment pas le travail sale. Presque chaque jour, un homme au teint foncé vient proposer de travailler. De toute façon, quand il y en a un qui rentre au pays, il présente toujours un copain et ainsi de suite. »

A Toda, le long de la nationale 17, qui mène vers le nord, six Bengalais lavent les véhicules dans une entreprise de location de camions. Six ou sept immigrés en même temps, c'est un maximum ; plus, on risque d'attirer l'attention

des services de l'immigration. Dans un anglais approximatif, l'un des Bengalais, son bonnet enfoncé jusqu'aux yeux et visiblement peu habitué au froid, résume la situation : « Au Bangladesh, travail dur et mauvaise paye. Au Japon, travail dur, mais bonne paye. »

Dans cette blanchisserie de Chiba, banlieue nord-est de Tokyo, le patron a pris des risques : il a deux Pakistanais, sept Bengalais et six Népalais. Ali, un Pakistanais de trente et un ans y travaille déjà depuis un an. Dans

serait aussi dur, mais il faut tenir », conclut-il en souriant.

Avec ses camarades, il vit dans un appartement au-dessus de la blanchisserie. Ils sortent peu, de peur de se faire repérer. Les voisins sont compréhensifs et ne disent rien (malgré la prime de 50 000 yens à qui dénonce à la police des immigrés clandestins). Il n'y a des problèmes qu'avec les Philippins, qui, de temps à autre, pour se défendre, font la fête avec force musique. La plupart des immigrés vivent à plusieurs dans de petits logements

le réseau pakistanais. Avec l'aide des yakuzas ? Notre interlocuteur dit ne pas savoir. Lui, reparti après avoir travaillé au Japon treize mois. C'est très simple. Il va au bureau de l'immigration, dit qu'il a largement dépassé le temps de séjour autorisé par son visa de touriste. Il sera sermonné, mais les échanges sont difficiles avec ceux qui ne parlent pas anglais, ou feignent de ne pas le parler. Eventuellement, il ira quelques jours dans un centre de détention puis on lui donnera les papiers pour partir.

Que faire d'autre ? dit-on à l'immigration. Tous ceux qui veulent rentrer — plus d'un centaine chaque jour — disent ne pas avoir d'argent (en fait ils ont pris la précaution d'envoyer toutes leurs économies dans leur pays) : on ne peut donc leur faire payer une amende. Les arrêter ? D'abord il y en a désormais trop et on ne saurait pas où les mettre : les trois centres de détention de l'immigration — à Yokohama, Omura et Nagasaki — sont pleins. Ensuite, compte tenu des lenteurs de la justice, il faudrait les garder peut-être trois ou quatre mois avant qu'un juge statue sur leur cas.

Le mieux c'est de les laisser partir. La quasi-impossibilité de les maintenir en prison rend aussi difficiles les poursuites de leurs employeurs : pour ceux-ci, soient condamnés à une amende, il faudrait que l'immigré illégal témoigne contre eux au cours du procès.

La débrouillardise des pauvres d'Asie a, semble-t-il, incriminément ouvert une brèche dans le mur des restrictions à l'immigration au Japon, certainement le pays riche le moins généreux pour accueillir les boat-people indochinois dans

la seconde moitié des années 70, arguant de la supposée « homogénéité » de sa société pour les renvoyer et oubliant qu'avant-guerre il avait su « gérer » un problème d'immigrants lorsqu'il « importa » deux millions de Coréens et de Taïwanais pour les faire travailler pour le Grand Japon. La majorité (près de 80 %) des étrangers résidant au Japon sont des descendants ou des collatéraux de ces immigrés forcés de l'avant-guerre.

Un dilemme

Si, actuellement, les autorités japonaises réagissent mollement à l'arrivée des travailleurs non qualifiés, légalement non admis, ce n'est que partiellement en raison de pesanteurs bureaucratiques (aux termes de la loi sur l'immigration, seuls les représentants de firmes étrangères : les enseignants, les artistes et assimilés et les spécialistes ont droit à un visa de travail). Pays à fort contrôle social, le Japon pourrait, s'il le voulait, juguler l'arrivée des immigrés.

S'il ne fait que contenir la vague, c'est pour des raisons politiques. Un Philippin résume le sentiment de beaucoup de ses compatriotes : « Pourquoi m'empêcheraient-ils de travailler ? Les Japonais pillent les matières premières de mon pays. Et avec l'argent que j'ai gagné ici, de retour à Manille, j'achèterai quoi ? Une télévision ou une voiture japonaise. »

Les autorités japonaises sont devant un dilemme. Il se pose à l'archipel un problème nouveau : le manque de travailleurs non qualifiés, qui ne fera qu'aller en s'accroissant, notamment dans le secteur des services, de la distribution (selon un récent sondage

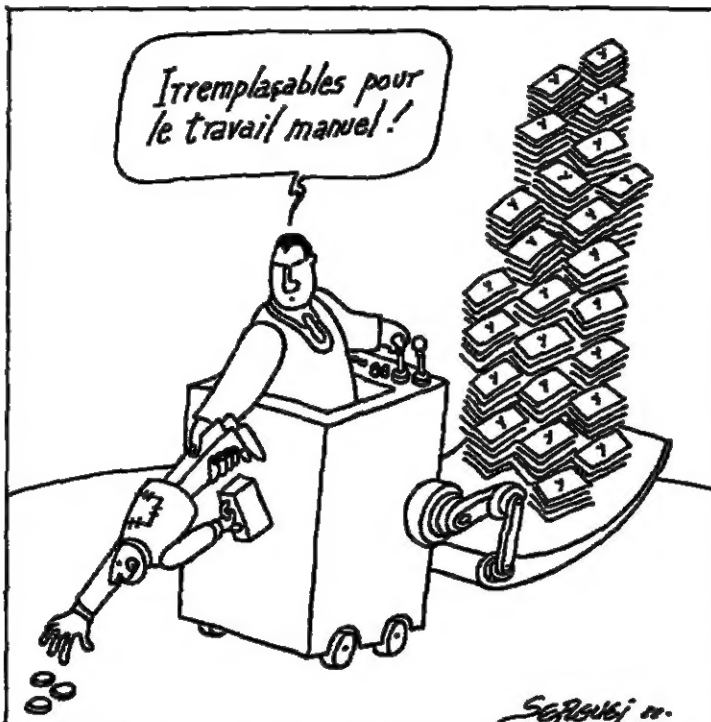
du quotidien *Nihon Keizai*, 43 % des cent cinquante-deux entreprises de ce secteur emploient des étrangers) et des PME. Mais laisser l'immigration se développer risque de créer une différenciation des tâches, les Japonais refusant progressivement des travaux durs et mal payés, ce qui peut conduire à aggraver le chômage local, actuellement faible. En outre, si les restrictions à l'immigration sont assouplies, les entreprises américaines de construction vont accroître leurs pressions pour entrer sur ce marché avec un nouvel atout en matière de compétitivité : des coûts de main-d'œuvre plus faibles grâce à la sous-traitance des Coréens ou des Chinois.

Pour l'instant, les Japonais naviguent au plus près, « gérant » leur immigration illégale de manière feutrée. Mais la vague peut devenir une déferlante et il faudra, bien alors, prendre des mesures : apprendre les servitudes de la prospérité dans un monde où celle-ci est pour le moins mal partagée. « Golden Japan » n'a pas fini d'attirer ceux qui fuient la pauvreté. Expulsés, certains récidivent et reviennent quelques mois plus tard.

« Sayonara » (en revoir) disait l'autre jour dans la salle de transit de l'aéroport de Tokyo une policière à une jeune Philippine expulsée qu'elle raccompagnait à l'avion : « Sayonara ja nai, mata kureyo ». (« pas d'au revoir, je reviendrai ») lança, rageuse, celle-ci — représentant inopinément à son compte le mot de MacArthur quittant Manille en 1941, chassé par l'avance japonaise.

PHILIPPE PONS.

(1) 100 yens = 44 francs.



SERGUI

son village au nord de Lahore, Ali était quelquefois (petit fonctionnaire responsable de la poste). Ici, il n'est qu'un travailleur manuel, mais son revenu a été multiplié par dix : au pays, il gagnait l'équivalent de 14 000 yens (616 francs) ; au Japon 130 à 150 000 et il peut en envoyer 90 000 à sa famille.

« La « métropole », la Grande-Bretagne, ça n'a plus d'intérêt, la livre anglaise est trop basse. Le boom de la construction au Moyen-Orient, c'est fini. Le Japon, c'est le mieux », dit-il. Ali travaille de dix à douze heures par jour en moyenne, vingt jours par mois. Son rêve, monter une petite entreprise d'élevage de poissons quand il rentrera. « Je n'aurais jamais imaginé que ce

loulé par les marchands de travail, qui contrôlent le marché de la main-d'œuvre clandestine. Ces Philippines, par exemple, payent chaque 10 000 yens par mois pour vivre à quatre dans une piteuse six tatamis (nattes), soit environ 10 mètres carrés.

De petits truands

Si les travailleurs immigrés ont souvent leurs propres réseaux pour entrer au Japon et trouver du travail et s'il existe aussi des organisations d'entraide, ils n'en sont pas moins pratiquement tous en relation avec les marchands de travail. Ceux-ci, de petits truands (*yakuzas*), sont deux cents environ à opérer sur le marché de la main-d'œuvre clandestine, disposant de leurs rabatteurs à l'étranger (c'est notamment le cas à Manille, où la mafia nipponne est bien implantée).

On fournit à celui qui veut partir un passeport, les 1 000 dollars qu'il doit présenter à l'immigration au Japon comme « preuve » qu'il a de quoi vivre pendant quelque temps sur l'archipel, et souvent un complet-veston pour « présenter bien ». Avant son départ, raconte Melba, une « conseillère » des immigrés philippins, on leur dit ce qu'il faut répondre : « Avec 1 000 dollars, aux Philippines, on vit six mois, dit-elle, mais ici guère plus d'un mois, alors il ne s'agit pas de dire à l'immigration qu'on veut rester longtemps ! »

S'il entre au Japon, l'immigré restituera tout ce qu'on lui a prêté à ceux qui le prennent en charge : les 1 000 dollars, le complet et le passeport repartiront aux Philippines et serviront pour le prochain passage. Quand l'immigré voudra repartir, il ira à son ambassade disant qu'il a perdu son passeport ou qu'il en achètera un à un nouvel arrivant qui a besoin d'argent.

La plupart des immigrés ont utilisé toutes leurs économies, et ils se sont souvent endettés pour pouvoir acheter le billet d'avion et payer les marchands de travail : tous ces frais représentent au moins six mois de travail au Japon. Ce n'est qu'après qu'ils commencent vraiment à gagner de l'argent. « Si on se fait prendre avant, cela veut dire retourner au pays plus pauvre de 2 000 à 2 500 dollars », dit Ed, le Philippin.

Un Pakistanais, rencontré dans un train de la banlieue nord de Tokyo, nous dit qu'il a payé 500 dollars pour obtenir un travail dans une PME de charpentes métalliques. Les intermédiaires sont deux compatriotes implantés à Tokyo qui ont la haute main sur

La « traite » des jeunes étrangères

TOKYO
de notre correspondant

CORA a vingt-trois ans. Elle est étudiante et, pour payer ses études d'aide médicale, elle travaille chaque soir dans un bar de 6 à 2 heures du matin. Elle vit dans le dortoir de l'établissement avec onze autres Philippines. Pour six mois, elle gagne 250 000 yens (soit 10 000 francs).

« Nous sommes toutes des étudiantes, pas des professionnelles, et on ne fait que servir les consommateurs et parler avec les clients. Si on entrainait le monkey business (littéralement le « travail de singe », c'est-à-dire en argot la prostitution), on gagnerait plus. Mais on ne veut pas, et le patron est compréhensif », dit Cora.

Toutes les jeunes femmes philippines, mais aussi Thaïlandaises, Chinoises de Taïwan ou de Hongkong — qui viennent travailler au Japon dans le mizu shobai (« le commerce de l'eau », c'est-à-dire les bars et établissements assimilés) n'ont pas la chance de Cora. Certaines arrivent en connaissance de cause : de Manille, quartier « chaud » de Manille à ses homologues nipponnes, le « service » qu'elles procurent ne varie guère. Mais, pour d'autres qui pensaient en partant qu'on ne leur demanderait que ce qui figure sur leur contrat d'artiste de variété, la réalité est parfois amère.

« Faire du yen »

Des provinces du nord de l'archipel aux îles les plus reculées du sud, on trouve toujours des établissements qui annoncent des *girlkoku no furushu gare* ou *fresh girls* étrangères. Bars, boîtes, lieux même traditionnels de prostitution, comme la petite île de Watakano, non loin d'Ise et de son sacro-saint sanctuaire : il y a désormais partout des *hospitality girls*, comme on dit, venues d'Asie du Sud-Est pour « faire du yen ».

Combien sont-elles ? Aucune statistique ne reflète la réalité. Pour les Philippines — les plus nombreuses — sûrement le double du chiffre avancé par les

autorités de Manille (quarante-deux mille). Beaucoup sortent en situation illégale (visa expiré ou entrée avec un visa de touriste), et par conséquent entièrement à la merci de leurs « agents », c'est-à-dire des yakuzas.

Certaines en ont pris leur parti : d'autres pas, et elles voudraient fuir. Mais leurs « agents », pour « des raisons de sécurité », disent-ils, leur ont confisqué dès l'arrivée passeport et billet de retour. En outre, ils ne leur donneront leur dû qu'au moment du départ.

A HELP, une organisation chrétienne de Tokyo qui cherche à leur venir en aide, on nous dit que l'on reçoit quotidiennement des appels au secours de jeunes femmes perdues aux quatre coins du Japon. Parler avec celles rencontrées ça et là à travers le pays, c'est le plus souvent recueillir des histoires tristes, parfois tragiques. Égrenées dans la cacophonie de musiques disco et au milieu des éclairages éphémères d'un bar.

Dorine, dix-neuf ans, par exemple, ne savait pas ce qu'en réalité on lui demanderait. Au début, elle n'a pas voulu. Elle a été battue. Aujourd'hui, elle a renoncé : « Les « extras », ce n'est pas tous les jours, et puis... je gagne dix fois plus qu'à Manille », dit-elle, passant inopinément de la gravité au sourire. Elle envoie tout à sa famille, qui vend des poulets sur les marchés de Cagayan, dans le nord de Luzon.

C'est aussi l'espoir de se dégarer de la pauvreté qui conduit d'autres jeunes femmes d'Asie du Sud-Est à épouser un paysan japonais pratiquement inconnu habitant un village déserté par les femmes. Éduquées, plus indépendantes aussi, les jeunes Japonaises ne veulent plus rester à la campagne et vont se marier en ville.

Dans les journaux philippins, dans ceux de Hongkong ou du Sri-Lanka, on trouve de plus en plus d'annonces de demande en mariage d'agriculteurs nippons en quête d'une épouse. « Les agriculteurs japonais sont les plus riches du monde, pourquoi ne seriez-vous pas leurs épouses ? » pouvait-on lire récemment dans les petites

annonces d'un quotidien de Manille.

Comme au Japon tout est organisé, des agences se sont spécialisées dans ce nouveau marché : pour 1,3 million de yens, elles proposent des voyages d'une semaine aux Philippines ou ailleurs au cours desquels seront présentées à l'agriculteur assésé d'éventuelles épouses. Si l'une d'elles lui convient, elle reviendra avec lui, sans savoir où elle va. Ne parlant pas japonais, n'ayant jamais vu la neige de sa vie, elle se retrouvera du jour au lendemain aux fins fonds d'une province nipponne. Dans certains cas, l'union réussit ; dans d'autres, un long calvaire commence pour la jeune femme.

Mariage blanc

Le « mariage blanc », cette fois, est aussi un des moyens pour celles qui travaillent dans le *monkey business* de prolonger leur séjour. Récemment, un groupe de gangsters d'Osaka spécialisé dans la traite des jeunes Asiatiques a été découvert : il avait organisé ainsi une centaine de mariages blancs pour une somme de 3 millions de yens chacun.

Des mises en garde sont parfois publiées dans les journaux de Manille : « Ne traitez pas directement avec des Japonais qui vous offrent de travailler. » Mais la plupart sont en cheville avec des Philippines, et, surtout, l'écart est trop grand entre les salaires aux Philippines et au Japon pour que la tentation ne soit pas plus forte que la conscience des risques. Le nombre de celles qui tentent l'aventure augmente chaque année.

« On s'en sortira ! » nous disaient récemment en riant, au cours d'un vol Manille-Tokyo, trois jeunes Philippines, qui partaient au Japon avec des contrats de « chanteuses ». C'était une voisine de Pasay (quartier de Manille) qui les avait alléchées, leur avait fourni un passeport avec un visa de six mois et avancé les frais du billet d'avion... A l'aéroport de Tokyo, l'horreur qu'elles attendaient, leur « agent », avait un genre qui, au Japon, ne trompe pas.

Ph. P.

RENCONTRE NATIONALE CONTRE L'APARTEID

La RNCA mène depuis des semaines une campagne pour sauver les condamnés à mort du régime d'apartheid. Des milliers de signatures ont déjà été collectées, des personnalités diverses ont signé l'appel suivant :

Pour avoir lutté contre l'apartheid, ce crime contre l'humanité, des dizaines de militants attendent la mort dans leur prison. Nous demandons au président de la République d'intervenir auprès du régime raciste et fasciste de Pretoria pour leur sauver la vie.

ALBERT Isabelle, ABDELKRIM Christine, ALBERTINI Pierre-André, ALLIO René, ANGELIN Jean-Marie, APERGHIS Georges, ARNOU, Françoise, AUDUC Jean-Louis, BADINTER Elisabeth, BAZANE Jean, BECKER Alain, BILLAULT Claude, BORDIER Roger, BRIAND Jean-Pierre, de BRUNHOFF Suzanne, BRESSAN Eugénie, PIERRE BLANC Yves, CHAUMETTE François, CHAMPREDON Jacques, CHOUX Hélène, CLÉMENT, CLÉMENT, CLÉMENT, CLÉMENT, CLÉMENT, DACHYREY-FERRIER Laura, DELOUZE Marc, DEGENS Jacqueline, DION Michel, professeur DRESCH Jean, EYOT Yves, ERNIEST-PIGNON Ernest, FERRAT Jean, GALLAND Joëlle, M. GAILLOT, GAVRAS Costa, GERMA Michel, GRIER Robert, GRANDMONT Dominique, GRENET Yves, GRUNFELD Jacqueline, GUILLEVIC, GUILLOTIN Armand, HAGUEVAUX Yves, professeur JACQUARD Albert, JACOB Francis, JARBAUD Paul, JONEAU Charles, JUVÉ Edmond, KAHANE Jean-Pierre, KATZ Gilles, LABICA Georges et Nadia, LANGOUREAU Gilles, LEIRIS Michel, LERY Catherine, LORENDI Stéfano, MAGNY Colette, professeur MALZAK Paul, MESSAGIER Jean, professeur MIKOVSKY Alexandre, professeur MONOD Théodore, NORMANDIN Jos, OGBERT Marc, O'GLOR Michèle, PARNELIN Hélène, FERREUX Jacques, PEYROU Georges, PIAT Edith, PICHETTE James, PIGNON Edouard, POZNER Vladimir, QUÉMY Claude, RALITE Jack, REBERNOUX Madeleine, RIFFALID Madeleine, RIBERO Catherine, ROQUETTE Roger, SANG, SALVANG François, SANTINI Pierre, SAUMONT Yves, SAUVAGE Catherine, SCOB Edith, SCHÖNÉ Edouard, SERRES Jacques, SEVE Lucien, SIGG Bernard-William, SURET-CANALE Jean, THÉRAPE Victoria, TRIGON Marcel, PIERRE TOLLAT Jean, VANDERLOVE Anne, VERDIER Jean-Maurice, VERNAUT Pierre, VIGOREUX Jacques, VINCI Claude, VUILLAT Monique, WEYL Roland.

Cet appel est plus urgent que jamais après l'assassinat à Paris de la représentante de l'ANC, Dulcie September.

La RNCA exige de Matignon et de l'Elysée qu'ils rompent toutes relations avec le régime d'apartheid et appliquent dans les sanctions, demandées par l'ONU, globales et obligatoires dans tous les domaines : économique, nucléaire, militaire, culturel, sportif...

Cette pétition a déjà recueilli des milliers de signatures. Pour s'associer à cette initiative, adresser signatures à la Rencontre Nationale Contre l'Apartheid.

RENCONTRE NATIONALE CONTRE L'APARTEID
Centre Marquis-Sidobre,
26, rue Emile-Raspail, 94110 ARCUES.
Tél. : 47-40-36-72. — (C.C.P. Paris 20667 T.J.)

LA SOLIDARITÉ



NOUS IRONS PLUS LOIN ENSEMBLE.

La solidarité ne doit pas seulement rester une belle idée : pour qu'elle soit effective, il faut s'en donner les moyens.

Un pays qui stagne est un pays où les égoïsmes se développent, où les inégalités s'accroissent, où la nouvelle pauvreté fait son apparition.

Une France solidaire, c'est une France capable d'accroître le pouvoir d'achat de chacun, de créer de nouveaux emplois : c'est une France attentive aux faibles, c'est aussi une France attentive aux

peuples les plus démunis.

Depuis deux ans, trois branches sur quatre du Régime général de la Sécurité Sociale ont été équilibrées. Grâce aux recommandations des Etats Généraux, nous sauvegarderons la Sécurité Sociale.

Des ressources suffisantes seront assurées aux personnes âgées. Celles-ci seront mieux insérées dans notre société.

Des efforts nouveaux seront consentis pour alléger les impôts.

Depuis deux ans, la régression du chômage a été engagée. Une "activité minimum d'insertion" sera instituée pour éliminer la nouvelle pauvreté.

Françaises. Français, ensemble, depuis deux ans, nous avons bâti les fondations du renouveau. Je vous appelle aujourd'hui, à relever les défis qui nous attendent. Je vous appelle à aller plus loin, ensemble.

Chirac Président

هكذا من الامل



Politique

M. Barre dix-huit jours avant le premier tour de l'élection présidentielle

MARDI fut le jour des Barre. Madame et Monsieur. Chacun à sa place, chacun dans son rôle. De l'aube jusqu'au soir, le candidat ne perdit pas de vue le cap qu'il lui fallait à tout prix franchir avec bonheur, en ces temps difficiles : « L'heure de vérité », sur Antenne 2.

C'est pourquoi, le matin, rue Lepic et aux alentours, dans l'une de ces tournées chez les commerçants qui sont à la sonda- manie ambiante ce que le choc des sils est, paraît-il, au four à micro-ondes. Raymond, s'il nous permet cette familiarité, prit garde de ne pas glisser sur un zinc : « C'est tout à fait sympathique mais je ne peux pas boire à chaque fois, sinon je ne fais pas « L'heure de vérité » de ce soir et je vais me coucher. » C'était bien vu. Rien qu'une entorse, une seule : un coup de

montbazillac pour arroser une tartine de foie gras. « Vous ne savez pas comme les Français sont sympathiques. » L'ancien premier ministre en avait encore l'expérience

Madame et Monsieur

dans les oreilles quand il a laissé tomber cette maxime. Même le boucher martyr qui se dépeint comme un « cochon de payant » saigné aux quatre veines par l'ogre-supermarché. Même l'audacieuse boulangère qui ose tirer l'oreille, en geste et en paroles, du premier économiste de France : « C'est vous qui avez mis la baguette à 100 francs. » « Il fallait le faire », a assuré l'occusé. Elle, rigolant : « Je me suis vengée. »

On trouve tout, vers Montmartre. Même des achards, ces mélanges épiques qui rappellent au candidat son île natale. Il reviendra en acheteur quand il aura le temps. Et si ce n'est lui, ce sera Eve.

Eve qui a bien voulu nous parler un peu de leur vie, le midi, à la télévision. Non, elle n'est pas mondaine. Raymond assiste à un dîner en ville, elle à un autre : simple rationalisation des tâches. Non, elle n'a pas dit qu'elle n'aimait pas Lyon. C'est une personne merveilleuse qui a fait croire cela.

Il n'y a pas de manque pas de ces vagues toutes prêtes à gorgier de venir son candidat de mari : « Je les connais normé-

ment, a prévenu Eve ; qu'ils sachent bien que je suis. » Elle a même révélé que ces ennemis se recrutent plus à droite qu'à gauche, « malheureusement ».

Eve et Raymond, on l'a bien compris à cette occasion, c'est un peu comme Raymond et la France (éventuellement). Il a « l'intimité difficile ». Il ne tutoie que « sa mère, ses sœurs, ses amis de faculté et ses enfants ». Pas Eve. S'il s'écrit, c'est par « son sérieux ». Et il est — seul un proche pouvait le révéler — « modeste ».

Enfin, que ceux qui ont cru jusqu'à ce jour les Barre bégueules se détrompent. Ils trouvent leur voisin Louis Mermaz sympathique, bien que socialiste. Et Pierre Bérégovoy a un bon goût.

Le soir donc, sur le plateau d'Antenne 2, autre facette de la « comédie humaine », Raymond le joue « sérieux-

sement », comme le recommandait son maître Alexandre Kojève. Calme et détendu, ni « colérique », ni « soupe-sou-lait », défauts dont Eve nous avait confirmé quelques heures plus tôt l'existence, il persévère benoîtement dans son être.

Sûr de sa « spécificité », jamais à court d'arguments pour expliquer la substance de cette « élection personnelle », Raymond Barre s'en est remis finalement « au destin » qui guidera ou non la main des électeurs et tracera ainsi la suite de son chemin, livrant aux téléspectateurs une maxime supplémentaire qui valait bien des diacées :

« A chacun sa vérité ! A chacun surtout sa sincérité ! »

Récit du service politique.

« J'attends le jugement du destin... »

MM. Jean Lecrauet et Jean-Claude Gaudin, au premier rang, M. Dominique Baudis voisinant avec M. François Léotard, tout le bas et l'arrière-ban de l'UDF se trouvaient le mardi 5 avril sur le plateau d'Antenne 2 pour « L'heure de vérité » de M. Raymond Barre. Interrogé d'entrée sur sa mauvaise position dans les sondages, l'ancien premier ministre a, une fois de plus, affiché sa « sérénité ». « Nous sommes entrés, a-t-il constaté, dans une campagne qui est à la mi-temps. Il y a encore trois semaines et beaucoup de choses peuvent se passer [...] Je ne suis pas outre mesure inquiet personnellement de cette évolution des sondages [...] Il y a toutes sortes de sondages, y compris les sondages opportuns. Comme on ne peut pas faire le tri entre les sondages, le mieux est d'attendre le vote des Français. »

En revanche, M. Barre attire l'attention sur le fait que « le total des intentions exprimées dans les sondages pour Jacques Chirac et pour lui-même pèsent, parce que selon lui, il s'agit là de « l'avenir de la France ». Questionné sur l'efficacité de sa propre campagne, M. Barre a jugé que la façon dont est menée cette campagne ne constituait pas « la cause de tous les maux ». « En attendant de me critiquer moi-même, a-t-il noté, je vais attendre les résultats. » Il s'est refusé également à incriminer l'attitude de ses partenaires de la majorité : « Toutes les choses ne sont pas bonnes à dire au moment où vous m'interrogez. Je le ferai lorsque le verdict des urnes sera intervenu [...] Je n'ai pas passé mes journées à prendre une balance d'apothicaire

pour peser les comportements de loyauté. Je dirai qu'en gros, comme on peut s'y attendre pendant une campagne électorale, ça a été convenable. C'est un adjectif qui passe partout. »

A la question de savoir s'il ne se préparait pas à devenir un nouveau Mendès France, bien que se disant « flêté par cette comparaison », M. Barre a déclaré : « S'en remettre à son destin... » L'on verra si j'ai eu raison trop tôt. J'attends avec beaucoup de sérénité le jugement du destin ce qui ne m'empêche pas de me battre, de continuer à expliquer et de faire en sorte qu'avec ceux qui me soutiennent, fidèlement, loyalement, efficacement, nous allons profiter au maximum du temps qu'il nous reste pour convaincre les Français. »

Priorité aux chômeurs de longue durée

L'ancien premier ministre a pu revenir ensuite, dans le détail, sur ses propositions économiques, pour préciser « sa spécificité » par rapport au projet de M. Chirac. « On peut utiliser les mêmes diacées mais il faut voir ce qu'il y a dessous », a-t-il dit, par cette récente déclaration de M. Mitterrand, M. Barre a jugé « que la ouate peut enrouler quelque chose qui soit un peu plus préoccupant, un peu plus dur [...] Je ne suis pas sûr que les socialistes ne seront pas tentés de revenir sur leur ligne de plus grande pente. Chassez le naturel, il revient au galop et j'ai peur, pour vous dire la vérité, de ce galop. »

M. Barre a de nouveau insisté sur l'urgence d'une grande réforme fiscale en France qu'il chiffre à 135 milliards de francs sur sept ans. « Je suis tennillé, a-t-il dit, par cette idée que notre pays a pris beaucoup de retard par rapport à la compétition européenne et internationale. C'est cela qui est ma préoccupation majeure et elle rejoint ma préoccupation en matière d'emploi. Nous avons pris beaucoup de retard, et l'une des raisons de ce retard, est

qu'en matière de compétitivité fiscale nous avons un système tout à fait inadapté, injuste et un système qui inhibe l'esprit d'entreprise. » Avant l'ouverture d'un grand marché européen le 1^{er} janvier 1993, l'ancien premier ministre considère donc cette réforme comme une ardeur prioritaire.

En matière d'emploi, M. Barre indique qu'il était décidé, s'il était élu, à mettre immédiatement en œuvre un plan d'action en faveur des six cent mille chômeurs de longue durée, en distinguant les deux cas : ceux qui sont en incapacité totale de travailler et qui dès lors mériteraient un revenu minimum et ceux « frappés par la crise » et qui mériteraient une aide personnalisée et décentralisée « pour se refaire une vie digne et une vie active ». Par contre, M. Barre s'est dit hostile à une augmentation incoercible du SMIC : « La dernière chose que personnellement je ferais, si j'étais élu, serait de porter le SMIC à 6 000 F (comme le propose le candidat communiste M. André Lajoinie) et même de l'augmenter dans des conditions qui ne seraient pas supportables par les entreprises. »

« Un clivage entre les systèmes de solutions »

M. Barre a réaffirmé ensuite son hostilité au rétablissement d'un impôt sur les grandes fortunes, en indiquant toutefois qu'« il ne l'aurait pas fait disparaître de la façon dont on l'a fait disparaître » en 1986. Il a précisé que « si le mouvement général est à la hausse des taux d'intérêt », il relèverait le taux d'intérêt des caisses d'épargne. Pour ce qui est des OPA, il a insisté sur le fait qu'« il fallait qu'il y ait des OPA qui respectent un certain nombre de règles du jeu et qui respectent en particulier les intérêts du personnel. »

Par ailleurs, M. Barre a indiqué qu'il était favorable à une réforme du système éducatif. Pour les universités, il croit souhaitable un programme de cinq ans de l'ordre de 700 millions de francs. Pour l'éducation proprement dite, il pense que, « si nous avions 2,5 millions de

francs par an de plus pour le budget de l'éducation nous pourrions faire un travail sérieux. »

La question des institutions a également été abordée. M. Barre a rappelé qu'il était pour une extension du champ du référendum, qu'il était toujours décidé, s'il était élu, à dissoudre l'Assemblée nationale dans la foulée. Quel que soit le président, note-t-il d'ailleurs, cette dissolution sera inévitable : « Comment voulez-vous qu'un gouvernement puisse affronter les problèmes de la France avec une majorité très étroite, sauf alors à aller pratiquer la débâche ailleurs, ou bien qu'il puisse diriger une action qui doit s'inscrire dans la durée en sachant que trois ans après il y aura les élections. N'importe quel président face à ces réalités sera conduit d'une façon ou d'une autre à dissoudre. »

M. Barre s'est notamment ému des récentes déclarations du ministre des affaires étrangères, M. Jean-Benoît Raimond, estimant que, dans ce domaine, le premier ministre avait été un « président bis ». « Espérez-vous imaginer quel peut être le retentissement de telles déclarations sur l'image de la politique étrangère de la France [...] Si vraiment en France personne n'accorde un crédit énorme à des choses de ce genre, je commence à croire que nous avons perdu le sens de ce qui est important. »

En conclusion, M. Barre estime plus que jamais, pour reprendre la formule de M. Giscard d'Estaing, que « la France doit être gouvernée au centre ». Le clivage droite-gauche, a-t-il expliqué, est un clivage archaïque, et le clivage libéralisme-socialisme, posé en termes idéologiques, devient un clivage qui s'atomise parce que les libéraux idéologiques se sont rendus compte à l'usage qu'il fallait tenir compte de certains facteurs sociologiques, et les socialistes ont compris qu'il y avait le marché et qu'il y avait des règles de conduite, de comportement, auxquelles on n'échappait pas. Je crois que le vrai clivage maintenant, c'est le clivage entre les systèmes de solutions permettant de résoudre les problèmes. »

Tragi-comédie

RAYMOND Barre a détourné Kojève. « La vie, disait le philosophe, est une comédie ; il faut la jouer sérieusement. » La campagne présidentielle, a retenu l'élève Barre, est une comédie, il faut la jouer sérieusement. Au cours de son « Heure de vérité » qui, jamais, sans doute, n'avait autant mérité son nom, M. Barre a, une fois de plus, prouvé à ceux qui pouvaient encore en douter, que, à moins de trois semaines du premier tour de l'élection présidentielle, il était bien décidé à continuer de jouer sérieusement cette comédie-là.

La pantomime des partis politiques autour de sa personne ne l'émeut pas outre mesure. Avec le RPR comme avec l'UDF, note-t-il, tout se passe « convenablement », ce qui, dans sa bouche, est déjà, comme on le sait, un bien grand mot. Les allers et retours des uns et des autres le font plutôt rire.

Les protagonistes de la cohabitation en viennent à lui donner raison. Il ne faut plus recommencer l'expérience de 1986, il enregistre. M. Giscard d'Estaing était le premier à déclarer, voici deux ans, que la nouvelle Assemblée nationale n'en avait que pour deux ans, que sa dissolution prématurée était inévitable. L'ancien président pense aujourd'hui le contraire. M. Barre fait mine de ne plus comprendre. Le jeu des sondages le laisse de glace. Comment peut-on, rétorque-t-il, s'y retrouver dans cette farce, « ces sondages de toutes sortes et ces

sondages opportuns ». Comédie ! Comédie !

« Tranquille comme Baptiste » et fier de l'être, toujours aussi assuré d'être sur le bon chemin, M. Barre a donc préféré jouer une nouvelle fois avec maîtrise sa partition habituelle : celle de l'homme d'Etat prêt à gouverner, de l'économiste prêt à une nouvelle fois à se distinguer, de l'homme responsable prêt à prendre toutes ses responsabilités. Il ne pourra pas se plaindre cette fois de n'avoir pas sa toute latitude pour s'expliquer en long et en large sur ses projets économiques et sa logique politique.

L'homme politique étant, comme on le sait, condamné à se contredire ou à se répéter, l'ancien premier ministre n'a pu que se répéter. A défaut donc de surprises, il a réussi à imposer son image de sérieux, de solidité et de constance. Les téléspectateurs l'ont reçu comme telle, mais les sondages, les fameux sondages persistant à montrer que ce bagage-là n'est toujours pas suffisant sur la route de l'Elysée.

M. Barre a encore trois semaines pour convaincre. Cette « Heure de vérité » a montré que ce candidat-là avait encore des ressources. Ses concurrents s'en remettent aux électeurs. Lui, nous a-t-il dit, fait confiance « au destin ». Mais n'est-ce pas déjà là une forme de résignation ?

DANIEL CARTON.

PROPOS ET DÉBATS

M. Juquin Indigné

M. Pierre Juquin s'est déclaré, le mardi 5 avril, « étonné, attristé et indigné » par les déclarations de M. Mitterrand sur l'Afrique du Sud. Le candidat « rénovateur » affirme : « L'assassinat de la représentante de l'ANC à Paris méritait un geste spectaculaire digne des meilleures traditions de notre pays : la rupture des relations diplomatiques. » Il ajoute : « Si le candidat socialiste affirme que la question des sanctions est aujourd'hui plus brûlante, ne devrait-il pas dire à l'opinion publique si oui ou non il est prêt à faire appliquer les sanctions globales et contraignantes que préconisent depuis des années les Nations unies ? »

M. Lajoinie Confiance

M. André Lajoinie a déclaré, le mardi 5 avril sur TF 1, qu'il avait « confiance dans le vote des électeurs communistes » de la Réunion, en dépit de l'appel du Parti communiste réunionnais à voter pour M. François Mitterrand dès le premier tour. Le candidat du PCF a affirmé qu'il était « le seul » à défendre « réellement » les revendications des habitants des DOM-TOM, car « si M. Mitterrand avait voulu réaliser

l'égalité sociale [entre la métropole et l'outre-mer] il l'aurait fait ; il ne le fera pas » et il était réticent.

Interrogé, mercredi, sur Europe 1, il a estimé que la décision du PCR n'est « pas une attitude acceptable ».

M. Nallet Saint-Esprit

M. Henri Nallet, membre de l'état-major de campagne de M. Mitterrand, ancien ministre de l'Agriculture, a déclaré, le mardi 5 avril, que l'interview de M. François Guillaume publiée par le Monde du 5 avril représentait « un virage considérable, un plaidoyer en faveur de la politique agricole menée par les ministres de gauche entre 1981 et 1986 ».

M. Nallet en veut notamment pour preuves que l'ancien ministre de l'Agriculture reconnaît l'existence, en Europe, d'exodants de production, donc la légitimité des quotas laitiers. Selon lui, M. Guillaume tient un raisonnement « pétaïniste » lorsqu'il paraît opposer le pays réel qu'il doit représenter aux organisations professionnelles qu'il représentait naguère. « François Guillaume a-t-il connu son chemin de Damas ? Le Saint-Esprit a-t-il passé le week-end chez lui ? Se prépare-t-il à abandonner Jacques Chirac ? », a demandé, ironiquement, M. Nallet.

(Publicité)

Marie-Claire Mendes France et les Compagnons de route de **Pierre Mendes France** appellent à voter **François Mitterrand**

AL. V.

PANORAMA
"SPECIAL PRESIDENTIELLE 88"
JEUDI 7 AVRIL
DE 12H30 A 13H30

ALEXANDRE BALOUD
AVEC SERGE JULY, LIBERATION
PHILIPPE TESSON, LE QUOTIDIEN DE PARIS
JEAN-LUC PARODI, IFOP

FACE A
JEAN
FRANCOIS-PONCET

La logique d'un engagement

Les propositions de M. Barre en matière fiscale et budgétaire s'inscrivent dans une idée-force : l'Europe sans frontières de 1993. A l'évidence, le candidat ex-premier ministre a bâti une grande partie de son programme sur la nécessité de réduire les taux français de TVA, plus élevés que le moyenne des taux européens. Cela pour ne pas pénaliser nos industriels, le marché unique postulant que les Français pourront dans cinq ans aller acheter leur voiture outre-Rhin et payer celle-ci avec la TVA allemande au taux de 14 %.

Le taux moyen de la TVA en Europe (tous taux confondus) est de 13 %, le taux moyen français est de 16,3 %. S'aligner sur 13 % représenterait une certaine de milliards de francs de pertes d'impôts. Une autre hypothèse consisterait pour chacun des pays à tendre vers les autres : la France abaisser ses taux, la RFA les remonte, etc. On aurait ainsi deux taux (18 % en général et 7 % pour l'alimentation). Il en coûterait une soixantaine de milliards de francs. C'est cette hypothèse à laquelle M. Barre a dû faire allusion.

Le tout est de savoir si le marché unique doit commencer par l'abolition des frontières fiscales suppression coûteuse et beaucoup plus compliquée qu'il n'y paraît... ou si d'autres priorités ne s'imposent pas : harmonisation des fiscalités sur l'épargne, marchés publics, normes, etc. Cela étant dit, M. Barre a pour lui la logique des engagements depuis qu'il a été élu à Luxembourg, en décembre 1985, un certain « acte unique », sorte de traité de Rome numéro deux.

Deuxième priorité Barre : l'enseignement. Il en coûterait 700 millions de francs par an pendant cinq ans pour les universités et 2,5 milliards par an pour l'éducation soit 18 milliards sur cinq ans. Cette somme (un peu plus de 3 milliards par an) peut être déduite si l'enseignement constitue vraiment une priorité budgétaire. Le tout est de savoir si sa relative modestie traduit bien une grande priorité. M. Monory était au-dessus de ces chiffres.

Difficile au total de dire si les dépenses prévues par M. Barre sont équilibrées. Une chose est sûre pourtant : le candidat est résolument partisan d'un prélèvement proportionnel sur le revenu pour financer la sécurité sociale. On oublie peut-être trop qu'un tel prélèvement au taux de 1 % rapporterait entre 20 et 25 milliards de francs par an, créant à côté de l'impôt progressif sur le revenu une sorte d'impôt proportionnel. Le système qui existait en France il y a quarante ans.

A Adam Valerio, peintre
Aimée Anouk, comédienne
Allègre Claude, biophysicien
Andrien Jean, ancien président de la
Fédération des conseils de parents d'élèves
Arcady Alexandre, metteur en scène
Ardant Fanny, comédienne
Arditi Pierre, comédien
Arnothy Christine, écrivain
Aron Jean-Paul, écrivain
Arroyo Eduardo, peintre
Audran Stéphane, comédienne
Autenil Daniel, comédien
Aydarbian Robert, cadre commercial

B Babaudon Jean, pdt de la Chambre
d'agriculture de la
Haute-Vienne
Badinter Elisabeth, écrivain
Bagnon Dominique, choré-
graphe
Balandier Georges, ethno-
logue
Balasko Justine, comédienne
Bambuck Roger, sportif
Banier François-Marie,
écrivain
Barbara, artiste de variétés
Barbin François, de la
Comédie-Française
Baron Henri, président de la Chambre
d'agriculture de la Loire-Atlantique
Barras René, banquier
Barrère Igor, réalisateur de télévision
Barrault Marie-Christine, comédienne
Bays Nathalie, comédienne
Bazaine Jean, peintre
Bazin Hervé, écrivain
Béart Emmanuelle, comédienne
Beauchamp Georges, président du Cercle de
l'opinion
Béche Christian, professeur d'université
Belle Marie-Paule, artiste de variétés
Ben Jelloun Tahar, écrivain
Bergé Pierre, pdg d'Yves Saint Laurent
Berque Jacques, professeur honoraire au
Collège de France
Berry Richard, comédien
Biolais-Sage Paulette, prof. d'université
Blondel Michèle, sculpteur
Boltanski Christian, artiste peintre
Bombard Alain, océanologue
Bonéty René, syndicaliste
Bonnaire Sandrine, comédienne
Bonnet Honoré, ancien entraîneur de l'équipe
de France de ski
Bono Robert, syndicaliste
Bouchardau Hugues, ancien ministre
Bouchery Robert, ancien procureur général
près la Cour d'appel de Paris
Bonglione Sampson, artiste de cirque
Bourgeois Christian, éditeur
Bouth Malek, étudiant
Boutte Jean-Luc, de la Comédie-Française
Bracque Pierre, président du club Synthèse
républicaine
Brasseur Claude, comédien
Brauman Ronny, Médecins sans frontières
Bredin Jean-Denis, écrivain, avocat
Briggs Peter, sculpteur
Bruckner Pascal, écrivain

C Cambadélis Jean-Christophe, président
d'honneur de l'UNEF-ID
Camus Renaud, écrivain
Cassades Jean-Claude, chef d'orchestre
Castro Roland, architecte
Césaire Aimé, député-maire de Fort-de-
France
Chabrol Claude, cinéaste
Chaigneau Yves, économiste
Changueux Jean-Pierre, neurobiologiste
Charles-Roux Edmonde, écrivain
Charrière-Boumarzel Christian, avocat
Chassagne Yvette, pte honoraire de l'UAP
Chéreau Patrice, metteur en scène
Chombart de Lauwe Paul-Henry, sociologue
Chopinot Régine, chorégraphe
Cohen-Sat Jean-Etienne, éditeur
Colas Fabrice, champion du monde de
cyclisme sur piste
Conchon Georges, écrivain
Cornec Jean, ancien président de la
Fédération des conseils de parents d'élèves
Costa Cavaras, réalisateur
Crémonini, peintre
Cuoco Henri, peintre
Curien Hubert, professeur à l'université

D Daho Etienne, artiste de variétés
Danel Pascal, comédien
Darmon Gérard, comédien
Decailon René, syndicaliste
Declercq Gilbert, syndicaliste
Deforges Régine, écrivain
Deflassieux Jean, ancien pdt Crédit Lyonnais
Delannoy Jean, réalisateur
Delorme Danièle, comédienne
Deleuze Gilles, philosophe
Delpech Geneviève, peintre
Deluchat André, syndicaliste
Demazure Michel, mathématicien

Demy Jacques, réalisateur
Depardieu Gérard, comédien
Derrida Jacques, philosophe
Desanti Jean-Toussaint, philosophe
Dollé Claude, ancien président de Sacilor
Domenach-Chiche Geneviève, secrétaire
générale de Léo-Lagrange
Doré Christiane, chef d'entreprise
Dorlhac Hélène, ancien ministre
Doubin François, président du M.R.G.
Drulliet Philippe, dessinateur de B.D.
Dufour Paule, banquier
Dupeyron Jean-Jacques, prof. d'université
Duras Marguerite, écrivain
Dutilleul Henri, compositeur

Jeanson André, syndicaliste
Joliot Pierre, biologiste, professeur au
Collège de France, membre de l'Institut
Jospin Lionel, premier secrétaire du P.S.
Joubert Jacqueline, productrice
Joxe Pierre, président du groupe socialiste à
l'Assemblée nationale

K Kalon Jean-Pierre, comédien
Karmitz Marin, producteur
Kermarec Joël, peintre
Kiejan Georges, avocat
Kirsner Jacques, producteur
Kouchner Bernard, Médecins du monde
Kourilsky François, biologiste, INSERM

Otkakovsky-Laurens Paul, éditeur
P Parôme Maria, comédienne
Pancina, sculpteur
Parnelin Hélène, écrivain
Pau-Langevin George, avocat
Pecker Jean-Claude, astronome, professeur
au Collège de France, membre de l'Institut
Peignot Jérôme, écrivain
Peyrelade Jean, banquier
Piccoli Michel, comédien
Pidoux-Payot Jean-Luc, éditeur
Piém, dessinateur
Pierre-Brossolette Gilberte, ancien sénateur
Piette Jacques, compagnon de la Libération
Pignon Edouard, peintre

Poirier Anne et Patrick,
sculpteurs
Pommatau Jacques, ancien
secrétaire général de la
Fédération de l'éducation
nationale
Ponsolle Patrick, dg de la
Cie fin. de Suez
Portejoie Gilles-Jean,
batonnier
Pouyet Bernard, profes-
seur d'université
Pouzard Guy, président

LA FRANCE UNIE

Duverger Maurice, professeur d'université
Duvignaud Jean, sociologue
Duvivier Robert, syndicaliste

E Eine Simon, de la Comédie-Française
Etebeparre Bernard, pdg Lectra-
Systèmes
Ewanje-Epée Monique, record d'Europe du
100 mètres haies junior

F Fabius Laurent,
ancien Premier
ministre
Faraldo Claude, cinéaste
Fernandez Dominique,
écrivain
Ferran Catherine, de la
Comédie-Française
Ferro Marc, historien
Fersen Christine, de la
Comédie-Française
Fessart de Foucault
Bertrand, écrivain
Février Raymond,
ancien dg de l'INRA
Fiasbin Henri, pdt
Rencontres commu-
nistes
Fontana Richard, sociétaire de la Comédie-
Française
de Fontenay Elisabeth, prof. d'université
Frank Bernard, Collège de France
François Jocelyne, écrivain
Frydman René, médecin, prof. d'université

G Gallo Max, écrivain, ancien ministre
Gardel Louis, écrivain
Garel Philippe, sculpteur
Gautier Jean-Paul, créateur de mode
Caumé Gérard, syndicaliste
Gélin Daniel, comédien
Genet Jacqueline, pte université de Caen
Georges Guy, ancien secrétaire général du
Syndicat national des instituteurs
Gevrey Michel, responsable d'association
Girardot Annie, comédienne
Girardeau Bernard, comédien
Girod Francis, réalisateur
Glowinsky Jacques, Collège de France
Goscinny Gilberte, écrivain
Gottlieb Marcel, dessinateur de B.D.
Goudineau Christian, Collège de France
Granier-Deferre Pierre,
cinéaste
Gréco Juliette, artiste
de variétés
Grendel Frédéric, écri-
vain
Gros François, profes-
seur au Collège de
France, membre de l'Institut
Croult Benoîte, écrivain
Croult Flora, écrivain
Guattari Félix, philosophe
Guidoni Jean, artiste de variétés
Guillevic Eugène, poète
Guimard Paul, écrivain

H Hanin Roger, comédien
Henry André, syndicaliste enseignant
Héritier-Augué François, Collège de France
Hiegel Catherine, de la Comédie-Française
Hintermann Eric, président de l'alliance
sociale-démocrate
Houri Daniel, banquier
Huguenard Pierre, professeur d'université
Huppert Isabelle, comédienne

I Iff Simone, Conseil économique et
social, planning familial

J Jamet Dominique, journaliste
Jeanneney Jean-Noël, historien, professeur

L Laborit Henri, chirurgien
Labourier Monique, comédienne
Lacarrière Jacques, écrivain
Lacouture Jean, écrivain
Lacouture Simonne, écrivain
Lafont Bernadette, comédienne
Lalonde Brice, écologiste
Lamignon René, président d'honneur de la
Fédération nationale
du bâtiment



Lanzmann Claude,
cinéaste, directeur de
"Temps modernes"
Laot Jeannette, syndi-
caliste
Lara Catherine, artiste
de variétés
Lavilliers Bernard,
artiste de variétés
Lazure Gabrielle,
comédienne
Lebescond Raymond,
syndicaliste
Le Floch-Prigent Loïc,
industriel
Le Goff Jacques, histo-
rien, ancien pdt EHESS

Legrand Louis, professeur d'université
Le Foulon Patrick, champion du monde kayak
Leiris Michel, écrivain
Leroy Paul, professeur d'université
Lesire-Ogrel Hubert, syndicaliste
Ligier Guy, industriel
Lindon Jérôme, éditeur
Lio, artiste de variétés
Loeb Caroline, artiste de variétés
Lockwood Didier, violoniste
Loubert René, ancien président d'Unisor
Luchaire François, ancien pdt d'université
Lucas Laurent, syndicaliste
Lwoff André, prix Nobel de médecine

M Macias Enrico, artiste de variétés
Maire Jean, syndicaliste
Malavoy Christophe, comédien
Malet Laurent, comédien
Mallet-Joris Françoise, écrivain
Manceron Claude, historien
Mandouze André, professeur d'université
Mangin Gilbert, ancien inspecteur général
des services judiciaires
Manouchian Melinée, ancienne résistante
Mauriac Claude, écri-
vain
Mauroy Pierre, ancien
Premier ministre
May Mathilda, comé-
dienne
Mémmi Albert, écrivain
Méric André, pdt du
groupe socialiste au Sénat

Mernaz Louis, ancien président de
l'Assemblée nationale
Messager Annette, artiste peintre
Messager Jean, peintre
Miquel André, Collège de France
Mirmont Roger, de la Comédie-Française
Mirzahi Moshe, cinéaste
Moati Serge, réalisateur de télévision
Moinot Pierre, de l'Académie française
Monnerville Gaston, ancien pdt du Sénat
Monod Alain, avocat au Conseil d'Etat
Monory Jacques, peintre
Mugler Thierry, styliste
Murat Bernard, metteur en scène

N Navarre Yves, écrivain
Nicolet Claude, membre de l'Institut
Nouvel Jean, architecte
Nyssen Hubert, écrivain, éditeur

O Ogier Bulle, comédienne
Olivenstein Claude, médecin
Orsenna Erik, écrivain

d'université
Prat Jean, ancien capitaine de l'équipe de
France de rugby
Presle Micheline, comédienne
Prucnal Anna, comédienne
Putman Andrée, designer

R Remond Roger, pdt SAFER de
Bourgogne
Renouvin Bertrand, pdt Nouvelle action
royaliste
Retoré Guy, metteur en scène
Revault d'Allonnes Olivier, prof. d'univ.
Ribeiro Catherine, artiste de variétés
Rieti Fabio, peintre
Rieu Michel, médecin, professeur
Riholt Catherine, écrivain
Riva Emmanuelle, comédienne
Rivière Denis, peintre
Robert Jacques, professeur d'université
Robert Yves, comédien, réalisateur
Robbe-Grillet Alain, écrivain
Rocard Michel, ancien ministre
Rocheteau Dominique, joueur de football
Rolant Michel, syndicaliste
Rosius Claude, chef d'entreprise
Rougemont, peintre
Rouffio Jacques, cinéaste
Ruffin Jacques, Collège de France
Rufus, comédien

S Sagan Françoise, écrivain
Saidj Nathalie, étudiante
Sarkis, peintre
Savary Jérôme, metteur en scène
Schatzman Evry, astrophysicien, Institut
Schlosser Gérard, peintre
Schwartz Bertrand, ancien délégué à
l'insertion professionnelle des jeunes
Schwartz-Bart André, écrivain
Schwartz-Bart Simone, écrivain
Seyrig Delphine, comédienne
Simon Claude, écrivain, prix Nobel
Smail, comédien
Soppelsa Jacques, président d'université
Saint-Geours Jean, banquier
Starck Philippe, designer

T Tache Maurice, professeur
d'université
Télamaque Hervé, peintre
Temkine Anatole, ancien président de l'IDI
Thiam Awa, professeur de philosophie
Thibault Jean-Marc, comédien
Thomas Isabelle, étudiante
Tine Jean-Marie, président d'honneur
Rochette-Cenpa
Toscan du Plantier Daniel, producteur
Trenet Charles, chanteur
Trocmé Etienne, président d'université

U Uri Pierre, économiste

V Varda Agnès, réalisatrice
Veynes Paul, historien, Collège de
France
Viallat Claude, peintre
Vitez Antoine, metteur en scène
Vrigny Roger, écrivain

W Weill Bertrand, professeur
d'université
Wiaz, dessinateur
Wilson Lambert, comédien

X Xenakis Iannis, compositeur

Y Younsi Fatima, étudiante

Z Zaidi Nora, étudiante

COMITE NATIONAL
DE SOUTIEN
Président :
Hubert Curien

هكذا من الامم

REPÈRES

Télécommunications

Accord spatial franco-canadien

La société québécoise Spar et la firme française Alcatel Espace viennent de signer un accord de coopération dans le domaine des télécommunications. Aux termes de ce contrat, qui fait suite à l'accord de collaboration générale passé en octobre entre les deux firmes, Spar fournira à Alcatel Espace des équipements électroniques d'une valeur d'environ 60 millions de francs (cornets d'antenne, amplificateurs de canaux et une antenne fonctionnant à 12 gigahertz) pour les charges utiles des futures satellites français Télécom-2.

Nucléaire

Rejet radioactif à Cattenom

Un rejet de gaz légèrement radioactif s'est produit, le lundi 4 avril, sur la tranche numéro 1 de la centrale nucléaire de Cattenom (Moselle), installée près de Metz. Cet incident, dû à l'ouverture accidentelle d'une vanne, a eu lieu au cours d'une opération de chasse des gaz radioactifs contenus dans le circuit primaire du réacteur, à l'arrêt depuis le 2 avril.

SPORTS

Football : l'élimination du Matra-Racing en Coupe Créteil, la passion du sport

L'US Créteil, une équipe de troisième division, a créé la plus grosse surprise des seizièmes de finale de la Coupe de France de football, en éliminant le Matra-Racing. Déjà victorieux au match aller, les amateurs hanziens ont à nouveau humilié l'équipe parisienne en l'emportant, le mardi 5 avril au Parc des Princes, par 1 à 0. L'autre club de la capitale, Paris-Saint-Germain, a été une nouvelle fois débordé par Sochaux (3 à 0). Monaco, enfin, le leader du championnat, a été éliminé par Nice.

Créteil, c'est au bout du mètre. Les six mille spectateurs étaient venus en voisins, mardi soir, de la préfecture du Val-de-Marne pour l'incalifiable affrontement avec le Matra-Racing. Petit club de banlieue, Créteil est aux antipodes du football professionnel symbolisé par le puissant club de Jean-Luc Lagardère. Ce match retour était celui de tous les contrastes entre une petite société d'économie mixte (SEM) d'inspiration socialiste et une société anonyme à objet sportif (SOS) créée dans un pur esprit capitaliste; entre une joyeuse bande d'amateurs et une armée de vedettes surpayées; entre un football vécu comme un jeu et un autre subi comme un emploi. La victoire a choisi son camp, et Arthur Jorge, l'entraîneur

pour une révision complète et un rechargement partiel de son cœur en combustible. Ce rejet a donné lieu à un relèvement dans l'atmosphère de xénon 133, d'hélium et d'arsénic d'iode radioactif dont l'activité totale s'élevait à quarante milliards de becquerels, soit « le millième », selon le chef de la centrale, des rejets autorisés qui ont été effectués en 1987. Les contrôles effectués par le service central de protection contre les rayonnements ionisants ont confirmé que l'incident était sans conséquence pour l'environnement.

SIDA

Situation alarmante en Thaïlande

La Thaïlande va sans doute devoir affronter une épidémie très grave de SIDA dans les prochains mois, a déclaré, le mardi 5 avril, le docteur Jonathan Mann, responsable du programme anti-SIDA de l'Organisation mondiale de la santé. Selon une étude réalisée au premier trimestre 1988 sur mille six cents toxicomanes de la région de Bangkok, 15 % étaient porteurs du virus du SIDA. L'an dernier, une étude similaire avait montré un pourcentage de séropositivité de l'ordre de 1 %. A ce jour, douze cas de SIDA ont été officiellement recensés en Thaïlande. — (Reuters).

L'attentat contre la représentante de l'ANC à Paris

Le ministre sud-africain de l'information affirme que Pretoria n'avait aucun intérêt à faire assassiner Dulcie September

L'assassinat à Paris, le 29 mars, de Dulcie September, représentante de l'ANC (mouvement anti-apartheid), continue de susciter les réactions les plus diverses. Alors que les autorités sud-africaines mettent en cause « l'aile dure de l'ANC et ses amis de gauche », les accusés d'avoir voulu, avec ce

crime, « embarrasser les milieux modérés en France », les représentants de l'ANC aux Etats-Unis assurent avoir été avertis par le FBI de la présence d'un commando sud-africain dont ils auraient pu être la cible. Tandis que M. André Giraud, ministre de la Défense, affirme que la DGSE n'est pas en

possession d'information impliquant les services sud-africains dans le meurtre de la représentante de l'ANC en France, les services de police britanniques se refusent à confirmer ou à démentir avoir signalé la présence d'un agent sud-africain à Paris, deux jours avant l'assassinat.

Dulcie September ne représentait aucune menace et n'était pas importante. En revanche, a-t-il ajouté, il est clair que l'ANC est en proie à des luttes intestines et qu'elle a parfois recours, pour les résoudre, à l'élimination physique. Selon le ministre de l'Information, Dulcie September n'était pas quelqu'un de très efficace et « faisait obstacle à des gens plus radicaux ».

Sur l'état des relations franco-sud-africaines, le porte-parole de M. Botha a déclaré : « La France a toujours été pour nous un pays important et nous nous efforçons constamment d'améliorer nos relations avec elle. Le Commandant en chef du 6 avril précise que, le 12 mars dernier, lors d'une escale à l'aéroport de Roissy, M. « Pik » Botha, ministre sud-africain des affaires étrangères, a rencontré une « délégation » française, composée de M. Michel Roussin, chef de cabinet du premier ministre, de l'un de ses collaborateurs officiels, M. Jean Yves Olivier, qui, selon l'hebdomadaire, « est au mieux avec l'Afrique du Sud », et de deux proches collaborateurs de M. Jean-Bernard Raymond : M. Jean David Letitte, directeur adjoint de cabinet, et Jean-Marc Simon, chargé des problèmes africains.

Une forte présomption

Aux Etats-Unis, des représentants de l'ANC ont déclaré, mardi, avoir été avertis par le FBI qu'ils pourraient être la cible de commandos sud-africains. Selon le représentant du mouvement anti-apartheid à Washington, M. Dumi Matabane, les agents fédéraux l'avaient contacté en septembre 1987 pour lui dire qu'ils avaient « une forte présomption » quant à la pré-

sence d'un commando sud-africain aux Etats-Unis. « Ils m'ont dit qu'ils tenteraient de le stopper, et d'être prudent », a-t-il ajouté. M. Themba Ntunga, représentant de l'ANC à New-York, a assuré avoir reçu des mises en garde identiques du FBI. Un porte-parole du FBI s'est refusé à commenter ces déclarations, précisant seulement que la Sécurité fédérale américaine « se devait de signaler aux parties concernées toute information [...] sur d'éventuelles violences ou pertes de vies humaines ».

A Londres, les services de police britanniques n'ont « ni confirmé ni démenti » l'information publiée, mardi 5 avril, par l'« Humanité », selon laquelle les services secrets anglais avaient signalé à leurs homologues français la présence d'un agent sud-africain à Paris, deux jours avant l'assassinat de Dulcie September, et qui se nommerait Dick K. Stoffberg. En revanche, à Paris, M. André Giraud, ministre de la Défense, a assuré que la DGSE, le service de renseignement français, ne possédait pas d'informations impliquant des agents sud-africains dans le meurtre de la représentante de l'ANC. « Si la DGSE avait eu de telles informations, elle me les aurait fait connaître, et elle ne m'a rien transmis de tel », a affirmé M. Giraud devant le club de la presse du Cercle France-Pays arabes.

Enfin, une publication hebdomadaire française, la « Lettre de l'Occident indien », affirme, dans son numéro daté 2 avril, qu'un ancien conseiller technique du ministre de l'Intérieur, M. Charles Pasqua, a joué, par le passé, le rôle d'agent des services secrets sud-africains en France. Selon cette lettre hebdomadaire, cet homme, dont l'identité n'est pas dévoilée, « aurait donné l'ordre formel, il y a quelques mois, aux services compétents de ne pas renouveler le titre de

Nouvel appel à la lutte armée du mouvement séparatiste basque Iparretarrak

L'organisation séparatiste basque Iparretarrak a lancé, le lundi 4 avril, un nouvel appel à la lutte armée contre l'Etat français, à l'occasion du « jour de la patrie basque » (« l'Aberti Eguna »).

Dans un texte parvenu mardi matin à l'AFP à Bayonne, le mouvement clandestin demande que « chaque abertzale » (« patriote » basque) s'investisse dans la lutte pour que vive notre pays et notre peuple et particulièrement dans le soutien et la participation à la lutte armée. « Le peuple basque, poursuit le texte, domine par la force, asservi par l'Etat et ses serviteurs, né dans son existence, bafoué dans ses droits, visé aujourd'hui des moments terribles pour une répression sans précédent orchestrée par le pouvoir parisien ».

Ce communiqué est le premier de l'organisation - dissoute le 15 juillet 1987 - depuis l'arrestation, le 20 février dernier, à Boucau (Pyrénées-Atlantiques), de son chef présumé, Philippe Bidart, ainsi que de quatre autres membres d'Iparretarrak.

FAITS DIVERS

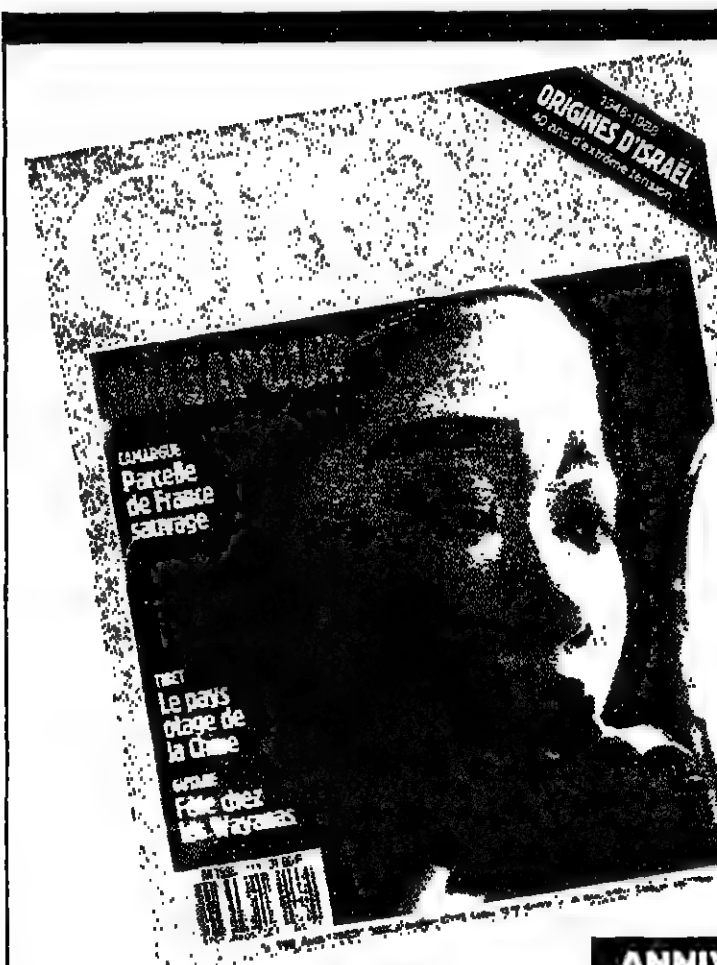
Dans le Vaucluse

Disparition d'un enfant de trois ans

Un enfant de trois ans, Raphaël Murig, fils d'un informaticien parisien, a disparu, le dimanche 3 avril, vers 12 h 30, alors qu'il cherchait des œufs de Pâques dans le jardin de ses grands-parents à Castellet (Vaucluse). Mardi soir, les recherches étaient restées vaines malgré l'intervention des pompiers, gendarmes et militaires de la région, aidés par des chiens spécialisés. Un ratisseur systématique du village et celui d'un périmètre de 12 kilomètres aux alentours ont eu lieu sans aucun résultat. Les parents craignent, semble-t-il, un enlèvement, bien qu'aucune demande de rançon n'ait été jusqu'à présent formulée. Les enquêteurs ne négligent aucune piste, tout en recherchant pour la thèse du rapt.

Un malheureux blessé par des policiers à Paris. — Un homme, soupçonné d'avoir commis un vol dans une pharmacie à Paris (18^e), a été sérieusement blessé, le lundi 4 avril, par des policiers lors de son interpellation. Selon les policiers, ce dernier, Serradine Seddi Bouzenad, trente-deux ans, les avait menacés avec un revolver de calibre 22 long rifle approvisionné et l'un des policiers « a dû faire usage de son arme à deux reprises, faisant mouche ».

Bouzenad venait d'attaquer, avec son arme, une pharmacie située 34, rue Marc-Dormoy, où il avait notamment dérobé une somme de 1 300 francs et des médicaments. Il a été admis à l'hôpital du Val-de-Grâce, blessé à la poitrine et à l'abdomen.



Géo d'Avril. En vente dès aujourd'hui.

ANNIVERSAIRE D'ISRAËL

40 ans d'Israël, par la force et la foi.

BICENTENAIRE DE BUFFON

Moi, Comte de Buffon, j'ai 280 ans et 100 ans d'avance sur Darwin.

PASTEURS TÉLÉ-STAR5

USA : question télé, la Religion rapporte.

Et également dans Géo :

- Un grand dossier sur Singapour. • La Camargue à fleur d'eau.
- Les fêtes rituelles des indiens Wayanas. • Le Tibet, otage de la Chine.

هكذا من الاصل

Société

« Une journée mondiale sans tabac »

La fumée des autres

A l'occasion de son quarantième anniversaire, l'OMS (Organisation mondiale de la santé) organise, le jeudi 7 avril, la première « journée mondiale sans tabac ». Diverses initiatives sont prévues en France, avec la collaboration de nombreuses radios et de chaînes de télévision.

« Le tabac tue », c'est bien connu. Cela n'empêche pas les Européens de griller plusieurs centaines de milliards de cigarettes chaque année, abîmant leurs poumons et enfumant allégrement leur entourage.

Pas si allègrement que ça, à vrai dire... Le rapport de forces entre

entreprises rivalisant d'imagination pour protéger les non-fumeurs. Quitte à sombrer parfois dans le ridicule : une firme de Pennsylvanie ne pousse-t-elle pas le zèle jusqu'à vouloir benzocider ses salariés fumeurs (le Monde du 4 mars) ?

Plus sérieusement, la ville de New York applique, depuis le 6 avril, une nouvelle — et draconienne — réglementation anti-tabac. Il faudra désormais aménager des zones non-fumeurs dans les hôtels, les restaurants (de plus de cinquante places) et même les bureaux (de plus de quinze employés). Certaines entreprises, comme l'Associated Press, se sont simplifiées la vie en interdisant carrément la cigarette dans leurs locaux.

diminuer ensuite grâce à la « loi Veil » du 9 juillet 1976 qui interdit de fumer dans certains lieux publics et réglemente la publicité pour le tabac. Malheureusement, cette loi a été enfreinte de divers côtés. Résultat : la consommation remonte depuis 1982.

Les Français ne sont pas plus portés sur la cigarette que les Hollandais. Ils fument moins que les Italiens et les Allemands, beaucoup moins que les Espagnols, les Grecs et les Japonais... Mais les chiffres interdirent tout coïncident. Parmi les adultes, près d'une femme sur trois (30 %) et près d'un homme sur deux (46 %) consomment du tabac. Et ce sont les jeunes qui fument le plus.

Il suffit d'être présent à la sortie

A 14-15 ans, plus d'un jeune sur trois consomme régulièrement des cigarettes. Or chacun sait qu'il est d'autant plus difficile d'arrêter de fumer qu'on a commencé plus tôt. La question, aujourd'hui, n'est pas de punir les fumeurs mais de les aider éventuellement à renoncer au tabac et, surtout, à faire en sorte que les jeunes ne commencent pas à fumer.

Plus de 53 000 décès par an

Les méfaits du tabac ne sont plus à démontrer. Tout a été dit, ici même, sur ce « désastre sanitaire » par deux médecins éminents, les professeurs Jean Bernard et Maurice Tabbara (le Monde du 3 septembre 1987). Faut-il rappeler que plus de cinquante-trois mille décès sont attribués au tabac chaque année en France ? Que les maladies qui y sont liées coûtent environ 40 milliards de francs à la Sécurité sociale ? Que le nombre de cancers du poumon a augmenté de plus de 40 % (alors qu'aux Etats-Unis, pour la première fois depuis ce demi-siècle, ils sont en diminution chez les hommes de race blanche) ? Il est établi, d'autre part, que les fumeurs n'attendent pas seulement à leur propre santé : « la fumée des autres » est nocive, notamment pour les non-fumeurs dont les mères consomment du tabac.

Les cris d'alarme commencent à porter. A preuve l'insolite contre-attaque des professionnels, l'automne dernier. On a assisté, d'abord, à un curieux plaidoyer du PDG de la SEITA qui allait jusqu'à souligner « les effets favorables du tabac » (« le Monde Sciences-Médecine » du 30 septembre 1987). Puis à des pages entières de publicité dans les journaux sur le thème : « Soyons tolérants » (versus les fumeurs).

Après bien des atermoiements, le ministre de la santé, M^{me} Michèle Barzach, a fini par conclure un accord, le 3 décembre 1987, avec les principaux fabricants de cigarettes. Ceux-ci ont pris trois engagements : hausser progressivement le prix du tabac d'ici au 1^{er} janvier 1993 pour combler l'écart entre les prix pratiqués en France et dans les autres pays européens ; réduire de 20 % en six ans la teneur moyenne en goudron des cigarettes ; ne plus faire d'affichage public ou

chanteurs et des sportifs ; invitation à ne pas fumer dans les taxis ; diffusion répétée, sur de nombreuses chaînes de radio et de télévision, d'un signal sonore incitant les fumeurs à ranger leur cigarette ou à l'écraser. Les promoteurs de la campagne ont même pris le risque d'écorcher la langue française pour se faire mieux entendre, avec un slogan-choc : « Le tabac, c'est

plus ça... ». Un souhait à défaut d'être un constat.

La publicité pour les cigarettes — au cinéma comme dans les magazines — est terriblement plus efficace. Comme le soulignait un rapport d'experts remis à M^{me} Barzach en septembre 1987, cette publicité « associe au tabac le message du succès, du plaisir, du sport, de la liberté, de la beauté et de la sexualité ». Il n'est pas sûr que le meilleur moyen de la combattre — et de dépenser les deniers publics — soit de consacrer d'autres budgets, plus faibles, pour produire d'autres messages publicitaires, forcément moins agaçants.

Les candidats à l'élection présidentielle ont été invités à se prononcer sur

Une majorité de jeunes



Pourcentage des fumeurs par sexe

fumeurs et non-fumeurs est en train de changer. La mauvaise conscience des uns s'ajoute à l'agacement grandissant des autres et contraind les pouvoirs publics à agir.

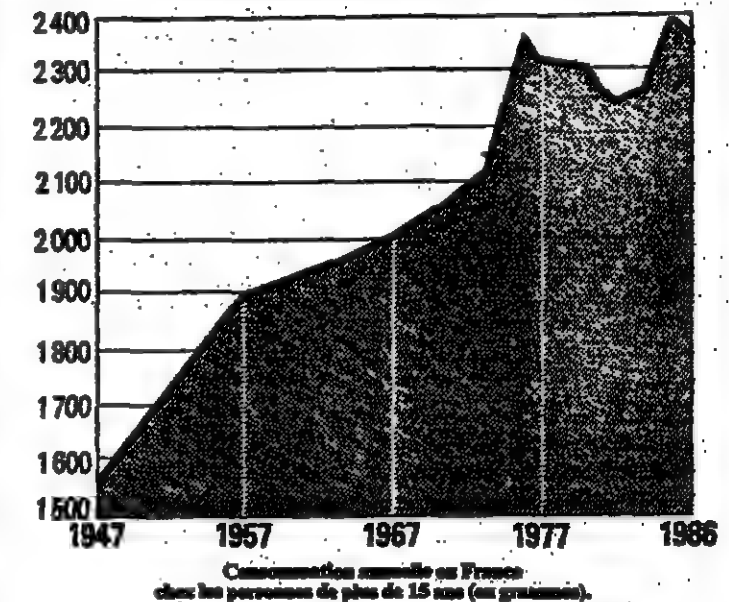
Pas de demi-mesure au Canada où la publicité pour le tabac sera totalement interdite à partir du 1^{er} janvier prochain. Aux Etats-Unis, les pouvoirs locaux, les fondations privées et les

L'efficacité des campagnes anti-tabac n'est plus à démontrer. Aux Etats-Unis, le pourcentage d'hommes fumeurs est tombé de 33 % en 1964 à un peu moins de 30 % l'an dernier. La Grande-Bretagne, pour sa part, a réussi à diminuer la consommation de tabac de 30 % en dix ans.

Et la France ? Entre 1950 et 1975, la vente de cigarettes a doublé. Pour

d'un lycéen parisien, ou même d'un collègue, pour se rendre compte dans quelle mesure les adolescents d'aujourd'hui ressemblent, de ce point de vue, à ceux d'hier ou d'avant-hier : ils ont changé d'apparence, de préoccupations, presque d'univers, mais « la clope » reste toujours le moyen par excellence de s'affirmer, d'entrer dans le monde adulte.

La consommation française



chanteurs et des sportifs ; invitation à ne pas fumer dans les taxis ; diffusion répétée, sur de nombreuses chaînes de radio et de télévision, d'un signal sonore incitant les fumeurs à ranger leur cigarette ou à l'écraser. Les promoteurs de la campagne ont même pris le risque d'écorcher la langue française pour se faire mieux entendre, avec un slogan-choc : « Le tabac, c'est

la publicité — et le paraître — pour le tabac. On attend leurs réponses. La campagne n'est plus celle de Guy Mollet ou de Georges Pompidou figés sur toutes les photos avec une cigarette à la bouche. Aujourd'hui, les responsables se font violence pour ne pas apparaître ainsi à la télévision. C'est un progrès, ce n'est pas encore une politique.

ROBERT SOLÉ

92 Chefs d'Entreprise d'Ile-de-France appellent à voter Chirac

beaucoup en parlent... encore faut-il vraiment s'y préparer. Sur le terrain, dans nos entreprises, nous faisons tout pour réussir sur le Grand Marché Européen. Nous constatons que Jacques Chirac et son gouvernement ont su prendre les mesures nécessaires pour que les entreprises françaises soient plus libres et plus fortes. Nous pensons que Jacques Chirac est un homme d'avenir ayant les capacités de continuer le redressement de notre économie, engagé depuis deux ans. C'est pourquoi nous prenons nos responsabilités et appelons à voter Jacques Chirac.

Jacques BALLEY
(Zschimmer et Schwarz France)
Nicolas BAUMANN
(B M et Associés)
Serge BELTRAMINO
(Cofrad)
Gilles BENTIN
(Benin SA/Electricité)
Jean BOBIN
(Techniques d'Automatisme)
Jean BOESPLUG
(Guilleminot-Boesplugue/Papier photographique)
Engelme BOGDANSKI
(SIEB/Installations électriques)
Alain BONNIERY
(Constructions Métalliques de Provence)
Roger BRUNEAU
(Transports Bruneau)
Marc CADILLON
(Enseignes-décoration, fusion de sociétés)
Alain CABBAN
(Ancom informatique)
Jean-Pierre CANDET
(Maisons Cardeu engineering, construction)
Pierre CASSAGNE
(Groupe Flo)

Patrick CHAMPETIER
de RIBES
(Entrepreneur de peinture)
Jean-Pierre CHAUMET
(Société de téléphone et de télécommunications)
Patrick CHAUSSE
(Agence de communication)
Jean-Loup CHEREL
(Assmif S.A.)
Jean-Pierre CHILLOT
(Imprimeur)
Michel CLOUET
(Tréficable-Pirelli)
Olivier COLAS
(Société de Chauffage Urbain)
Renaud COLET
(Maruetales/construction électrique)
Alain DAMIANI
(Matman)
Michel DARRAS
(P M G conseil/amélioration de la productivité)
Jean DAUCHELLE
(Président des Tapissiers de Paris)
Jacques DERMAGNE
(Tapis et Moquettes de France)
Jean-Marie DESSIDI
(Ameublement décoration)

Paul DUBRULLE
(Accor)
Philippe DUPUIS
(Restauration, engineering, service)
Liliane FERRARIOS
(Société A.S.P.E./travail temporaire)
Bernard FRÉMONT
(General Maintenance)
André FROGER
(Commerce et réparation automobile)
Antoine de GALEMBERT
(Sogares/Compagnie Ferrière de Vichy)
Jean-Claude GARRABOS
(Société Pervert)
Jean GENETON
(Entreprise de bâtiment)
Pierre GILSINGER
(Société de construction mécanique)
Jean GRACIET
(P M G conseil/amélioration de la productivité)
Bernard GRANGE
(Tubescat)
Jean-Michel GRAPIN
(Flexinol/Négoc international)
Monique GRÉGOIRE
(Société de parfums)

Bernard GRILLOT
(Mobiliat)
Claude GUTTMANN
(Agence Publi-Bias)
Mlle GURAUD
(Société industrielle)
Louis HAUSER
(Production d'acier spécial)
Paul HERY
(Réalisation de moulages plastique)
Jean-Charles INGLESSE
(Primagaz)
Setha KALIFA
(B.C.B.G./prêt à porter)
Jean-Claude KERVINOT
(Télécommunication)
Yves LAFFERRE
(Global Levege/bâtiment)
William LAJOIE
(S.P.M./machines à air-franch)
Michel LAUTE
(A.E.T. 77/bureau d'études bâtiment)
Jean LECOMTE
(Grand Garage de Levallois)
Bruno LEFEBVRE
(Ets Lafabvre)
Jean-Pierre LEFEBVRE
(Société de véhicules industriels)
Christian NAREZO
(Elssta/électronique)

M. LEROY
(Société d'optique photo)
Jean-Luc MAHETTE
(Groupe agro-alimentaire)
Patrick MANTEAU
(Société de négoce)
François MARC
(Iveco-Unic)
Christiane MARILLER
(Adesol)
Michel MARTIN
(Concession automobile)
André MARTINAUD
(Courtier en assurances)
Alain MEUR
(Groupe A. Meur)
Michel MIGNARD
(Gestatner)
Hervé de MONTALEMBERT
(Peinture-décoration)
Jean-Baptiste MONTAUD
(Audio-Marketing Power/conseil marketing)
Jean MOREL
(ISA Morel international)
Michel MUSSETTI
(Bâtiment)
Christian NAREZO
(Elssta/électronique)

Serge NEDEL
(Sodexam/société d'impression)
Jean NOURISSAT
(Entrepreneur en bâtiment)
Yves PASTEUR
(Société d'équipement automobile Solex)
Jean-Michel PEROUX
(Micro-informatique)
Hervé de PESCARA
(SIV RAIRubens adhésifs industriels)
Claude PETIT
(Plastique nucléaire)
Denis POTIER
(Point Bleu/Agence de publicité)
Jean RAVEL
(Palais des Congrès)
Jean RAVET
(Société Diata)
Paul RIVALLIN
(Agro-alimentaire)
Jean-Paul SAINT-GILLES
(Gestion immobilière)
Francis SAMSON
(Concession automobile)
Patrick SELLIER
(Agent de change)

Michel SOUFFLOT
(Technistage)
Jacques TALMANT
(Spéctube)
Yves TAYSSIER
(Cotaba/Bâtiment-management)
Jean-Claude THOER
(Thoor/fleurs, plantes)
Jacques THOUZÉ
(ITZ service)
Raphaël TRAN VAN
(Fabrication d'instruments de mesure)
Jean-Paul VASLIN
(Agence conseil en communication)
Jacques VERLEY
(Agence de publicité)
Antoine de VILLEPOSSE
(Coca-Cola)
Roland VULPIAT
(Société de production électronique)
Jean-Claude WARTEL
(Wartel Conseil conseil d'entreprises)
Gérard ZEAU
(Agence de presse)
Cette parution est commandée par l'ensemble des chefs d'entreprises signataires de l'appel

Pour nous c'est Chirac !

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

« Longue vie à la Signora », d'Ermanno Olmi

Le pouvoir de la dame en noir

Il ne se passe rien pendant un mystérieux repas offert à une élite cosmopolite par une vieille femme voilée. Mais on est envoûté par les images de cette parabole sur le pouvoir où Ermanno Olmi compose un magistral ballet de maîtres et de valets.

COMME des petits poucets qui viennent de se jeter dans la gueule de l'ogre, les six apprentis serveurs, quatre garçons et deux filles, arrivent dans un palais, aussi mystérieux et menaçant qu'un château de conte de fées, perdu dans une contrée montagneuse. Bons élèves d'une école hôtelière, ils vont avoir l'honneur de participer au grand dîner annuel qu'offre la Signora, omnipotente marquisse de Carabas (qui d'abord n'apparaît pas) à une élite cosmopolite que l'on devine, piétinant d'impatience derrière les portes closes et les paravents de verre opaque, dont on teste les vertus pare-balles.

Les adolescents sont ébahis, surtout le plus myope, le moins joli, le plus timide d'entre eux, Libenzio, auquel Ermanno Olmi va s'attacher, jusqu'à nous faire vivre à travers son seul regard, apparemment naïf, mais bientôt incurablement lucide, une impitoyable soirée.

Avant de dresser l'immense table en fer à cheval, on dresse d'abord les jeunes extras, et les diktats de la hiérarchie auxiliaire leur sont révélés dans toute l'étendue de leur implacable mesquinerie. Puis les convives sont lâchés, immédiatement humiliés à leur tour par la place, plus ou moins éloignée de la Signora, qui leur est assignée.

Ses associés ? On ne le saura pas exactement. Et d'ailleurs, on ne verra rien de plus que ce qu'on voit là : ce repas.

Les plats se succèdent. Libenzio observe. Le bouillon où surgissent quelques grenouilles aux cuisses pâles précède le monumental barracuda, cambré comme un triton mythique sculpté par Le Bernin. Peu à peu, par éclats brefs, hasardeux, intempestifs, on pénètre dans l'intimité de certains hôtes de la Signora : ce n'est plus un dîner de têtes, mais un souper d'âmes pourrissantes, de spectres amers encore ternis de frustrations, de jalousies mortelles. Epoux momifiés, amants clandestins, courtisans serviles, fils rebelles, lèvent leur verre et crient : « Longue vie à la Signora ! »

pas, qu'on se laisse envahir par la stupeur innocente qu'éprouve Libenzio devant la valse triste des pantins mandibulaires, on est littéralement envoûté par ce film qui parle peu, pour ainsi dire pas, qui raconte tout avec des images comme savait autrefois faire le cinéma.

Des images magistralement chorégraphiées, d'une précision et d'une fantaisie merveilleuses, ballet ritualisé des tire-bouchons et des sorbets, des maîtres et des valets, des dominants et des dominés, animé par une troupe de comédiens aux visages goyescques et aux talents soudés.

Ermanno Olmi, chrétien et militant (la réciprocité est vraie), a un vieux compte à régler avec le pouvoir, les pouvoirs. Et la compassion la plus fraternelle, la plus personnelle, pour les aliénés de la société, les enfants notamment, que le travail arrache bien trop tôt à l'insouciance. Ce fut son cas à l'âge de quinze ans. Ce fut le thème d'un de ses premiers films, *Il Posto* (l'Emploi), en 1961. C'est à nouveau, sous couvert d'une nourrissante métaphore, le



Libenzio, le jeune héros.

Intense le précipite hors les murs de sa luxueuse prison, il fuit, il court. « Cours, petit, lui dit Olmi, ta jeunesse est pour un instant encore la plus forte. Cours, petit, plus jamais le soleil du matin ne te paraîtra aussi tiède. Tu es libre, Libenzio, cours. » Et soudain, nous courons avec lui.

DANIELE HEYMANN

Rencontre avec le réalisateur

Longue vie maestro !

Non loin de Venise, au pied du massif alpin, un artiste fait son miel, un cinéaste ses films, Ermanno Olmi travaille. Seul, à sa table de montage, dans sa maison-studio d'Asagio, ou bien avec ses amis et ses « élèves » d'Ipotesi Cinema, un institut qu'il a créé, en 1982, pour partager avec tous ceux qui le veulent vraiment son histoire, sa vie, sa passion. A Bassano-del-Grappa, un moment passé avec le maestro.

ENFIN, les collines pierreuses viennent à bout de la plaine vénétienne. Bassano-del-Grappa, petite ville qui garde la route des Alpes. Non loin de là, à la fin des années 60, est venu s'installer Ermanno Olmi, Borgomaseo, qu'un père cheminot avait élevé à Milan, dans une banlieue ouvrière. Là, il y a maintenant six ans, il a créé, avec l'aide du maire de la ville, un institut d'apprentissage des métiers du cinéma, un lieu d'expression très ouvert, un laboratoire de recherches poussées, Ipotesi Cinema.

Le cinéaste tant de fois récompensé n'a pas envie, d'embelle, de parler de lui mais bien plutôt du lieu, de l'institut, de son « école ». « J'ai créé Ipotesi Cinema en 1982 parce que j'avais rencontré Paolo Valmanara, critique, producteur de la RAI et de certains films de Fellini, qui avait comme moi l'envie de fonder un endroit où ceux qui le veulent vraiment pourraient faire l'apprentissage des métiers du cinéma de manière professionnelle et non conventionnelle, confie Ermanno Olmi. En juillet 1982, j'ai répondu à tous ceux qui m'avaient écrit pour les convier ici et discuter avec eux. L'institut est né comme ça et n'a donc rien d'une école traditionnelle. Il n'y a ici ni horaires ni programmes préétablis. La pédagogie repose sur une règle simple : apprendre à faire du cinéma. Tout est basé sur l'activité créatrice et la critique immédiate de cette activité. Les élèves ne réalisent pas des exercices mais des films qui sont produits et diffusés par la RAI ou commandités par des producteurs privés. Il y a bien quelques enseignements théoriques mais ils sont aussitôt confrontés à un travail concret ou à l'expérience de professionnels.

« Tous ceux qui sont ici sont d'embelle mis à l'épreuve. Je veux qu'ils se regardent cheminer. Je veux aussi qu'ils aient une réelle conscience de l'importance de la valeur morale de leur travail et qu'ils assument cette responsabilité morale. Aussi font-ils l'apprentissage de la valeur d'une œuvre, de sa signifi-

cation et doivent-ils assumer la responsabilité morale de la réalisation qu'ils entreprennent. »

Dès 1982, cent cinquante à deux cents jeunes futurs cinéastes se sont présentés à l'institut. Par une sélection naturelle, plus d'une trentaine sont restés, convaincus de la validité de leur présence et des propositions du maître en scène. Tous avaient envoyé une lettre de motivation — le seul « examen d'entrée » à Ipotesi Cinema — d'Italie, bien sûr, mais aussi de Suisse, de France, d'Allemagne, de Pologne et de Hongrie. Ils sont arrivés petit à petit. Il n'y a ni date d'entrée ni date de sortie. Passé le premier temps d'adaptation et de connaissance des uns et des autres, ils se sont rassemblés dans des groupes de travail autour d'un projet de film. En deux années, la première « promotion » de Bassano a réalisé un ensemble de films courts, de fictions ou documentaires, six

heures programmées par deux fois sur la RAI, en 1985 et en 1986.

Ces jours-ci, Ipotesi Cinema tourne à plein régime. Dans le bureau de Toni de Gregorio, directeur de l'institut, les murs sont couverts des projets en cours : onze courts métrages pour la RAI, cinq moyens métrages commandités par le privé et enfin les cinq premiers longs métrages mis en chantier par les jeunes professionnels de l'institut.

L'apprentissage de la fidélité

« Nous avons déjà formé une vingtaine de professionnels qui travaillent désormais dans le métier, dit Ermanno Olmi. L'un d'eux est le monteur de mon prochain film. Une dizaine d'entre eux ont, à des postes divers, travaillé avec moi sur *Longue vie à la Signora*. Nous avons la possibilité d'accueillir en même temps soixante personnes environ qui disposent de nos trois tables de montage, de nos deux caméras, de plusieurs studios de mixage et de sonorisation. Ceux qui le veulent peuvent habiter ici, dans notre centre d'hébergement, contre une petite somme d'argent. Car tout le reste est payé par la vente des travaux

des « élèves », et grâce à la commune de Bassano qui a mis les locaux à notre disposition. Nous avons aussi été aidés par les donations de Kodak, Olivetti et de trois banques locales. Ainsi a pris corps quelque chose qui n'était pas prémédité, cet institut où je n'ai pas d'autre but que de donner à des jeunes talents une certaine confiance dans l'appareil productif et de leur apprendre la fidélité à eux-mêmes. »

Cette philosophie simple fonde également le travail d'Ermanno Olmi, depuis son premier long métrage, *Le temps s'est arrêté*, en 1959, jusqu'à *Longue vie à la Signora*, qui sort aujourd'hui en France après avoir reçu un Lion d'argent l'an passé à Venise. « Ce film est une parabole, explique le maître en scène, car, à la différence d'une fable qui transfigure la réalité dans le fantastique, *Longue vie à la Signora* décrit une réalité qui assume des valeurs emblématiques et exemplaires. Vingt-cinq années plus tard, il rappellera les thèmes de mon premier succès public, *Il Posto*, où l'on découvrait le parcours d'un jeune homme qui entrait dans le monde du travail, ce moment très particulier de la vie où l'on abandonne l'enfance pour commencer d'assumer ses responsabilités dans l'appareil productif. Cela se passait en

ville, dans une grande usine, dans la réalité sociale et politique du Milan du boom économique, un moment historique.

Aujourd'hui, j'ai vingt-cinq ans de plus, j'ai eu le temps de m'interroger sur les rapports entre les gens et sur la signification du pouvoir. Je n'ai pas voulu enregistrer à nouveau une réalité mais suggérer une lecture de cette réalité. Il y a bien dans *Longue vie à la Signora* une part de réalisme, des gens qui mangent et d'autres qui les regardent manger, des gens qui sont assis et d'autres qui, debout, les servent, mais j'ai voulu aller plus loin, à l'intérieur du monde du pouvoir et mettre en valeur des distinctions certaines. Je suis persuadé, sans en avoir les preuves, que le pouvoir est la pire chose qu'un être puisse posséder car, dans les faits, c'est le pouvoir qui possède les êtres.

« Si, une nouvelle fois, j'ai voulu dire aux enfants les joies de passer à l'âge adulte, et aussi la douleur, le traumatisme de l'abandon du cocon familial, cette tragédie, j'ai voulu leur faire aussi quelques recommandations. Nous sommes à un moment très délicat, au seuil d'une nouvelle période. Un type de culture, un monde traditionnel et rural, est en train de dis-

paraître pour une nouvelle société où prévaut la technologie. Mais cela est très douloureux car nous sommes encore liés à la terre, sans être plus l'homo-ruralis et sans être encore l'homo-technologicus.

« La classe dirigeante italienne, qu'elle soit culturelle, politique ou économique, est en totale inadéquation avec ce moment historique. *Longue vie à la Signora* est sans doute pour cette raison le film le plus dur que j'ai écrit contre la bourgeoisie et sociale énorme : plus haut est le niveau de responsabilité, plus grave est la faute. La situation actuelle me fait penser à ces gens qui achètent des voitures de sport ultrarapides : ils peuvent faire du 220 kilomètres à l'heure à peine sortis du garage sans avoir aucun des réflexes d'un pilote de course. Je préfère réfléchir calmement à la conception d'un être spatial qui combinerait les qualités de l'homo-ruralis et de l'homo-technologicus. »

Pour nourrir sa réflexion, Ermanno Olmi a tourné l'automne dernier à Paris un nouveau film inspiré, pour la première fois, d'une œuvre de l'écrivain Joseph Roth, *La légende de saint Baucur*. « Je n'aurais jamais fait ni voulu faire d'adaptation, explique Ermanno Olmi. Mais ce livre est aussi fort et émouvant que la Mort à Venise, de Thomas Mann. Il parle de la mort. Cela m'a rappelé la peur que j'avais eue lors de ma maladie. A la fin, je n'ai pas eu seulement l'impression d'avoir lu un beau livre mais j'ai ressenti une émotion indicible, une émotion qui ne m'a plus quitté et qui hante définitivement mon cœur et ma mémoire. » Et comme une émotion n'arrive jamais seule, Ermanno Olmi a pour l'occasion choisi de diriger pour la première fois des comédiens professionnels. Trois jeunes Français étaient du voyage, Sandrine Dumas, Cécile Paoli et Dominique Pinon, aux côtés de Rüdiger Hauer et Sir Anthony Quale. Une belle distribution qui prouve l'acuité du regard du maestro sur son art et son goût intact pour de nouvelles, belles et authentiques aventures.

OLIVIER SCHMITT.

* Ipotesi Cinema, Istituto Paolo Valmanara, 24, via San Giorgio, Bassano-del-Grappa. Tél. : (19) 39-424-50-00-07.

MAYER 1988

50 000 prix de ventes

Estampes
Dessins
Aquarelles
Peintures
Sculptures

EN SOUSCRIPTION

EN SOUSCRIPTION JUSQU'AU 15 MAI 1988

50 000 prix (47 000 dans l'édition 1987)

12 000 artistes, anciens et modernes

1 300 ventes aux enchères publiques du monde entier

1 500 pages, 450 reproductions dont 40 en couleurs

BON DE COMMANDE

Veuillez m'adresser _____ exemplaire(s) du **MAYER 1988** au prix de souscription de 870 F le volume + 30 F frais de port - (AU LIEU DE 990 F le volume + 30 F frais de port, à compter du 16 mai 1988)

Nom : _____

Adresse : _____

Règlement ce jour par C.C.P. à notre compte postal

☐ "LIBRAIRIE BIBLIOTHÈQUE DES ARTS" N° 7610-53 M PARIS

☐ ou par chèque bancaire.

Toute commande de livres doit être accompagnée de son règlement

Signature _____

Billet de commande, sous enveloppe, à retourner à :

LIBRAIRIE BIBLIOTHÈQUE DES ARTS,
3, rue Corneille 75006 Paris - Tél. : 46 34 08 62

هكذا من الامم

CINÉMA

Faye Dunaway a tourné « Burning Secret »

Ça s'est passé à Marienbad

Faye Dunaway, Klaus Maria Brandauer et le jeune David Eberts viennent de tourner à Marienbad, en Tchécoslovaquie, Burning Secret, d'après Stephan Zweig. Premier film d'Andrew Birkin. La guerre des étoiles n'a pas eu lieu.

« WELCOME to Marienbad ! » Faye Dunaway entre en coup de vent dans le hall tout de marbre de l'Hôtel Esplanade et son « Bienvenue » semble teinté d'ironie. C'est dimanche, jour de repos, elle est habillée sport (négligé cachemire). Pas trace de maquillage et les quelques rides très fines au coin des yeux font de son visage l'un des plus intéressants cinématographiquement depuis que Lilian Gish et Claudia Cardinale ont eu quarante ans. Est-ce sa première visite à Marienbad ? « Oui. » En Tchécoslovaquie ? « Oui. » Elle aime ? « Moudais. »

En Tchécoslovaquie, Faye Dunaway tourne Burning Secret, film écrit et réalisé par Andrew Birkin (le frère de Jane). Tiré d'une nouvelle de Stephan Zweig, l'action se situe en 1919 et relate un triple rapport amoureux entre une mère, son fils et un baron à la sensualité mystérieuse (Klaus Maria Brandauer). David Eberts, un gamin de douze ans, est le fils.

David Eberts est un enfant du sérail — son père est l'un des fondateurs de la compagnie Goldcrest, — il a passé la moitié de sa vie sur des plateaux de tournage.

« Mon père étant dans la production, tout ce que j'entends dire à la maison, c'est : « Il faut qu'on trouve de l'argent pour ceci, il faut tailler dans le budget pour cela... »

« Mais je n'ai même pas dit à mon père que j'avais auditionné pour le rôle, je ne voulais pas qu'il prenne son téléphone et commence à appeler à droite et à gauche. »

La Marienbad d'Alain Resnais n'existe pas. Pas plus que la ville hantée par la femme aux yeux de jade de Barbara. Aucune séquelle de la guerre, aucun panneau publicitaire ne vient maculer l'architecture de Marienbad-Lazne, ancienne cité de l'Empire austro-hongrois.

« Cette architecture a pratiquement disparu d'Autriche », dit Brandauer. Il connaît relativement bien le pays : Vienne est à quatre heures de route, cer-

taines scènes de Colonel Redl ont été tournées là, ainsi qu'une partie de Hanssen, le nouveau film d'Istvan Szabo. « Le monde, le demi-monde et le grand monde venaient en cure à Carlsbad et surtout à Marienbad. De Frédéric Chopin au roi d'Angleterre. Il n'y a pas une maison dans la ville haute qui ne porte une plaque indiquant que Machin a séjourné ici. Rien n'a changé depuis quatre-vingts ans. »

Invité par le Festival de Rio il y a deux ans, Brandauer y rencontre Carol Greene, ancienne vice-présidente de la MGM, en charge de la production internationale. La jeune femme lui confie son intention de passer à la production indépendante, avec un scénario tiré d'une nouvelle de Stephan Zweig — Faye Dunaway a déjà donné son accord. Brandauer accepte.

Il y eut déjà, en 1933, un autre Burning Secret, réalisé par Friedrich Kohner. Le film sortit juste au moment de l'arrivée au pouvoir des nazis qui, le lendemain de la première, exigèrent l'élimination de tous les noms juifs du générique — Stephan Zweig, Friedrich Kohner — avant de le frapper d'interdiction totale. Kohner réussit à en faire partir en contrebande une copie qui s'en est allée pourrir dans les coffres de la MGM. Non sans

que, par d'autres voies mystérieuses, en fût faite une vidéo qui, par d'autres voies non moins mystérieuses, aboutit à Vienne dans les mains d'un collectionneur — lequel, un jour, la montra à l'une de ses amies, Karen Brandauer, épouse de Klaus Maria. Le monde est petit.

Dans les années 50, plusieurs cinéastes s'intéressèrent à la nouvelle de Zweig, dont Stanley Kubrick. Le projet ne prend pas corps, sinon dans la tête d'Andrew Birkin, collaborateur de Kubrick sur 2001 : l'Odyssée de l'espace. Le monde est très petit.

« L'enfance et la mort sont mes deux sujets favoris. Le commencement et la fin. Et c'est l'histoire d'une perte, d'un passage. »

Connu surtout pour avoir collaboré au scénario du Nom de la rose, Andrew Birkin a longtemps travaillé pour la BBC. Il y a trois ans, un de ses courts métrages de fiction remporta l'oscar britannique et se voit nommé à Hollywood.

« Faire un court métrage, c'est nager dans le petit bassin. Entreprendre son premier long métrage revient à se lancer du plus haut de la falaise sans autre bouée de sauvetage que l'équipe technique. »



Faye Dunaway et Klaus Maria Brandauer.

la nouvelle originale, le personnage de la mère est une femme indifférente. Ce qui m'attirait dans le scénario d'Andrew, bien que la fin n'en fût pas encore résolue, c'était l'intimité du rapport entre une mère et son fils.

manière de le dire. Comme s'il s'agissait non pas d'un ordre, mais d'une interrogation. Faye se remet en position. Autre prise. Elle se retourne... « Coupez. » « Pourquoi ? » gémit-elle, comme blessée. C'était en train de monter ! Reprise. Le problème semble être que Faye renâcle à gifler l'enfant. « Pas vraiment », réplique-t-elle pendant qu'on règle à nouveau les lumières. « Je crois qu'il s'agit plutôt d'un réflexe pour écarter l'enfant. »

La tension monte. Et l'on se demande pourquoi, soudain, Brandauer fait tel ou tel geste, prend tel ou tel temps, s'il s'ennuie à périr ou fait simplement n'importe quoi pour en finir. « Non, ce serait une erreur, réplique-t-il. Parce que ça se verrait à l'écran. » N'est-il pas l'habitude de réalisateurs plus... directifs ? Il réfléchit un instant. « Je préfère un vrai dialogue. De plus, je ne sais pas très bien recevoir des ordres. »

Au vu des rushes, on comprend pourquoi Birkin paraît peu directif sur le plateau : son travail sur les comédiens s'est fait avant, ou dans une brève indication chuchotée entre deux répliques. Dunaway-Brandauer. Un rêve de producteur qui peut s'avérer un cauchemar pour le réalisateur. Mais, en cours de préparation, Birkin a établi avec chacun d'eux — séparément — un rapport étroit. La star war que tout le monde espérait a failli avoir lieu. Le plateau est une jungle, les fauves veulent, d'entrée, marquer leur territoire, instaurer la règle du jeu. Leur règle.

Dès la première semaine de tournage, la rumeur partie d'on ne sait où fit en deux jours la traversée aller-retour de l'Atlantique : si le plateau est fermé, c'est parce que les deux stars ont dégâté les poignards. Carol Greene découvre qu'être productrice, c'est aussi être infirmière, confidente, bureau des pleurs, et présidente de fan-club. Elle ne nie pas les difficultés initiales de mise en place. « Ça s'est arrangé. Ils sont tous deux très intelligents, parfaitement capa-

bles de comprendre le point de vue de l'autre. »

Brandauer est à la fois pratique et philosophe. « C'est comme un couple qui sort de la cérémonie de mariage. Vous ne savez pas ce que sera le mariage, mais vous faites en sorte qu'il fonctionne. C'est un métier où l'on doute constamment : le mariage est-il passé ? Ai-je frappé la note juste, donné le couleur juste ? Malheureusement — ou heureusement, je ne sais pas — je reste en constant rapport de travail avec mon personnage et ça me rend limité sinon obtus. Faye ne me doit rien, je ne lui dois rien, elle et moi devons tout à nos personnages respectifs et au travail à faire ensemble. »

Par tempérament, Faye est une solitaire. Plus encore quand elle travaille. « C'est vrai, j'ai dû tout à l'heure changer de tenue pendant un tournage », confirme-t-elle. Brandauer est plus gregaire : « Ça me correspond, donc je le fais. »

La caméra est perchée à flanc de colline. Il neige. C'est le milieu de la nuit. David est, en larmes, il vient de surprendre sa mère dans les bras du baron. Il dévale en courant la colline vers l'hôtel, glisse sur la neige en train de geler, évite de justesse les traîneaux qui amènent les clients du réveillon, effraie les chevaux, fonce dans le hall de l'Esplanade. « Coupez ! » David revient sur le perron et regarde en direction de la nuit. « Andrew, ça ne va pas. » La voix de Birkin, dans le noir, trahit son sourire. « Je sais. » David incline la tête sur le côté : « On ne t'a pas prévenu qu'il ne faut jamais travailler avec des enfants et des animaux ? »

« Il a douze ans, cet enfant ? »

« Soixante-douze, oui ! » Pourquoi un tel film aujourd'hui et en quoi pourrait-il intéresser le public de Fatal Attraction ? La réponse d'Andrew Birkin est, comme toujours, compacte : « Cela se passe en 1919, mais les thèmes de l'enfance, de la trahison amoureuse et de l'éveil sexuel sont éternels. »

HENRI BÉHAR.



David Eberts et Klaus Maria Brandauer.

Le plateau de Burning Secret paraît tendu. Les rumeurs ont fusé d'une guerre feutrée entre les deux stars — et au sein même de l'équipe, entre les Anglais (liste A), les Allemands (liste B), les Tchèques (liste C). Unis par le même déclinable café — mais servis à des tables séparées.

Dunaway et Brandauer ont rarement joué dans des premières œuvres. « Un hasard », dit Dunaway. « S'il est bien entouré, s'il a bien préparé son travail, s'il a une vision globale de son projet et sait ce qu'il fait, qu'un metteur en scène soit débutant me paraît secondaire. »

« Nous avons un rapport tout à fait normal », poursuit Brandauer. « Certes, je n'ai pas avec lui le passé commun que j'aurais avec un Istvan Szabo, mais on a tous nos bons et nos mauvais jours. »

L'équipe installe un rail circulaire autour d'une table dans la grande salle de restaurant. Plan délicat, mouvement enveloppant de 360 degrés. Sans coupure. Dunaway, Brandauer, Birkin et Eberts répètent. La scène : un monologue de Brandauer, un long poème romantique — en allemand et en anglais — dont il se servira pour séduire le fils et, à travers lui, la mère. La salle est bondée de figurants en costumes d'époque — et soudain, tout prend son sens : l'architecture, les motifs aux murs, les moulures au plafond. C'est ainsi que ça devait être. Dunaway traversant la pièce, droite, élégante, aristocratique, flottant presque au-dessus des autres, rappelle Silvana Mangano dans Mort à Venise de Visconti.

Au départ, Faye Dunaway hésite à accepter le rôle. « Dans

Rapport dont une forme d'érotisme n'est pas exclue. »

Au cours de la scène, le baron regarde la mère et l'enfant et leur dit : « Vous pourriez presque être des amants. »

Dunaway a elle-même un fils de sept ans, et l'identification joue à plein.

Dans une première version, Brandauer était un ruffian de charme, simplement désireux d'ajouter une conquête à son tableau de chasse. « Un cliché. Au bout de dix minutes, vous aviez compris : pourquoi rester dans la salle une heure et demie ? » Comme Dunaway, il entreprend de donner un passé à son personnage. « Nous ne savons jamais exactement ce qui lui est arrivé pendant la guerre... Chacun dans ce triangle a visiblement un secret. Un désastre mental ou physique, ou les deux, qui lui a fait plus ou moins perdre la capacité de ressentir un rapport humain. »

Certaines scènes entre le baron et l'enfant semblent compléter le triangle amoureux. « Vous en avez parlé avec Klaus ? demande Dunaway. Bonne chance ! Il risque d'être surpris ! » Il ne l'est pas. « Tant mieux si ça demeure un soupçon, une incertitude ! Mais une forme d'attraction est présente. »

Le plateau, exigü, est bondé. Une pièce étroite, une cheminée, un sofa. Brandauer et Dunaway s'embrassent. Il tente de pousser son avantage, elle murmure : « Non, non, je vous en prie, laissez-moi. » L'enfant entre brusquement, se lance à l'assaut du baron, qui sort. L'enfant s'approche de sa mère, elle se retourne et le gifle. « Coupez. » Andrew Birkin a une étrange

L'Art pour la Vie

300 œuvres d'art vendues au profit de l'Institut Curie pour son nouveau Centre de Recherche et de Soins

Exposition-vente
Ecole Nationale Supérieure des Beaux Arts
14 rue Bonaparte 75006 PARIS
Du 14 au 17 avril 1988 de 10 h à 19 h 30

Renseignements, Réservations,
Achats des œuvres par téléphone : 45 33 80 80

INSTITUT CURIE
RECHERCHE PREVENTION TRAITEMENT DU CANCER

L'INSTITUT CURIE est une fondation privée reconnue d'utilité publique par décret du 27 mai 1923.

Mme, M. _____
Adresse _____

☐ Souhaite recevoir le catalogue de l'exposition contre la somme de 50 F.
☐ Souhaite participer à la construction du nouveau centre de recherche et de soins et verse la somme de :
☐ 150 F. ☐ 300 F. ☐ 500 F. ☐ ou plus
par chèque bancaire ou postal à l'ordre de L'INSTITUT CURIE « L'Art pour la Vie » ou par virement postal à notre CCP 434 C PARIS

Courrier et envoi à adresser à :
L'INSTITUT CURIE « L'Art pour la Vie » 26 rue d'Ulm 75005 PARIS.

Une fois que l'objet d'un vœu fiscal de l'INSTITUT CURIE vous permettant de le déduire dans la limite de 5 % de vos revenus imposables.

LA POLITIQUE MISE EN SCENE

LA REVUE DU CINÉMA

EN VENTE DANS LES KIOSQUES

THÉÂTRE

« El Publico » de Federico Garcia Lorca à l'Odéon

Sous le sable bleu

Le théâtre, l'amour, la mort... Le Public, une pièce folle de Garcia Lorca que le Théâtre de l'Europe accueille en version originale dans la mise en scène de Luis Pasqual. Théâtre « sous le sable bleu » de la mémoire.

A l'Odéon, les faufileux d'orchestre disparaissent sous du sable bleu. Un bleu à la fois profond et lumineux qui met en valeur les rouges et les ors des balcons. La nappe de sable ovale est entourée de sièges pour les spectateurs. Elle prolonge la scène, sur laquelle se succèdent des portraits avec des rideaux, et, faisant face à la scène, il y a un fauteuil — celui du Directeur du théâtre, dans la pièce de Garcia Lorca, El Publico.

Montée par Jorge Lavelli, la pièce a inauguré le Théâtre de la Colline le 13 janvier 1988. Du 6 au 12 avril, le Théâtre de l'Europe, la présente, en version originale cette fois, mise en scène par Luis Pasqual, dans une production du Centre national de Madrid (le Monde du 3 avril 1987).

El Publico le Public fait partie de ces ténés dans lesquels on se perd si on les lit, mais qui fascinent les hommes de théâtre parce qu'ils y trouvent la part d'énigmes, de vérités fulgurantes autant que fuyantes pour lesquelles, justement, ils font du théâtre. Quel que soit le spectacle, il transmet quelque chose de très intime. C'est comme une confidence déformée qui atteint des histoires personnelles, les bouscule, et, à moins de se braquer, il est difficile de ne pas être touché.

Garcia Lorca, raconte Luis Pasqual, disait que souvent, au théâtre ou au concert, les gens se sen-

taient coupables parce qu'ils même s'ils sont intéressés, ils pensent à autre chose. Mais le théâtre et la musique sont faits pour ça, pour trouver des échos en chacun. Ses deux pièces préférées étaient El Publico et Quand cinq ans seront passés, qu'il définissait comme « théâtre impossible », à jouer dans trente ans, disant, quand les spectateurs et les acteurs seraient suffisamment préparés.

C'est vrai que le texte d'El Publico n'est pas facile, même pour des comédiens capotés. Je n'aurais pas pu le monter si je n'avais pas trouvé le personnage du metteur en scène (le Directeur du théâtre). Il est le double de Garcia Lorca, et doit déguiser une grande force poétique.

Avec Alfredo Alcon, nous avons d'abord travaillé seuls. En fait, nous parlions, sans arriver à nous accrocher au texte. Finalement, nous avons trouvé une clé, un langage commun qui nous a permis de comprendre comment fonctionnent les personnages. Il y avait des choses très bizarres, par exemple quand on dit : « Romeo pourrait être une pierre et Juliette un grain de » sel, ils s'embrassent encore. » Alfredo Alcon m'a raconté comment il avait été amoureux d'un fromage qu'on lui avait offert, comment il y pensait à chaque instant et revenait vite chez lui pour en manger un morceau, avec délice.



« El Publico », de Federico Garcia Lorca.

Tous les personnages traversent celui du metteur en scène, ils en dépendent. Ils en sont les fantômes. La plupart des acteurs, je les connaissais. Juliette (Maruchi Leon), je l'ai trouvée dans la rue.

Enfin, elle est venue me trouver un soir dans une discothèque où j'étais avec Nuria Espert parce qu'on nous remettait un prix. A la sortie, je vois cette jeune fille qui me dit qu'elle veut absolument me parler, qu'elle n'arrive pas à me joindre au téléphone, qu'elle sait que je monte El Publico et qu'elle en est la Juliette... J'étais tellement surpris ! Elle a passé une audition et elle avait

raison : elle est Juliette. Garcia Lorca a écrit El Publico entre 1931 et 1934, à un moment où il était en plein succès, ce qui le rendait malheureux. Il vivait parmi des gens comme Bunuel, Dali, qui refusaient cette gloire, jugée facile, compromettante. Lui voulait provoquer un bouleversement. Lorca cherchait la vérité. Ce qu'il appelle le « théâtre sous le sable », en opposition au « théâtre en plein air ». Qu'est-ce que ça veut dire exactement ? Pour moi, « plein air » évoque des images belles. Pour lui, une réception immédiate, sans engagement. Le mot a mal vieilli, mais lui s'est engagé totalement. Il écrit qu'il faut vivre au dedans du théâtre, ou le détruire... D'une certaine manière, il précède Artaud.

Parfois je me demande, si pour être cohérent avec la pièce, on ne devrait pas renoncer à la mort. Comme Rubinstein dit qu'on devrait ne pas jouer certaines sonates de Mozart parce que toujours quelque chose vous échappe.

Mais renoncer est impossible, comme si on était poussé par cette écriture de pulsion, de fièvre. L'étonnant est qu'il soit capable de ça, et qu'ensuite il écrive la Maison de Bernarda Alba, une pièce « bien construite », où il se cache à nouveau sous des masques, alors que, dans El Publico, il s'arrache les masques, quitte à s'arracher le cœur. La dernière scène explique tout, c'est un peu la fin de Hamlet. Quand on s'acharne à chercher la vérité, on trouve la mort... Garcia Lorca est un poète de la mort qui rit de la mort.

COLETTE GODARD.

* Odéon Théâtre de l'Europe, 30 h 30, du 6 au 12 avril.

Hélène Vincent, joue « Père » de Strindberg

Vivante et bagarreuse



Sa carrière n'a jamais été un long fleuve tranquille. Hélène Vincent — Madame Le Quesnoy dans le film d'Etienne Chatiliez — est une bagarreuse forgée à l'école du théâtre.

DES yeux bleus où pétillent une jeunesse, un sourire, traversés soudain d'éclats de dureté. Hélène Vincent est habitée d'un peu de cette lumière du Nord dont elle vient, et qu'elle aime. Les habitués des salles de théâtre la connaissent bien.

Elle a débuté en 1962, au lycée Louis-Le-Grand, avec Jean-Pierre Vincent, Patrice Chéreau. Depuis, elle a le plus souvent choisi les aventures du théâtre contemporain, joué, et parfois mis en scène, de jeunes auteurs, au Festival d'Avignon, à Théâtre Ouvert. Mais, si soudain, dans la rue, dans les cafés, elle suscite un tel mouvement de sympathie, c'est au cinéma qu'elle le doit, puisque désormais, pour des milliers de spectateurs, elle est Madame Le Quesnoy, épouse et mère exemplaire, redoutable de bonne conscience dans La vie est un long fleuve tranquille, d'Etienne Chatiliez.

Le succès du film est resté pendant longtemps pour elle un peu « abstrait ». Elle répétait au Nouveau Théâtre d'Angers, Père de Strindberg, mis en scène par Claude Yernin, et que l'on pourra voir à Paris à partir du 12 avril au TEP. Elle y joue Laura, une femme qui accule son mari au suicide, pour l'empêcher d'envoyer son enfant en pension. « Un rôle terrifiant, qui pour moi est un peu un point de non-retour, dit-elle. C'est excitant pour l'intelligence de mettre en ambiguïté l'opinion monolithique de Strindberg sur les femmes, mais douloureux pour la sensibilité. Le

combat est inégal : la construction du rôle est une véritable machine de guerre ! Je revêtis un territoire que je connais bien, puisque l'impossible harmonie entre un homme et une femme est un peu le nerf de la littérature dramatique. Mais parfois, on a envie de raconter que ça peut aussi aller très bien ! » Comme chez les Le Quesnoy, à condition qu'on ne gratte pas trop sous la première couche. Hélène Vincent a adoré ce personnage dont elle dose savamment la déraison.

« J'ai travaillé comme pendant les premiers jours de répétition, au théâtre, sur la dynamique de l'improvisation. Sur ce qui vient, intuitivement, de manière très charnelle. J'ai appris intégralement le scénario avant le tournage, comme je le fais pour une pièce : c'est une façon de repérer le territoire dans lequel je vais évoluer, tout comme j'annotais mon texte de références, de souvenirs personnels, je colle aussi des bouts de romans, des photos. Ce qui m'a ensuite beaucoup aidé, c'est la construction physique du personnage : son apparence devait être courue au petit point. Et quand vous vous croisez dans la glace avec une petite jupe droite, un petit chemisier bien repassé, un maquillage juste ce qu'il faut, c'est « l'autre » que vous apercevez et vous rentrez sur le plateau avec cette image. A partir de là, vous vous laissez aller à ce qui vous vient.

Le mot d'ordre d'Etienne Chatiliez était « Joie, joie, joie ! ». Il a beaucoup insisté sur le fait que Madame Le Quesnoy s'inscrivait dans une comédie. Ce qui implique, pour moi, de ne pas aller très loin dans la gravité. De jouer plutôt la fatigue de nerfs fragiles que la grande douleur. Mais j'ai tout de même essayé d'apporter un peu plus de tendresse que n'en contenait le scénario.

— Ce jeu tout à la fois réaliste, teinté d'une distance critique, vous l'avez acquis au contact de Brecht, que vous avez joué, à vos débuts, avec Jean-Pierre Vincent ?

— Certainement. Mais j'observe aussi beaucoup les gens, dans la rue. On surprend des états de vie extraordinaires, qui provoquent les larmes, et le rire.

— Un rire souvent méchant !

— Le rire ne m'intéresse pas : la méchanceté n'apprend rien, elle n'existe qu'accompagnée de la bêtise. Mais tourner la vie en dérision, sans être fâchée avec elle, ça oui ! Et saisir au vol un comportement physique est fondamental pour un comédien, parce qu'un jour ou l'autre ça servira. La première fois que j'ai joué dans un grand théâtre, c'était en 1969, Tambours et Trompettes de Brecht, au Théâtre de la Ville, dans la mise en scène de Vincent et Jourdeuil : un rôle burlesque. J'étais travestie en jeune homme,

pendant trois heures. L'apparence physique a été déterminante. Je venais répéter en petit jeans moulants comme les portaient les jeunes filles, à l'époque. Un jour, Jean-Pierre Vincent trouvait que je ne travaillais pas bien, il m'a lancé son imperméable, m'a dit « attache tes cheveux ! ». Le fait de me retrouver le corps noyé dans ce vêtement trop grand m'a libérée. Le masque, le travestissement physique a fait tomber ma pudeur.

Dans notre travail, les références à la peinture, à la photographie étaient aussi très importantes. Ce sont des choses que je n'ai jamais abandonnées. J'essaie toujours de retrouver un terrain plastique qui me renvoie au texte que je vais jouer. Pour Madame Le Quesnoy, j'ai regardé des albums de photos parues dans Paris-Match dans les années 50... Aborder ainsi un rôle par le travail sur le corps n'a rien d'extérieur. Si vous vous mettez à courir, le cœur bat plus vite, les mains, la sueur transpirent, et le texte vient sur une vibration sensorielle. Il y a un rapport dialectique entre l'investissement physique et la conception intellectuelle du rôle.

Germinal, le premier spectacle de Jean-Pierre Vincent au Théâtre national de Strasbourg, s'est construit pendant un mois entièrement sur un travail d'improvisation collective... A l'époque, j'ai eu du mal, car un des slogans, pour schématiser, s'apparentait au « non-jeu ». Mais a posteriori, je m'aperçois que j'ai appris énormément à ce moment-là. Y compris dans la façon de « se mouiller » tout de suite à fond dans le jeu, sans se protéger.

C'est avec Jean-Louis Houdin, pour Liberté à Brème de Fassbinder, que la complicité a été la plus immédiate. Dans la jubilation, l'énergie, la vitalité rayonnante qu'il attendait de mon personnage. Je crois que j'aurais du mal à travailler sur une réticence absolue. Cela provient sans doute de l'origine de mon désir de théâtre, de l'envie que j'ai eue que le théâtre soit fendroit où ce qui est en moi « sorte » même si dans la vie je suis quelqu'un d'assez expansif.

Depuis 1962, vous faites du théâtre, et c'est le cinéma qui aujourd'hui vous apporte la célébrité. On se retourne sur vous dans la rue, on vous demande des autographes. Cela modifie votre vie de comédienne ?

— C'est, d'abord, pour le moment, un plaisir. J'ai une nouvelle proposition de film, que je vais accepter. Mais pour le reste, c'est plutôt moi qui suis en curiosité. Est-ce que cela va provoquer, chez les metteurs en scène, l'envie de me voir sur un terrain plus fantasmatique, humoristique ? Ce que je souhaite, car j'ai souvent joué des personnages douloureux, ravagés. J'ai fait le plein de larmes ! Il faut

que j'aie vu ailleurs. Peut-être pour retrouver des rôles dramatiques avec une imagination renouvelée.

— Dans une sorte de réalisme décalé ?

— Oui, ça résume assez bien. Autre chose : nous autres, acteurs, et c'est formidable, le temps joue avec et contre nous. Ce qui émane de nous influence sans doute les metteurs en scène. Pendant quelques années de ma vie, je n'ai pas, c'est certain, respiré le rayonnement.

— Vous parlez beaucoup d'énergie, de vitalité. Et vous en avez, semble-t-il, à revendre. Elle vous est naturelle ?

— Non. Même si j'ai toujours été très vivante et bagarreuse. Mais avec les années, je me suis rendu compte que la vitalité était une manière de vivre le malheur aussi bien que le bonheur. Très tôt, j'ai eu le sentiment que rien n'était acquis, qu'il fallait se battre. Les choses, par ma naissance, n'ont pas été faciles. J'étais d'un milieu simple, sans argent, avec l'humiliation qui l'accompagne.

Je me suis dit, jamais ça. Ma révolte d'adolescente était doublée de l'angoisse d'un avenir qui m'apparaissait bouché. Alors, une sorte d'énergie s'empara de vous. Vous savez qu'il ne faut pas se laisser aller. C'est une vérité, aussi, dans le métier de comédienne. Et je pense que sur un plateau, je mets le souvenir de ce combat. Je ne suis pas une dilettante...

COÛLE QUIROT.

(1) Père, du 12 avril au 19 mai, au Théâtre de l'Est parisien.

OPERA DE PARIS

PALAIS GARNIER

SPECTACLE DE BALLETS

Chorégraphie de MARIN FORSYTHE LANDER avec les Ballets du Ballet de l'Opéra de Paris

LE LAC DES CYGNES

CHAIKOVSKI/NOUREV avec les Ballets du Ballet de l'Opéra de Paris 12, 13, 14, 16 (mardi) Avril

SALLE FAVART

BORIS GODOUNOV

(version de 1869) MOUSSORGSKI/KLAS/MIKK 11, 12, 13, 14, 15, 16, 19, 20 Avril

LA CONJURATION/RENE CHAR

Chorégraphie de POLLET/GUIZERIX 26, 27, 28, 29 Avril

MC 93-BOBIGNY

LE MARTYRE DE SAINT-SEBASTIEN

Robert WILSON avec Sylvie Guillen, Michael Denard, Patrick Dupond jusqu'au 16 avril

Renseignements 47425750 et Minitel 3615 Code COM 21

Location par téléphone 47425371 13 jours à l'avance

سكزا من الامم

EXPOSITIONS

Centre Pompidou

LA BIBLIOTHEQUE IDEALE. Galerie de la B.P.I., plateau Beaubourg, rue Saint-Martin (42-77-12-33). T.l.j. et mar. de 10 h à 18 h, sam. et dim. et jours fériés de 10 h à 12 h. Jusqu'au 2 mai.

MARC CHAGALL. Salle d'art graphique, musée d'été. Jusqu'au 5 juin.

JACQUES COUÛLE. Grand foyer. Jusqu'au 30 mai.

LE DERNIER PICASSO. Grande galerie. Jusqu'au 16 mai.

DES MARIAGES DE RAISON : MAISON D'HOMME. Galerie des formes CCI. Jusqu'au 9 mai.

L'ECOLE DULAC. Galerie du CCI. Jusqu'au 23 mai.

IMAGES CAPITALES. Centre d'information CCI. Jusqu'au 25 avril.

IMAGES ET PAROLES. Petit foyer. Jusqu'au 11 avril.

SUR LA ROUTE DE MYLAE. Atelier des enfants. Jusqu'au 4 juin.

CY TWOMBLY. Galerie contemporaine. Jusqu'au 17 avril.

Musée d'Orsay

ERNST BARLACH. 1, rue de Balzac (45-49-48-14). T.l.j. et mar. de 10 h à 18 h, dim. et jours fériés de 10 h à 12 h. Entrée : 23 F. Jusqu'au 5 juin.

CAMERA WORK (1903-1917). Entrée : 23 F. Jusqu'au 30 avril.

MARY CASSATT. Entrée : 23 F. Jusqu'au 5 juin.

DEGAS ET LES ARTISTES FRANÇAIS EN ITALIE (1856-1860). Entrée : 23 F. Jusqu'au 5 juin.

FOYER DE LA DANSE. Entrée : 23 F. Jusqu'au 13 juin.

MAURICE BOILLE : DESSINS D'ELEVES. Entrée : 23 F. Jusqu'au 2 mai.

LE SERVICE ROUSSEAU : ART, INDUSTRIE ET JAPONISME. Entrée : 23 F. Jusqu'au 5 juin.

VAN GOGH A PARIS. Entrée : 30 F. Jusqu'au 15 mai.

Musée du Louvre

LA COLLECTION D'ALBERT P. DE MORNONDE. Pavillon de Flore, entrée provisoire sur le quai des Tuileries (45-60-39-26). T.l.j. et mar. de 9 h à 17 h. Entrée : 20 F (prix d'accès au musée), gratuit le dim. Jusqu'au 25 avril.

LE DESSIN A ROME AU XVII^e SIECLE. Pavillon de Flore. Entrée : 20 F. Jusqu'au 6 juin.

NOUVELLES ACQUISITIONS DU DEPARTEMENT DES PEINTURES 1963-1964. Pavillon de Flore. Entrée : 20 F (prix d'accès au musée), gratuit le dim. Jusqu'au 25 avril 1988.

NOUVELLES ACQUISITIONS DU DEPARTEMENT DES SCULPTURES 1964-1967. Pavillon de Flore (salle basse). Entrée : 20 F. Jusqu'au 6 juin.

BERNARD FRIZZ. Entrée : 15 F (comprenant l'exposition Construction-Image). Jusqu'au 10 avril.

Musée d'Art moderne

CONSTRUCTION - IMAGE. 11, av. du Président-Wilson (47-33-61-27). T.l.j. et mar. de 10 h à 19 h, dim. et jours fériés de 10 h à 12 h. Entrée : 15 F (comprenant l'exposition B. Frizz). Jusqu'au 10 avril.

GAUMONT AMBASSADE - GAUMONT CONVENTION

GAUMONT ALÉSIA - MONT-PARNOS

SAINT-MICHEL-FORUM HALLES - FRANÇAIS - GALAXIE



SANDRINE BONNAIRE LAURA FALU FRANÇOIS CLUZET
JAUNE REVOLVER OLIVIER LANGLOIS
SCÉNARIO ANGE MARIE-FRANÇOISE SARTON PHILIPPE POULT
MONTAGE PIERRE FALUS - OLIVIER LANGLOIS - RÉMY MATHIEU
MUSIQUE JEAN-PIERRE LÉONARD - PHILIPPE SÉVERAC - ANDRÉ DELANNOY - GUY DESMAYES

Grand Palais

DEGAS. Galeries nationales, av. Winston-Churchill (42-56-09-24). T.l.j. et mar. de 10 h à 20 h, mer. jusqu'à 22 h. Entrée : 32 F. Jusqu'au 15 mai.

MORI ET LES AUTRES. Entrée : 12 F. Jusqu'au 31 décembre.

ZURBARAN. Galeries nationales. Entrée : 28 F. Jusqu'au 11 avril.

Musées

A CHACUN SON CARACTÈRE - PORTRAITS DIVERSES. Musée Bonaparte, 25, rue de l'Yvette (46-47-63-46). Mer. et sam. de 14 h à 19 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 15 juin.

LA RENCONTRE DE JACQUES PRÉVERT. Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. et mar. de 10 h à 18 h, nocturne jusq'à 21 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 16 juin.

ANCIEN PÉROU, VIE, POUVOIR ET MORT. Musée de l'Homme, palais de Chaillot, place du Trocadéro (45-53-70-60). T.l.j. et mar. de 9 h à 17 h 15. Entrée : 16 F. Jusqu'au 18 avril.

ARCHITECTURES D'ANCIENNES. Institut français d'architecture, galerie d'actualité, 6 bis, rue de Tournon (46-33-90-36). T.l.j. et mar. de 12 h 30 à 19 h. Jusqu'au 13 mai.

L'ART NAÏF BRÉSILIEN. Musée d'Art naïf Max Fauray - Halle Saint-Pierre, 2, rue Roubaud (45-58-72-89). T.l.j. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 30 mai.

AUJOURD'HUI. Musée Bourdelle, 16, rue Antoine-Bourdelle (45-48-67-27). T.l.j. et mar. de 10 h à 17 h 40. Entrée : 15 F. Jusqu'au 20 avril.

BANDES DESSINÉES ET CINÉMA. Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. et mar. de 9 h à 17 h 45. Jusqu'au 30 avril.

BATEAUX D'ART. Musée de la Marine, palais de Chaillot, place du Trocadéro (45-53-31-70). T.l.j. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 16 F. Jusqu'au 15 avril.

GERMAINE BOURET. Musée des Arts décoratifs, bibliothèque du Musée, 109, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.l.j. et mar. de 10 h à 17 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 31 juillet.

BUFFON, 1789-1988. Muséum national d'histoire naturelle, jardin des Plantes, 18, rue Buffon (43-36-54-26). T.l.j. et mar. de 10 h à 17 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 31 juillet.

LE CHANT DU MONDE DE JEAN LURÇAT. Musée du Luxembourg, 19, rue de Valenciennes (42-34-25-93). T.l.j. et mar. de 10 h à 18 h, dim. et jours fériés de 10 h à 12 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 22 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 22 h.

CINQUANTE LIVRES ILLUSTRÉS. Bibliothèque Nationale, salle Mouton, 58, rue de Richelieu (47-03-41-26). T.l.j. et mar. de 12 h à 18 h. Jusqu'au 20 avril.

COSTUMES DE VILLE, COSTUMES DE SCÈNE. Musée des Arts et de la mode, 109, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.l.j. et mar. de 12 h 30 à 18 h, dim.

Centres culturels

GIANNI CARMELO. Centre culturel suisse, salle des Artistes, foyer, 38, rue des Francs-Bourgeois (48-87-43-53). T.l.j. et mar. de 14 h à 19 h. Jusqu'au 17 avril.

CHEFS-D'ŒUVRE INÉDITS DE L'AFRIQUE NOIRE. Fondation Depper, 50, av. Victor-Hugo (45-00-01-50). T.l.j. et mar. de 11 h à 19 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 23 avril 1988.

CINQ CÉRAMISTES SUÉDOIS. Centre culturel suédois, hôtel de Marie II, rue Payenne (42-71-82-20). T.l.j. et mar. et dim. de 11 h à 18 h, sam. et dim. de 14 h à 18 h. Jusqu'au 7 avril.

CINQ ÉCRIVAINS, LES CINQ LIEUX DE LEUR INSPIRATION. Centre national des Arts plastiques, 27, av. de l'Opéra (42-61-56-16). Jusqu'au 29 avril.

LE CINÉMA SUISSE MIS EN AFFICHES PAR PAUL BRUNWILER. Centre culturel suisse, galerie information, 32, rue des Francs-Bourgeois (48-87-43-53). T.l.j. et mar. de 14 h à 19 h. Jusqu'au 23 avril.

DALBES, FAVIER, LAGET. Hôtel de Ville, salle Saint-Jean, rue Lobau, porche côté Seine. T.l.j. et mar. de 11 h à 19 h. Jusqu'au 15 mai.

BERNARD FAUCON. Espace photographique de Paris, nouveau Forum des Halles, place Corréa - à 8 h, grande galerie (40-26-87-12). T.l.j. et mar. de 12 h à 18 h, sam. et dim. jusqu'à 19 h. Jusqu'au 8 mai.

KRISTINA HEDEENSTROM. Centre culturel suédois, hôtel de Marie II, rue Payenne (42-71-82-20). T.l.j. et mar. et dim. de 12 h à 18 h, sam. et dim. de 14 h à 18 h. Jusqu'au 7 avril.

JIRI HILMAR. Paris Art Center, 36, rue Falguère (42-38-47-71). T.l.j. et mar. et jours fériés de 14 h à 19 h. Jusqu'au 7 mai.

ILLUSTRATEURS AVEC ET SANS ENTIÈRES. Centre culturel de Wallonie-Bruxelles, 127-129, rue Saint-Martin (42-71-26-16). T.l.j. et mar. de 11 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 30 avril.

LOUIS XVI ET L'ÉDIT DE TOLÉRANCE. Bibliothèque historique de la

Ville de Paris, 24, rue Pavée (42-74-44-44).

T.l.j. et mar. et jours fériés de 10 h à 18 h. Jusqu'au 15 mai.

OSUNAKA. Espace Japon, 12, rue Saint-Arne (42-60-49-30). T.l.j. et mar. et dim. de 12 h à 18 h. Du 9 au 30 avril. Jusqu'au 30 avril.

PEINTURES POPULAIRES ETHIOPIENNES. Théâtre Renaud-Barrault, av. Franklin-Roosevelt (42-56-60-70). Les jours des représentations. Du 7 avril au 7 mai.

PRÉSENCE PANCHOUNETTE. Centre national des Arts plastiques, 11, rue Beryer (45-63-90-25). T.l.j. et mar. de 11 h à 18 h. Jusqu'au 30 avril.

QUATRE PEINTRES ARABES : AZZAOU, EL KAMEL, MARWAN. Institut du Monde arabe, 23, quai Saint-Bernard (46-34-25-25). T.l.j. et mar. de 13 h à 20 h. Jusqu'au 30 avril.

MARTIN SCHMID. Galerie Institut, annexe Condi, 31, rue de Condé (42-26-09-21). T.l.j. et mar. et dim. de 12 h à 20 h. Du 7 au 29 avril.

GILLES-MURQUE. Galerie Valmy, 22, rue de Seine (43-54-66-75). Jusqu'au 14 mai.

Périphérie

BÈVRES. Le Studio Vellé dans les musées de la ville. 78, rue de Paris (69-41-03-60). T.l.j. et mar. de 10 h à 14 h à 18 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 30 avril.

BOULOGNE-BILLANCOURT. Art et secret : le baroque au début. Centre culturel de Boulogne-Billancourt, 22, rue de la Belle-Faïence (46-94-77-93). T.l.j. et mar. de 10 h à 12 h. Jusqu'au 25 juin.

ECOLEN. Châteaux d'Ecône. Musée national de la Renaissance, châteaux d'Ecône (39-30-04-04). T.l.j. et mar. de 9 h à 12 h 30 et de 14 h à 17 h 15. Entrée : 21 F. Jusqu'au 11 avril.

JOUVIN-JOAS. Danemark 88 : Robert Jacobson et Jean Chéreau ; Fondation Carrière, 3, rue de la Manufacture (39-56-46-46). T.l.j. et mar. de 11 h à 18 h. Jusqu'au 17 avril.

NEUILLY-SUR-MAINE. Georges Hu et Jean. L'Arrière, château Guérin, 39, av. du Général-de-Gaulle (43-09-62-73). Mardi et jeudi de 14 h à 18 h, dim. et jours fériés de 11 h à 18 h. Jusqu'au 25 septembre.

PONTAISE. Jean Leppien, Georges Folmer, Musée Taver-Delcourt, 4, rue Leconte (39-30-04-04). T.l.j. et mar. et jours fériés de 10 h à 12 h et de 14 h à 18 h. Jusqu'au 17 avril.

STAINS. Les Impressionnistes d'Auvergne-Oise. Théâtre Paul-Eliard, place Marcel-Poisson. T.l.j. et mar. de 10 h à 12 h et de 14 h à 19 h, sam. et dim. de 10 h à 12 h et de 14 h à 19 h. Du 25 mars au 24 avril.

Galerie

PETER ASPELL. Galerie de Poch, 3, rue Bonaparte (43-29-76-22). Jusqu'au 30 avril.

BERNARD AUBERTIN. Galerie Gilbert Brownstone et Cie, 9, rue Saint-Gilles (42-78-43-21). Jusqu'au 14 avril.

CECILE BART. Galerie Claire Bureau, 30-32, rue de Lappe (43-55-36-90). Jusqu'au 30 avril.

GEORG BASELITZ. Galerie Beau-bourg, 23, rue du Renard (42-71-20-50). Jusqu'au 22 avril.

BEN. Galerie Daniel Timpson, 30, rue Beau-bourg (42-72-14-10). Jusqu'au 20 avril.

MICHELLE BLONDEL. Galerie Coudré, 47, rue de Lappe (47-00-32-10). Jusqu'au 16 avril.

ROMMELT BOONSTRA. Studio 466, 6, rue Maitre-Albert (43-54-59-29). Jusqu'au 21 mai.

PATRICE BRISBON, BRUNO FONTANA, PATRICK WOLFF. Galerie Denise Maitre, 11, rue Ponceau (42-71-04-26). Jusqu'au 14 mai.

BROKEN NEON. Galerie Sylvana Lorenz, 13, rue Chapon (48-04-53-02). Jusqu'au 28 avril.

PAT BRIDGER, MARC COUTURIER, PHILIPPE SOMMERHALTER. Galerie Michel Vidal, 36, rue du Faubourg-Saint-Antoine (43-42-32-71). Du 7 avril au 1 mai.

JEAN-MARC BUSTAMANTE. Galerie Ghislaine Humeau, 5 bis, rue des Haudriennes (48-87-60-81). Jusqu'au 8 mai.

BERNARD CALET. Galerie Zabritsky, 37, rue Quincampoix (42-72-33-47). Jusqu'au 13 mai.

CÉZANNE, DEGAS, ROUAULT. Galerie Yoshii, 8, av. Matignon (43-59-73-46). Jusqu'au 15 avril.

NICOLE D'ACAGGIO. Galerie d'art internationale, 12, rue Jean-Ferrandi (45-48-94-22). Jusqu'au 15 avril.

ZI DA ROCHA. Galerie Krif, 30, rue Mazurine (43-29-32-37). Jusqu'au 12 avril.

GILLES LAUZGÈRE. Galerie Germain, 43, rue de Saintonge (48-04-59-44). Jusqu'au 19 avril.

SONIA DELAUNAY. Galerie Arca-rail, 9, av. Matignon (42-99-16-16). Jusqu'au 15 avril.

ALEXANDRE DELAY. Galerie Stadler, 51, rue de Seine (43-26-91-10). Jusqu'au 9 avril.

PAUL DELVAUX. Galerie Ivy Brach, 35, rue Godefroid (43-94-22-40). Jusqu'au 19 mai.

LE DEMI-SIÈCLE LETTRISTE. Galerie 1900-2000, 8, rue Bonaparte (43-29-34-20). Du 11 avril au 7 mai. Jusqu'au 15 avril.

DESSINS ABSTRAITS DE PEINTRES ET SCULPTEURS DES ANNÉES CINQUANTE. Galerie Caille Méliès, 17, rue des Beaux-Arts (46-33-04-18). Du 12 au 27 avril.

DEUX ARTISTES BERLINOIS :

Galerie du Jour Agnès B, 6, rue du Jour (42-33-4-40). Jusqu'au 30 avril.

MARINO DI TEANA. Galerie Art-rail, 9, av. Matignon (42-99-16-16). Jusqu'au 30 avril.

BRACHA EITINGER. Galerie Claude Samuel, 18, pl. des Vosges (42-77-16-77). Jusqu'au 9 avril.

PHILIPPE FAVIER. Galerie La Hune, 14, rue de l'abbaye (43-25-54-06). Jusqu'au 15 avril.

GEORGES FOLMER. Galerie Nickel-Ordon, 5, rue Cassini-Delaunay (46-34-79-92). Jusqu'au 11 avril.

JEAN LE GAG. Galerie Daniel Timpson, 30, rue Beau-bourg (42-72-14-10). Jusqu'au 20 avril.

GERARD GAROUSTE. Galerie Beau-bourg, 23, rue du Renard (42-71-20-50). Jusqu'au 22 avril.

JOCREN GERZ. Galerie Crouzet-Robelin, 40, rue Quincampoix (42-77-38-87). Jusqu'au 19 avril.

GILLES-MURQUE. Galerie Valmy, 22, rue de Seine (43-54-66-75). Jusqu'au 14 mai.

JOHANNES GRUTZKE. Galerie

Pierre Parat, 76, rue Vieille-du-Temple (42-71-46-24). Jusqu'au 23 avril.

LIONEL GUIBOUT. Galerie Darthen Speyer, 6, rue Jacques-Cadet (43-54-78-41). Jusqu'au 16 avril.

MAX JACOB. Galerie de la Poste, 21, passage Véro-Dodat (43-56-88-60). Jusqu'au 30 avril.

LOUIS JAMMES. Galerie Yves Lambert, 108, rue Vieille-du-Temple (42-71-09-33). Jusqu'au 21 avril.

YVONNE. Galerie Patrice Trégnier, 4 bis, rue des Beaux-Arts (46-34-15-01). Jusqu'au 14 mai.

PAUL KALLOS. Galerie G. Bernard et Frédéric Zuercher, 19, rue de l'Abbaye (45-44-10-22). Jusqu'au 30 avril.

CLAUDE LAGOUTTE. ILAN WOLFF. Galerie Charles Salbot, 21, av. du Maine (45-48-10-48). Jusqu'au 11 mai.

JEAN LEPPEN. Galerie Franck Bernot, 11, rue de l'Ecluse (42-35-32-73). Jusqu'au 21 mai. / Galerie éditions Lathuillière, 88, bd de Courcelles (47-43-03-93). Jusqu'au 17 mai. / Galerie Franck Bernot, 44, rue Saint-Sabin (43-55-31-93). Jusqu'au 21 mai.

LE LIVRE DANS TOUS SES ÉTATS.

Galerie Caroline Corra, 14, rue Crémieux (43-54-57-67). Jusqu'au 23 avril.

HENRI MACCHERONI. Galerie Jean-Pierre Haik, Arts Internationaux prestige, 22, rue de Poitou (42-77-66-37). Jusqu'au 24 mai.

MAN-RAI, LAPICQUE, DOMELA. Galerie Alain Oudin, 28 bis, bd Sébastien (42-71-83-65). Jusqu'au 14 mai.

ROBERT MANGOLD. Galerie Yves Lambert, 3, rue du Grenier-Saint-Lazare (42-71-04-05). Jusqu'au 21 avril.

JAKOB MATTNER. Galerie Fauré Cadot, 77, rue des Archives (42-78-08-36). Jusqu'au 20 avril.

ANNETTE MESSAGER. Galerie

Lange-Salomon, 57, rue du Temple (42-78-11-71). Jusqu'au 16 avril.

VERA PAGAVA. Galerie Darjal, 22, rue des Beaux-Arts (42-61-20-63). Jusqu'au 30 avril.

PETITES ARCHITECTURES NOMADES. Galerie Yves Lambert, 3, rue du Grenier-Saint-Lazare (42-71-04-05). Jusqu'au 21 avril.

ISAAC FOMÉ. Galerie du Cobi, 5, rue Visconti (43-25-33-37). Jusqu'au 21 avril. / Galerie le Minotaure, 2, rue des Beaux-Arts (42-25-33-37). Jusqu'au 21 avril.

PORTRAITS IMAGINAIRES DE PICASSO. Galerie du Musée, 16, rue du Parc-Royal (48-87-60-90). Jusqu'au 31 mai.

JEAN-PIERRE RAYNAUD. Galerie de France, 50-52, rue de la Verrerie (42-74-38-00). Jusqu'au 15 avril.

GERHARD RICHTER. Galerie Durand-Dessert, 3, rue des Haudriennes (42-77-43-60). Jusqu'au 23 avril.

CLÉMENT ROSENTHAL. Galerie Lef Schale, 37, rue de Charonne (48-07-24-78). Jusqu'au 9 avril.

TONY ROSENTHAL. Galerie Denise René, 196, bd Saint-Germain (42-22-75-75). Jusqu'au 16 avril.

SALON DES INDÉPENDANTS. Galerie Charles Cartwright, 36, rue des Archives (48-04-86-86). Jusqu'au 23 avril.

ALAN SATTE ET ROLAND SAMATEL. Galerie Franck Delavallée, 10, rue Saint-Sabin (43-38-32-60). Jusqu'au 23 avril.

EDK SCHEINBERG. Galerie Claude Bernard, 1-9, rue des Beaux-Arts (43-26-97-07). Jusqu'au 30 avril.

SCIENCE, ART, TECHNOLOGIE.

Galerie L'Estrade, 88, rue Saint-Martin (42-71-85-75). Jusqu'au 26 avril.

SINGULIERS, BRUTS OU NAÏFS. Galerie l'Écluse, 38, rue Quincampoix (42-78-36-66). Jusqu'au 29 avril.

THIBAUT. Galerie Polaris, 25, rue Michel-le-Comte (42-72-31-27). Jusqu'au 20 avril.

OLIVIER THOMÉ. Galerie Antoine Candau, 15 et 17, rue Keller (43-38-75-51). Jusqu'au 23 avril.

GUILLAUME TREPPOZ, GÉRARD FABRE. Galerie l'Altre du versant, 119, rue Vieille-du-Temple (48-04-86-40). Jusqu'au 20 avril.

ANTONI TAPIES. Galerie Lelong, 13 et 14, rue de Téhéran (45-63-13-19). Jusqu'au 10 avril.

ZAO-WOU-KI. Galerie Lacourrière Pé-lu, 23, rue Saint-Croix-de-la-Brettonnerie (42-74-02-30). Jusqu'au 30 avril.

En province

ANTHÈS. Claude De Soria. Sculptures. Hélios. Musée Picasso. Château Grimaldi (93-33-67-67). Jusqu'au 2 mai.

ARRAS. Jean Moengler. Centre culturel Nord. 6/9, rue des Capucins (21-71-30-12). Jusqu'au 26 juin.

AVIGNON. La peinture en Provence au

XVI^e siècle. Musée du Petit Palais. Place du Palais-des-Papes (90-86-44-58). Jusqu'au 17 mai.

BEAUVAIS. Les Caracac au palais Farnes. Exposition photographique et documentaire, organisée par le Centre culturel français de Rome. Musée départemental. Ancien Palais épiscopal (44-54-37-37). Jusqu'au 5 mai.

BORDEAUX. Robert Maillat, Pierre Mercier, Helmut Newton, FRAC-Aquitaine, 81, cours Annule-France (56-24-71-36). Jusqu'au 6 mai.

Le peintre Jacques Mooney. Centre de développement culturel, 1, rue Gailhard (21-36-67-14). Jusqu'au 22 mai.

CALAIS. Le peintre, Jacques Mooney. Centre de développement culturel, 1, rue Gailhard (21-36-67-14). Jusqu'au 22 mai.

CARCASSONNE. Louis Jammes. Tournerie. Cité de Carcassonne (68-47-80-90). Lulu Lema. Musée des beaux-arts, 1, rue de Verdun (68-77-71-27). Jusqu'au 31 mai.

CERET. Fompeix Martin. Musée d'art moderne. Rue Joseph-Parys (68-67-27-76). Jusqu'au 31 mai.

LE CHEISOT. Antoine de Bery. Centre

d'art culturel. Place de la Poste (85-55-13-11). Jusqu'au 17 avril.

DOLE. Henri Cocco. Le chemin de l'histoire. Musée municipal, 45, rue des Arènes (84-72-27-72). Jusqu'au 31 mai.

DUNKERQUE. Les Histoires Fiesley. Musée d'art contemporain. Avenue des Bains (28-59-21-63). Jusqu'au 23 avril.

François Morelet. Ecole régionale des beaux-arts Georges Pompidou, 45, rue du Jap-de-Pans (28-66-51-60). Jusqu'au 30 avril.

FONTENAY. Présentation des nouvelles acquisitions. Collection du FRAC des Pays de Loire. Abbaye royale de Fontenay (41-51-79-30). Jusqu'au 31 mai.

GRENOBLE. Téméraire. Musée de peinture et de sculpture. Place de Verdun (76-54-09-82). Jusqu'au 11 avril. Max Nemmes. 1988. Centre national d'art contemporain. Musée, site Bonclay-Vial, 155, cours Serret (76-21-81-54). Jusqu'au 10 avril. Pierre Natchi. David Weiss. Musée de la peinture et de la sculpture. Place de Verdun (76-54-09-82). Jusqu'au 24 avril.

LE HAVRE. Le mouvement Fluxus

1952/1988. Musée des beaux-arts André Malraux. Boulevard J.-F. Kennedy. Jusqu'au 18 avril.

LES SABLES-D'OLONNE. Victor Brumer. D'après le Fonds régional d'art contemporain des Pays de Loire. Musée de l'abbaye Saint-Martin. 51, bd Sébastien (42-71-83-65). Jusqu'au 14 mai.

LYON. Paris-Hollywood. Institut Lumière. Rue du Front-Pain (78-00-86-64). Jusqu'au 30 avril. Erik Dierman. 1988. Musée Saint-Pierre, 16, rue du président Edouard-Maillot. Jusqu'au 10 mai.

MARCO EN BARCEL. Théâtre des

Andes. Fondation Septentrion (20-46-26-37). Jusqu'au 12 juin.

MARCELLE. Eduardo Arroyo. Berlin-Trieste-Marseille. Jusqu'au 18 avril.

MAURICE. Camille, 19, rue Grignan (91-54-77-53). Jusqu'au 31 mai.

Centre de la Vieillesse (91-90-81-92). Jusqu'au 10 avril. Émile Fosse. Arne Jacobsen. La verrerie européenne des années 50. Thème. Konrad, Centre de la Vieillesse-Charité, 2, rue de la Charité (91-56-28-38). Jusqu'au 12 juin.

MONTBÉLIARD. Patrick Raymond. Hôtel Royal, 54, rue Clemenceau ; Ancien des Salles, place Dorian (81-91-37-11). Jusqu'au 30 avril.

NICE. Jean Virel. Découverte 68. Musée des beaux-arts, 33, avenue des Beaux-Arts (93-44-50-72). Jusqu'au 24 avril. Serge III. Ecole de Nice. Galerie d'art contemporain, 59, quai des États-Unis (93-62-37-11). Jusqu'au 24 avril. Louis Camille. Sculptures. Galerie des Pouchettes, 77, quai des États-Unis (93-62-31-24). Jusqu'au 24 avril.

NIMES. Accro : « Pénitence pigée ». Jean-Charles Bala. Jusqu'au 10 avril. Musée des beaux-arts, rue Clément (66-67-31-21).

NOROT. Les Compagnons (souhaiter « chât-d'œuvre », de charpentiers, menuisiers, couvriers, etc.). Le Moulin du Roc, 9, boulevard Males (49-79-29-27). Jusqu'au 24 avril.

ORLÉANS. Retrospective Léon Zach.

Musée des beaux-arts. Place Sainte-Croix (38-33-39-22). Jusqu'au 2 mai.

POITIERS. Peter Shipp. Dix ans de sculpture. Musée Saint-Croix, 61, rue Saint-Simplice (81-91-37-11). Jusqu'au 18 mai.

RENNES. Du nouveau dans le rétro : les séquences ludiques du dix-neuvième siècle. Jusqu'au 30 mai ; De Poussin à Picasso. Musée de la Ville (76-21-81-54). Jusqu'au 31 mai.

Musée des beaux-arts de Dijon. Jusqu'au 5 juin. Musée des beaux-arts. 20, quai Emile-Zola (93-30-83-87).

ROCHECHOUART. Patrick Tesson. Musée départemental d'art contemporain. Château (55-77-42-81). Jusqu'au 30 mai.

LA ROCHELLE. Jean Moulé. Maître de la culture, 4, rue Saint-Jean-du-Péril (46-41-37-79). Jusqu'au 30 avril.

STRASBOURG. - 12 : aux Origines de Strasbourg. Ancienne boucherie. Salle d'exposition. Jusqu'au 31 mai.

TOULON. Créations photographiques en France. Le corps, la galère : noir et blanc. Musée municipal, 20, bd du Marché-Lesclap (94-93-15-54). Jusqu'au 30 avril.

TROYES. L'œuvre de 1 (Belle de la nuit). Jusqu'au 28 avril.

VILLENEUVE-D'ASCO. Collection

Agnès et Fritz Becht. Musée d'art moderne. Allée du Musée (20-05-42-46). Jusqu'au 11 avril.

VILLEURBANNE. Jeff Wall. Le Nou-veau Musée, 11, rue du Docteur-Dolard (78-84-55-10). Jusqu'au 15 mai.

Lion d'Argent Venise 1987

Longue Vie à la Signora

un film écrit et réalisé par Ermanno Olmi

SPECTACLES NOUVEAUX

هكذا من الاصل

Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi dans le journal. Signification des symboles : **P** Programmé dans le Monde radio-télévision • **F** Film à l'écran • **O** On peut voir • **N** Ne pas manquer • **M** à la Côté d'un œuvre ou classique.

Mercredi 6 avril

TF 1

20.30 Football. Demi-finale de la Coupe des vainqueurs de coupes : Olympique de Marseille-Ajax d'Amsterdam (match aller en direct de Marseille). 21.15 Tirage du Loto. 21.30 Football. (2^e mi-temps). 22.30 Magazine : Destins. Émission de Frédéric Mitterrand et Patrick Joly. Le prince Ali Khan. 23.35 Magazine : Météo sport. Football : Demi-finale de la Coupe d'Europe des clubs champions : Real de Madrid-PSV Eindhoven (match aller à Madrid : 1^{re} mi-temps). 0.30 Journal. 0.45 Football. (2^e mi-temps). 1.30 Documentaire : News, jeunes.

A 2

20.35 Téléfilm : A Fall na. De John L. Maxey. Avec David Sool, Pam Davbar, Fumala Flanagan. 22.10 Magazine : Des sources et des hommes. De Jean-Luc Richard. Sommaire : Comment réussir sa présidence de la République ; L'union de l'oreille à la bistro ; Tour de France ; Une nouvelle chance ; une nouvelle vie. 23.30 Informations : 24 heures sur la 2.

FR 3

20.30 Théâtre : Victor, ou les enfants au pouvoir. Pièce en trois actes de Roger Vitrac, mise en scène de Jean Bouchaud, avec Marcel Bonnet, Alain Pélion, Béatrice Dumas, Dominique Roman, Alain Feydeau. Spectacle de la Comédie-Française enregistré au Théâtre de la Crique de Marseille en 1983. 22.20 Journal. 22.40 Magazine : Océaniques. Sakara, la légende des pyramides. Le clavier bien tempéré, de Bach, par Pascal Rogé, piano (Prélude et fugue en ut majeur).

CANAL PLUS

21.00 Châma : Adieu, le reste. Film américain de Herbert Ross (1977). Avec Richard Dreyfuss, Marsha Mason, Quinn Cummings. 22.45 Flash d'informations. 22.50 Châma : Le Docteur et les Assassins. Film américain de Freddie Francis (1985). Avec Timothy Dalton, Jonathan Pryce, Twiggy, Julian Sands. 0.10 Châma : Film des années 70. Film américain de Franklin J. Schaffner (1976). Avec George

C. Scott, David Hemmings, Claire Bloom. 1.50 Les superstars de catch.

LA 5

20.30 Téléfilm : Cus de conscience. De David Lowell Rich. Avec George C. Scott, Jacqueline Bisset. Grossesse indésirée. Une jeune fille veut avorter sans en informer son père. 22.15 Série : La loi de Los Angeles. 23.05 Série : Mission impossible. 0.05 Série : Matthew Star (rediff.). 0.50 Série : Calcutta (rediff.). 2.30 Variétés : Calérierie (rediff.). 3.15 Arta de rêve. Duo pour piano et violon, opus 105, de Schubert.

M 6

20.50 Série : Dynastie. Une période éprouvante. 21.45 Magazine : Libre et change. De Michel Polac. Sur le thème « Moi est-il hâssable (les autobiographies) ? » sont invités : Alain Robbe-Grillet, Claude Bourdin, Michel Cournot, Martine Boer. 23.00 Série : Hawaii, police d'État. La preuve vivante (2^e partie). 23.50 Six minutes d'informations. 0.00 Magazine : Club 6. De Pierre Bouteiller. 0.45 Musique : Boulevard des clips.

FRANCE-CULTURE

20.30 Tire la langue. L'orthographe. 21.30 Correspondances. Des nouvelles de la Belgique, de la Suisse, du Canada. 22.00 Communauté des radios publiques de langue française. La mémoire et ses troubles. 22.40 Naïfs magiques. Histoire d'Europe centrale : la Tchecoslovaquie. 0.05 Du jour au lendemain. Avec Claude Louis-Combet. 0.50 Musique : Coda. Les petits labels n'ont pas peur des gros.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (en direct de la cathédrale Notre-Dame de Paris) : Passacaille et fugue, Choral du veillier, de J.S. Bach ; Offertoire sur les grands jeux, de Couperin ; Canon en la bémol majeur, de Schumann ; Choral n° 2 en si mineur, de Franck ; Toccata de Widor, Improvisation, de Lefebvre par Philippe LeFebvre, orgue. 23.07 Jazz club. En direct du Petit Olympe : la flûte Ali Ryerson.

Jeudi 7 avril

TF 1

14.30 Variétés : La chance aux chansons. Émission de Pascal Sevran. Le retour de Maya Casabianca. Avec Stéphane Chomont, Germaine Ricard, André, Aimable, Josy Andrieu, Michel Yvar, Danielle Rouille, Jack Lander, Perichon. 15.15 Informations. 15.45 Quartet. 15.45 Quartet. 16.00 Magazine : L'après-midi. Avec Cécile Roger-Machart. Présenté par Eric Galliano. Avec Eric Morena, L'Affaire Louis Trio. 16.45 Club Dorothée. Vacances. Visionary. Punky Brewster. Spielvan. 18.00 Série : Agence tous risques. 18.55 Météo. 19.00 Football : Santa-Barbara. 19.30 Jeu : La roue de la fortune. 19.50 Le Bêlier show. 20.00 Journal. 20.30 Météo et Tapas vert. 20.40 Variétés : Scène ouverte. Émission présentée par Jean-Pierre Foucault. Invités : Guy Lux, Alice Sapritch, Gusset Patti. Avec Shoma, Gold, Philippe Lavil, Isabelle Aubert, Jean-Luc Leloup, Touri Koudou, Suzanne Vega, Les Fortin. 22.30 Magazine : 32 sur la Une. Le magazine du grand reportage. De Jean-Benoît. La Gervaise. 23.30 Série : Rick Hunter, inspecteur choc. 0.20 Journal et la Boème. 0.35 Magazine : Naïfs. 1.05 Magazine : Météo sport.

A 2

14.30 Magazine : Si Fétis vous. De Frédéric Lepage, présenté par Brigitte Simoncini. Bouze aux protestants. Variétés : Arabesques ; Coup de pouce ; Au bout du fil ; R&S ; Santé ; le truc du jour. 15.00 Flash d'informations. 15.05 Magazine : Si Fétis vous (suite). 15.25 Magazine : Fête comme chez vous. De Frédéric Lepage. Présenté par Marc Beaton. Avec Ludmila Lopado, Claude Fisher, Sam Donato. 16.25 Flash d'informations. 16.30 Variétés : Un DB de plus. De Didier Barbelivien. Spécial Linda de Sus. 16.45 Héros A.2. Mimi Craca ; Lira, l'ère, l'ère ; Les Gueux ; Les petites caresses ; Barbapapa. 17.20 Série : An fil des jours. Ann fait la fête. 17.50 Flash d'informations. 17.55 Série : Maggie. Sali d'esprit. 18.45 Jeu : Des chiffres et des lettres. D'Armand Jammes. Présenté par Patrick Laffont. 19.10 Actualités régionales. 19.35 Série : Miquy. Amoral, moral et démo. 20.00 Journal. 20.25 Météo. 20.30 JNC. 20.35 L'heure de vérité. Invité : Jacques Chirac. Le premier ministre répondra aux questions de François-Henri de Vireux, Alain Duhamel, Albert Du Roy, Jean-Louis Lescène et Jean Boissonnat (l'Exposition). 22.15 Magazine : Édition spéciale. D'Alain Wieder, présenté par Claude Scellion. Thème : « l'Irlande du Nord ». 23.30 Informations : 24 heures sur la 2.

FR 3

14.30 Magazine : Pare-chocs (rediff.). 15.00 Flash d'informations. 15.05 Magazine : 158-Caroline. Présenté par Caroline Trepo. Mon héros préféré : Décorandam ; Top rétro ; La main verte ; Télécur ; Faites-vous des amis ; Province-chic, province-choc ; De l'oe à l'oe ; Papy, mami ; Le jeu de la séduction. Invités : Adamo, Wild Ones, Patricia Lay. 17.00 Flash d'informations. 17.05 Football : La dynastie des Forsy. Le singe blanc (2^e partie). 17.30 Dessin animé : Inspector Gadget. 17.35 Dessin animé : Les contes de Grimm. 17.45 Dessin animé : L'oiseau bleu. 18.10 Dessin animé : Bonanza. 18.20 Dessin animé : Les messages du printemps. 18.25 Magazine : Flash mag. De Patrick Drevet. 18.30 Football : L'équipe de l'été en or. 18.45 épisode : La Rivière de l'or. 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.10 à 19.30, actualités régionales. 19.35 Dessin animé : Dédé. La révolte des appareils électroniques. 20.05 Jeu : La classe. Présenté par Fabrice. 20.30 Téléfilm : La croisière des enfants. De Serge Monteil, d'après le roman de Bernard Thomas. Avec Jean-Claude Drouot, Jean-Pierre Blais, Pierre-Loup Rajot, Yves Beneyton, Dani, Robert Hossain (1^{re} partie). 22.10 Journal. 22.35 Magazine : Océaniques. Les sept voyageurs du réel. 7. Beirut, the last home movie, de Jennifer Fox. (Grand prix 1988 ex aequo du Festival de Loc). 0.35 Magazines, musique. Le clavier bien tempéré, de Bach, par Pascal Rogé, piano (Prélude et fugue en ut mineur).

CANAL PLUS

14.00 Châma : le Septième Jure. Film français de Georges Lautner (1962). Avec Bernard Blier, Danièle Delorme, Francis Blanche, Maurice Biraud. 15.40 Châma : Vot assésse d'un nid de coucou. Film de Michel de Méroze de Forman (1975). Avec Jack Nicholson, Louise Fletcher, Will Sampson, William Redfield. 17.50 Cabos caña. Goldie. 18.15 Flash d'informations. 18.16 Dessins animés. 18.25 Dessin animé : Le plat. 18.30 Top 50. Présenté par Marc Tesson. 18.55 Séries. Présenté par Alexandra Kozan. Invités : Jean-Pierre Belloise, Roger Carat, Karen Cheryl. 19.20 Magazine : Nette part ailleurs. Présenté par Philippe Gildas et Les Nuls. Invité : Thierry de Ganay. 20.30 Châma : Jeux d'artifices. Film français de Virginie Thévenaz (1987). Avec Myriam David, Gail Segal, Ludovic. 22.05 Flash d'informations. 22.10 Châma : To-morrow de film américain de John Badham (1983). Avec Roy Scheider, Warren Oates, Candy Clark, Daniel Stern (v.o.). 23.55 Châma : Les Exploits d'un jeune Don Juan. Film français de Gianfranco Mingozzi (1987). Avec Claudine Auger, Serena Grandi, Marina Vlady, Fabrice Josso. 1.30 Téléfilm : L'été Sanglant. De Quentin Masters. Avec Tom Skerritt, Ian Gilmore, Giselle Morgan.

LA 5

14.40 Série : La grande vallée. 15.50 Série : Mission impossible. 16.45 Dessin animé : Les Schtroumpfs. 17.15 Dessin animé : Vaseux. 17.40 Dessin animé : Flo et les Robinsons. 18.05 Dessin animé : Le tour du monde de Lydie. 18.30 Dessin animé : Jeune et Serge. 18.55 Journal Images. 19.42 Jeu : La porte magique. Présenté par Michel Robbe. 19.50 Boulevard Boulevard. De Philippe Bouvard. 20.00 Journal. 20.30 Châma : Les Évadés de la jungle des sages. Film américain de Don Taylor (1971). Avec Roddy Mac Donell, Kim Hunter, Bradford Dillman, Natalie Trundy. 22.10 Série : Capitaine Farfalla. La fuite. 23.05 Série : Mission impossible (rediff.). 0.05 Série : Kojak (rediff.). 1.10 Série : La grande vallée (rediff.). 2.20 Arta de rêve. Impromptu n° 1 et Impromptu n° 3, de Schubert, par Maria João Pires, piano.

M 6

14.25 Série : Clair de lune (rediff.). 15.15 Documentaire : Connaissances du milieu. Le mont Jacques-Cartier. 15.40 Jeu : Clip contest. 16.25 H&M. M&L. Journal. 17.05 Série : Daktari. Le retour de Clarence. 18.00 Journal. 18.10 Météo. 18.15 Série : La petite maison dans la prairie. Promesses (1^{re} partie). 19.00 Série : L'île fantastique. 19.54 Six minutes d'informations. 20.00 Série : Les révoltes. Le prisonnier. 20.50 Série : Devils concubines. Allison. 21.40 Magazine : M 6 aime le cinéma. De Marjane Jourdan. Jean Douchet parle de Paris et du cinéma. Cité-Midi. La périphérie de la ville : tournage du dernier film de Michel Charrel. Comœdia. 22.05 Six minutes d'informations. 22.15 Série : Hawaii, police d'État. Pour la paix. 23.05 Série : Stursky et Hest Visage d'ange. 23.50 Magazine : Club 6. De Pierre Bouteiller. 1.35 Musique : Boulevard des clips.

FRANCE-CULTURE

20.00 Musique : Le rythme et la raison. Fragments d'un Ring. 20.30 Documentaire : La vie de Jean-Pierre Oudon. 21.30 Profil perdu. Lanza del Vasto. 22.40 Naïfs magiques. Histoire d'Europe centrale : La Pologne. 0.05 Du jour au lendemain. Avec Michel Cournot. 0.50 Musique : Coda. Les petits labels n'ont pas peur des gros.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 29 janvier) : Deux portraits, op. 5, de Bartok ; Symphonie n° 2 pour orchestre à cordes et trompette ad libitum, de Honegger ; Concerto pour piano et orchestre n° 1 en ut majeur, op. 15, de Beethoven, par l'Orchestre de la Suisse romande ; L'union Jordan, sol. ; Krysian Zimmerman, piano. 23.07 Club de la musique contemporaine. 0.30 Rome à Paris (3). Œuvres de Correlli, Charpentier, Campra, Couperin.

Audience TV du 5 avril 1988 (BAROMÈTRE LE MONDE/SOFRES-NIELSEN)

Audience instantanée, région parisienne 1 point = 32 000 foyers

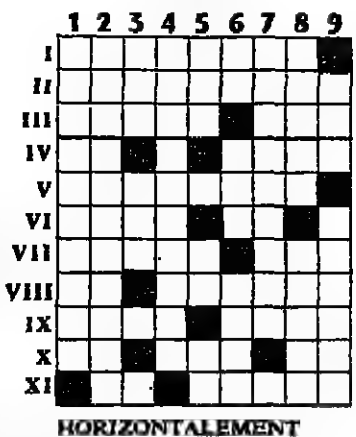
HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF 1	A 2	FR 3	CANAL +	LA 5	M 6
19 h 22	38,1	Santa-Barbara	Actual. région.	Actual. région.	Nette part	Porte magique	La Gendarme
		15,2	7,3	3,1	1,0	3,7	6,3
19 h 45	46,1	Roue fortune	Maguy	Actual. région.	Nette part	Boul. Boulevard	La Gendarme
		24,1	7,9	2,1	3,7	4,6	6,3
20 h 16	52,9	Journal	Journal	La classe	Nette part	Journal	Routin parallèle
		20,4	14,7	7,3	3,7	4,2	3,1
20 h 55	63,4	La Marginal	Heure vérité	Tour du monde	Stade Runner	Futur dragon	La Pénine
		23,6	14,1	12,6	2,6	12,6	1,6
22 h 08	61,8	La Marginal	Heure vérité	Tour du monde	Stade Runner	Futur dragon	La Pénine
		25,7	13,1	11,5	2,1	11,5	1,0
22 h 44	41,9	Football	Jean La Pagnola	Tour du monde	Dune	Spenser	La Pénine
		12,6	4,7	15,2	2,6	5,8	3,7

Echantillon : plus de 200 foyers en Ile-de-France, dont 183 reçoivent la 5 et 147 reçoivent M 6 dans de bonnes conditions.

Informations « services »

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4716



HORIZONTALEMENT

I. Des commerçants qui ont évincé des traites à payer. — II. Qui risque de blesser. — III. Cherche à s'élever. Supporte le chef. — IV. Une nappe. Le bout de l'oreille. — V. Nom de théâtre. — VI. On y fit la noce. Un peu de tout. — VII. Procédait à un enlèvement. Peut évoquer un triomphe. — VIII. Japon. Jeune, c'est un bleu. — IX. Ne manquait pas de souffle. Une province de l'Arabie saoudite. — X. L'éclair en symbole. Cacha son père. Bout de mine. — XI. Proféré par un contradicteur. Souvent réclamée à grands cris.

VERTICALEMENT

I. Comme des insectes qui vivent dans les bois. — 2. Peuvent éclaircir des passages. — 3. Baie du Japon. On y met tout ce qui est piquant. — 4. Qui nous accordent leurs faveurs. — 5. Maurice, par exemple. Règle. Conjonction. — 6. Entre deux propositions. Vieux loup. Peut se voir sur un arbre. — 7. Des relations auxquelles il ne faut pas faire crédit. — 8. Des gens souvent très affectés. Consommée quand on a tout mangé. — 9. Qu'on n'a donc pas fait circuler. Capable de percer.

Solution du problème n° 4715

Horizontalement

I. Baisé. II. — II. Oreilles. — III. Usel. Nés. — IV. Rit. Ennu. — V. RN. Eta. — VI. Esoline. — VII. Abde. Léo. — VIII. Nus. Rai. — IX. Xi. Verres. — X. Car. Al. — XI. Cadenasse.

Verticalement

1. Bourreaux. — 2. Arsinoé. Ica. — 3. Lest. SDN. Ad. — 4. Als. Fleuret. — 5. Ille. Sein. — 6. Noël. — 7. Senu. Erras. — 8. Isent. Tatis. — 9. Siamois.

GUY BROUTY.

PARIS EN VISITES

JEUDI 7 AVRIL

• Orsay, de la gare au musée, 9 h 30, 1, rue de Bellechasse, statue rhéologique (Art et histoire).
• Zabarban, 13 heures, Grand Palais, porte Clémenceau (Approche de l'art).
• L'Opéra, 13 h 30, hall d'entrée (Michèle Polyer).
• Musée Picasso, 14 heures, 5, rue de Thorigny (Arts et curiosités).
• Église Saint-Germain-l'Auxerrois, 14 h 30, devant l'église, 2, place du Louvre (Régénération du passé).
• Décor et mobilier du dix-huitième siècle au Musée Carnavalet, 15 heures, 23, rue de Sévigné (Monuments historiques).
• Hôtels du Marais, 14 h 30, métro Pont-Marie (Les Filles).
• Hôtels et église de l'île Saint-Louis, 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Régénération du passé).
• L'hôtel de Lamoignon, 14 h 15, métro Pont-Marie (Pierre-Yves Jastel).
• Le Montparnasse des années folles, 15 heures, 171, boulevard du Montparnasse (Arts).
• La Sorbonne, 15 heures, 46, rue Saint-Jacques (Isabelle Hanlier).
• Exposition Degas, 15 heures, Grand Palais, porte A (Tourisme culturel).
• Les catacombes, 15 heures, place Denfert-Rochereau, devant l'entrée (Pygme).
• Le mystère Louis XVII à Sainte-Marguerite, 15 heures, métro Ledru-Rollin, devant le Monoprix (C.A. Messer).
• Le Palais de justice, 15 heures, métro Cité (Connaissance de l'ici et d'ailleurs).
• Musée Nissim de Camondo, 15 heures, 63, rue de Monceau (Paris et son histoire).

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel daté lundi 4, mardi 5 et mercredi 6 avril :

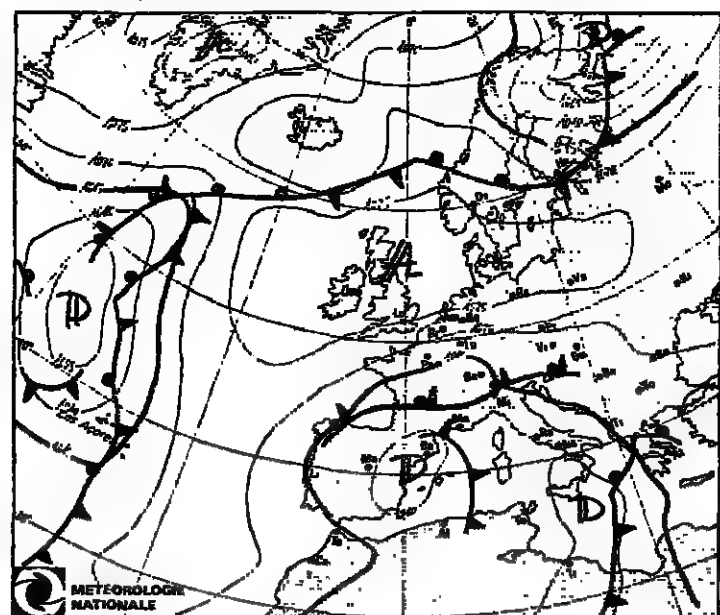
DES ARRÊTÉS

• Du 31 mars 1988 portant modification du prix de vente en France continentale de certaines catégories de tabacs fabriqués.

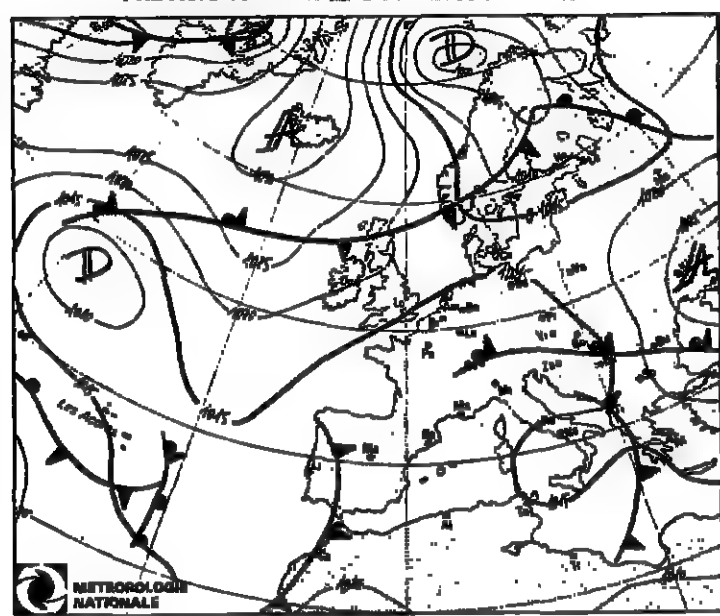
• Du 28 mars 1988 fixant la liste des aéroplanes non classés en catégories A, B ou C devant être dotés d'un plan d'exposition au bruit.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 6 AVRIL 1988 À 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 8 AVRIL À 0 HEURE TU



Évolution probable du temps en France

entre le mercredi 6 avril à 0 heure et le jeudi 7 avril à 24 heures.

La dépression méditerranéenne responsable du mauvais temps sur ces régions se comblera lentement au cours des jours à venir. Les nuages resteront nombreux, et s'étendront même à une grande partie du pays, mais ils occasionneront plus que des pluies faibles et éparpillées.

Jeudi : un ciel chargé et brumeux. Un temps gris et brumeux prédominera le matin sur l'ensemble du territoire, avec quelques ondées sur le sud des Alpes et les régions méditerranéennes.

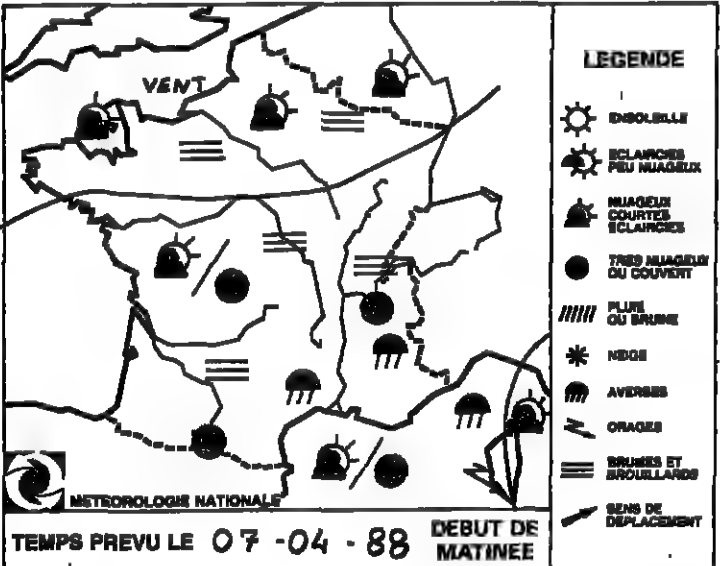
En cours d'après-midi, le soleil apparaît sur les régions situées au nord de

la Seine. Les éclaircies risquent d'être plus timides sur l'Aquitaine, le Midi-Pyrénées et le Poitou-Charentes.

Des nuages abondants persisteront sur la Bretagne, les Pays de Loire, le Centre, le Nord-Est, Rhône-Alpes, l'Auvergne et le Sud-Est où des averses se déclencheront encore des Alpes à la Corse.

Les températures minimales varieront entre 6 °C et 10 °C du nord au sud. Quant aux températures maximales, elles avoisineront 10 °C à 14 °C sur la moitié nord, 14 °C à 18 °C sur la moitié sud.

Le vent, assez soutenu le matin près de la Manche, deviendra faible de secteur est dans l'après-midi.



EN BREF

• **STAGE** : mieux vivre son âge. — Le Club européen de la santé propose trois journées de réflexion sur ce thème les 30, 31 mai et 2 juin, de 10 heures à 16 heures.
• **Renseignements et inscriptions au Club européen de la santé**, 9, boulevard des Capucines, 75002 Paris. Tél. : (1) 42-65-53-23.

PUBLICATION JUDICIAIRE

Extrait des Minutes du Greffe du Tribunal de Grande Instance de Paris. **CONDAMNATION PÉNALE**

Par jugement (contradictoire) rendu le 2 décembre 1987, la 31^e Chambre du Tribunal Correctionnel de Paris a condamné pour PUBLICITÉ FAUSSE OU DE NATURE À INDUIRE EN ERREUR, pour avoir à Paris, d'octobre 1986 à mars 1987, effectué une publicité comportant des allégations, indications ou présentations fausses ou de nature à induire en erreur sur les qualités substantielles des appareils vendus, sur le procédé de vente et la qualité du vendeur, en annonçant la vente de répondeurs téléphoniques « peu serviables » qui s'agissait d'appareils réformés, pour la plupart hors d'usage ou nécessitant des réparations importantes, à la peine de 10 000 francs d'amende, SMAILL Rose-Marie Maryse, née le 22 avril 1950 à Paris (10^e), commerçante, demeurant 29, rue de Trévise à Paris (9^e). Le Tribunal a en outre ordonné aux frais de la condamné la publication de ce jugement par extrait dans le Monde. Pour extrait conforme délivré par le Greffier à M. le Procureur de la République, sur sa réquisition. N.Y. AYANT APPEL.

Le Monde
IMMOBILIER
chaque samedi dans
LE MONDE
RADIO-TÉLÉVISION
une sélection de programmes immobiliers en résidences principales et de loisirs en vente ou en location
RENSEIGNEMENTS :
45-55-91-82, poste 41 38

هكذا من الاجل

Défense

L'Etat et les industriels mettent la dernière main au dossier du Rafale

Des responsables de la délégation générale pour l'armement et des représentants des industriels impliqués dans le programme Rafale D d'un nouvel avion de combat français ont tenté, le mardi 5 avril à Paris, de mettre la dernière main à un accord sur ce projet avant son examen, la semaine prochaine, par la commission nationale des marchés aéronautiques. L'enjeu de ces discussions concerne les modalités d'un lancement, par l'Etat et les sociétés, de la phase « prototypes » de la réalisation d'un tel projet avant les résultats de la prochaine élection présidentielle en France.

Pour l'heure, les négociations butent sur une double difficulté. Le premier obstacle a trait à la volonté du gouvernement actuel d'obtenir une participation, à hauteur de 25 %, des industriels, publics et privés, au financement des dépenses d'études et de développement du Rafale, qui sont généralement estimées à 35 milliards de francs. Le second problème se rapporte à la volonté de ces mêmes industriels d'engager l'Etat à soutenir un programme de construction de cinq pro-

totypes (pour l'armée de l'air et pour l'aéronavale), au lieu des deux annoncés dans un premier temps.

Sur le premier point, les sociétés concernées sont divisées, la SNECMA (pour les réacteurs) acceptant plus facilement de cofinancer que le groupe Dassault-Breguet qui craint de se retrouver dans la situation qui fut la sienne, il y a quelques années, lorsqu'il dut faire face, seul, au programme Mirage 4000 d'un biréacteur de combat à un seul exemplaire, abandonné finalement par l'armée de l'air française au profit du monoréacteur Mirage 2000. Pour cette raison, Dassault-Breguet insiste particulièrement sur le second point, qui vise à obtenir de l'Etat un engagement ferme de cinq prototypes, dont les deux premiers seraient annoncés avant l'élection présidentielle et les trois autres seraient promis pour une signature avant la fin de l'année.

Les négociateurs devraient, à nouveau, se réunir avant la fin de cette semaine pour achever l'étude du dossier.

Communication

Après les déclarations de M. Chirac

RFO réitère son refus de diffuser les journaux d'Antenne 2 outre-mer

Ni les journaux ni la publicité d'Antenne 2 ne seront diffusés dans les DOM : la direction de RFO, la société publique d'audiovisuel outre-mer, maintient sa position après avoir pris connaissance des déclarations de M. Jacques Chirac ne trouvant pas « normal » que la diffusion d'Antenne 2 dans les DOM soit expurgée des journaux télévisés (le Monde du 5 avril).

Pour RFO, la diffusion des journaux d'Antenne 2 sur la deuxième chaîne des DOM ne se justifie « que là où elle constitue une source d'information nouvelle pour le spectateur », ce qui serait le cas uniquement à la Réunion, en raison du décalage horaire.

En conséquence, RFO ne compte rien modifier du dispositif qu'elle applique depuis le 5 avril : le deuxième canal des DOM diffuse, cinq heures par jour, l'essentiel des programmes d'Antenne 2, mais sans les journaux d'information, remplacés par la production locale de RFO. D'ailleurs, précise la chaîne, « la diffusion d'Antenne 2 sur le

second canal n'a jamais signifié que ce canal était concédé à Antenne 2 ». Selon RFO, l'accord signé entre les deux PDG — M. Jean-Claude Michaux pour RFO et M. Claude Contamine pour Antenne 2 — ne faisait qu'amplifier les relations existant déjà entre les deux sociétés publiques pour la fourniture classique de programmes à RFO, comme le prévoit le cahier des charges des chaînes nationales.

Cet accord, présenté au ministre des DOM-TOM, M. Bernard Pons, et aux services de M. Jacques Chirac, avait échappé au premier ministre, qui en avait pourtant annoncé les grandes lignes lui-même sur les ondes de RFO en février dernier. A RFO, on explique plus volontiers les dernières déclarations du premier ministre par leur contexte : M. Jacques Chirac s'exprimait à Saint-Barthélemy, un port franc situé à 250 kilomètres au nord de Pointe-à-Pitre, et qui n'accepte pas de se voir traité comme la Guadeloupe... M. C. I.

La 5 et M6 se lancent dans le télé-achat

Le télé-achat gagne du terrain : ce type de commerce à distance aura droit de cité dès le 11 avril sur la 5, et dès le 16 avril sur M6. Les deux nouvelles chaînes suivent ainsi les traces de leurs aînées, TF1 et Canal Plus, qui ont essuyé les plâtres de cette nouvelle forme de vente-spectacle, avant que la CNCL ne la réglemente (le Monde du 19 mars).

Prudemment, « M6 Boutique » adoptera un rythme hebdomadaire pour une heure d'émission le samedi à 10 h 30, alors que les autres expériences de télé-achat sont quotidiennes. Présentant une personnalité Lichan et Julie (animateurs d'Europe 1), « M6 Boutique » est produite par Home Shopping Service, une société contrôlée à parité par la Lyonnaise des Eaux (actionnaire à 25 %) et par MM. Roland Kluger et Pierre Bellemare, déjà créateurs de « Magazine de l'objet » sur TF1. Autant dire

que « M6 Boutique » tirera les leçons de cette expérience, en les adaptant à sa périodicité et à l'audience jeune et urbaine de M6.

Une quinzaine d'objets d'un prix moyen proche de 300 francs, seront ainsi proposés aux spectateurs, qui pourront les commander, notamment par Minitel (les éditions Amara, actionnaire de M6 à 1 %, assurant la partie télématique de l'entreprise).

L'émission servira d'abord de test de la viabilité du télé-achat sur une chaîne comme M6. Elle ne survivra au-delà de trois mois que si elle remplit son objectif — modeste — de vendre mille à deux mille objets par émission. En attendant, les émissions, que Home Shopping Service prépare pour la fin 1988 (sur le réseau câblé parisien notamment), « M6 Boutique » confirme la volonté de la Lyonnaise des Eaux de se passer des distributeurs pour le télé-achat.

Cette option n'est pas celle de la 5, qui lance sa propre émission de télé-achat quotidiennement dès le 11 avril à 9 h 45. Un couple d'animateurs présentera cette émission de plateau, entrecoupée de courts reportages sur les produits vendus. Le nom de l'émission ? « Télé Chouchou ». Les Trois Suisses sont en effet en charge de la gestion opérationnelle et logistique de cette opération. Et le directeur du marketing des Trois Suisses est aussi le directeur général de la Copedac, la société qui lance « Télé Chouchou » avec la 5.

Après le lancement de ces deux nouvelles émissions, le télé-achat ne demeurera absent que des seules chaînes publiques de télévision.

MICHEL COLONNA DISTRIA.

M. Robert Maxwell s'intéresse aux médias ouest-allemands

Le patron britannique du groupe de communication Maxwell Corporation, M. Robert Maxwell, déjà présent en Grande-Bretagne, aux Etats-Unis, au Brésil, en France, etc., veut pénétrer sur le marché ouest-allemand des médias : il entamera cette semaine les démarches préliminaires en ce sens auprès de l'Office ouest-allemand des cartels « afin de voir ce qu'il pense de nous », a-t-il déclaré au quotidien économique Handelsblatt. Qu'il s'agisse d'une prise de participation dans un média déjà existant ou d'une création de toutes pièces, M. Maxwell a précisé qu'il était intéressé « par tous les domaines des médias (journaux, imprimerie, télévision) ». Le patron de presse a indiqué que son groupe disposait de liquidités de l'ordre de 5,8 milliards de francs. Enfin, il a précisé que son projet de quotidien européen, l'European Daily, dont le lancement est prévu pour janvier 1989, bénéficierait d'un tirage initial de cinq cent mille à six cent mille exemplaires.

● Grève à Tropic-FM. — Les animateurs, les journalistes et les techniciens de la radio parisienne pour la communauté antillaise, Tropic-FM, ont entamé une grève pour protester contre leurs conditions de travail et de salaire. Démarrée le lundi 4 avril à 0 heure, la grève concerne l'ensemble du personnel de Tropic-FM, salariés et bénévoles, soit une vingtaine de personnes.

Le Carnet du Monde

Naissances

— Mario-Rose et Yves COUSSY, Jacqueline et Gérard CHEVALIER, sont heureux d'annoncer la naissance, chez Paul et Florence,

le 30 mars 1988, de

Fanny,

leur petite-fille.

— Marie-Odile et

Jean-Marie BOCKEL,

Sarah, François et Pauline,

ont la joie d'annoncer la naissance de

Maria,

le 31 mars 1988, à Mulhouse.

M. et M. Bockel,

13, place de la Liberté,

68100 Mulhouse.

— Marie-Hélène et

Claire BOSTNAVARON,

sont heureux de faire part de la naissance de

Sophie,

le lundi 4 avril 1988, à Versailles.

29, avenue de la République,

75011 Paris.

Mariages

— On nous prie d'annoncer le mariage de

M. James GAILLARD

avec

M^{lle} Isabelle GAILLARD,

célébré dans l'intimité à Royan

(Charente-Maritime), le 2 avril 1988.

Décès

— Le jour de Pâques,

Ella ABRAHAM,

veuve de

coiffeur Louis ABRAHAM,

née à Limbaj (Lettonie), a rejoint la

maison du Père.

Les obsèques auront lieu au temple

du Vénus, le jeudi 7 avril 1988, à

11 heures.

De la part de

Ses enfants,

Petits-enfants

Et arrière-petits-enfants.

— M^{lle} Jean-Marie Baillon,

son épouse,

M. et M^{lle} Philippe Enché,

M. et M^{lle} Jean-Pierre Baillon,

M. Jean-Louis Lapierre,

M. Denis Baillon,

M^{lle} Jean-Claude Collinet-Baillon,

M. et M^{lle} Philippe Ranvoisy,

M. et M^{lle} Jean-François Baillon,

seuls enfants,

Ainsi que ses petits-enfants,

ont la douleur de faire part de décès de

M. Jean-Marie BAILLON,

croix de guerre 1939-1945,

survécu le 30 mars 1988, dans sa

soixante-dix-septième année.

La cérémonie religieuse a lieu en

l'église de Fouju (Seine-et-Marne).

Cet avis tient lieu de faire-part.

310, rue du Général-de-Gaulle,

Fouju, 77390 Verneuil-l'Etang.

— M^{lle} Françoise Bonnot,

M. et M^{lle} Cyril Marchal

et leur fils,

M. et M^{lle} Alexandre Adamovitch

et leurs fils,

seuls enfants et petits-enfants,

M^{lle} Pierre Trubien,

sa sœur,

ont la grande tristesse de faire part de

décès de

M^{lle} Gustave BEAUMONT,

père Prévost Broyer,

survécu le 29 mars 1988, dans sa

soixante-quatrième année.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité

familiale.

— On nous prie d'annoncer le décès

dans sa soixante-cinquième année de

René Serge BLANCHARD,

ancien élève de l'Ecole polytechnique,

survécu le 3 avril 1988, à Paris.

De la part des familles Blanchard,

Bouffier, Frémont,

Et de tous ses amis.

La levée de corps et la bénédiction

auront lieu le jeudi 7 avril, à 15 h 15,

à l'hôpital Tenon, 3, rue Belgrand,

Paris-20^e.

La cérémonie religieuse sera célébrée

le vendredi 8 avril, à 10 h 30, en l'église

Notre-Dame-de-Nèges, à Arcueil.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Nos abonnés, bénéficiant d'une

réduction sur les insertions du

« Carnet du Monde », sont priés de

joindre à leur envoi de texte une des

dernières bandes pour justifier de

cette qualité

— Lyon, Pallan.

Anne-Marie et Jean-Claude Combes,
Jean Guy et Laurence,
Fernand Marty,
Marie-Christine et Jean-Jacques Gre-
tis et Marie-Anne,
Les familles Font-Charvin,
Parents et alliés,
ont la douleur de faire part du décès de

M^{lle} Renée CHARRIN,

née Anne Font,

leur mère, grand-mère, belle-mère et

arrière-grand-mère,

survécus dans sa quatre-vingt-quatrième

année.

Messe de funérailles le vendredi

8 avril 1988, à 15 h 15, en l'église

Immaculée-Conception, Lyon-3^e.

L'inhumation au cimetière de Paroisse

(Isère), le même jour vers 17 heures.

Et rappellent à votre pieux souvenir

son mari,

René,

et sa fille,

Généralève.

— M^{lle} Raymond Corbin,

M. et M^{lle} Michel Trilles

et leurs enfants,

Stéphane, Isabelle, Gwenaëlle,

M. et M^{lle} André Dourdan

et leurs enfants,

Mario-Laurence et Pierre Pasteur-
Georg,
Cécile, Mathieu, Constance,
Jeanette Blanche,

en religion Sœur Marie-Laurence,
Les familles Pasquier, Savio, Her-
court, Lucas, Etard, Lefèvre,
ses parents et alliés,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Raymond CORBIN,

officier de la Légion d'honneur,

survécus le matin de Pâques.

La cérémonie sera célébrée par

M^{lle} Bernard Leclercq, le jeudi 7 avril

1988, à 14 heures, en l'église Notre-

Dame-de-l'Assomption, 65, rue de

l'Assomption, Paris-16^e, où l'on se réu-

nira.

L'inhumation aura lieu au cimetière

de Paroisse, dans le caveau de famille.

Cet avis tient lieu de faire-part.

3, avenue du Maréchal-François-

d'Espèrey,

75016 Paris.

— La direction

Et le personnel de la société COFIE

SA,

font part avec tristesse du décès survenu

le 3 avril 1988, de

M. Raymond CORBIN,

officier de la Légion d'honneur,

leur ancien président-directeur général,

cofondateur de la société avec

M. A. Pasquier.

La cérémonie religieuse sera célébrée

le jeudi 7 avril, à 14 heures, en l'église

Notre-Dame-de-l'Assomption, Paris-16^e,

où l'on se réunira.

Tour Atlantique,

92000 Puteaux.

— M^{lle} Denise Desaux,

sa sœur,

Françoise Desaux,

Jean-Michel Desaux,

Gérard Desaux,

Bernard et Dominique Desaux,

seuls enfants,

M^{lle} Alice et Edouard,

seuls enfants et petits-enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Charles DESSAUX,

survécus à Paris, le 1^{er} avril 1988.

L'inhumation aura lieu le jeudi

7 avril, à 15 h 30, au cimetière de

Norgé (Loiret).

M. rue Cheneil,

75009 Paris.

— Tania-La-Dani-Lune (Rhône),

Villeurbanne (Nord) - La Mésol-

ville (Nord).

M. et M^{lle} Robert Fourdraine,

M. et M^{lle} Yves Leroy,

M. et M^{lle} Yves Salles,

ont le regret de faire part du décès de

M. Joseph FOURDRAINE,

le 3 avril 1988, à l'âge de quatre-vingt-

deux ans.

Ses funérailles ont eu lieu le mercredi

6 avril 1988, à 9 h 30, en l'église Saint-

Pierre, Asco, Villeneuve-d'Ascq, et ont

été suivies de l'inhumation dans le

caveau de famille, au cimetière de

Montbouchon (Nord), à 11 h 30.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Les frères de Jean-Claude Reynal,

s'associant à la douleur de ses parents,

expriment leur profonde tristesse et ren-

dent hommage à ses talents de profes-

seur et d'artiste.

Jean-Claude REYNAL,

Le Monde INTERNATIONAL

International Banking... CHIEF DEALER/TREASURER - Maghreb

Our client, an expanding international bank based in the Maghreb, is currently seeking an experienced dealer to manage a developing dealing function. Well experienced in foreign exchange and deposit dealing, the successful candidate will also be versatile enough to deal personally whilst carrying out treasury activities as required. A reasonable command of French and English is desirable. Commencing salary will be commensurate with experience and the benefits package will incorporate the features normally appropriate to an overseas position. Initially, a two years contract is envisaged. Applications will be treated in strict confidence. Please forward relevant personal data to Paul Smith, quoting reference ME23.

PSMITH ASSOCIATES
Personnel Management Consultants
32 High Street, Hoddesdon, Herts EN11 8BS England.

Agence au pair rech. rap.
M. Ma. Sharpe, Ryegate,
Ryegate Road, Forest
Row, East Sussex. RH18
3HS
19-44-34282-2814.

Manager required for new
company in East France to
initiate sales of chemical and
electronic products in the
S.E.C. and other countries.
Equity may be available.
Engineering experience and
languages necessary.
Reply with c.v. to T.C. 22
ELM Bank Close, Larnington,
Warwickshire, CV32,
B.L.S. England.

Afrique seule europ.
rechercheur pers. qual.
Sor. Adressa 13770 Venelles.

AFRIQUE STES EUROP.
rechercheur pers. qual.
Sor. Adressa 13770 Venelles.

ADRESSES, 13770 VENELLES.
L'Université de Lausanne
ouvre une inscription pour la
poursuite d'un poste de prof.
ordinaire de langues et litté-
ratures anglaises à la Faculté
des lettres pour le 1^{er} sept.
1988. Le titulaire de ce
poste sera appelé à enseigner
pour le baccalauréat les
langues et litté-
ratures anglaises et
françaises. Titres exigés : doctorat en lettres
ou sciences humaines, Ph.D.
ou titre équivalent, lettres de
candidature, avec c.v. et liste de
publications, dossier à ren-
voyer avant le 15 mai 1988, au
doyen de la Faculté des let-
tres, B.P. 2, CH. 1015 Lau-
sanne. Des renseignements
supplémentaires peuvent être obtenus
auprès du président de la
section d'anglais, même
adresse tél. 021/44-48-90
ou 44-48-91.

Septembre 1988, Ingénieur
génie rural, agronome,
hydraulicien ou formation
équivalente confirmée.
Pour recherche et enseigne-
ment ingénierie, aménagement
hydraulique, irrigation,
aménagement, conservation
des eaux et des sols.
Exp. 5 ans en développement
souhaitée.
Envoyer urgence lettre candi-
dature avec : C.V., diplôme,
photo, exemple d'étude ou de
publication récente (Sous
inter-État d'ingénierie de
l'équipement rural, S.P. 7023,
Dessaignes, Bédouin-Venel,
Tél. 021/44-48-90
ou 44-48-91).

Envoyer urgence lettre candi-
dature avec : C.V., diplôme,
photo, exemple d'étude ou de
publication récente (Sous
inter-État d'ingénierie de
l'équipement rural, S.P. 7023,
Dessaignes, Bédouin-Venel,
Tél. 021/44-48-90
ou 44-48-91).

Envoyer urgence lettre candi-
dature avec : C.V., diplôme,
photo, exemple d'étude ou de
publication récente (Sous
inter-État d'ingénierie de
l'équipement rural, S.P. 7023,
Dessaignes, Bédouin-Venel,
Tél. 021/44-48-90
ou 44-48-91).

Envoyer urgence lettre candi-
dature avec : C.V., diplôme,
photo, exemple d'étude ou de
publication récente (Sous
inter-État d'ingénierie de
l'équipement rural, S.P. 7023,
Dessaignes, Bédouin-Venel,
Tél. 021/44-48-90
ou 44-48-91).

Envoyer urgence lettre candi-
dature avec : C.V., diplôme,
photo, exemple d'étude ou de
publication récente (Sous
inter-État d'ingénierie de
l'équipement rural, S.P. 7023,
Dessaignes, Bédouin-Venel,
Tél. 021/44-48-90
ou 44-48-91).

Envoyer urgence lettre candi-
dature avec : C.V., diplôme,
photo, exemple d'étude ou de
publication récente (Sous
inter-État d'ingénierie de
l'équipement rural, S.P. 7023,
Dessaignes, Bédouin-Venel,
Tél. 021/44-48-90
ou 44-48-91).

Envoyer urgence lettre candi-
dature avec : C.V., diplôme,
photo, exemple d'étude ou de
publication récente (Sous
inter-État d'ingénierie de
l'équipement rural, S.P. 7023,
Dessaignes, Bédouin-Venel,
Tél. 021/44-48-90
ou 44-48-91).

Envoyer urgence lettre candi-
dature avec : C.V., diplôme,
photo, exemple d'étude ou de
publication récente (Sous
inter-État d'ingénierie de
l'équipement rural, S.P. 7023,
Dessaignes, Bédouin-Venel,
Tél. 021/44-48-90
ou 44-48-91).

Envoyer urgence lettre candi-
dature avec : C.V., diplôme,
photo, exemple d'étude ou de
publication récente (Sous
inter-État d'ingénierie de
l'équipement rural, S.P. 7023,
Dessaignes, Bédouin-Venel,
Tél. 021/44-48-90
ou 44-48-91).

Envoyer urgence lettre candi-
dature avec : C.V., diplôme,
photo, exemple d'étude ou de
publication récente (Sous
inter-État d'ingénierie de
l'équipement rural, S.P. 7023,
Dessaignes, Bédouin-Venel,
Tél. 021/44-48-90
ou 44-48-91).

Envoyer urgence lettre candi-
dature avec : C.V., diplôme,
photo, exemple d'étude ou de
publication récente (Sous
inter-État d'ingénierie de
l'équipement rural, S.P. 7023,
Dessaignes, Bédouin-Venel,
Tél. 021/44-48-90
ou 44-48-91).

Envoyer urgence lettre candi-
dature avec : C.V., diplôme,
photo, exemple d'étude ou de
publication récente (Sous
inter-État d'ingénierie de
l'équipement rural, S.P. 7023,
Dessaignes, Bédouin-Venel,
Tél. 021/44-48-90
ou 44-48-91).

Envoyer urgence lettre candi-
dature avec : C.V., diplôme,
photo, exemple d'étude ou de
publication récente (Sous
inter-État d'ingénierie de
l'équipement rural, S.P. 7023,
Dessaignes, Bédouin-Venel,
Tél. 021/44-48-90
ou 44-48-91).

Envoyer urgence lettre candi-
dature avec : C.V., diplôme,
photo, exemple d'étude ou de
publication récente (Sous
inter-État d'ingénierie de
l'équipement rural, S.P. 7023,
Dessaignes, Bédouin-Venel,
Tél. 021/44-48-90
ou 44-48-91).

Envoyer urgence lettre candi-
dature avec : C.V., diplôme,
photo, exemple d'étude ou de
publication récente (Sous
inter-État d'ingénierie de
l'équipement rural, S.P. 7023,
Dessaignes, Bédouin-Venel,
Tél. 021/44-48-90
ou 44-48-91).

Envoyer urgence lettre candi-
dature avec : C.V., diplôme,
photo, exemple d'étude ou de
publication récente (Sous
inter-État d'ingénierie de
l'équipement rural, S.P. 7023,
Dessaignes, Bédouin-Venel,
Tél. 021/44-48-90
ou 44-48-91).

Envoyer urgence lettre candi-
dature avec : C.V., diplôme,
photo, exemple d'étude ou de
publication récente (Sous
inter-État d'ingénierie de
l'équipement rural, S.P. 7023,
Dessaignes, Bédouin-Venel,
Tél. 021/44-48-90
ou 44-48-91).

Envoyer urgence lettre candi-
dature avec : C.V., diplôme,
photo, exemple d'étude ou de
publication récente (Sous
inter-État d'ingénierie de
l'équipement rural, S.P. 7023,
Dessaignes, Bédouin-Venel,
Tél. 021/44-48-90
ou 44-48-91).

Envoyer urgence lettre candi-
dature avec : C.V., diplôme,
photo, exemple d'étude ou de
publication récente (Sous
inter-État d'ingénierie de
l'équipement rural, S.P. 7023,
Dessaignes, Bédouin-Venel,
Tél. 021/44-48-90
ou 44-48-91).

Envoyer urgence lettre candi-
dature avec : C.V., diplôme,
photo, exemple d'étude ou de
publication récente (Sous
inter-État d'ingénierie de
l'équipement rural, S.P. 7023,
Dessaignes, Bédouin-Venel,
Tél. 021/44-48-90
ou 44-48-91).

Envoyer urgence lettre candi-
dature avec : C.V., diplôme,
photo, exemple d'étude ou de
publication récente (Sous
inter-État d'ingénierie de
l'équipement rural, S.P. 7023,
Dessaignes, Bédouin-Venel,
Tél. 021/44-48-90
ou 44-48-91).

Envoyer urgence lettre candi-
dature avec : C.V., diplôme,
photo, exemple d'étude ou de
publication récente (Sous
inter-État d'ingénierie de
l'équipement rural, S.P. 7023,
Dessaignes, Bédouin-Venel,
Tél. 021/44-48-90
ou 44-48-91).

Envoyer urgence lettre candi-
dature avec : C.V., diplôme,
photo, exemple d'étude ou de
publication récente (Sous
inter-État d'ingénierie de
l'équipement rural, S.P. 7023,
Dessaignes, Bédouin-Venel,
Tél. 021/44-48-90
ou 44-48-91).

Envoyer urgence lettre candi-
dature avec : C.V., diplôme,
photo, exemple d'étude ou de
publication récente (Sous
inter-État d'ingénierie de
l'équipement rural, S.P. 7023,
Dessaignes, Bédouin-Venel,
Tél. 021/44-48-90
ou 44-48-91).

Envoyer urgence lettre candi-
dature avec : C.V., diplôme,
photo, exemple d'étude ou de
publication récente (Sous
inter-État d'ingénierie de
l'équipement rural, S.P. 7023,
Dessaignes, Bédouin-Venel,
Tél. 021/44-48-90
ou 44-48-91).

Envoyer urgence lettre candi-
dature avec : C.V., diplôme,
photo, exemple d'étude ou de
publication récente (Sous
inter-État d'ingénierie de
l'équipement rural, S.P. 7023,
Dessaignes, Bédouin-Venel,
Tél. 021/44-48-90
ou 44-48-91).

Envoyer urgence lettre candi-
dature avec : C.V., diplôme,
photo, exemple d'étude ou de
publication récente (Sous
inter-État d'ingénierie de
l'équipement rural, S.P. 7023,
Dessaignes, Bédouin-Venel,
Tél. 021/44-48-90
ou 44-48-91).

Envoyer urgence lettre candi-
dature avec : C.V., diplôme,
photo, exemple d'étude ou de
publication récente (Sous
inter-État d'ingénierie de
l'équipement rural, S.P. 7023,
Dessaignes, Bédouin-Venel,
Tél. 021/44-48-90
ou 44-48-91).

Envoyer urgence lettre candi-
dature avec : C.V., diplôme,
photo, exemple d'étude ou de
publication récente (Sous
inter-État d'ingénierie de
l'équipement rural, S.P. 7023,
Dessaignes, Bédouin-Venel,
Tél. 021/44-48-90
ou 44-48-91).

Envoyer urgence lettre candi-
dature avec : C.V., diplôme,
photo, exemple d'étude ou de
publication récente (Sous
inter-État d'ingénierie de
l'équipement rural, S.P. 7023,
Dessaignes, Bédouin-Venel,
Tél. 021/44-48-90
ou 44-48-91).

Envoyer urgence lettre candi-
dature avec : C.V., diplôme,
photo, exemple d'étude ou de
publication récente (Sous
inter-État d'ingénierie de
l'équipement rural, S.P. 7023,
Dessaignes, Bédouin-Venel,
Tél. 021/44-48-90
ou 44-48-91).

Envoyer urgence lettre candi-
dature avec : C.V., diplôme,
photo, exemple d'étude ou de
publication récente (Sous
inter-État d'ingénierie de
l'équipement rural, S.P. 7023,
Dessaignes, Bédouin-Venel,
Tél. 021/44-48-90
ou 44-48-91).

Envoyer urgence lettre candi-
dature avec : C.V., diplôme,
photo, exemple d'étude ou de
publication récente (Sous
inter-État d'ingénierie de
l'équipement rural, S.P. 7023,
Dessaignes, Bédouin-Venel,
Tél. 021/44-48-90
ou 44-48-91).

Envoyer urgence lettre candi-
dature avec : C.V., diplôme,
photo, exemple d'étude ou de
publication récente (Sous
inter-État d'ingénierie de
l'équipement rural, S.P. 7023,
Dessaignes, Bédouin-Venel,
Tél. 021/44-48-90
ou 44-48-91).

Envoyer urgence lettre candi-
dature avec : C.V., diplôme,
photo, exemple d'étude ou de
publication récente (Sous
inter-État d'ingénierie de
l'équipement rural, S.P. 7023,
Dessaignes, Bédouin-Venel,
Tél. 021/44-48-90
ou 44-48-91).

Envoyer urgence lettre candi-
dature avec : C.V., diplôme,
photo, exemple d'étude ou de
publication récente (Sous
inter-État d'ingénierie de
l'équipement rural, S.P. 7023,
Dessaignes, Bédouin-Venel,
Tél. 021/44-48-90
ou 44-48-91).

Le Monde CADRES

La Commission Franco-Américaine d'Echanges
Universitaires et Culturels (Commission Fulbright),
recherche son

DIRECTEUR

Diplômé de l'enseignement supérieur français ou
américain, et bilingue français - anglais, il a
l'expérience de la gestion et possède une
connaissance approfondie des systèmes d'éducation
des deux pays.

Il aura pour mission de gérer la Commission dans son
ensemble, tout en développant le rôle de cet
organisme dans la vie culturelle française.

L'expérience de la recherche de financements privés
serait un atout supplémentaire.

Le poste basé à Paris, est à pourvoir à compter du 1^{er}
septembre 1988. Le candidat retenu devra être disponible
au plus tard le 1^{er} septembre 88. Les entretiens auront
lieu à Paris en mai et juin. Le salaire sera fonction de
l'expérience et des qualifications.

Merci d'envoyer votre C.V., sous réf. 712/M FACEE
Search Committee à CURRICULUM, 6, passage
Lathuille, 75018 Paris, qui transmettra.

Merci d'envoyer votre C.V., sous réf. 712/M FACEE
Search Committee à CURRICULUM, 6, passage
Lathuille, 75018 Paris, qui transmettra.

Merci d'envoyer votre C.V., sous réf. 712/M FACEE
Search Committee à CURRICULUM, 6, passage
Lathuille, 75018 Paris, qui transmettra.

Merci d'envoyer votre C.V., sous réf. 712/M FACEE
Search Committee à CURRICULUM, 6, passage
Lathuille, 75018 Paris, qui transmettra.

Merci d'envoyer votre C.V., sous réf. 712/M FACEE
Search Committee à CURRICULUM, 6, passage
Lathuille, 75018 Paris, qui transmettra.

Merci d'envoyer votre C.V., sous réf. 712/M FACEE
Search Committee à CURRICULUM, 6, passage
Lathuille, 75018 Paris, qui transmettra.

Merci d'envoyer votre C.V., sous réf. 712/M FACEE
Search Committee à CURRICULUM, 6, passage
Lathuille, 75018 Paris, qui transmettra.

Merci d'envoyer votre C.V., sous réf. 712/M FACEE
Search Committee à CURRICULUM, 6, passage
Lathuille, 75018 Paris, qui transmettra.

Merci d'envoyer votre C.V., sous réf. 712/M FACEE
Search Committee à CURRICULUM, 6, passage
Lathuille, 75018 Paris, qui transmettra.

Merci d'envoyer votre C.V., sous réf. 712/M FACEE
Search Committee à CURRICULUM, 6, passage
Lathuille, 75018 Paris, qui transmettra.

Merci d'envoyer votre C.V., sous réf. 712/M FACEE
Search Committee à CURRICULUM, 6, passage
Lathuille, 75018 Paris, qui transmettra.

Merci d'envoyer votre C.V., sous réf. 712/M FACEE
Search Committee à CURRICULUM, 6, passage
Lathuille, 75018 Paris, qui transmettra.

Merci d'envoyer votre C.V., sous réf. 712/M FACEE
Search Committee à CURRICULUM, 6, passage
Lathuille, 75018 Paris, qui transmettra.

Merci d'envoyer votre C.V., sous réf. 712/M FACEE
Search Committee à CURRICULUM, 6, passage
Lathuille, 75018 Paris, qui transmettra.

Merci d'envoyer votre C.V., sous réf. 712/M FACEE
Search Committee à CURRICULUM, 6, passage
Lathuille, 75018 Paris, qui transmettra.

Merci d'envoyer votre C.V., sous réf. 712/M FACEE
Search Committee à CURRICULUM, 6, passage
Lathuille, 75018 Paris, qui transmettra.

Merci d'envoyer votre C.V., sous réf. 712/M FACEE
Search Committee à CURRICULUM, 6, passage
Lathuille, 75018 Paris, qui transmettra.

Merci d'envoyer votre C.V., sous réf. 712/M FACEE
Search Committee à CURRICULUM, 6, passage
Lathuille, 75018 Paris, qui transmettra.

Merci d'envoyer votre C.V., sous réf. 712/M FACEE
Search Committee à CURRICULUM, 6, passage
Lathuille, 75018 Paris, qui transmettra.

Merci d'envoyer votre C.V., sous réf. 712/M FACEE
Search Committee à CURRICULUM, 6, passage
Lathuille, 75018 Paris, qui transmettra.

Merci d'envoyer votre C.V., sous réf. 712/M FACEE
Search Committee à CURRICULUM, 6, passage
Lathuille, 75018 Paris, qui transmettra.

Merci d'envoyer votre C.V., sous réf. 712/M FACEE
Search Committee à CURRICULUM, 6, passage
Lathuille, 75018 Paris, qui transmettra.

Merci d'envoyer votre C.V., sous réf. 712/M FACEE
Search Committee à CURRICULUM, 6, passage
Lathuille, 75018 Paris, qui transmettra.

Merci d'envoyer votre C.V., sous réf. 712/M FACEE
Search Committee à CURRICULUM, 6, passage
Lathuille, 75018 Paris, qui transmettra.

Merci d'envoyer votre C.V., sous réf. 712/M FACEE
Search Committee à CURRICULUM, 6, passage
Lathuille, 75018 Paris, qui transmettra.

Merci d'envoyer votre C.V., sous réf. 712/M FACEE
Search Committee à CURRICULUM, 6, passage
Lathuille, 75018 Paris, qui transmettra.

Merci d'envoyer votre C.V., sous réf. 712/M FACEE
Search Committee à CURRICULUM, 6, passage
Lathuille, 75018 Paris, qui transmettra.

Merci d'envoyer votre C.V., sous réf. 712/M FACEE
Search Committee à CURRICULUM, 6, passage
Lathuille, 75018 Paris, qui transmettra.

Merci d'envoyer votre C.V., sous réf. 712/M FACEE
Search Committee à CURRICULUM, 6, passage
Lathuille, 75018 Paris, qui transmettra.

Merci d'envoyer votre C.V., sous réf. 712/M FACEE
Search Committee à CURRICULUM, 6, passage
Lathuille, 75018 Paris, qui transmettra.

Merci d'envoyer votre C.V., sous réf. 712/M FACEE
Search Committee à CURRICULUM, 6, passage
Lathuille, 75018 Paris, qui transmettra.

Merci d'envoyer votre C.V., sous réf. 712/M FACEE
Search Committee à CURRICULUM, 6, passage
Lathuille, 75018 Paris, qui transmettra.

DEMANDES D'EMPLOI

J.H. 28 ans Bac D + inst.
sup. de gestion du person-
nel, anglais courant, 4 ans
exp. comme ASSISTANT
DE CHIEF DE PERSONNEL
dans organisme para-
militaire. Maîtrisant tous les
aspects de la fonction, cher-
che de faire carrière dans la
fonction publique, cherche
situation dans entreprise
Paris, région parisienne ou
provinciale (région indéfini-
tante), pourvoir être per-
sonnel d'encadrement. Etre
n° 1 084 à PARRANCE,
rue Robert-Edouard,
75008 Paris qui transmettra.

H. 30 ans, solide expérience
VIDEO (réalisation, prise de
vue, post-production),
possédant matériel,
étude toutes propositions
48-54-25-08 (répondant).

J.F. 35 ans, docteur langue
française, Sorbonne, ensei-
nant et auteur dramatique.
15 ans d'expérience enseigne-
ment "secondaire", supérieur
et form. cont. + journa-
lisme, publicité, édit. Etre
n° 1 084 à PARRANCE,
rue Robert-Edouard,
75008 Paris qui transmettra.

Portugais 30 ans
références recherche
EMPLOI CHAUFFEUR
IMMÉDIAT
Tél. : (1) 42-81-61-37.

H. 23 ans, BP Paris éco.-li-
cences, docteur en Ph.D.,
ou titre équivalent, lettres de
candidature, avec c.v. et liste de
publications, dossier à ren-
voyer avant le 15 mai 1988, au
doyen de la Faculté des let-
tres, B.P. 2, CH. 1015 Lau-
sanne. Des renseignements
supplémentaires peuvent être obtenus
auprès du président de la
section d'anglais, même
adresse tél. 021/44-48-90
ou 44-48-91.

Portugais 30 ans
références recherche
EMPLOI CHAUFFEUR
IMMÉDIAT
Tél. : (1) 42-81-61-37.

H. 23 ans, BP Paris éco.-li-
cences, docteur en Ph.D.,
ou titre équivalent, lettres de
candidature, avec c.v. et liste de
publications, dossier à ren-
voyer avant le 15 mai 1988, au
doyen de la Faculté des let-
tres, B.P. 2, CH. 1015 Lau-
sanne. Des renseignements
supplémentaires peuvent être obtenus
auprès du président de la
section d'anglais, même
adresse tél. 021/44-48-90
ou 44-48-91.

Portugais 30 ans
références recherche
EMPLOI CHAUFFEUR
IMMÉDIAT
Tél. : (1) 42-81-61-37.

H. 23 ans, BP Paris éco.-li-
cences, docteur en Ph.D.,
ou titre équivalent, lettres de
candidature, avec c.v. et liste de
publications, dossier à ren-
voyer avant le 15 mai 1988, au
doyen de la Faculté des let-
tres, B.P. 2, CH. 1015 Lau-
sanne. Des renseignements
supplémentaires peuvent être obtenus
auprès du président de la
section d'anglais, même
adresse tél. 021/44-48-90
ou 44-48-91.

Portugais 30 ans
références recherche
EMPLOI CHAUFFEUR
IMMÉDIAT
Tél. : (1) 42-81-61-37.

H. 23 ans, BP Paris éco.-li-
cences, docteur en Ph.D.,
ou titre équivalent, lettres de
candidature, avec c.v. et liste de
publications, dossier à ren-
voyer avant le 15 mai 1988, au
doyen de la Faculté des let-
tres, B.P. 2, CH. 1015 Lau-
sanne. Des renseignements
supplémentaires peuvent être obtenus
auprès du président de la
section d'anglais, même
adresse tél. 021/44-48-90
ou 44-48-91.

Portugais 30 ans
références recherche
EMPLOI CHAUFFEUR
IMMÉDIAT
Tél. : (1) 42-81-61-37.

H. 23 ans, BP Paris éco.-li-
cences, docteur en Ph.D.,
ou titre équivalent, lettres de
candidature, avec c.v. et liste de
publications, dossier à ren-
voyer avant le 15 mai 1988, au
doyen de la Faculté des let-
tres, B.P. 2, CH. 1015 Lau-
sanne. Des renseignements
supplémentaires peuvent être obtenus
auprès du président de la
section d'anglais, même
adresse tél. 021/44-48-90
ou 44-48-91.

Portugais 30 ans
références recherche
EMPLOI CHAUFFEUR
IMMÉDIAT
Tél. : (1) 42-81-61-37.

H. 23 ans, BP Paris éco.-li-
cences, docteur en Ph.D.,
ou titre équivalent, lettres de
candidature, avec c.v. et liste de
publications, dossier à ren-
voyer avant le 15 mai 1988, au
doyen de la Faculté des let-
tres, B.P. 2, CH. 1015 Lau-
sanne. Des renseignements
supplémentaires peuvent être obtenus
auprès du président de la
section d'anglais, même
adresse tél. 021/44-48-90
ou 44-48-91.

Portugais 30 ans
références recherche
EMPLOI CHAUFFEUR
IMMÉDIAT
Tél. : (1) 42-81-61-37.

H. 23 ans, BP Paris éco.-li-
cences, docteur en Ph.D.,
ou titre équivalent, lettres de
candidature, avec c.v. et liste de
publications, dossier à ren-
voyer avant le 15 mai 1988, au
doyen de la Faculté des let-
tres, B.P. 2, CH. 1015 Lau-
sanne. Des renseignements
supplémentaires peuvent être obtenus
auprès du président de la
section d'anglais, même
adresse tél. 021/44-48-90
ou

هكذا من الاجل

ACTIONNAIRES DE TÉLÉMÉCANIQUE



PARLONS CLAIR

Depuis le 21 mars, FRAMATOME offre d'acheter 100 % des actions TELEMECANIQUE au prix de 4.500 F par action (soit un investissement de plus de 6 milliards de francs). C'est 100 % clair.

SCHNEIDER écrit à propos de son offre* portant sur 43,7 % du capital (soit un investissement de 3,9 milliards de francs) :

"L'offre de Schneider est la meilleure pour les actionnaires et les salariés de Télémécanique. Elle l'est aussi pour l'industrie française". (Publicité Schneider parue dans le Monde du 1^{er} avril 1988).

- La meilleure pour les actionnaires de Télémécanique ? Alors, pourquoi Schneider a-t-il déposé le 23 mars une nouvelle surenchère ?
- La meilleure pour les salariés de Télémécanique ? Ceux-ci rejettent pourtant catégoriquement l'OPA de Schneider.
- La meilleure pour l'industrie française ? Au-delà des déclarations de circonstance, les chiffres parlent d'eux-mêmes :

	SCHNEIDER SA		TELEMECANIQUE		FRAMATOME	
	1980	1986	1980	1986	1980	1986
Chiffre d'affaires consolidé (en milliards de F)	31,6	25,8	2,9	6,3	4,5	13,7
Effectif	117.000	59.600	11.109	13.700	4.470	8.750

* Visa COB n° 88-51 - du 12.02.88

RESTONS CLAIR

F FRAMATOME

LE FUTUR EN TÊTE.

SOMMAIRE

■ La commission de Bruxelles conteste la validité de certains articles de la loi de privatisation votée par le Parlement français en août 1986. Dans une lettre adressée le 25 mars au ministre des finances, le vice-président de la commission accorde vingt et un jours au gou-

vernement français pour lui donner sa réponse (lire page 29). ■ Les résultats du commerce extérieur de la France pour 1987 sont décevants. Ils font notamment apparaître, pour la première fois depuis 1969, un déficit du solde industriel (lire page 29). ■ Un rapport de la

Cour des comptes met sévèrement en cause la gestion de l'ASSEDIC de Paris (lire ci-dessous). ■ Selon le ministre français des transports, un accord de principe a été conclu entre Airbus et le canadien Bombardier qui contrôle Canadair (lire ci-dessous).

Un rapport de la Cour des comptes

L'ASSEDIC de Paris taxée d'incompétence et de laxisme

Quelle dégelée, mes aïeux ! Erreurs de traitement et de gestion, « incompétence », « manque de fermeté des dirigeants », « faiblesse de l'encadrement », absence de contrôle, quasi gabegie... c'est une véritable volée de bois vert que M. André Chadenor, premier président de la Cour des comptes inflige à l'ASSEDIC (Association pour l'emploi dans l'industrie et le commerce) de Paris, dans un rapport adressé au début de février au ministre des affaires sociales, à la suite du contrôle effectué dernièrement (de la propre initiative de la Cour).

On savait que l'établissement, le plus important de France par le nombre d'allocataires (170 000 demandes par an) et les sommes versées (7,2 milliards de francs), qui coiffe l'ensemble de l'assurance-chômage, A la fin des années 80, avait subi une véritable dépression, au point de voir sa situation financière se dégrader. Mais le rapport de la Cour, d'une extrême sévérité, n'épargne aucun aspect de la gestion, ni personnel, ni la direction, ni le personnel, ni les partenaires sociaux présents au conseil d'administration de cet organisme paritaire...

Première critique : la mauvaise gestion des dossiers de l'ASSEDIC est chargée, à savoir l'indemnisation des chômeurs. « Dans nombre de cas, selon le rapport, les demandes d'indemnisation sont traitées avec une lenteur excessive » : douze mille à treize mille dossiers restent en instance chaque mois et si le délai moyen de traitement est de seize jours, il atteint parfois plusieurs mois « sans motif valable ». Plus grave : sur l'échantillon de huit cents dossiers qu'ils ont examinés, les magistrats de la Cour des comptes ont relevé 10 % d'erreurs - le taux étant supérieur dans certains cas, par exemple pour les contrats de solidarité, - et ce chiffre leur paraît un minimum au vu des sondages effectués par le service de contrôle interne de l'ASSEDIC.

Compte tenu des sommes massives par l'organisme, ils évaluent à « au moins une dizaine de millions de francs par an », les dépenses indues entraînées par les erreurs de liquidation. Mais « il arrive souvent aussi de pénaliser des allocataires », et le contrôle de la Cour a fait verser des compléments d'indemnisation à certains chômeurs : l'un d'eux, notamment, avait été lésé de 34 871 F ; l'ASSEDIC devait aussi 10 182 F à un réfugié dont l'allocation d'insertion avait été « abusivement » interrompue, et, selon le rapport, « il ne s'agit pas d'exemples isolés ».

Même négligence dans l'usage des fonds sociaux : dans « de nombreux cas », des aides d'urgence ont été versées... plusieurs mois après le dépôt de la demande.

Méthodes inadéquates

Ces erreurs s'expliquent, selon le rapport, par « le défaut de procédures rigoureuses de liquidation et de contrôle », lacune que l'avant-dernier directeur n'a pu réussir à faire corriger par le conseil d'administration, avant son départ en juin 1987. Les dossiers sont souvent « mal tenus », et les magistrats de la Cour eux-mêmes ont mis parfois plusieurs heures, voire « plusieurs jours » à s'y retrouver.

On y découvre assez souvent « des pièces concernant d'autres allocataires ou des documents que l'ASSEDIC aurait dû retourner aux intéressés » : certificats de travail, bulletins de salaire, etc. ; « dans la majorité des cas, la décision prise n'est pas justifiée par un décompte » prouvant que « les droits ont été convenablement exa-

minés ». Certaines pièces obligatoires n'y figurent que « exceptionnellement ». Et en matière d'allocation de solidarité, le traitement est « encore moins approfondi ».

Bref, « la notion de contrôle est étrangère à l'ASSEDIC de Paris » : celle-ci, par exemple, ne vérifie guère l'existence des entreprises mentionnées par les demandeurs, ni leurs salaires, leurs durées d'affiliation et d'activité salariée. En 1984, elle a créé un service de contrôle général qui a inspecté la moitié des entreprises locales, mais on n'a pratiquement jamais vérifié si ses recommandations avaient été suivies. A l'antenne Bercy, pourtant contrôlée auparavant, les magistrats ont découvert environ 10 % d'anomalies dans les liquidations.

Résultat : l'ASSEDIC a quelque peine à détecter et à résorber les versements indus : en 1986, on avait détecté déjà pour 124 millions de francs, soit 1,7 % des allocations versées, mais le chiffre « est en forte augmentation depuis deux ans ». Les méthodes de travail sont « à ce point inadéquates » que l'on n'arrive plus à corriger les conséquences des erreurs : ainsi pourrait-on avoir versé indûment quelque 30 millions de francs par suite d'une simple erreur de taux dans le calcul des garanties de ressources, et « les dirigeants de l'ASSEDIC ont remis leur dette aux 9 416 allocataires concernés sans même chiffrer la préjudice ».

Cartes, l'organisme a fait un effort important pour rechercher les causes des fraudes dont il est victime et qui ont représenté 11,9 millions de francs en 1986. Celles-ci sont restées en instance chaque mois et si le délai moyen de traitement est de seize jours, il atteint parfois plusieurs mois « sans motif valable ». Plus grave : sur l'échantillon de huit cents dossiers qu'ils ont examinés, les magistrats de la Cour des comptes ont relevé 10 % d'erreurs - le taux étant supérieur dans certains cas, par exemple pour les contrats de solidarité, - et ce chiffre leur paraît un minimum au vu des sondages effectués par le service de contrôle interne de l'ASSEDIC.

Informations coûteuses

Ces insuffisances sont-elles dues à un manque de moyens ? Hélas ! non, et le rapport n'est pas moins sévère sur la gestion du personnel. L'ASSEDIC « n'a pas maîtrisé ses effectifs », qui ont augmenté de près de 44 % (malgré une déflation tardive) de 1978 à 1987, sans que cela soit justifié par la croissance de l'activité, et elle est encore « l'organisme de ce type dont la productivité par agent est la plus faible ». Simplement revenir à la moyenne risque d'être d'« un coût excessif », en raison des « avantages hors du commun » accordés aux partants à la suite de la grève de 1986 : 4,6 millions de francs pour soixante-six personnes.

En fait, malgré les recommandations « expresses » de l'UNEDIC, l'organisme continuait, en 1987, d'utiliser 28 % de ses agents à des tâches « non directement productives », c'est-à-dire ni pour la liquidation des dossiers ni pour les conseils aux allocataires - mission qui n'est pas non plus « remplie convenablement ». L'absentéisme y est élevé (28 % en 1986), notamment par suite d'une utilisation « anormale » des mandats syndicaux.

Réalisée « de façon désordonnée et coûteuse », l'informatisation n'a fait qu'accroître les dépenses de gestion. Ainsi les frais engagés pour la location d'ordinateurs de bureau Wang se sont élevés à 6,7 millions de francs de 1984 à 1986 : dépense injustifiée, car, « hormis quelques applications pour les services du contentieux et du personnel, ces appareils ne servent qu'à faire du traitement de texte ».

Même laxisme dans l'ensemble des achats, auxquels l'ASSEDIC consacre chaque année quelque 5 millions de francs, dont 1 million pour l'équipement de bureau. Or les renouvellements, selon les magistrats, « ne reposent pas sur un examen attentif des besoins » : aucun inventaire régulier des matériels n'est fait ; les procédures d'achat sont « mal définies » et la personne responsable des commandes « n'a pu justifier sur de nombreux points le bien-fondé de ses options ».

On a par exemple acheté pour 307 391 F des classeurs d'un tiers plus chers que les matériels concurrents et tombés en panne deux ans plus tard. Pour l'équipement de l'antenne Ermitage, « l'étude de prix a été rédigée deux ans après la réalisation du programme, pour satisfaire une demande de la Cour » ; les fournisseurs n'avaient pas reçu les mêmes demandes ! De façon générale, « les pièces justifi-

catives font souvent apparaître en matière de remises des pratiques difficilement compréhensibles, voire inexplicables ».

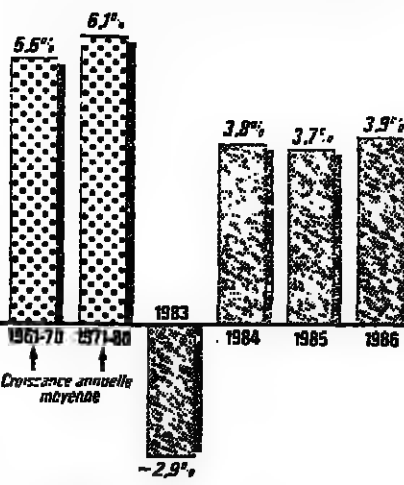
A ces « défaillances graves », le rapport donne quatre raisons principales : « La carence des organismes délibérants, pourtant à même de réagir, puisqu'ils disposent depuis plusieurs années de toutes les informations désirables ; les changements incessants de direction [...] ; les habitudes prises qui témoignent plutôt du souci de gérer les rivalités internes de pouvoirs que de la préoccupation de remplir la mission de service public ; la médiocrité des personnels dont le manque de rigueur et de qualification a dû être relevé ».

Cette situation, conclut M. Chadenor, appelle « des mesures d'exception » : à vrai dire, à la lecture du rapport on s'en serait douté !

GUY HERZLICH.

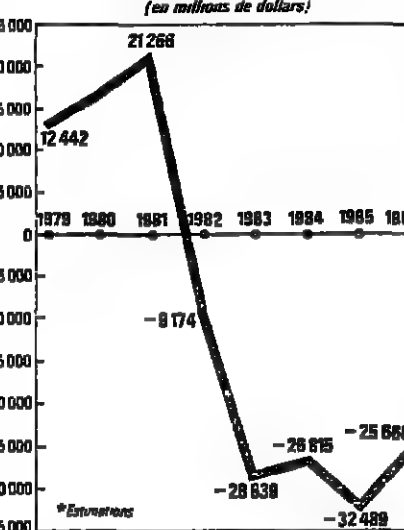
La croissance latino-américaine reste hypothéquée par la dette

TAUX DE CROISSANCE RÉELLE



Source : Banque Interaméricaine de développement

TRANSFERT NET DES RESSOURCES



Le souvenir de 1983, « année noire » pour l'économie latino-américaine avec une chute de 2,9 % du PIB, ne s'estompe que lentement. La croissance de la région, après avoir rebondi pour atteindre, en moyenne, 3,8 % entre 1984 et 1986, s'est de nouveau tassée en 1987, pour ne représenter que 3 %, selon le dernier rapport annuel de la Banque Interaméricaine de développement. Un revers pour des pays dont la population augmente, bon an mal an, de 2,4 %. Tous jours confrontés à un endettement paralysant (près de 400 milliards de dollars à la fin de 1986), ces pays ont vu leurs espoirs déçus. Le désinvestissement des flux d'investissement s'est interrompu en 1987. La reprise des flux de capitaux tant privés que publics vers l'Amérique latine (14,4 milliards de dollars, selon la commission économique des Nations unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes) n'a que partiellement compensé ce phénomène.

En 1986, la région avait payé 25,6 milliards de dollars de plus qu'elle n'avait reçu. Ces transferts nets, bien qu'un peu moins importants, sont restés lourds en 1987, pour la cinquième année consécutive. Ces tendances globales recourent des réalités très diverses selon les pays. Le Brésil et le Mexique, par exemple, comptent parmi les cinq pays en développement ayant enregistré les croisances annuelles les plus importantes de leurs exportations de produits manufacturés.

AFFAIRES

Soucieux de la protection des actionnaires minoritaires

Le Crédit agricole conteste les conditions de cession de Buitoni SA à Nestlé

Dans un communiqué publié le mardi 5 avril, le Crédit agricole conteste les conditions de cession de Buitoni SA au groupe suisse Nestlé par la CIR, holding industrielle de M. De Benedetti, co-société de M. De Benedetti. La CIR, officiellement annoncée le 18 mars, rappelle qu'il s'agit d'une banque d'affaires Union d'études et d'investissements (UEI), 10 % de Buitoni SA, l'organe central de la « banque verte ».

« Une interrogation sérieuse sur le mandat dans son rôle de conseil », dans le schéma proposé, les intérêts des actionnaires minoritaires de Buitoni SA. Une question cruciale dans la mesure où 43 % du capital sont détenus par le public, en sus de la participation du Crédit agricole.

« Le schéma envisagé pour la cession des actifs de Buitoni SA, totalement conforme aux règles de droit existantes », a appelé, de la part de l'UEI, des questions auxquelles Buitoni entendait répondre de manière précise dans un délai utile et déjà établi, indiquant, le 5 avril, la direction de la firme italienne, une fois connue la contestation du Crédit agricole, qu'elle a jugé contraire « aux usages normaux du monde des affaires ».

Le Crédit agricole met d'abord en cause la valorisation retenue pour Buitoni SA au sein de l'ensemble des activités du groupe Buitoni. La cession de la CIR à Nestlé porte à la fois sur le pôle italien (Peruggina Buitoni et Buitoni SpA) et sur le pôle français représenté par Buitoni SA. La CIR demande pour cette dernière 2,7 milliards de francs, pour une transaction portant au total sur 7,67 milliards de francs. Curieux calcul, estime-t-on au Crédit agricole, puisque Buitoni SA dégage à elle seule 68 à 70 % des bénéfices du groupe, le pôle italien paraissant ainsi surévalué, d'autant que Nestlé s'est engagé à lui verser 920 millions de francs supplémentaires pour couvrir des dettes contractées par les entités transalpines.

L'autre point de contestation soulevé par le Crédit agricole porte sur les modalités de la cession proprement dite. Celle-ci « entraînerait nécessairement un coût fiscal inutile pour Buitoni SA et, partant, pour ses actionnaires », précise le communiqué du 5 avril. La CIR a, en effet, décidé de céder à Nestlé les actifs de Buitoni, mais pas ses actions. En offrant certains actifs à un prix supérieur à leur valeur comptable, elle les expose à une taxation sur les plus-values qui n'aurait pas été applicable en cas d'une simple cession d'actions. Enfin, M. De Benedetti n'a proposé aux minoritaires

aucune porte de sortie, alors que l'opération envisagée aboutirait à « un changement total d'objet social et d'activité de Buitoni SA », comme le précise encore le Crédit agricole.

C'est l'absence de garantie pour ces petits actionnaires qui, le 18 mars, avait conduit la Chambre syndicale des agents de change (aujourd'hui rebaptisée Société des bourses françaises) à suspendre la cotation de la société alimentaire. Depuis lors, le titre n'est plus traité. « M. De Benedetti a dit qu'il ferait une offre de sortie aux minoritaires. Nous aurons des précisions en milieu de semaine », entendait-on mardi à l'ancienne Chambre syndicale. Dès l'annonce de la cession, la CIR avait, à l'évidence, dû prévoir un maintien de cours de l'action Buitoni SA, destiné à permettre aux petits porteurs qui le souhaitent de vendre leurs parts.

Deux conditions

Les actionnaires minoritaires de Buitoni SA, hier impliqués dans l'agro-alimentaire, seront au mieux détenteurs de liquidités, au pis propriétaires d'actions d'autres sociétés du groupe industriel de M. De Benedetti. « Les actionnaires minoritaires se

trouveraient ainsi dans une société n'ayant plus aucun point commun avec celle dans laquelle ils avaient investi initialement », constate le Crédit agricole. Pour tenter de faire la lumière sur ce dossier manifestement épineux, la « banque verte » a demandé le 5 avril au président du tribunal de commerce de Créteil de désigner un « expert de minorité ».

La cession définitive de Buitoni à Nestlé reste en outre suspendue à deux conditions, outre l'aval nécessaire du Conseil de la concurrence. Le Comité français des investissements étrangers devra d'abord donner son accord pour cette transaction, qui met en jeu une société extérieure au Marché commun (Nestlé est suisse). Seule une assemblée générale extraordinaire de Buitoni SA pourra de surcroît décider de la vente des actifs et du changement d'objet social de la firme. Si la décision doit être prise à une majorité qualifiée de 66 %, la CIR a toutes les chances de réunir les votes nécessaires. Outre les 47 % d'actions qu'elle détient dans Buitoni SA, elle possède des titres à vote double qui portent son poids à 60 %. De son côté, le groupe Saint Louis maintient son offre d'achat de Buitoni SA pour un montant de 3 milliards de francs.

ERIC FOTTORINO.

Une première extension outre-Atlantique

Le canadien Bombardier va coopérer avec Airbus

Le consortium européen Airbus Industrie a conclu « un accord de principe » sur une coopération industrielle avec le groupe canadien Bombardier qui contrôle Canadair, a indiqué, le mardi 5 avril, à Paris, M. Jacques Douffiaques, ministre délégué aux transports. « Les grandes lignes sont arrêtées, mais il reste à en définir les modalités pratiques », a ajouté le ministre sans plus de précision, mais on sait que les négociations menées concernent la participation de la firme canadienne aux futurs avions A-330 et A-340.

Sans désigner particulièrement Bombardier, M. Douffiaques a précisé qu'il n'était pas possible pour un industriel de devenir partenaire d'Airbus Industrie sans reprendre une partie du passif de cette société. Airbus Industrie, groupement d'intérêt économique (GIE) de droit français, voit aujourd'hui sa structure remise en cause, notamment, par les Britanniques (le Monde du 1^{er} avril). Les ministres européens des transports doivent se réunir à ce sujet le 12 avril.

L'association de Bombardier à Airbus était attendue. Le constructeur, qui réunit dans son GIE le français Aérospatiale, l'allemand MBB, le britannique British Aerospace et l'espagnol Casa, développe

aujourd'hui une stratégie de coopération mondiale. En Europe, le néerlandais Fokker et le belge Belairbus ont déjà été associés, mais Airbus négocie des partenariats avec le suédois Saab, l'australien De Havilland, des sud-coréens et surtout des américains. L'idée est double : trouver d'abord des sous-traitances qui permettent un accroissement des capacités de production rendu nécessaire par le succès commercial (les cadences devront passer de 29 unités cédées à 88 en 1991) ; ensuite conforter sa clientèle par pays en y délocalisant une partie du travail. Boeing fait d'ailleurs de même, notamment avec les Japonais. Même si M. Douffiaques a annoncé que l'accord avec Bombardier n'était pas lié aux ventes, on sait que le Canada devrait annoncer prochainement l'achat de 54 A-330 pour 10 milliards de francs.

Qu'Airbus s'étende grâce aux Canadiens outre-Atlantique est un succès, mais la véritable bataille se joue directement aux Etats-Unis. Airbus négocie avec McDonnell Douglas la construction d'une version longue de l'A-320 et d'un gros porteur. Une alliance essentielle qui pourrait atténuer les critiques américaines contre Airbus accusé de concurrence déloyale et qui serait un point crucial gagné contre Boeing.

Durcissement du conflit

Air Inter en grève totale du 11 au 13 avril

Le conflit se durcit à Air Inter : les syndicats de navigants techniques (pilotes et mécaniciens navigants du SNPL, du SPAC et du SNOAC) annoncent trois jours de grève totale, du lundi 11 avril à 0 heure au mercredi 13 à minuit, toujours pour obtenir du PDG d'Air Inter, M. Pierre Eelsen, le pilotage à trois de l'A330-300. Dans un communiqué, les trois syndicats précisent : « Dans l'espoir de nous laisser, M. Eelsen entretient le conflit en réduisant à néant, par des déclarations provocatrices, les efforts de rapprochement qui convergent depuis environ trois semaines. Cette grève d'avertissement est destinée à montrer que le mouvement n'est pas en voie d'extinction ».

La longue épreuve de force, qui dure depuis novembre 1986, s'est traduite par une quinzaine de grèves

et, depuis huit semaines, par un arrêt de travail jusqu'à 8 heures, tous les matins sauf le week-end, la direction affirmant des appareils d'autres compagnies pour les vols nationaux. Ce qui lui coûte 10 millions de francs par semaine et lui fait perdre 2 à 3 % de sa clientèle.

L'intersyndicale « dément » par ailleurs que « l'analyse des conditions de vol de l'A-330 serait effectuée par ordinateur (...). Ce n'est pas la technologie qui évince le mécanicien, mais un calcul arbitraire des charges de travail », conclut le communiqué.

Ce nouveau préavis de grève intervient alors que le personnel au sol s'approprie à une grève le 18 avril, à l'appel de FO (17 % du personnel) sur les salaires, les promotions et les conditions de travail.

● Nouveaux charters Paris-province. — De nouveaux vols charters ont été autorisés entre Paris treize destinations continentales et la Corse, a annoncé M. Jacques Douffiaques, ministre délégué aux transports. Au rythme de deux vols par semaine et par destination, les vols desserviront Nice, Toulon, Biarritz, Marseille, Toulouse, Bordeaux, Strasbourg, Montpellier, Mulhouse, Lyon, Perpignan, Nantes et Rodez d'une part, et quatre villes corses d'autre part. Les règles fixées en avril 1987, lors du début des vols charters vers la province, devront être respectées : vente de billets aller et retour, réservation à date ferme, pas de vols aux heures de pointe.

● L'Australie et la Nouvelle-Zélande créent une compagnie aérienne. — L'Australie et la Nouvelle-Zélande étudient la possibilité de fusionner leurs compagnies aériennes nationales Australian Airlines et Qantas, d'une part, avec Air New Zealand d'autre part. Les deux Etats conserveront 51 % des actions : l'Australie en détient 41 %, la Nouvelle-Zélande 10 %. Les actions restantes seront vendues au public a annoncé le premier ministre australien, M. Bob Hawke, le 5 avril. La nouvelle compagnie compterait quatre-vingt-quinze avions.

هكذا من الاصل

هكذا من الاجل

28 Le Monde • Jeudi 7 avril 1988



Une puissance peut en cacher une autre.

Une nouvelle force est née: AEG Olympia. Derrière elle, la force AEG. Deux grands noms réunis pour former une nouvelle entité au sein du groupe AEG. Comme un signe des temps, ce symbole rouge et noir sera désormais l'expression de la toute puissance dans le domaine de la bureautique, de l'information et de la communication.

Mariage heureux où chacun a mis dans la corbeille le meilleur de lui-même: AEG, sa technologie d'information et de communication. Olympia, son expérience bureautique et le potentiel d'un marché promis à un taux d'accroissement de 10%.

Aujourd'hui AEG Olympia, c'est: 10000 personnes auxquelles s'ajoutent les 6500 scientifiques et techniciens du groupe AEG, et un chiffre d'affaires de 5 milliards de francs.

Une force qui répond aux exigences d'un marché en pleine évolution, un seul partenaire qui vous apporte à la fois: conseil, technologie, installation, service. Et tout cela, pour un rapport qualité/prix performant!

Forts de toutes ces capacités, nous mettons à votre service une gamme complète AEG Olympia:

- micro-ordinateurs (hardware et software),
- systèmes de communication,
- traitement de texte,

- machine à écrire électronique,
 - poste de travail multi-fonction.
- Venez découvrir au SICOB les effets de la formidable synergie AEG et AEG Olympia.

Oui, une puissance peut en cacher une autre. Rendez-vous au SICOB.

Olympia France, 10, avenue Réaumur 92142 Clamart.
Téléphone: 45 37 96 00.

AEG
OLYMPIA

Économie

CONJONCTURE

Avec 31,6 milliards de déficit en 1987

Les inquiétants reculs du commerce extérieur

Le commerce extérieur a continué d'être, en 1987, le point noir de l'économie française. Sur bien des plans, la situation s'est améliorée l'année dernière : production industrielle croissante, ralentissement de la hausse des prix, réduction des déficits. Apparemment indifférente à ce bon environnement, la balance commerciale du pays est restée déficitaire. Comme elle l'est chaque année depuis 1978 (1), si l'on excepte 1986 et son équilibre tombé du ciel, c'est-à-dire de l'effondrement des prix pétroliers (2).

Sans doute un second semestre 1987 de bonnes performances ont été enregistrées à l'exportation : les entreprises françaises bénéficiant de la forte reprise mondiale et regagnant une partie des parts de marchés perdues. Mais ce mouvement de croissance n'a pas suffi pour confirmer pendant de nombreux mois pour renverser une tendance constamment défavorable, soit que nos exportations augmentent insuffisamment faute de compétitivité, soit que nos importations croissent trop vite.

L'effondrement du solde industriel

Le déficit de la balance commerciale en 1987 (31,6 milliards de francs selon les chiffres rectifiés) s'explique par la croissance des ventes plus rapide des achats que des ventes (+ 6,6 % en valeur par rapport à 1986 pour les importations, + 3 % pour les exportations). Sans les ventes de matériel militaire, le déficit aurait été presque double : 58,2 milliards de francs.

L'année dernière aura été marquée par une véritable catastrophe : depuis dix-huit ans, régulièrement, la France vendait à l'étranger plus de produits manufacturés qu'elle n'en achetait. On pouvait voir là le signe d'une économie développée. En 1987, nos échanges dans ce domaine sont devenus déficitaires : - 7,9 milliards de francs après un excédent de 35,4 milliards de francs.

en 1986 et de presque 90 milliards de francs en 1985. Un tel effondrement ne s'explique évidemment pas seulement par des prix devenus brusquement trop chers ou par une qualité devenue insuffisante. Il faut probablement voir dans cet échec national les conséquences de la baisse des prix pétroliers qui, en même temps qu'elle a allégé notre facture énergétique, a réduit le pouvoir d'achat des pays de l'OPEP, de bons clients pour la France. L'INSEE a calculé que la demande de produits manufacturés adressée par ces pays à nos entreprises avait diminué de 22 % en 1986 et encore de 15 % en 1987, ce qui est évidemment considérable.

Mais c'est plus encore avec les pays en développement que nous avons essuyé les plus gros déboires. Ces pays qui n'ont jamais eu la chance de vendre du pétrole - ont vu eux aussi leur pouvoir d'achat baisser du fait notamment de la dévalorisation du dollar, monnaie utilisée pour vendre leur production. L'Afrique quant à elle a continué de s'appauvrir. Dans l'ensemble, les PVD ont réduit leur demande de produits manufacturés de 3,7 en 1986 et encore de 1,8 % en 1987.

Avec la balance énergétique, dont le déficit est revenu de 89,5 milliards de francs en 1986 à 82,1 milliards de francs l'année dernière, c'est encore une fois l'agriculture qui, avec un excédent de 24,5 milliards de francs, a limité les dégâts au niveau global.

Recul presque général

Mais dans le détail, que de dégâts ! (Voir tableau par zone géographique). Le recul a été général sur presque tous les fronts. Hormis les pays de l'Est avec lesquels notre déficit s'est quelque peu réduit, les déséquilibres se sont creusés partout et les excédents, quand ils existent (avec la Grande-Bretagne par exemple) ont diminué : cela est vrai avec la CEE

(RFA, Italie, Royaume-Uni), avec les pays industrialisés (Japon). Une exception : les États-Unis vis-à-vis desquels nous avons réduit légèrement notre déficit. Les occasions de se réjouir ne sont pas si nombreuses qu'on puisse passer ce succès sous silence.

L'évolution de notre balance des produits manufacturés, dont on vient de voir qu'elle était devenue déficitaire pour la première fois depuis 1969, est-elle sans appel ? Outre l'explication géographique (OPEP, PVD) on peut trouver quelques raisons de ne pas désespérer dans la conjoncture française actuelle. La reprise des investissements à un rythme assez soutenu peut - c'est vrai - expliquer des achats importants de biens d'équipement à l'étranger. Si tel était le cas, une partie au moins de la détérioration de la balance des biens manufacturés serait positive puisque les machines achetées en 1987 - hors de nos frontières - serviraient à fabriquer et à exporter des biens cette année et au cours des années suivantes.

L'analyse des chiffres laisse perplexité (voir tableau par production). Le gonflement du déficit « biens intermédiaires » - ceux-ci comprenant curieusement les matières premières - comme la réduction de l'excédent des biens d'équipement professionnels peuvent s'expliquer par un effort d'investissement. La réduction de l'excédent « automobile » - qui comprend les camions et les pièces détachées - est de plus en plus difficile à interpréter du fait de l'importation de véhicules français montés à l'étranger (le nombre de véhicules importés a dépassé de 30 600 par mois, selon les chiffres de l'INSEE, les immatriculations de véhicules étrangers).

Reste les biens d'équipement ménagers (déficits des réfrigérateurs

jusqu'aux télévisions) et surtout les biens de consommation (textiles, cuir, chaussures) dont les balances se sont détériorées sans qu'on puisse évidemment évoquer la possibilité d'un effort d'équipement des entreprises.

Ce qui reste vrai, c'est qu'après un début d'année médiocre la conjoncture s'est beaucoup améliorée en France à partir du printemps. Le pays est entré - et se trouve encore - dans une période de facilité où les trois moteurs traditionnels de la croissance économique fonctionnent en même temps, ce qui est assez rare : l'investissement des entreprises, la consommation des ménages, les exportations.

Le déséquilibre du commerce extérieur traduit le fait que le pays continue de vivre un peu au-dessus de ses moyens. Trop de consommation, pas assez d'épargne, une offre de produits exportables encore insuffisante. Les prochains mois diront si ce déséquilibre peut se résorber progressivement grâce aux investissements effectués depuis deux ans.

Si tel n'était pas le cas il faudrait encore une fois limiter la demande des Français en attendant que les entreprises puissent exporter l'équivalent de ce que nous voulons acheter hors de nos frontières.

ALAIN VERNHOLES.

Seuls les pays de l'Est

	1980	1986	1987
CEE	-24	-54	-57
OCDE (hors CEE)	-24	-19	-24
Pays de l'Est	-3	-11	-9
PVD	-24	-41	-41
PVD	-24	-25	-13

Pertes sur la RFA

	1980	1986	1987
RFA	-34	-33	-63
Italie	+5	-43	-73
Grande-Bretagne	+2	+149	+43
Autres	-24	-56	-23

L'agriculture heureusement

	1980	1986	1987
AGRICULTURE	+33	+21	+24
INDUSTRIES AGRO-ALIMENTAIRES	+75	+49	+47
EXTRACTION	-131	-85	-81
PRODUITS MANUFACTURÉS	+37	+34	-79
Autres	-183	-99	-169
Matériel agricole	+23	+2	+23
Matériel agricole	+52	+121	+146
Matériel agricole	+281	+292	+229
Matériel agricole	-39	-165	-248

Les chiffres contenus dans ce tableau sont exprimés CAF-FAB, selon la méthode des douanes. C'est-à-dire que les importations incluent les frais d'assurance, de transport, etc., alors que les exportations ne les comprennent pas. La valeur des ventes à l'étranger d'une zone est-elle par rapport à la valeur des achats. L'excédent de ce tableau est de 22,2 milliards de francs. Seuls les chiffres globaux sont présentés de façon homogène (CAF-FAB) par les douanes. Les biens d'équipement professionnels ne comprennent pas le matériel militaire mais incluent les avions, les trains.

Les paiements courants en 1987 : - 26,7 milliards

La balance des paiements courants de la France a été déficitaire de 26,7 milliards de francs en 1987, après avoir été excédentaire de 20,2 milliards de francs en 1986. Depuis 1979 (+ 22 milliards de francs), les paiements courants de la France ont été constamment déficitaires, le point le plus bas s'étant situé en 1982 (- 79,3 milliards de francs). L'excédent de 1986 s'explique par la forte baisse des prix pétroliers qui cette année-là avait réduit à zéro un déficit commercial encore chiffré à 30,7 milliards de francs en 1985.

Le déficit de la balance des paiements courants de 1987 s'est produit malgré un équilibre de la balance des biens et services (+ 1 milliard de francs) et à

cause d'un déficit de 27,7 milliards de francs des transferts unilatéraux. Mais en 1986 ces transferts avaient été encore plus défavorables (- 29,8 milliards de francs). Le déficit des paiements courants en 1987 s'explique donc par des évolutions défavorables de la balance des biens et services dont l'excédent s'est très fortement réduit - revenant de 50 milliards à 1 milliard.

L'excédent des services a diminué considérablement, de 34,4 milliards de francs à 25,5 milliards de francs, du fait surtout des services liés au commerce extérieur, de la coopération technique, et enfin du tourisme, dont l'excédent a fondu (- 3,7 milliards) revenant de 22,2 à 18,5 milliards.

REPÈRES

Prix à la production

Les hausses s'accroissent en France

« Depuis le début de l'année, la demande globale a continué de croître à un rythme soutenu, moins vite toutefois qu'au quatrième trimestre 1987. La progression de la demande étrangère ne s'est pas irrégulière », écrit l'INSEE dans son enquête trimestrielle dans l'industrie.

« Pour le deuxième trimestre, les industriels prévoient une augmentation de la demande étrangère plus modérée qu'au premier et un nouveau ralentissement de la demande globale. »

Selon les industriels, le recul des effectifs s'est poursuivi au premier trimestre au même rythme qu'en fin d'année (la diminution des effectifs s'était alors ralentie). Au deuxième trimestre, les effectifs baissent au même rythme qu'en début d'année.

Après avoir connu au quatrième trimestre, les prix à la production ont augmenté de 0,4 % en rythme mensuel en janvier-février. Les produits pétroliers, dont le prix ne diminuait plus que modérément, contribuent fortement à cette accélération. Celle-ci est d'ailleurs moins marquée dans l'industrie manufacturière. En mars-

avril-mai, les prix à la production devraient augmenter de 0,3 % par mois pour l'ensemble de l'industrie. Les hausses seraient du même ordre dans l'industrie manufacturière. Quant aux salaires, les perspectives de hausse resteraient modérées.

Balance des paiements courants

Forte contraction de l'excédent allemand

L'excédent de la balance des comptes courants ouest-allemands s'est fortement contracté en janvier pour revenir à 4,7 milliards de deutschemarks (16,6 milliards de francs) contre 9 milliards en décembre 1987 et 5,4 milliards en janvier 1987, indique la Bundesbank. Cette baisse recoupe un amincissement du solde positif du commerce extérieur : 4 milliards de deutschemarks en janvier, soit pratiquement le même montant qu'en décembre (3,91 milliards) mais sensiblement moins qu'en janvier 1987 (18,28 milliards). Elle s'explique surtout par un allongement du déficit chronique ouest-allemand en matière de services. Ce dernier est passé de 300 millions de marks en décembre 1987 à 1,9 milliard en janvier 1988. La balance des capitaux, en revanche, s'est améliorée, son déficit se limitant à 1,2 milliard de marks contre 8,27 milliards en décembre. Mais l'exportation, comme à l'importation, les flux de capitaux à long terme se sont taris. La Bundesbank souligne qu'en janvier

les investisseurs étrangers n'ont pratiquement pas acheté de valeurs mobilières ouest-allemandes alors qu'ils en avaient acquis à milliards de marks en décembre 1987.

Haute technologie

Deux sociétés japonaises accusées d'exportations illégales en Chine

La police japonaise a effectué une perquisition, le mardi 5 avril, dans les locaux de deux petites sociétés de commerce souponnées d'avoir exporté en Chine, en 1985 et 1986, des équipements de haute technologie, en violation avec les règles du COCOM (Comité de coordination de l'OTAN dont fait partie le Japon). Il s'agit de Kyokuto Shokai et Shinsai Koei, qui auraient vendu des composants électroniques, un oscilloscope et un analyseur de signaux.

Selon les autorités nippones, la valeur des contrats ne dépasserait pas 500 000 dollars. Affaire mineure donc, mais qui avait été signalée à Tokyo par Washington et qui permet au Japon de prouver sa bonne conduite au moment où les autorités américaines discutent de la loi commerciale et d'éventuelles mesures de boycottage contre Toshiba, accusée d'avoir vendu du matériel sensible à l'URSS. Les États-Unis ont d'ailleurs félicité la police japonaise de son « énergie nouvelle ».

SOCIAL

Poursuite des grèves à la SNECMA

Les grévistes des usines de la SNECMA (moteurs d'avions) de Gennevilliers (Hauts-de-Seine) et de Villaroche (Seine-et-Marne) ont décidé, le mardi 5 avril, de reconduire leur mouvement. La grève, soutenue par la CGT et la CFDT, a été entamée le 17 mars à Gennevilliers et le 21 mars à Villaroche avec, comme revendication centrale, une augmentation de salaire de 1 500 F pour tous et le paiement des jours de grève (Le Monde du 31 mars).

Ce mouvement a été reconduit à l'unanimité du personnel présent aux assemblées générales, selon le comité de grève. Mais dans la troisième usine, à Corbeil (Essonne), la grève n'a été votée que par 180 des 1 600 employés. Les grévistes ont toutefois indiqué que la production des trois usines est « paralysée ». Ils devaient également se rendre, mercredi matin 6 avril, sur les pistes de l'aéroport d'Orly afin de « faire connaître le mouvement » et de « discuter avec les travailleurs de l'aviation ».

Les filiales de la SNECMA de Châtelleraud (Vienne, spécialisée dans la réparation), Boulogne-Billancourt et Bois-Colombes (Hauts-de-Seine) et du Havre (Seine-Maritime), où sont fabriqués les trains d'atterrissage, les turbines et les sièges éjectables, sont touchées par des débrayages de deux heures.

PRIVATISATIONS

Dans une lettre adressée à M. Balladur

La Commission européenne conteste une disposition de la loi française

La loi de privatisation française du 6 août 1986 serait-elle, par l'une de ses dispositions, contraire au droit communautaire européen ? Invoquant « le traitement privilégié accordé aux personnes physiques de nationalité française résidentes » pour la distribution d'actions gratuites, la Commission, qui a examiné cette question ainsi que les problèmes liés à la privatisation de Rolls Royce le 24 mars dernier, en semble convaincue. Le vice-président de la Commission, Lord Cockfield, a adressé à ce sujet une lettre à M. Edouard Balladur, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, que publie Le Canard enchaîné dans son numéro daté du 6 avril.

Dans cette lettre, le commissaire européen chargé du marché intérieur rappelle qu'il avait déjà, par un courrier du 2 octobre 1986, « attiré l'attention » du ministre français sur les difficultés potentielles que comportent certaines dispositions de la loi de privatisation française, notamment l'article 13 de cette loi, qui réserve aux ressortissants français le bénéfice de la distribution d'actions gratuites.

Avant le 15 avril

Dans son texte de privatisation, le gouvernement a prévu de distribuer une action gratuite pour tous les épargnants qui auront conservé pendant dix-huit mois leurs dix actions. « Mon cabinet s'est efforcé sans succès d'organiser une discussion autour de cette disposition, de sorte qu'aucune clarification n'y a été apportée depuis l'envoi de ma lettre », écrit Lord Cockfield. A en croire la Commission donc, M. Balladur aurait jusqu'alors refusé de débattre de ce problème avec les autorités de Bruxelles. Dans ces conditions, la Commission somme le ministre français « de bien vouloir [...] confirmer, sous un délai de vingt et une jours après la date de la présente lettre, que les ressortissants communautaires sont aussi admis aux mêmes avantages que les distributions d'actions gratuites, qui ont été annoncées dans le cadre des privatisations opérées à ce jour, auraient lieu ». Lord Cockfield ajoute : « A défaut, ces distributions

devraient être considérées comme effectuées dans des conditions contraires au droit communautaire, ce qui conduirait la Commission à agir contre la France à leur sujet. »

Le ministre français de l'économie est donc sommé de répondre avant le 15 avril prochain à la Commission. On rappelle que la loi de privatisation a prévu la distribution d'actions gratuites pour les salariés et les épargnants qui conserveront, pendant un an pour les premiers et pendant dix-huit mois pour les seconds, leurs titres. Les petits actionnaires devraient donc bénéficier, au bout de dix-huit mois, une action gratuite, pour dix conservées. Dans ce but, l'Etat a gardé, lors de la mise en vente des différentes sociétés nationales, des actions.

La première distribution d'actions gratuites devrait avoir lieu en mai prochain et bénéficier aux petits porteurs persévérants de Saint-Gobain. Cette firme a été privatisée en novembre 1986. L'Etat possède un million huit cent mille titres pour cette distribution.

Mercredi 5 avril dans la matinée, le ministre français n'avait pas réagi. A la demande de Bruxelles, M. Balladur pourrait annoncer qu'une modification de la loi sera apportée dès que possible. Mais, dans la mesure où une première distribution doit avoir lieu en mai, il pourrait décider d'étendre immédiatement à tous les ressortissants européens le bénéfice de ces actions gratuites. L'Etat disposera-t-il pour cela de suffisamment d'actions ? Le nombre des porteurs étrangers (ressortissants des pays membres de la CEE) de titres de sociétés privatisées qui ont souscrit lors de l'offre publique de vente et qui auront conservé ces titres pendant dix-huit mois est sans doute très limité.

Quant aux Français qui ont gardé leurs actions, ils ne seraient plus aujourd'hui qu'environ 66 %, d'après les dernières estimations de la direction du Trésor de janvier dernier. Dans ces conditions il semble que la Rue de Rivoli pourrait, sans conséquence pour les petits actionnaires français, décider d'une extension du bénéfice des actions gratuites à tous les ressortissants européens.

E. I.

EN BREF

● L'OPA de Bolloré sur Rhin-Rhône est déclarée recevable. — La société des Bourses françaises a jugé recevable l'offre publique d'achat du groupe Bolloré, au travers de sa filiale Sofical, sur Rhin-Rhône. L'OPA, au prix unitaire de 1 575 F, porte sur un nombre minimum de 81 258 actions Rhin-Rhône. Elle est de 5 % supérieure à celle déposée par Elf-Aquitaine. Toutefois, mardi, les discussions se poursuivaient entre Bolloré et Elf.

● Hausse de 5,4 % des cotisations sociales agricoles. — Le Conseil supérieur des prestations sociales agricoles (CSPSA) a approuvé un projet de décret fixant à 5,4 % l'augmentation moyenne des cotisations sociales agricoles en 1988, indique le ministère de l'agriculture. L'augmentation sera un peu inférieure pour les exploitations de 15 à 50 hectares, un peu plus élevée pour les plus importantes. D'autre part, l'assiette des cotisations sera corrigée par la prise en compte des données économiques départementales à 80 % pour le revenu brut d'exploitation, à 40 % pour le revenu

net. Selon le ministère, cela devrait diminuer les disparités de charges entre les départements résultant du revenu cadastral (mais cela ne changera rien aux disparités intradépartementales et entre les exploitations provoquées par ce même revenu cadastral).

● 35 000 F pour des gifles et des injures. — Le tribunal des prud'hommes de Brest a condamné à 35 000 F de dommages et intérêts la propriétaire d'une parquetterie qui avait en août 1986, giflé et insulté à deux reprises devant témoins une vendeuse employée dans le magasin depuis deux ans et demi, pour avoir déplacé des produits de démonstration.

Le tribunal a considéré que l'employeur avait « commis une faute lourde, aggravée par la déshonneur à remettre des bulletins de salaires, dits avec un an et demi de retard, lors de la cinquième audience de la procédure ». Aux dommages et intérêts s'ajoutent notamment un préavis et des indemnités de congés payés, l'ensemble s'élevant à quelque 50 000 F.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

OPF

Omnium financier de Paris

Le conseil de l'OPF - Omnium financier de Paris - s'est réuni le 31 mars 1988 sous la présidence de M. J.-C. Genot pour examiner les comptes de l'exercice 1987. Le bénéfice consolidé, qui englobe les résultats des deux filiales, la Société financière d'Auteuil et l'Omnium de Pétroles SA, est, à 233,1 millions, proche de 236 millions de francs de 1986, la part du groupe se situant respectivement à 220,1 F millions de francs et 229 millions de francs.

En 1987, l'essentiel des plus-values nettes dégagées au sein du groupe l'ayant été au niveau des deux filiales alors qu'en 1986 elles étaient apparues au niveau de la maison mère, le bénéfice de la maison mère s'établit à 121 millions de francs contre 182,5 millions.

Il sera proposé à l'assemblée générale ordinaire convoquée pour le 7 juin 1988 de distribuer un dividende unitaire identique à celui de l'exercice précédent : 43 F par action, auquel s'ajoutera l'impôt déjà payé au Trésor de 21,50 F, soit un total de 64,50 F. La distribution globale, y compris le précompte mobilier, serait ainsi de 85,3 millions de francs.

En cours de l'exercice, OPF et ses filiales ont réalisé des investissements bruts consolidés pour un montant global de 422,2 millions de francs.

SKOTEL

Le conseil d'administration s'est tenu le 25 mars 1988 sous la présidence de M. Bernard Tristan pour examiner les comptes qui seront présentés à la prochaine assemblée générale ordinaire. Ces comptes font ressortir un bénéfice net de 68 928 362,66 F.

La progression du résultat par rapport à l'année précédente, hors incidences des plus-values de cession, s'élève à 7,1 %. Cette augmentation est satisfaisante, d'autant que les amortissements (incluant un suramortissement des opérations de crédit-bail) s'accroissent de 18 %.

Le bénéfice par action s'élève à 30,58 F après création de 15 743 actions nouvelles provenant de la conversion d'obligations.

Ce bénéfice permettra de proposer un dividende de 26 F par action, en hausse de 4 % par rapport à celui de l'exercice précédent.

Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE
45-55-91-82, poste 4330

هكذا من الاصل

Marchés financiers

4 1/2 % 1973 : reprise des cotations avant le remboursement anticipé

Le conseil des Bourses de valeurs a décidé de reprendre, le jeudi 7 avril, la cotation de l'emprunt 4 1/2 % 1973 sur le marché RM (règlement mensuel) suspendue depuis le 9 mars dernier et de la stopper définitivement à l'issue de la séance du 21 avril, jour de la liquidation d'avril. Le ministre de l'économie, des finances et de la privatisation avait décidé début mars de procéder, à compter du 1^{er} juin 1988, avec dix-neuf ans d'avance, au remboursement anticipé de cet emprunt, le dernier à être indexé sur l'or, le napoleon en l'occurrence, et qui provient de la conversion en 1973 des emprunts « Pinay » émis en 1952 et en 1958.

La reprise de la cotation de ce plus célèbre emprunt de la cote va permettre le dénouement, pendant la période de la liquidation d'avril, des opérations fermes et des contrats conditionnels en cours. La cotation

des opérations conditionnelles ne sera toutefois pas reprise. A partir du 22 avril et jusqu'au 25 mai 1988 inclus, les obligations de 100 F de cet emprunt ne seront plus négociables qu'au comptant sur le groupe 4 « criée » de 12 h 30 à 14 h 30, sous une ligne dite « livrable ».

Les titres du 4 1/2 % 1973 seront radés de la cote officielle le 26 mai 1988. L'opération d'amortissement anticipé fera disparaître de la dette publique le dernier emprunt indexé sur l'or. Le prix de remboursement sera déterminé par référence à la moyenne des cours de la pièce d'or de 20 F pratiqués sur le marché libre des matières d'or de Paris au cours des cent Bourses précédentes le 15 mai 1988. L'encours actuel de cet emprunt en valeur nominale est de 186 millions de francs, soit, au cours de l'or, 2,7 milliards de francs environ.

La société de Bourse Louis Baudouin en redressement judiciaire

La société de Bourse Louis Baudouin SA a été placée, le mardi 5 avril, en redressement judiciaire par le tribunal de commerce de Paris. Le tribunal a nommé M. Antoine Chevrier comme représentant des créanciers et a désigné comme administrateur judiciaire M. Albert Chassagnon.

Ce dernier avait été nommé à la mi-mars administrateur provisoire de cette société, « en mission d'assurer la gestion de l'entreprise et garantir les intérêts de la clientèle ». Il devait maintenant faire publier le jugement et fixer un délai pour le dépôt des offres de reprise de la société. Parmi celles-ci figuraient notamment le projet formulé par la firme de services financiers Finacor (le Monde du 30 mars).

Après la suspension provisoire par les autorités boursières des activités de la société de Bourse Louis Baudouin, le parquet du tribunal de Paris avait ouvert une information judiciaire contre X... pour abus de confiance, escroquerie, abus de biens sociaux, infraction aux articles 3 et 6 de la loi de 1972 relative aux remisiers et gérants de portefeuilles.

Une lettre de Royco Investment Company

A la suite de notre article « Enquête sur un produit miracle » (le Monde du 26 mars), nous avons reçu une lettre de la société Royco Investment Company, en provenance de Genève, dans laquelle les dirigeants du groupe indiquent : « Nous sommes conscients que notre activité est en infraction vis-à-vis des lois relatives aux sociétés étrangères et avons à cet effet préparé un dossier complet en vue d'une demande d'autorisation. Par contre, nous refusons toutes les autres allégations » concernant la nature des sociétés étrangères apportant leur garantie aux produits commercialisés par Royco Investment en France.

● Saint-Gobain contrôle 97 % de Certainteed. — Saint-Gobain contrôle 97 % de la filiale américaine Certainteed Corp., sur laquelle il avait lancé fin février une OPA sur les titres qu'il ne possédait pas. Il détenait alors 57,10 % du capital.

A l'expiration de son offre, le 4 avril à minuit heure de New-York, 7,67 millions d'actions avaient été présentées à sa filiale Saint-Gobain Investments Inc. Le solde des actions sera acquis lors de la prochaine fusion de Certainteed Corp., qui fabrique et distribue des produits de fibre de verre, des matériaux de construction et des canalisations, et de Saint-Gobain Investments.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Le conseil d'administration de la Banque SOFINCO, réuni le 31 mars sous la présidence de M. Thierry de La Bouillerie, a arrêté les comptes consolidés du groupe pour l'exercice 1987, et préparé la prochaine assemblée générale des actionnaires.

La production du groupe SOFINCO s'est élevée à 11,9 milliards de francs pour l'exercice écoulé, soit 1 milliard de francs en moyenne par mois, ce qui représente une progression de 38,4 % par rapport à 1986 et 68 % par rapport à 1985.

Le bilan consolidé du groupe passe de 11,9 milliards de francs à 16,3 milliards de francs, dont 10,67 millions de francs de résultat net courant.

Pour ce qui concerne la Banque SOFINCO seule, le résultat net a été arrêté à 86 697 112 F, en progression de 16 % par rapport à 1986 et de 66,7 % par rapport à 1985.

Il sera proposé à la prochaine assemblée des actionnaires de distribuer 41 040 000 F de dividende, le solde étant affecté aux réserves et report à nouveau : sur cette base le dividende par action ressort à 28 F, ou 27 F avec l'avis fiscal, soit + 15,4 % par rapport à celui de l'exercice précédent.

Il est rappelé que le capital de la Banque SOFINCO a été porté en fin d'année dernière de 285 000 000 F à 369 300 000 F tant par incorporation de réserves que par apport en numéraire de la Compagnie financière de Suez.

Ce développement du groupe SOFINCO met en évidence son aptitude à répondre efficacement à la demande des consommateurs et à la bonne évolution de CréditSuez holding créé par la Compagnie financière de Suez en vue de développer une politique active en direction des particuliers, et dont la Banque SOFINCO est maintenant la filiale.

EUROCOM

Le conseil de surveillance s'est réuni le 30 mars 1988 pour examiner les comptes de l'exercice 1987.

Le chiffre d'affaires total réalisé par les sociétés du groupe dans les activités publicitaires (conseil en publicité et marketing services), calculé selon les normes de la profession, s'est élevé en 1987 à 14,3 milliards de francs, soit une progression de 13,5 % par rapport à 1986. Cette progression s'entend à structures comparables, les principales opérations conclues en 1987 ne devenant effectives qu'en 1988.

Le secteur Eurocom Entreprises (emballage, restauration rapide et distribution), après intégration de TPI, a réalisé un chiffre d'affaires de 1 289 millions de francs, soit + 25,4 % par rapport à l'année précédente.

Le bénéfice net consolidé, part du groupe, s'établit à 92,7 millions de francs contre 72,1 millions de francs en 1986, soit une progression de 28,5 %, étant rappelé qu'en 1986 d'importantes plus-values exceptionnelles avaient porté le résultat net consolidé total, part du groupe, à 99,3 millions de francs.

Par action, le bénéfice net consolidé, part du groupe, calculé sur le nombre moyen d'actions de l'exercice 1987, s'élève à 69 F au lieu de 56 F en 1986

(hors plus-values exceptionnelles), en augmentation de 23 %.

Le résultat net consolidé global est de 143,5 millions de francs et la capacité d'autofinancement de 278 millions de francs.

Pour la société mère EUROCOM, le bénéfice net s'est élevé à 94 millions de francs, dont 50,6 millions de francs de plus-values nettes sur apports de titres de participation.

Le directeur, désireux d'assurer un rendement de l'actionnaire conforme aux attentes des actionnaires, proposera à l'assemblée de porter le dividende net de 18 F à 23 F, soit un montant global de 34,5 F. Le dividende unitaire serait ainsi majoré de 27,8 %, et la somme totale versée aux actionnaires, compte tenu des actions nouvelles émises en 1987, passerait de 22,9 à 36 millions de francs, soit + 57,2 %.

Le chiffre d'affaires réalisé depuis le début de l'exercice, tant dans les activités publicitaires que dans celles de l'emballage (groupe TPI), est supérieur aux prévisions, en particulier pour les deux réseaux internationaux HDM et BELIER WCRS qui, constitués à la fin de l'année 1987, entraîneront en 1988 une forte augmentation de la part du chiffre d'affaires et des résultats en provenance de l'étranger.

NEW-YORK, 6 avril ↑

Reprise

Wall Street a effacé, mardi, la mauvaise impression laissée en début de semaine par son dénouement manqué. Le marché américain s'est redressé. Cependant, il n'a pas réussi à conserver toute son avance initiale. Après avoir franchi la barre des 2 000 points jusqu'à atteindre la cote 2 011,27, l'indice des industriels est revenu un peu en dessous, pour s'établir à 1 997,51, avec un gain quand même non négligeable de 16,91 points.

Le bilan de la journée a été le reflet de ce résultat. Sur 1 964 valeurs traitées, 911 ont monté, 586 ont baissé et 467 ont pas varié. La reprise du dollar a été le détonateur de la hausse. Sur ce point, tout le monde était d'accord autour du Big Board. Le marché a eu d'autant moins de mal à remonter qu'il était servendu après la baisse de la semaine précédente, et que l'activité était aussi très faible. Au total, 135,29 millions de litres ont changé de mains, contre 182,2 millions la veille. Personne ne se disait capable de dire quelle direction la Bourse new-yorkaise allait prendre ces prochains jours, surtout avec le réveil à la hausse des taux d'intérêt à court terme.

VALEURS	Cours du 4 avril	Cours du 5 avril
Alcoa	43 5/8	44
Alcan	41 1/2	42 7/8
A.T.T.	26 5/8	27
Bearing	44 7/8	46 1/8
Chrysler	43 1/8	44 3/8
Du Pont de Nemours	80 1/4	81 7/8
Eastman Kodak	40 1/4	40 5/8
Exxon	41 1/4	42 1/8
Ford	43 1/2	44 3/8
General Electric	40 1/4	40 1/2
General Motors	70 1/2	70 3/8
IBM	107 1/2	107 3/8
ITT	44 1/2	45 1/8
Johnson & Johnson	43 1/2	44 3/8
Pfizer	54 3/4	55 7/8
Schmiedinger	33 3/4	34 3/8
Union Carbide	22 3/4	23 1/8
U.S.X.	28 1/2	29 3/8
Windsor	52 1/8	53 3/8
Xerox Corp.	52	52 1/4

LONDRES, 6 avril ↓

Tassement

Le week-end pascal n'a en rien modifié l'état d'esprit des investisseurs britanniques. Mardi, la journée a été à l'image des séances précédentes : terne. L'indice FT des valeurs industrielles a terminé en baisse de 3,8 points (-0,3 %), à 1 382,9. Les valeurs ont cependant réduit leurs pertes en fin de séance dans le sillage de l'ouverture de Wall Street. Auparavant, la cote reculait en raison de la progression de la livre au-delà de 5,13 DM, ce qui inquiète les opérateurs. Cette montée de la monnaie, que certains voyaient dépasser les 5,15 DM très rapidement, a pénalisé les titres des firmes exportatrices, comme ICI et Glaxo.

Dans cette séance où 351 millions d'actions ont été échangées, la plupart des secteurs ont baissé (pétroliers, pharmaceutiques, industriels et construction mécanique). En revanche, les valeurs immobilières ont été soutenues par des anticipations de baisse des taux. Les fonds d'Etat demeurent irrogables, tandis que les mines d'or reculent.

FAITS ET RÉSULTATS

● Précision de la COB à propos de l'IDIA. — La Commission des opérations de Bourse rappelle que la cotation du titre IDIA (Institut de développement des industries agricoles et agroalimentaires) a été suspendue, la transaction ne peut avoir lieu dans l'immédiat. La procédure de sursurveillance entre offres publiques concurrentes ne pourra reprendre que lorsque le conseil des Bourses se sera prononcé de façon définitive après les élections sur la recevabilité de la sursurveillance qu'il a reçue de Schneider. Dans l'attente, les instructions d'apporter à l'une ou l'autre des OPA déclarées recevables peuvent être retirées à tout moment et ce jusqu'au dixième jour précédant la clôture des offres, soit le 17 mai prochain. En tout état de cause, rappelle la COB, les actionnaires ont la possibilité d'attendre la date limite d'apport de leurs titres pour choisir entre les offres définitives qui pourront leur être faites, cette date étant fixée au 27 mai.

● Eurotunnel : 4,1 milliards de francs de dépenses en 1987. — Le consortium franco-britannique Eurotunnel, chargé de la construction du tunnel sous la Manche, a annoncé des résultats provisoires pour l'exercice annuel terminé au 31 décembre 1987, faisant ressortir un total de 1988 et 1987, a consacré (4,1 milliards de francs) de dépenses nettes pour la période considérée. Ce résultat concerne Eurotunnel PLC, Eurotunnel SA et l'ensemble de leurs filiales. Le groupe Eurotunnel, lancé en 1985 et financé par deux émissions d'actions en 1986 et 1987, a consacré, l'an dernier, les travaux de construction du tunnel, qui doit être achevé en 1993. Les premiers revenus provenant des péages seront perçus à partir de cette date.

PARIS, 6 avril =

Sans relief

La Bourse de Paris a retrouvé, mercredi, son air morose après avoir effacé, mardi, la mauvaise impression laissée en début de semaine par son dénouement manqué. Le marché français a enregistré la veille en fin d'après-midi n'a pas eu de suite. Derrière, l'effacement a été le plus fort. Si quelques grandes valeurs, comme CSE, Peugeot, Michelin et quelques autres, ont mieux résisté, la situation, à vingt-quatre heures d'intervalle, n'a guère évolué. D'ampleur généralement faible, les baisses l'ont néanmoins emporté sur les hausses. L'effet a été suffisant pour faire basculer les différents indices. A la clôture, l'indice Cote de Paris accusait un léger repli de 0,5 % environ.

Ni la reprise de Wall Street ni celle du dollar, à l'origine du timide et tardif sursaut de mardi, n'ont provoqué la moindre réaction.

Complètement découvert, le marché avait le plus grand mal à se mouvoir. Les professionnels bédouillaient d'attendre les prochains jours, mais les investisseurs ont été surpris par la reprise de Wall Street. Le volume des transactions est tombé mardi à 471 millions de francs, un record dans le genre. Preuve supplémentaire du marasme : la position de place (montants des achats à découvert) à fin mars est tombée très bas, soit à 2,88 milliards de francs (-13,4 %). Au rythme actuel des échanges, cela représente plus de six semaines de bourse. Rien à attendre du côté vendeurs, dont la position est revenue à 1,08 milliard de francs (-8,7 %). L'on ne sait trop si la Bourse a peur de la hausse des taux d'intérêt ou si elle se met en réserve de la réaction à venir, c'est un aspect de change. Et d'ajouter : «... pour mieux brûler de tout ses feux après le 8 mai ». A 7 heures 15, lui rétorque un collègue.

Le marché des obligations a été soutenu mais avec très peu d'affaires. Meilleure orientation du MATIF.

TOKYO, 6 avril ↑

A une encablure du plus haut

A peine croyable ! Le mercredi 6 avril, le marché japonais a, en effet, repris en progression ses échanges. Les investisseurs ont pu s'approcher à moins de 0,5 % de son plus haut niveau historique. Le fameux indice Nikkei s'est, en effet, établi à 2 511,16, soit 14 points de plus que le précédent record (2 500,00) atteint le 14 octobre 1987. Virtuellement, toutes les pertes occasionnées par le grand krach sont désormais effacées.

La Bourse japonaise a été encablée à la suite de la reprise de Wall Street, mais surtout du dollar. « Il y a un sentiment général de soulagement », a constaté M. Hiroyuki Wada, un spécialiste de la firme de courtage Ohsawa Securities.

Une assez forte activité a régné avec 1,2 milliard de titres échangés, contre 700 millions la veille.

VALEURS	Cours du 5 avril	Cours du 6 avril
Akai	616	610
Daewoo	1 380	1 370
Daewoo	1 110	1 120
Daewoo	3 400	3 400
Daewoo	1 670	1 680
Daewoo	2 670	2 740
Daewoo	1 716	1 716
Daewoo	5 250	5 240
Daewoo	2 380	2 370

PARIS :

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.G.P. SA	238 90	238 90	Le gal des rois	210	205
Amal & Associés	367	367	Locat Immobilier	245	246
Amstel	271	278	Locat	145	145
B.A.C.	430	430	Martin Immobilier	257	257
B. Dumortier & Associés	376	376	Martin Immobilier	184	184
B.I.C.M.	620	620	Martin Immobilier	252	251 50
B.I.P.	442	440	Martin Immobilier	134 50	135
Bouffon Immobilier	700	698	M.M.B.A.	388	387
Bouffon	740	740	Martin	205	210
Cibex de Lyon	698	1000	Martin Immobilier	453	453
Colson	618	618	Oliveri Logistique	180	177
Coral Plan	435	480	On. Gaz. Fin.	285	288
Cordif	1193	1200	Prud'homme (C. M. & F.)	98 30	98 10
C.A.I.-de-R. (C.C.I.)	248	247	Racof	138	138
C.A.T.C.	125	128	St-Gobain Immobilier	110	112
C.D.M.E.	791	824	St-Gobain Immobilier	150 70	150 70
C. Eclair. Ind.	294 80	291	S.C.G.P.M.	133	133
C.E.L.D.	475	475	Segla	241	245
C.E.S.E.P.	180	180	Sema-Martin	575	575
C.E.P.-Communication	1030	1110	S.E.P.	1123	1174
C.E.I. Information	930	938	S.E.P.A.	1189	1185
C.E.I. Information	930	938	Sigma	1110	1110
C.E.I. Information	930	938	S.M.T. Immobilier	210	210
C.E.I. Information	930	938	Sigma	640	635
C.E.I. Information	930	938	S.M.T. Immobilier	226 30	227
C.E.I. Information	930	938	T.P.I.	187 50	188
C.E.I. Information	930	938	Union	108	105
C.E.I. Information	930	938	Union Financ. de Fr.	385	370
C.E.I. Information	930	938	Valeurs de Paris	313	313

LA BOURSE SUR MINTEL

36-15 TAPEZ LEMONDE

Marché des options négociables

le 5 avril 1988

Nombre de contrats : 4 508		Options d'achat		Options de vente	
VALEURS	Prix exercice	juin	septembre	juin	septembre
EF-Aquiline	280	9	13	—	30
Lafarge-Coppel	1 190	55	—	76	—
Michelin	1 160	17 30	23	10	15
Midi	1 180	260	—	38	—
Pacifiex	280	30	44	14 50	22
Pengmat	920	63	95	65	—
Saint-Gobain	480	16 50	—	24	—
Thomson-CSF	152	11	16	13	18

MATIF

Notionnel 10 % — Cotation en pourcentage du 5 avril 1988

COURS	ÉCHÉANCES			
	juin 88	Sept. 88	Déc. 88	
Dernier	100,40	99,50	98,85	
Précédent	100,45	99,65	99	
Options sur notionnel				
PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	juin 88	Sept. 88	juin 88	Sept. 88
100	1,43	1,80	1,10	2,31

INDICES

CHANGES		BOURSES	
Dollar : 5,6605 F ↑		PARIS (INSEE, base 100 : 31 déc. 1985)	
Le dollar a franchi, mercredi, à Tokyo la barre des 125 yens, pour clôturer à 125,03, contre 124,43 yens la veille. A Paris, dans un marché calme, la devise américaine a été cotée en hausse à 5,6605 F, contre 5,6515 F à la clôture des échanges interbancaires mardi, et 5,6345 F au fixing du même jour.		31 mars 5 avril	
FRANCFORT 5 avril 6 avril		Valeurs françaises	
Dollar (en DM)	1,689 1,678	108,2 99,9	
TOKYO 5 avril 6 avril		Valeurs étrangères	
Dollar (en yen)	124,43 125,83	105,4 105	
MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)		Cote des agences de change (Base 100 : 31 déc. 1981)	
Paris (6 avril)	734,77%	Indice général	
New-York (5 avril)	619,67%	284,1 284,6	
		NEW-YORK (Index Dow Jones)	
		4 avril 5 avril	
		Industrielles	
		1 980,60 1 997,51	
		LONDRES (Index Financial Times)	
		31 mars 5 avril	
		Industrielles	
		1 386,7 1 382,9	
		Mises d'or	
		237,3 233,1	
		Fonds d'Etat	
		91,63 91,83	
		TOKYO	
		5 avril 6 avril	
		Nikkei Dow Jones	
		2 511,16 2 511,17	
		Indice général	
		2 136,82 2 158,77	

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas + haut		Rep. + ou dép.		Rep. + ou dép.		Rep. + ou dép.	
S.E.U.	5,675	5,660	+ 35	+ 59	+ 83	+ 108	+ 280	+ 370
S. can.	4,522	4,528	- 40	- 15	79	- 30	100	- 50
S. can. (400)	4,522	4,528	- 40	- 15	79	- 30	100	- 50
S. can.	3,910	3,925	+ 125	+ 149	+ 239	+ 335	+ 785	+ 1,025
S. can. (400)	3,910	3,925	+ 125	+ 149	+ 235	+ 280	+ 785	+ 1,025
S. can. (400)	3,910	3,925	+ 125	+ 149	+ 235	+ 280	+ 785	+ 1,025
S. can. (400)	3,910	3,925	+ 125	+ 149	+ 235	+ 280	+ 785	+ 1,025
S. can. (400)	3,910	3,925	+ 125	+ 149	+ 235	+ 280	+ 785	+ 1,025
S. can. (400)	3,910	3,925	+ 125	+ 149	+ 235	+ 280	+ 785	+ 1,025
S. can. (400)	3,910	3,925	+ 125	+ 149	+ 235	+ 280	+ 785	+ 1,025
S. can. (400)	3,910	3,925	+ 125	+ 149	+ 235	+ 280	+ 785	+ 1,025
S. can. (400)	3,910	3,925	+ 125	+ 149	+ 235	+ 280	+ 785	+ 1,025
S. can. (400)	3,910	3,925	+ 125	+ 149	+ 235	+ 280	+ 785	+ 1,025
S. can. (400)	3,910	3,925	+ 125	+ 149	+ 235	+ 280	+ 785	+ 1,025
S. can. (400)	3,910	3,925	+ 125	+ 149	+ 235	+ 280	+ 785	+ 1,025
S. can. (400)	3,910	3,925	+ 125	+ 149	+ 235	+ 280	+ 785	+ 1,025
S. can. (400)	3,910	3,925	+ 125	+ 149	+ 235	+ 280	+ 785	+ 1,025
S. can. (400)	3,910	3,925	+ 125	+ 149	+ 235	+ 280	+ 785	+ 1,025
S. can. (400)	3,910	3,925	+ 125	+ 149	+ 235	+ 280	+ 785	+ 1,025
S. can. (400)	3,910	3,925	+ 125	+ 149	+ 235	+ 280	+ 785	+ 1,025
S. can. (400)	3,910	3,925	+ 125	+ 149	+ 235	+ 280	+ 785	+ 1,025
S. can. (400)	3,910	3,925	+ 125	+ 149	+ 235	+ 280	+ 785	+ 1,025
S. can. (400)	3,910	3,925	+ 125	+ 149	+ 235	+ 280	+ 785	+ 1,025
S. can. (400)	3,910	3,925	+ 125	+ 149	+ 235	+ 280	+ 785	+ 1,025
S. can. (400)	3,910	3,925	+ 125	+ 149	+ 235	+ 280	+ 785	+ 1,025
S. can. (400)	3,910	3,925	+ 125	+ 149	+ 235	+ 280	+ 785	+ 1,025
S. can. (400)	3,910	3,925	+ 125	+ 149	+ 235	+ 280	+ 785	+ 1,025
S. can. (400)	3,910	3,925	+ 125	+ 149	+ 235	+ 280	+ 785	+ 1,025
S. can. (400)	3,910	3,925	+ 125	+ 149	+ 235	+ 280	+ 785	+ 1,025
S. can. (400)	3,910	3,925	+ 125	+ 149	+ 235	+ 280	+ 785	+ 1,025
S. can. (400)	3,910	3,925	+ 125	+ 149	+ 235	+ 280	+ 785	+ 1,025
S. can. (400)	3,910	3,925	+ 125	+ 149	+ 235	+ 280	+ 785	+ 1,025
S. can. (400)	3,910	3,925	+ 125	+ 149	+ 235	+ 280	+ 785	+ 1,025
S. can. (400)	3,910	3,925	+ 125	+ 149	+ 235	+ 280	+ 785	+ 1,025
S. can. (400)	3,910	3,925	+ 125	+ 149	+ 235	+ 280	+ 785	+ 1,025
S. can. (400)	3,910	3,925	+ 125	+ 149	+ 235	+ 280	+ 785	+ 1,025
S. can. (400)	3,910	3,925	+ 125	+ 149	+ 235	+ 280	+ 785	+ 1,025
S. can. (400)	3,910	3,925	+ 125	+ 149	+ 235	+ 280	+ 785	+ 1,025
S. can. (400)	3,910	3,925	+ 125	+ 149	+ 235	+ 280	+ 785	+ 1,025
S. can. (400)	3,910	3,925	+ 125	+ 149	+ 235	+ 280	+ 785	+ 1,025
S. can. (400)	3,910	3,925	+ 125	+ 149	+ 235	+ 280	+ 785	+ 1,025
S. can. (400)	3,910	3,925	+ 125	+ 149	+ 235	+ 280	+ 785	+ 1,025
S. can. (400)	3,910	3,925	+ 125	+ 149	+ 235	+ 280	+ 785	+ 1,025
S. can. (400)	3,910	3,925	+ 125	+ 149	+ 235	+ 280	+ 785	+ 1,025
S. can. (400)	3,910	3,925	+ 125	+ 149	+ 235	+ 280	+ 785	+ 1,025
S. can. (400)	3,910	3,925	+ 125	+ 149	+ 235	+ 280	+ 785	+ 1,025
S. can. (400)	3,910	3,925	+ 125	+ 149	+ 235	+ 280	+ 785	+ 1,025
S. can. (400)	3,910	3,925	+ 125	+ 149	+ 235	+ 280	+ 785	+ 1,025
S. can. (400)	3,910	3,925	+ 125	+ 149	+ 235	+ 280	+ 785	+ 1,025
S. can. (400)	3,910	3,925	+ 125	+ 149	+ 235	+ 280	+ 785	+ 1,025
S. can. (400)	3,910	3,925	+ 125	+ 149	+ 235	+ 280	+ 785	+ 1,025
S. can. (400)	3,910	3,925	+ 125	+ 149	+ 235	+ 280	+ 785	+ 1,025
S. can. (400)	3,910	3,925	+ 125	+ 149	+ 235	+ 280	+ 785	+ 1,025
S. can. (400)	3,910	3,925	+ 125	+ 149	+ 235	+ 280	+ 785	+ 1,025
S. can. (400)	3,910	3,925	+ 125	+ 149	+ 235	+ 280	+ 785	+ 1,025
S. can. (400)	3,910	3,925	+ 125	+ 149	+ 235	+ 280	+ 785	+ 1,025
S. can. (400)	3,910	3,925	+ 125	+ 149	+ 235	+ 280	+ 785	+ 1,025
S. can. (400)	3,910	3,925	+ 125	+ 149	+ 235	+ 280	+ 785	+ 1,025
S. can. (400)	3,910	3,925	+ 125	+ 149	+ 235	+ 280	+ 785	+ 1,025
S. can. (400)	3,910	3,925	+ 125	+ 149	+ 235	+ 280	+ 785	+ 1,025
S. can. (400)	3,910	3,925	+ 125	+ 149	+ 235	+ 280	+ 785	+ 1,025
S. can. (400)	3,910	3,925	+ 125	+ 149	+ 235	+ 280	+ 785	+ 1,025
S. can. (400)	3,910	3,925	+ 125	+ 149	+ 235	+ 280	+ 785	+ 1,025
S. can. (400)	3,910	3,925	+ 125	+ 149	+ 235	+ 280	+ 785	+ 1,025
S. can. (400)	3,910	3,925	+ 125	+ 149	+ 235	+ 280	+ 785	+ 1,025
S. can. (400)	3,910	3,925	+ 125	+ 149	+ 235	+ 280	+ 785	+ 1,025
S. can. (400)	3,910	3,925	+ 125	+ 149	+ 235	+ 280	+ 785	+ 1,025
S. can. (400)	3,910	3,925	+ 125	+ 149	+ 235	+ 280	+ 785	+ 1,025
S. can. (400)	3,910	3,925	+ 125	+ 149	+ 235	+ 280	+ 785	+ 1,025
S. can. (400)	3,910	3,925	+ 125	+ 149	+ 235	+ 280	+ 785	+ 1,025
S. can. (400)	3,910	3,925	+ 125	+ 149	+ 235	+ 280	+ 785	+ 1,025
S. can. (400)	3,910	3,925	+ 125	+ 149	+ 235	+ 280	+ 785	+ 1,025
S. can. (400)	3,910	3,925	+ 125	+ 149	+ 235	+ 280	+ 785	+ 1,025
S. can. (400)	3,910	3,925	+ 125	+ 149	+ 235	+ 280	+ 785	+ 1,025
S. can. (400)	3,910	3,925	+ 125	+ 149	+ 235	+ 280	+ 785	+ 1,025
S. can. (400)	3,910	3,925	+ 125	+ 149	+ 235	+ 280	+ 785	+ 1,025
S. can. (400)	3,910	3,925	+ 125	+ 149	+ 235	+ 280	+ 785	+ 1,025
S. can. (400)	3,910	3,925	+ 125	+ 149	+ 235	+ 280	+ 785	+ 1,025
S. can. (400)	3,910	3,925	+ 125	+ 149	+ 235	+ 280	+ 785	+ 1,025
S. can. (400)	3,910	3,925	+ 125	+ 149	+ 235	+ 280	+ 785	+ 1,025
S. can. (400)	3,910	3,925	+ 125	+ 149	+ 235	+ 280	+ 785	+ 1,025
S. can. (400)	3,910	3,925	+ 125	+ 149	+ 235	+ 280	+ 785	+ 1,025
S. can. (400)	3,910	3,925	+ 125	+ 149	+ 235	+ 280	+ 785	+ 1,025
S. can. (400)								

**Cours relevés
à 14 h 57**

Comptant (selection)

SICAV (selection)

5/4

VALEURS	% du total	% du coupon	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Emission	Rechat net	VALEURS	Emission	Rechat net
Obligations						Étrangères											
Emp. 8,80 % 7/83	128 35	7 894	Chemins de fer	178	878	Leclerc	757	800	Tour Eiffel	304	238 10	A.A.A.	894 11	687 42	Paris-Petiteville	28 11	31 47
8,80 % 7/83	101	7 230	C.N.R. (R)	142	145	Lyon-Mercant. Ind.	128	131	Tour Eiffel	363 80	388 70	Antin	194 22	189 22	Paris-Rive	217 86	215 18
10,80 % 7/83	100 75	8 374	C.N.R. (R)	170	174	Magasin d'Union	128	131	U.A.P. S.M.	500	505	Antin	380 04	380 70	Paris-Rive	1088 46	1088 46
12,25 % 8/80	308 28	13 188	C.N.R. (R)	228	228	Magasin d'Union	117 80	120	U.A.P. S.M.	918	918	Antin	310 80	288 70	Paris-Rive	240 34	238 70
10,80 % 8/80	100 75	8 374	C.N.R. (R)	228	228	Magasin d'Union	117 80	120	U.A.P. S.M.	918	918	Antin	478 87	462 53	Paris-Rive	621 91	608 74
12,25 % 8/80	114 42	2 762	C.N.R. (R)	228	228	Magasin d'Union	117 80	120	U.A.P. S.M.	918	918	Antin	543 53	528	Paris-Rive	227 80	222 05
10 % 8/80	114 42	2 762	C.N.R. (R)	228	228	Magasin d'Union	117 80	120	U.A.P. S.M.	918	918	Antin	886 42	872 12	Paris-Rive	8852 92	8828 61
10 % 8/80	114 42	2 762	C.N.R. (R)	228	228	Magasin d'Union	117 80	120	U.A.P. S.M.	918	918	Antin	580 18	568 08	Paris-Rive	580 18	568 08
10 % 8/80	114 42	2 762	C.N.R. (R)	228	228	Magasin d'Union	117 80	120	U.A.P. S.M.	918	918	Antin	1088 18	1088 18	Paris-Rive	1088 18	1088 18
10 % 8/80	114 42	2 762	C.N.R. (R)	228	228	Magasin d'Union	117 80	120	U.A.P. S.M.	918	918	Antin	427 77	417 34	Paris-Rive	1088 18	1088 18
10 % 8/80	114 42	2 762	C.N.R. (R)	228	228	Magasin d'Union	117 80	120	U.A.P. S.M.	918	918	Antin	58 08	56 18	Paris-Rive	1088 18	1088 18
10 % 8/80	114 42	2 762	C.N.R. (R)	228	228	Magasin d'Union	117 80	120	U.A.P. S.M.	918	918	Antin	1108 18	1108 18	Paris-Rive	1088 18	1088 18
10 % 8/80	114 42	2 762	C.N.R. (R)	228	228	Magasin d'Union	117 80	120	U.A.P. S.M.	918	918	Antin	1087 96	1087 96	Paris-Rive	1088 18	1088 18
10 % 8/80	114 42	2 762	C.N.R. (R)	228	228	Magasin d'Union	117 80	120	U.A.P. S.M.	918	918	Antin	552 82	540 31	Paris-Rive	1088 18	1088 18
10 % 8/80	114 42	2 762	C.N.R. (R)	228	228	Magasin d'Union	117 80	120	U.A.P. S.M.	918	918	Antin	1251 92	1251 92	Paris-Rive	1088 18	1088 18
10 % 8/80	114 42	2 762	C.N.R. (R)	228	228	Magasin d'Union	117 80	120	U.A.P. S.M.	918	918	Antin	1178 40	1178 40	Paris-Rive	1088 18	1088 18
10 % 8/80	114 42	2 762	C.N.R. (R)	228	228	Magasin d'Union	117 80	120	U.A.P. S.M.	918	918	Antin	1448 58	1448 58	Paris-Rive	1088 18	1088 18
10 % 8/80	114 42	2 762	C.N.R. (R)	228	228	Magasin d'Union	117 80	120	U.A.P. S.M.	918	918	Antin	1908 98	1898 98	Paris-Rive	1088 18	1088 18
10 % 8/80	114 42	2 762	C.N.R. (R)	228	228	Magasin d'Union	117 80	120	U.A.P. S.M.	918	918	Antin	708 72	708 72	Paris-Rive	1088 18	1088 18
10 % 8/80	114 42	2 762	C.N.R. (R)	228	228	Magasin d'Union	117 80	120	U.A.P. S.M.	918	918	Antin	1342 92	1342 92	Paris-Rive	1088 18	1088 18
10 % 8/80	114 42	2 762	C.N.R. (R)	228	228	Magasin d'Union	117 80	120	U.A.P. S.M.	918	918	Antin	1488 98	1488 98	Paris-Rive	1088 18	1088 18
10 % 8/80	114 42	2 762	C.N.R. (R)	228	228	Magasin d'Union	117 80	120	U.A.P. S.M.	918	918	Antin	1024 98	1024 98	Paris-Rive	1088 18	1088 18
10 % 8/80	114 42	2 762	C.N.R. (R)	228	228	Magasin d'Union	117 80	120	U.A.P. S.M.	918	918	Antin	1258 42	1258 42	Paris-Rive	1088 18	1088 18
10 % 8/80	114 42	2 762	C.N.R. (R)	228	228	Magasin d'Union	117 80	120	U.A.P. S.M.	918	918	Antin	368 18	368 18	Paris-Rive	1088 18	1088 18
10 % 8/80	114 42	2 762	C.N.R. (R)	228	228	Magasin d'Union	117 80	120	U.A.P. S.M.	918	918	Antin	148 08	148 08	Paris-Rive	1088 18	1088 18
10 % 8/80	114 42	2 762	C.N.R. (R)	228	228	Magasin d'Union	117 80	120	U.A.P. S.M.	918	918	Antin	148 08	148 08	Paris-Rive	1088 18	1088 18
10 % 8/80	114 42	2 762	C.N.R. (R)	228	228	Magasin d'Union	117 80	120	U.A.P. S.M.	918	918	Antin	148 08	148 08	Paris-Rive	1088 18	1088 18
10 % 8/80	114 42	2 762	C.N.R. (R)	228	228	Magasin d'Union	117 80	120	U.A.P. S.M.	918	918	Antin	148 08	148 08	Paris-Rive	1088 18	1088 18
10 % 8/80	114 42	2 762	C.N.R. (R)	228	228	Magasin d'Union	117 80	120	U.A.P. S.M.	918	918	Antin	148 08	148 08	Paris-Rive	1088 18	1088 18
10 % 8/80	114 42	2 762	C.N.R. (R)	228	228	Magasin d'Union	117 80	120	U.A.P. S.M.	918	918	Antin	148 08	148 08	Paris-Rive	1088 18	1088 18
10 % 8/80	114 42	2 762	C.N.R. (R)	228	228	Magasin d'Union	117 80	120	U.A.P. S.M.	918	918	Antin	148 08	148 08	Paris-Rive	1088 18	1088 18
10 % 8/80	114 42	2 762	C.N.R. (R)	228	228	Magasin d'Union	117 80	120	U.A.P. S.M.	918	918	Antin	148 08	148 08	Paris-Rive	1088 18	1088 18
10 % 8/80	114 42	2 762	C.N.R. (R)	228	228	Magasin d'Union	117 80	120	U.A.P. S.M.	918	918	Antin	148 08	148 08	Paris-Rive	1088 18	1088 18
10 % 8/80	114 42	2 762	C.N.R. (R)	228	228	Magasin d'Union	117 80	120	U.A.P. S.M.	918	918	Antin	148 08	148 08	Paris-Rive	1088 18	1088 18
10 % 8/80	114 42	2 762	C.N.R. (R)	228	228	Magasin d'Union	117 80	120	U.A.P. S.M.	918	918	Antin	148 08	148 08	Paris-Rive	1088 18	1088 18
10 % 8/80	114 42	2 762	C.N.R. (R)	228	228	Magasin d'Union	117 80	120	U.A.P. S.M.	918	918	Antin	148 08	148 08	Paris-Rive	1088 18	1088 18
10 % 8/80	114 42	2 762	C.N.R. (R)	228	228	Magasin d'Union	117 80	120	U.A.P. S.M.	918	918	Antin	148 08	148 08	Paris-Rive	1088 18	1088 18
10 % 8/80	114 42	2 762	C.N.R. (R)	228	228	Magasin d'Union	117 80	120	U.A.P. S.M.	918	918	Antin	148 08	148 08	Paris-Rive	1088 18	1088 18
10 % 8/80	114 42	2 762	C.N.R. (R)	228	228	Magasin d'Union	117 80	120	U.A.P. S.M.	918	918	Antin	148 08	148 08	Paris-Rive	1088 18	1088 18
10 % 8/80	114 42	2 762	C.N.R. (R)	228	228	Magasin d'Union	117 80	120	U.A.P. S.M.	918	918	Antin	148 08	148 08	Paris-Rive	1088 18	1088 18
10 % 8/80	114 42	2 762	C.N.R. (R)	228	228	Magasin d'Union	117 80	120	U.A.P. S.M.	918	918	Antin	148 08	148 08	Paris-Rive	1088 18	1088 18
10 % 8/80	114 42	2 762	C.N.R. (R)	228	228	Magasin d'Union	117 80	120	U.A.P. S.M.	918	918	Antin	148 08	148 08	Paris-Rive	1088 18	1088 18
10 % 8/80	114 42	2 762	C.N.R. (R)	228	228	Magasin d'Union	117 80	120	U.A.P. S.M.	918	918	Antin	148 08	148 08	Paris-Rive	1088 18	1088 18
10 % 8/80	114 42	2 762	C.N.R. (R)	228	228	Magasin d'Union	117 80	120	U.A.P. S.M.	918	918	Antin	148 08	148 08	Paris-Rive	1088 18	1088 18
10 % 8/80	114 42	2 762	C.N.R. (R)	228	228	Magasin d'Union	117 80	120	U.A.P. S.M.	918	918	Antin	148 08	148 08	Paris-Rive	1088 18	1088 18
10 % 8/80	114 42	2 762	C.N.R. (R)	228	228	Magasin d'Union	117 80	120	U.A.P. S.M.	918	918	Antin	148 08	148 08	Paris-Rive	1088 18	1088 18
10 % 8/80	114 42	2 762	C.N.R. (R)	228	228	Magasin d'Union	117 80	120	U.A.P. S.M.	918	918	Antin	148 08	148 08	Paris-Rive	1088 18	1088 18
10 % 8/80	114 42	2 762	C.N.R. (R)	228	228	Magasin d'Union	117 80	120	U.A.P. S.M.	918	918	Antin	148 08	148 08	Paris-Rive	1088 18	1088 18
10 % 8/80	114 42	2 762	C.N.R. (R)	228	228	Magasin d'Union	117 80	120	U.A.P. S.M.	918	918	Antin	148 08	148 08	Paris-Rive	1088 18	1088 18
10 % 8/80	114 42	2 762	C.N.R. (R)	228	228	Magasin d'Union	117 80	120	U.A.P. S.M.	918	918	Antin	148 08	148 08	Paris-Rive	1088 18	1088 18
10 % 8/80	114 42	2 762	C.N.R. (R)	228	228	Magasin d'Union	117 80	120	U.A.P. S.M.	918	918	Antin	148 08	148 08	Paris-Rive	1088 18	1088 18
10 % 8/80	114 42	2 762	C.N.R. (R)	228	228	Magasin d'Union	117 80	120	U.A.P. S.M.	918	918	Antin	148 08	148 08	Paris-Rive	1088 18	1088 18
10 % 8/80	114 42	2 762	C.N.R. (R)	228	228	Magasin d'Union	117 80	120	U.A.P. S.M.	918	918	Antin	148 08	148 08	Paris-Rive	1088 18	1088 18
10 % 8/80	114 42	2 762	C.N.R. (R)	228	228	Magasin d'Union	117 80	120	U.A.P. S.M.	918	918	Antin	148 08	148 08	Paris-Rive	1088 18	1088 18
10 % 8/80	114 42	2 762	C.N.R. (R)	228	228	Magasin d'Union	117 80	120	U.A.P. S.M.	918	918	Antin	148 08	148 08	Paris-Rive	1088 18	1088 18
10 % 8/80	114 42	2 762	C.N.R. (R)	228	228	Magasin d'Union	117 80	120	U.A.P. S.M.	918	918	Antin	148 08	148 08	Paris-Rive	1088 18	1088 18
10 % 8/80	114 42	2 762	C.N.R. (R)	228	228	Magasin d'Union	117 80	120	U.A.P. S.M.	918	918	Antin	148 08	148 08	Paris-Rive	1088 18	1088 18
10 % 8/80	114 42	2 762	C.N.R. (R)	228	228	Magasin d'Union	117 80	120	U.A.P. S.M.	918	918	Antin	148 08	148 08	Paris-Rive	1088 18	1088 18
10 % 8/80	114 42	2 762	C.N.R. (R)	228	228	Magasin d'Union	117 80	120	U.A.P. S.M.	918	918	Antin	148 08	148 08	Paris-Rive	1088 18	1088 18
10 % 8/80	114 42	2 762	C.N.R. (R)	228	228	Magasin d'Union	117 80	120	U.A.P. S.M.	918	918	Antin	148 08	148 08	Paris-Rive	1088 18	1088 18
10 % 8/80	114 42	2 762	C.N.R. (R)	228	228	Magasin d'Union	117 80	120	U.A.P. S.M.	918	918	Antin	148 08	148 08	Paris-Rive	1088 18	1088 18
10 % 8/80	114 42	2 762	C.N.R. (R)	228	228	Magasin d'Union	117 80	120	U.A.P. S.M.	918	918	Antin	148 08	148 08	Paris-Rive	1088 18	1088 18
10 % 8/80	114 42	2 762	C.N.R. (R)	228	228	Magasin d'Union	117 80	120	U.A.P. S.M.	918	918	Antin	148 08	148 08	Paris-Rive	1088 18	1088 18
10 % 8/80	114 42	2 762	C.N.R. (R)	228	228	Magasin d'Union	117 80	120	U.A.P. S.M.	918	918	Antin	148 08	148 08	Paris-Rive	1088 18	1088 18
10 % 8/80	114 42	2 762	C.N.R. (R)	228	228	Magasin d'Union	117 80	120	U.A.P. S.M.	918	918	Antin	148 08	148 08	Paris-Rive	1088 18	1088 18
10 % 8/80	114																

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu

PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

Le Monde

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	ARTS ET SPECTACLES	ÉCONOMIE	SERVICES	MINITEL
3 Le détournement d'un avion koweïtien. 5 Remaniement ministériel au Sénégal. 6 Nicaragua : la mise en œuvre des accords de cessez-le-feu entre sandinistes et la Contra. 8 Les négociations de Genève sur l'Afghanistan.	12 à 14 La campagne présidentielle. DÉBATS 2 « Procrétisme, angoisse et réalités », par le professeur Claude Sureau.	15 Après l'assassinat de Duccio September, une déclaration du ministre sud-africain de l'information. - Football : l'élimination du Maître-Racing. 16 Une journée mondiale sans tabac.	17 Cinéma : Longue vie à la signora, d'Ermanno Olmi. 19 Théâtre : El Publico, de Federico Garcia Lorca à l'Odéon. - Hélène Vincent joue Père, de Strindberg. 20 Expositions. 24 Communication.	27 L'ASSEDIC de Paris taxée d'incompétence et de laxisme. 28 Les inquiétants reculs du commerce extérieur. - La Commission européenne conteste une disposition de la loi française de privatisation. 30-31 Marchés financiers.	Abonnements 2 Annonces classées 25 Carnet 24 Météorologie 23 Mots croisés 23 Radio-télévision 23	● Tous les sondages TEO ● Jouez avec le Monde JEUX ● Chaque matin 10 h : le mini-journal JOUR Actualité, International, Bourse, Abonnements, OPA, Campus, 3815 Taper LEMONDE

La campagne présidentielle

Le dernier quart d'heure

Le mardi 5 avril, 23 h 40, dans les locaux du Conseil constitutionnel. Dans vingt minutes, le délégué aux élections, le député Jean-Pierre Chevènement, va présenter un candidat à l'élection présidentielle sera clos.

La fébrilité des semaines précédentes (un millier de présentations en moyenne ont été chaque jour reçues ou déposées, enregistrées et « traitées ») a cessé. Malgré l'heure tardive, il ne s'agit plus que d'attendre l'ultime distribution de courriers prévue pour minuit moins le quart, la cinquante de cette dernière journée, au lieu de trois habituellement.

Et justement le facteur de la dernière heure s'annonce. Il est porteur des dix envois. Comme il l'a fait quelques minutes plus tôt pour un ultime télégramme de Guyane et superavit près de seize mille fois avec tous les parlements reçus ou déposés, le personnel du Conseil constitutionnel fait donc un sort à ces envois.

Les plis sont ouverts. Un premier contrôle visuel permet de mettre à part une présentation présumée douteuse qui devra faire l'objet de vérifications : le cachet de la mairie d'envoi n'y figure pas.

Les neuf autres sont rapidement classées par nom de candidat. Ce soir, le procédé paraît superflu : les dernières présentations concernant toutes M. Chirac ou Mitterrand. Mais il a, les jours précédents, facilité la tâche ultérieure de saisie informatique par les opératrices.

Les présentations sont ensuite enregistrées et horodatées. L'original ira dormir dans une armoire forte. Une photocopie unique sera prise pour les présentations qui ne posent pas de problème.

deux pour celles qui entraînent vérification.

Il ne reste plus qu'à saisir les présentations validées. Les indications relatives à tous les « présentateurs » possibles sont déjà en mémoire. L'enregistrement constitue donc un contrôle supplémentaire ; tout « rejet machine » entraînerait des investigations complémentaires.

Toutes ces opérations n'ont demandé que quelques minutes. Il en reste quelques autres pendant lesquelles un maire hâlé, un conseiller général marthonien, un aspirant candidat qui aurait racé ses fonds de tiroir, pourraient franchir la lourde porte de la rue de Montpensier, porteurs d'une ou multiples présentations.

Minuit c'est fini

Pure hypothèse. Personne ne viendra. Le secrétaire général du Conseil constitutionnel a fait régler sa montre pour la circonstance. Le responsable du service juridique a formé le numéro de téléphone de l'horloge parlante pour plus de certitude. Minuit : c'est fini.

Ou plutôt : cela continue ; le mercredi 6 avril sera le jour des ultimes arbitrages des cas litigieux. Le lendemain sera établie la liste des candidats. Ces derniers devront faire connaître leur consentement au Conseil : verser la caution symbolique des 10 000 F ; faire parvenir au Conseil constitutionnel, sous pli scellé, une déclaration d'état de leur patrimoine, s'engager, en cas d'élection, à rendre publique une autre déclaration de même genre, avant l'expiration de leur mandat. La France vaut bien trois ou quatre petites formalités.

MICHEL KAJMAN.

L'écart s'accroît entre M. Chirac et M. Barre selon un sondage de la SOFRES

Les intentions de vote en faveur de M. Raymond Barre sont en baisse tant au premier tour qu'au second, selon les résultats du sondage réalisé par la SOFRES et publié le mercredi 6 avril dans quatre journaux de province (1). 15 % des personnes interrogées (au lieu de 17 % dans l'enquête SOFRES-Événement du jeudi publiée le 31 mars) se prononcent au premier tour de la consultation, en faveur du candidat de l'UDF, qui enregistre la son plus mauvais score depuis le début de la réalisation, par la SOFRES, de sondages d'intentions de vote en novembre 1987. M. Barre est devancé par M. Chirac, qui recueille 24 % des suffrages (au lieu de 23,5 %) et obtient, pour sa part, son plus haut niveau dans une série d'enquêtes. M. François Mitterrand demeure en tête, comme la fois précédente, avec 37 % des voix. M. Jean-Marie Le Pen recueille également, quant à lui, son meilleur score en étant crédité de 11,5 % des intentions de vote (au lieu de 10,5 %).

Au second tour, le candidat-président l'emporte quel que soit son adversaire : il recueille 56 % des suffrages (au lieu de 55 %) face à M. Barre et 55 % (comme la semaine dernière) lorsqu'il est opposé à M. Chirac. C'est la première fois pour la SOFRES que le candidat de l'UDF obtient un résultat inférieur au premier ministre au second tour.

Face à M. Mitterrand, ce dernier bénéficie du soutien de 66 % des électeurs s'étant déclarés en faveur de M. Barre au premier tour, et de 61 % des sympathisants du président du Front national. Placé dans cette hypothèse, le candidat de l'UDF est crédité des voix de 77 % des électeurs chiraquiens et de 56 % des partisans lepénistes.

(1) Sondage publié dans les Dernières Nouvelles d'Alsace, la Dépêche du Midi, le Provençal et la Nouvelle République, effectué les 1^{er} et 2^{avril} auprès de 961 personnes.

M^{lle} Laguiller à l'assaut des « larbins de la bourgeoisie »

ORLÉANS de notre envoyé spécial

« Travailleurs, travailleurs, amis et camarades... » L'air de l'air, l'air de l'air, pour servir ces quatre mots de passe constituent le signe de ralliement révolutionnaire des compagnons de lutte (ouvriers) d'Arlette. De sa première campagne électorale présidentielle de 1974 aux meetings préparatoires de sa troisième aventure élyséenne en 1988, elle continue de faire l'originalité de M^{lle} Laguiller. Comme si la permanence était le gage de l'extraordinaire. Les autres changent, pas elle. Il en a donc été de même, le mardi 5 avril, à Orléans. La salle des Carmes avait juste ce qu'il fallait de sièges pour accueillir les quelque trois cents amis de l'organisation trotskiste. Lutte ouvrière.

A peine plus lasse que quatorze ans auparavant, M^{lle} Laguiller sait encore s'enflammer pour ériger la bourgeoisie et « les larbins politiques ou écrivains à son service », c'est-à-dire « les Mitterrand, Chirac et Barre » pour les premiers sommés, et les journalistes pour la seconde tournée. Pendant une petite heure, celle qui représente le « camp des travailleurs » comme le proclament ses affiches passe à la moulinette M. Mitterrand, qui « consacre toutes ses attentions à cette frange de l'électorat de droite qui lui permet tra d'être réélu », raille M. Chirac, qui « essaie désespérément de convaincre que Mitterrand est un homme de gauche » et cabote la « classe ouvrière » à ne pas se laisser abuser par M. Le Pen, « un ex-para des guerres perdues de l'impérialisme français ».

Si M^{lle} Laguiller rassure son électeur en refusant, par avance, tout « strapontin dans quelque gouvernement même de gauche », elle ne peut guère que se lamenter avec lui sur ce qu'elle décèle chez les « grandes organisations ouvrières » et « le gouvernement qui portait l'espoir des travailleurs » entre 1981 et 1986 : la trahison et l'assuétude. Ah, si le mouvement ouvrier était « politiquement vivant » ! Mais curieusement le mouvement ouvrier pose des questions aussi prosaïques que les observateurs au service du « la bourgeoisie » réunis. Ce fut l'objet de la seconde partie de la soirée.

Les techniques de communication ayant un peu évolué, tous les spectateurs peuvent « interpeller » la candidate. Cela va de cet ancien qui désespère d'avoir « loupé 68 alors que nous avions gagné » mais promet de livrer « moult détails sur ce qui s'est passé de 1960 à 1968 » à l'étudiant qui restera sur sa faim, question programme.

M. Lajoinie et M^{lle} Laguiller

Mort du cinéaste Pierre Prévert

Le cinéaste Pierre Prévert est mort mardi 5 avril. Il était âgé de quatre-vingt-deux ans.

Frère de Jacques, il participa avec lui au Groupe Octobre en 1936, puis réalisa, sur des scénarios de son frère, une série de films à l'esprit burlesque et surréaliste : *L'Affaire est dans le sac*, *Voyage surprise*, dont on découvre aujourd'hui l'importance.

Deux tentatives d'infiltration en Haute-Galilée déjouées

La pression des Palestiniens de l'extérieur

JERUSALEM de notre correspondant

La pression des Palestiniens de l'extérieur ne se relâche pas. Pour la troisième fois depuis le début du « soulèvement » dans les territoires occupés, deux commandos venus du Liban ont tenté, le mardi 5 avril, de franchir la frontière nord d'Israël. Selon les comptes rendus de l'armée, deux Palestiniens avaient été repérés aux premières heures de la journée par une patrouille circulant le long de la clôture frontalière près du kibboutz de Kfar-Yuval (région de Kiriat-Shmona). Les deux hommes, qui n'avaient pas encore franchi la frontière, se sont postés derrière des rochers et ont ouvert le feu sur la patrouille. Celle-ci a répliqué, puis encerclé les deux Palestiniens. A l'aube, des renforts ont donné l'assaut, tuant les deux hommes. Quatre soldats israéliens ont été légèrement blessés.

De source militaire, on indique que le commando — composé de jeunes gens d'une vingtaine d'années — avait été trouvé en possession de fusils d'assaut, de lance-grenades et de traces laissant entendre qu'ils s'apprêtaient à « une opération de prise d'otages en Israël ».

Une deuxième tentative d'infiltration avait eu lieu quelques heures auparavant. Elle s'était déroulée plus au nord à l'entrée de la « zone de sécurité » installée par Israël au sud du Liban. Cette zone, en principe contrôlée par une milice libanaise équipée par Israël (l'Armée du Liban du Sud), est aussi sillonnée par des forces de l'Etat hébreu. C'est une de ces patrouilles qui, vers minuit, dans le secteur de Bin-Jail, a ouvert le feu sur deux « suspects ». Ils ont réussi à s'enfuir ; la patrouille a relevé des traces de sang sur place.

deux fusils Kalachnikov et un lance-grenade. Ces opérations viennent s'ajouter à deux autres déjà tentées cette année (deux soldats israéliens tués le 4 février, trois Palestiniens et un soldat israélien tués le 19 janvier).

Par ailleurs, le secrétaire d'Etat, M. George Shultz, devait poursuivre mercredi 6 avril ses conversations à Jérusalem. Il a regagné Israël dans la soirée de mardi, de retour de visites-éclair en Jordanie et en Syrie. A Amman, son intention aurait été de convaincre le roi Hussein d'accepter une formule de conférence internationale très légère — quasi protocolaire — pour entamer l'opposition de M. Shamir à une telle réunion. A en croire les comptes-rendus cités par la presse israélienne, il n'a pas réussi, pas plus qu'il n'a, semble-t-il, débarrassé le chef de M. Shamir de négocier sur la base de la formule « la paix en échange de territoires ».

ALAIN FRACHON.

ÉTHIOPIE

Les organisations humanitaires évacuées d'Erythrée

Les autorités éthiopiennes ont décidé, mercredi, d'évacuer toutes les organisations humanitaires installées dans les provinces du Tigré et de l'Erythrée pour secourir les populations victimes de la famine.

Cette décision survient en pleine « mobilisation générale », décrétée il y a six jours pour répondre aux offensives en cours des guérillas tigréennes et érythréennes. (AFP.)

Dans les Hauts-de-Seine

Mise en service des cartes d'identité informatisées

Depuis le 1^{er} avril 1988, la nouvelle carte d'identité informatisée — dite infalsifiable — est distribuée dans le département des Hauts-de-Seine, dont M. Charles Pasqua était jusqu'en 1981, sénateur. M. Jacques Barrot, préfet des Hauts-de-Seine, M. Dominique Latournerie, directeur des libertés publiques et des affaires juridiques, et M. Richard Castera, directeur des transmissions et de l'informatique au ministère de l'Intérieur, présentent ce nouveau document, mercredi 6 avril, à la presse. Une centaine de cartes ont été distribuées au public depuis le début du mois. A terme, les auto-

rités pourraient en produire deux millions et demi par an.

De format international standard, le document administratif se présente sous la forme d'un rectangle plastifié un peu plus grand qu'une carte de crédit (le *Monde* du 11 février). Deux pays européens — la Belgique et l'Allemagne — ont, pour le moment, adopté une carte similaire de mêmes dimensions. L'Espagne étudie le projet, ainsi que l'Italie et la Grèce.

A noter que la zone optique réservée sur la carte française aux données qui permettent de contrôler automatiquement l'identité du titulaire est identique à celle qui figure sur la carte allemande, ce qui permettra de normaliser les contrôles aux frontières, effectués, indifféremment, par les autorités policières allemandes ou françaises.

Dans son bref exposé, M. Letourneur a insisté sur « un meilleur service rendu aux Français » par la nouvelle carte, dans leur vie quotidienne (rapports avec les administrations, contrôles facilités aux frontières, etc.). Il y a là, à l'évidence, la volonté d'effacer la mauvaise impression que l'informatisation des systèmes d'identité a produite auprès de nombreux Français inquiets devant les risques d'atteinte aux libertés que permet toute centralisation informatique de données.

G. M.

Dans le mensuel « Globe »

Un « manifeste » en faveur de Françoise Sagan

Le mensuel *Globe*, dans son édition d'avril qui sera mise en vente le vendredi 8 avril, publie un manifeste de soutien à Françoise Sagan, inculpée, le jeudi 17 mars, d'usage et de transport de stupéfiants (le *Monde* du 19 mars), manifeste signé par trente-deux personnalités.

Sous le titre : « Inculpez-nous avec Sagan ! », il comporte le texte suivant : « Puisque Françoise Sagan n'est accusée que d'un usage strictement personnel de stupéfiants, la violation du secret de l'instruction, la manipulation et les suites médiatiques qui lui sont données nous paraissent équivoques et scandaleuses. Dans ces conditions : nous sommes contre la drogue, nous sommes contre toutes les drogues. Nous sommes contre ceux qui en font commerce. Mais « coupables » d'avoir eu du pouvoir, un jour, fumer un joint, boire un verre de trop ou toucher à la cocaine, nous nous étonnons de ne pas avoir été inculpés avec elle... »

Cette déclaration a été signée par : Barbara, Jean-Jacques Belhère, Pierre Bergé, Jane Birkin, Sandrine Bonnaire, Claire Brocheur, Jean-Claude Brialy, Michel Ciment, Costa-Gavras, Régis Debray, Régine Deforges, Jacques Doullon, Arielle Dombasle, Marguerite Duras, Dominique Fernandez, Bernard Frank, Inès de la Fressange, Jean-Paul Gaultier, Jean-Paul Goude, Juliette Gréco, Jean-François Josselin, Jacques Laurent (de l'Académie française), Elli Medeiros, Olivier Orban, Gérard Oury, Michel Piccoli, France Roche, Sonia Rykiel, Jean-Paul Scarpitta, Philippe Sollers, Philippe Starck, Danielle Thompson, Nicole Wisnink.



SCIENCE & VIE MICRO

LES CHAMPIONS DU PRIX CASSÉ

Olivetti PC 1 contre ATARI PC 2. Pour la première fois, on peut acheter un compatible IBM de grand marque pour moins de 4 000 F.

ÉGALEMENT AU SOMMAIRE DU N° D'AVRIL

- Présentation en avant-première du CD-ROM d'Apple.
- 11 comptabilités pour PME à moins de 3 000 F.
- Le robot qui voit.

N° 1 DE LA PRESSE INFORMATIQUE

Excitant et actuel, va par le président des Tisnes Rodin :

LE GRAND JEU DE LA MODE, PROMOTIONS ET RABAIS !


Toutes les femmes veulent des prix ! (même et surtout les plus élégantes) Alors, Rodin, sort le grand jeu : A vous de repérer les prix les plus intéressants, les rabais les plus prometteurs. Un tableau « fil-papier » situé dans le magasin vous y aidera. Une multitude de bonnes affaires : linéages épatants, imprimés de charmes, fidèles colons, soies géantes, polystyrols chics, tailles impeccables, etc.

RODIN

36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

Le nombre du « Monde » daté 6 avril 1988 a été tiré à 465 587 exemplaires

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT



DES LIVRES

A C D E F G H